1859-1909

LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX

11 JUILLET 1859

JOURNAL DE MA MISSION A VÉRONE AUPRÈS DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE (1)

Lundi 11 juillet 1859.

Chaleur continue.

A onze heures un quart, départ de Salionzo pour le grand quartier général de l'Empereur à Valeggio. A 11 heures trois quarts, je rencontre un escadron des Guides rentrant. Arrivé à 11 heures trois quarts chez l'Empereur qui est à déjeuner, je ne demande pas à entrer et j'attends dans la chambre du général Fleury. A midi et demie, l'Empereur entre dans son cabinet avec le Roi. Je monte dans le salon de service au premier et j'attends.

(1) Au mois d'avril 1859, le prince Napoléon fut mis par l'Empereur à la tête du cinquième corps de l'armée d'Italie. Sa connaissance du pays, la situation que lui donnaient son caractère et ses alliances, l'avaient désigné pour ce commandement. Le 5e corps, débarqué à Gênes, occupa le grand-duché de Toscane, et les duchés de Parme et de Modène où le Prince, d'accord avec les patriotes italiens, organisa des gouvernemens provisoires. Le 3 juillet, le Prince rejoignit l'Empereur au quartier général de Valeggio. Au lendemain de la mission qu'il avait remplie le 11 à Vérone auprès de l'empereur d'Autriche, le prince Napoléon mit sur le papier ces notes que la *Revue des Deux Mondes* est heureuse d'être la première à publier.

On me parle (général Montebello, MM. Conneau, Cipriani) de l'entrevue qui a eu lieu le matin à 9 heures entre les deux empereurs à Villafranca. On dit qu'elle a été cordiale, l'empereur Napoléon arrivé le premier a été à la rencontre de l'empereur François-Joseph. A quelques centaines de pas, les deux souverains se sont rencontrés ; ils se sont avancés au galop l'un vers l'autre, laissant leurs suites en arrière, se sont donné la main, et marchant devant se sont acheminés au pas vers une maison préparée dans la grande rue du village. Ils sont descendus de cheval et sont restés une heure et demie ensemble. Après quoi, ils se sont réciproquement présenté leurs suites. Remontant à cheval, ils ont passé en revue, l'empereur Napoléon un escadron de gendarmes et un de hulans autrichiens, l'empereur François-Joseph un demi-escadron de Cent-gardes et un escadron de Guides français. Ils se sont donné la main en se quittant.

L'impression est que l'entrevue a été cordiale et sans rien de décisif.

Vers une heure, l'Empereur sort de son cabinet, et m'apercevant, me fait entrer en me disant qu'il m'attend depuis quelque temps, et pourquoi je n'étais pas venu plus tôt.

Il me fait part, devant le Roi, de ce qui s'est passé avec l'empereur d'Autriche. L'empereur François-Joseph a abordé très franchement les différens points qui devaient servir de base à la paix, en disant à l'empereur Napoléon qu'il désirait la paix qu'il cédait au sort des armes qui lui avait été contraire et qu'il voulait lui donner une grande preuve de confiance en lui indiquant de suite la limite de ses concessions. Il cède la Lombardie à l'empereur des Français, sauf les forteresses de Mantoue et de Peschiera. Il garde la Vénétie sous la couronne d'Autriche. Pour Peschiera, il se montre moins arrêté, et l'empereur Napoléon croit pouvoir obtenir une concession pour cette forteresse. Il insiste fortement sur le maintien dans leurs États des ducs de Toscane et de Modène ; il abandonne le duché de Parme. Que l'empereur des Français et le roi de Piémont en fassent ce qu'ils veulent. Il va au-devant du désir que l'Empereur peut avoir d'une amnistie générale à l'occasion des derniers événemens.

L'empereur Napoléon met en avant l'idée d'une confédération des divers États italiens, sous la présidence honoraire du Pape. L'empereur d'Autriche accepte cette idée, et dit textuellement que, pour la Vénétie, l'empire d'Autriche se trouvera vis-à-vis

de l'Italie dans une position analogue à celle du roi de Hollande, membre de la Confédération germanique, pour le Luxembourg.

L'empereur Napoléon réserve son adhésion à ces bases en disant qu'il faut qu'il y réfléchisse, et qu'il fera connaître incessamment sa décision à l'empereur François-Joseph. Celui-ci presse beaucoup l'empereur des Français de se décider, en lui disant ! *Dites oui, et tout est terminé, finissons-en tout de suite.* Au moment de se quitter encore, l'empereur Napoléon maintenant son désir de réfléchir avant une décision, l'empereur d'Autriche ajouta : *Eh bien! Sire, je vous prie de réfléchir dans mon sens, n'est-ce pas?*

L'empereur Napoléon semble demander conseil au roi de Sardaigne et à moi, mais je crois voir que son parti est pris en faveur de la paix. Le roi de Sardaigne ne fait aucun effort pour l'en dissuader ; il a même plutôt l'air satisfait. Je me permets de faire observer qu'au point où en sont les affaires, il faut, quel que soit le parti auquel s'arrête l'Empereur, une solution prompte et radicale ou la reprise de la guerre le 16 août, avec un renfort de troupes considérable de la part de la France et de l'Italie, avec un élan sérieux de la part de la révolution en Hongrie, avec des mesures pour mettre la France à l'abri d'une agression prussienne, ou l'acceptation des bases ci-dessus indiquées.

Le roi de Sardaigne dit à l'Empereur que, quelle que soit sa décision, il ne veut pas l'influencer, comprenant que l'intérêt de l'empire français doit le dominer avant tout, que dans tous les cas, il lui sera profondément reconnaissant de ce qu'il a fait pour la cause italienne, et qu'il peut compter sur sa fidélité dans toutes les circonstances.

Au bout d'une demi-heure de conversation assez vague, l'Empereur, se mettant à la table, dit : « Il faut cependant se décider. Je vais formuler par écrit le résumé de ce que l'empereur d'Autriche m'a proposé à Villafranca, ainsi que je l'ai compris.

« Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français il a été convenu ce qui suit :

« Les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne.

« Cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'empereur des Français qui, selon le vœu des populations, les remet au roi de Sardaigne.

« La Vénétie fera partie de la Confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Les deux souverains feront tous leurs efforts, excepté le recours aux armes, pour que les ducs de Toscane et de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale et une constitution.

« Les deux souverains demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes nécessaires, et de séparer administrativement les Légations du reste des États de l'Église.

« Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des parties belligérantes.

« Fait à Villafranca, le 11 juillet 1859. »

L'Empereur, ayant terminé, dit au roi de Sardaigne : « Voilà ce que je suis décidé à accepter, sauf des modifications de détails que la discussion pourra amener. Je vais envoyer auprès de l'empereur d'Autriche à Vérone. »

Le Roi prit alors congé de l'Empereur et partit. Je m'apprêtais à sortir avec lui et à rentrer à mon quartier général quand l'Empereur me retint, disant qu'il avait à causer avec moi.

Restés seuls, il me dit : « Ce n'est pas tout, il faut savoir si l'empereur d'Autriche a conservé de notre entrevue la même impression que moi et s'il est disposé à accepter les préliminaires ainsi que je les ai formulés. Il faut que je lui envoie quelqu'un qui puisse discuter avec lui, en donnant les développemens nécessaires aux différens points, ce que je ne puis faire dans une note aussi brève, et qui soit autorisé à me rapporter une rédaction définitive. Je ne puis y envoyer un simple officier d'ordonnance. »

Accoudés ensemble sur la fenêtre, où nous fumions, je proposai le maréchal Vaillant. L'Empereur répondit : « Non, il n'a pas assez de décision et n'en finira pas. » Nous pensâmes au général Martimprey. L'Empereur dit : « Je ne le connais pas assez.

Il ne connaît pas bien mes intentions sur la question italienne. Il serait trop long ou trop difficile de le mettre au courant de tout. »

Nous parlâmes encore du général Fleury et du colonel Reille. L'Empereur dit : « Non, ils sont trop petits. — Mais, dis-je, sire, vous n'avez personne d'autre. » Alors se relevant, il me dit : « Et si je t'y envoyais ? » Je me récriai sur cette proposition, disant que j'étais peu apte à faire la paix, moi qui étais grand partisan de la guerre, tout en reconnaissant que les lenteurs déplorables mises dans nos préparatifs militaires et maritimes, que l'absence d'un parc de siège considérable, que le peu de ressources militaires trouvées dans la population italienne, que la mauvaise organisation du gouvernement intérieur de la France, que les nouveaux sacrifices en hommes et en argent qu'il fallait demander au pays, que la nécessité de s'appuyer franchement sur l'élément révolutionnaire partout, que l'absence prolongée de l'Empereur à l'armée, que tout cela était des considérations d'une extrême gravité, et qu'en un mot, la mauvaise situation militaire me faisait comprendre les avantages de la paix, mais que j'étais véritablement peu propre à cette mission ; que d'un autre côté, malgré les propositions de l'empereur d'Autriche, je prévoyais certaines difficultés de sa part quand il faudrait signer définitivement ; que ma position de gendre du roi de Sardaigne serait peut-être une humiliation de plus pour l'empereur d'Autriche ; que, n'ayant pas assisté à l'entrevue des deux souverains, je ne pourrais répondre aux objections que l'empereur d'Autriche pourrait élever sur le texte rédigé par l'empereur Napoléon.

Appuyant longuement sur ces divers raisonnemens, je suppliai l'Empereur de me dispenser de cette mission. « Il ne s'agit pas de cela, me dit-il, il s'agit de me rendre un service. Veux-tu le faire, oui ou non ? Je ne puis pas rester dans la position où je suis, il faut que j'en sorte, et je vais écrire à l'empereur d'Autriche. »

Devant un ordre aussi formel et un désir si vivement exprimé, je crus devoir céder. L'Empereur se mit à sa table et écrivit la lettre suivante, dont je n'ai pas le texte, mais dont je me rappelle parfaitement le sens :

« Monsieur mon frère,

« J'ai bien réfléchi aux propositions que Votre Majesté m'a

faites dans l'entrevue de ce matin, et je me suis décidé à les accepter. J'en envoie la rédaction à Votre Majesté ainsi qu'elle est restée dans mes souvenirs. Je charge mon cousin, le prince Napoléon, de vous apporter cette lettre et ce projet de préliminaires. Il est autorisé à en discuter les termes avec Votre Majesté et à y apporter les modifications de détail qui pourraient résulter de cette discussion, ainsi qu'à donner à Votre Majesté tous les développemens et éclaircissemens nécessaires aux différens points stipulés. »

Je commandai au général Fleury une voiture à quatre chevaux de poste avec un courrier de la Maison de l'Empereur, et, à deux heures et demie, je me mis en route, avec mon aide de camp, le commandant Ragon.

En partant de Valeggio, voici ma position :

1° A la suite d'une entrevue entre les deux souverains, à laquelle je n'avais pas assisté, où des propositions verbales avaient été discutées, j'étais chargé d'une lettre pour l'empereur d'Autriche, dont la première phrase était une acceptation par l'empereur des Français des propositions autrichiennes.

2° J'étais accrédité pour débattre et accepter des modifications secondaires.

3° J'avais pour instruction formelle, si je ne pouvais pas terminer directement, de rapporter des propositions définitives signées par l'empereur d'Autriche.

C'était une démarche décisive qui devait amener un résultat dans un sens guerrier ou pacifique.

Après avoir passé à Villafranca à trois heures et demie, je fus arrêté vers quatre heures par les avant-postes autrichiens; c'était une compagnie d'un régiment hongrois. Je m'annonçai comme parlementaire, et le capitaine proposa de faire monter un officier dans ma voiture pour m'accompagner à Vérone. Ayant appris je ne sais comment qui j'étais, il m'adressa la parole en allemand fort poliment, en me disant qu'il ne croyait pas nécessaire de remplir vis-à-vis de moi cette formalité, et que j'étais libre de continuer ma route seul.

A quelques centaines de pas plus loin, je trouvai un bataillon hongrois campé dans un village; l'aspect des troupes était misérable : fatiguées, en mauvais état, répandant une odeur épouvantable. A peu de distance de là, j'aperçus Vérone avec sa ceinture

de forts détachés. Très grande chaleur, beaucoup de poussière, route large et fort belle. Pas beaucoup de chariots ni de mouvemens de troupes.

Arrivé à la porte de Vérone à quatre heures et quart, on me laissa passer d'abord sans difficulté, mais, à quelques dizaines de pas, l'officier de garde courut après ma voiture et me demanda qui j'étais et où j'allais. Je lui répondis que j'étais général français envoyé en parlementaire auprès de l'empereur d'Autriche. L'officier répondit qu'il avait pour consigne de faire accompagner les parlementaires, et il donna l'ordre à quatre soldats bohêmes d'accompagner et de diriger ma voiture jusqu'au palais de l'Empereur.

A quatre heures et demie, j'arrivais dans la cour du grand quartier général autrichien. C'est une maison assez simple, à peu de distance à gauche des anciennes Arènes, ancienne habitation du maréchal Radetzki.

Je descendis sous le vestibule, tout le monde était à dîner. Un aide de camp de service, que j'ai su plus tard être le prince de Hohenlohe, vint me recevoir. Je lui dis que je désirais voir l'empereur d'Autriche, ayant une mission auprès de lui de la part de l'empereur des Français.

Au bout de quelques minutes, pendant lesquelles j'observai une certaine émotion et de l'étonnement au quartier général, on me fit monter au premier étage dans un petit salon dans lequel vint me recevoir un général, que j'ai su depuis être le comte de Grühne. Il me dit qu'il allait prévenir l'Empereur qui me recevrait immédiatement.

Au bout de quelques instans en effet, arriva un jeune homme, grand, mince, très blond, avec de petites moustaches, vêtu d'une petite tunique bleu-gris à deux rangées de boutons, pantalon en toile grise; c'était l'empereur François-Joseph. Il me prit la main avec assez d'affabilité et d'aisance, disant qu'il était enchanté de me voir et me conduisit dans son cabinet qui forme le coin, après avoir traversé un second salon.

Là, il s'assit à son bureau et je m'assis du petit côté de la même table à droite. Je lui remis la lettre de l'Empereur. En la lisant attentivement, je crus deviner, sur la figure de l'empereur d'Autriche, un sentiment de satisfaction, mais, en même temps d'assez grand embarras. « Je suis enchanté, me dit-il, que l'empereur Napoléon accepte ma proposition de paix, mais j'ai

des observations assez graves à faire sur la rédaction que vous m'apportez. »

Je proposai à l'Empereur de me permettre de lui lire l'ensemble des propositions, et de les discuter ensuite une à une, ajoutant que j'étais fort peu diplomate ; que je ne pourrais que lui apporter une très grande franchise dans l'expression des sentimens de l'Empereur mon cousin ; qu'avant tout, j'avais pour ordre de terminer d'une façon ou d'une autre ; que le désir de l'empereur des Français était évidemment de faire une paix acceptable pour les parties belligérantes ; que son désir était sincère de mettre fin à l'effusion du sang et aux sacrifices nécessaires à la guerre, mais que le sort des armes nous ayant été favorable, il devait profiter de sa position ; que le moment était unique pour faire la paix, l'honneur de l'armée autrichienne étant intact, quoiqu'elle eût été malheureuse ; que l'armistice conclu jusqu'au 16 août donnerait à la guerre une plus grande énergie, mais que, dans tous les cas, nous étions décidés à la mener avec plus de vigueur encore que dans le passé, en nous servant de tous les moyens que nous pourrions avoir à notre disposition.

Voyant que ces dernières phrases produisaient un effet pénible sur mon interlocuteur, j'ajoutai que je lui demandais d'avance pardon de ce qu'il pouvait y avoir de rude et de peu diplomatique dans mon langage, mais que ma position, le peu qu'il pouvait connaître de mon caractère, les circonstances graves où nous nous trouvions, et jusqu'à mon costume négligé et poudreux, me faisaient espérer que mon entière franchise ne le blesserait pas.

« Oui, dit-il, j'aime autant cela. J'en ai du reste donné l'exemple à l'empereur Napoléon ce matin, en lui disant nettement ce que je pouvais faire et les limites de mes concessions. Mais croyez, ajouta-t-il, que si vous avez une opinion publique et des antécédens à ménager, j'en ai autant de mon côté, et qu'ils sont d'autant plus exigeans que c'est moi qui fais tous les sacrifices. »

Sur le premier paragraphe : *« les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne, »* l'Empereur dit qu'il ne tenait pas beaucoup à une confédération italienne, que cependant il l'acceptait.

Je répliquai que, dû moment où il acceptait de favoriser le principe de la Confédération, seul point indiqué dans ces préli-

minaires, je croyais inutile d'approfondir beaucoup ce point; que l'empereur Napoléon semblait tenir beaucoup à la Confédération italienne, mais qu'il n'avait pas eu le temps de développer ses idées et de me donner ses instructions de détail à ce sujet, dont l'application rentrait évidemment dans ce qu'auraient à faire les plénipotentiaires et était en dehors de ma mission; que personnellement, vu mon manque d'instructions sur ce point, je prévoyais en effet de graves difficultés dans son application, mais que je pensais que nous pourrions rédiger les préliminaires de façon que la Confédération ne fût pas un obstacle insurmontable pour la paix, si plus tard son organisation était reconnue impossible.

Sur le second paragraphe: « *cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père,* » l'empereur d'Autriche insista beaucoup pour faire enlever le mot *honoraire*, à la présidence du Pape, disant qu'il ne comprenait pas bien la différence que je faisais entre une présidence honoraire et une présidence réelle, que ce serait une source de difficultés, qu'il tenait à les épargner autant que possible aux plénipotentiaires, « parce que, ajouta-t-il en riant, vous savez que les diplomates ne sont pas toujours faits pour arranger les affaires. »

Je répondis que c'était pour être tout à fait franc que le mot « présidence honoraire » avait été mis, parce qu'il n'entrait pas dans l'idée de l'empereur Napoléon de faire du Pape le président réel, qu'il voulait seulement donner au Saint-Père une preuve de déférence pour sa haute position, mais qu'il me semblait que la première place appartenait toujours, dans une confédération, au plus puissant, que l'exemple de la Confédération allemande le prouvait suffisamment.

J'insistai donc pour laisser la rédaction telle qu'elle était, prévoyant que nous ne pourrions pas céder sur la suppression du mot *honoraire*.

Sur le troisième paragraphe : « *l'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'Empereur des Français, qui, selon le vœu des populations, les remet au roi de Sardaigne,* » l'empereur d'Autriche me demande ce que signifient les mots *selon le vœu des populations*?

Je lui réponds que le principe de notre droit public en France, et j'ose dire du droit moderne, est que les peuples acceptent leurs gouvernemens et que le principe de la souverai-

neté réside dans l'universalité des citoyens; que c'est la base de la dynastie napoléonienne ; que c'est le principe même sur lequel s'est appuyé l'Empereur pour la guerre actuelle, que nous ne pouvons admettre que les peuples se cèdent comme des propriétés particulières sans leur consentement ; que le roi de Piémont n'entend pas avoir fait la conquête de la Lombardie, mais l'avoir émancipée seulement et rendue à elle-même, libre de disposer de son sort.

Malgré tous les ménagemens que j'apportais dans mes paroles, il ne m'était pas difficile de m'apercevoir que le terrain était brûlant et que je risquais, pour une question de principe théorique, sans application ici, de faire tout échouer. Je trouvais que j'avais déjà été assez loin en soutenant devant l'empereur d'Autriche le principe du droit révolutionnaire. L'empereur d'Autriche, comprenant notre embarras réciproque, y mit un terme avec assez de finesse en disant : « Mon cher prince, nous ne sommes pas ici pour nous faire un cours de droit des gens. Il est inutile de discuter ces questions qui sont étrangères à la conclusion de la paix. Nous ne pourrions nous entendre. Ce que vous appelez le vœu des populations, le suffrage universel, etc., moi je l'appelle le droit révolutionnaire, que je ne puis reconnaître. Je ne connais que le droit écrit par les traités. D'après eux, je possède la Lombardie. Je veux bien, à la suite du sort des armes, céder mes droits à l'empereur Napoléon, mais je ne puis reconnaître le vœu des populations, ni rien de semblable. Je ne pourrais donc pas accepter ces mots. Vous-même ne devez pas y tenir, puisqu'ils ne sont pas nécessaires aux préliminaires de paix qui ne doivent constater que des faits et non des théories. Cette convention n'étant pas faite pour être publiée, vous n'avez aucun motif pour tenir à ces mots. L'empereur Napoléon mettra dans le traité qu'il fera avec le roi de Sardaigne, dans les proclamations qu'il adressera aux Lombards ou à la France, tout ce qu'il voudra, cela ne me regarde pas et je n'ai pas à m'en mêler. Il motivera sa conduite sur les principes de droit qui lui conviendront, mais il ne peut vouloir, dans une convention que je signe, m'imposer la reconnaissance de ce principe. »

Jusqu'à un certain point, ces observations pour supprimer ces mots dans le traité avec l'Autriche me paraissant justes, je n'insistai pas autrement. Je représentai seulement qu'il était indispensable de mettre une phrase qui fît reconnaître par l'em-

pereur d'Autriche la remise pure et simple de la Lombardie au roi de Sardaigne, que c'était nécessaire pour l'empereur des Français vis-à-vis de l'Europe et vis-à-vis de l'Italie, afin qu'on ne crût pas qu'il voulait s'arroger un droit quelconque sur cette partie de l'Italie conquise sur l'Autriche. L'empereur d'Autriche, après une assez longue discussion, reconnut cette nécessité, et se résuma ainsi : « La France a conquis la Lombardie qui m'appartient. Je reconnais cette conquête et la cession que l'Empereur en fait à son alliée, c'est tout ce que je puis faire ; mais je ne veux à aucun prix céder quoi que ce soit directement à la Sardaigne. Plutôt que d'accepter cette concession, qui touche pour moi à une question d'honneur, je m'exposerais à toutes les conséquences de la continuation de la guerre. »

« Nous arrivons, ajouta-t-il, à la plus grosse des difficultés, celle des forteresses. Il n'en est pas question dans les préliminaires que nous discutons, et cependant ce point a été concédé entre l'Empereur et moi ce matin, et l'empereur Napoléon me dit dans votre lettre qu'il accepte mes propositions. » Je répondis que je considérais la question des forteresses de Peschiera et de Mantoue comme une question de détail restant à discuter, que le principe était que, la Lombardie étant abandonnée par l'Autriche, tout ce qui appartenait à ce territoire devait être évacué par elle, comme elle devait garder tout ce qui ferait partie de la Vénétie.

« Ce point est pour moi capital, répliqua l'Empereur, en prenant une carte qu'il déploya devant moi. Je ne l'ai pas dissimulé à l'Empereur. Je ne puis, vis-à-vis de mon armée, lui faire évacuer des places fortes qu'elle occupe. Si vous aviez pris Peschiera, je ne ferais pas de difficulté pour vous le laisser. »

Je fis valoir que les alliés étaient bien prêts à évacuer Modène et la Toscane qu'ils occupaient. Je ne poussai cependant pas à fond cet argument de compensation, prévoyant de grandes objections lorsque nous arriverions à la restauration des ducs de Toscane et de Modène. Je voulus réserver toute la force de mon raisonnement pour ne pas reconnaître à l'Autriche le droit de restaurer ces princes. Ma position pour les forteresses était assez délicate, puisque l'empereur Napoléon les avait en effet abandonnées et qu'en réalité mes efforts tendaient à revenir sur ce qu'il avait promis et que mes instructions portaient de ne pas rompre là-dessus.

L'Empereur, en suivant les limites de la Vénétie sur la carte, fit observer que, du côté de Borghetto, le territoire de cette province faisait un crochet sur la rive droite du Mincio, qu'il était prêt à abandonner. Reconnaissant, sur mon observation, que territorialement cette concession n'avait aucune valeur, il fit observer qu'elle en avait une grande militairement, en lui ménageant une tête de pont sur la rive droite du Mincio et la facilité, au point de vue militaire, de passer cette rivière quand il le voudrait.

Je fis de longs efforts sur ce point. Je mis en avant l'idée de raser Peschiera, de faire de Mantoue une forteresse fédérale italienne, comme l'étaient, pour la Confédération germanique, Mayence, Ulm, Rastadt, Landau et Luxembourg.

« Mais, répondit l'Empereur, c'est un nouveau traité que vous voulez, et non le développement de celui que j'ai proposé ce matin à l'Empereur. Vous vous montrez plus exigeant que lui. Je ne puis admettre, après ce qu'il m'écrit, que vos instructions soient de revenir sur ce qui a été convenu. »

Je lui fis observer que moi seul connaissais les instructions que mon cousin m'avait données, qu'il avait un allié auquel il devait songer d'autant plus que, n'étant pas partie discutante dans les présens préliminaires, mon cousin seul traitait pour lui et mon beau-père ; que je le priais de bien remarquer que, sur ce point, je ne pouvais prendre aucun engagement et que tout ce que je pouvais faire était de soumettre les observations de sa contre-rédaction à mon souverain, en réservant sa complète liberté.

« Eh bien, dit-il, soit! L'empereur Napoléon décidera, mais vous lui direz qu'il me serait impossible de céder sur ces forteresses, quand bien même je le voudrais personnellement. »

Sur mon observation que la frontière de la Haute-Italie serait tout à fait ouverte : « Rien n'empêche le roi de Sardaigne de défendre la ligne du Mincio, que je propose comme notre frontière, par des travaux militaires, soit à Brescia, Volta, Goïto ou Crémone. Qu'il fasse ce qu'il veut à cet égard, je ne le trouverai pas mauvais. »

J'ai réclamé sur la partie de territoire autrichien étant sur la rive droite du Pô, entre Guastalla et la frontière papale, exprimant le désir qu'elle n'appartînt plus à la couronne d'Autriche. L'Empereur répliqua que cette portion de territoire ne pouvait,

à cause de sa situation, être cédée à la Lombardie, que ce ne pourrait être dans tous les cas qu'un sujet de discussion entre le duc de Modène et l'Autriche. Sur ce point aussi je fis les réserves les plus formelles.

Sur le quatrième paragraphe : « *La Vénétie fera partie de la Confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche,* » l'empereur d'Autriche ne souleva pas d'objection. Je rappelai comme commentaire la comparaison que l'empereur d'Autriche avait faite lui-même à Villafranca, entre la position de membre de la Confédération italienne pour la Vénétie et celle du Luxembourg vis-à-vis de l'Allemagne. « Oui, dit-il, quelque chose de semblable. »

J'indiquai légèrement combien il serait dans l'avantage même de l'Autriche de donner des institutions plus libérales à la Vénétie, mais je n'insistai pas sur ce point, parce qu'il ne pouvait être traité dans les préliminaires, parce que je sentais ne pouvoir obtenir que des promesses sans valeur pratique et que j'aimais mieux ne pas aborder un point sur lequel j'aurais évidemment eu le dessous, et en réserver la discussion aux plénipotentiaires. Cependant, j'en fis l'observation et les plénipotentiaires pourront la soulever de nouveau dans les négociations avec la plus entière bonne foi.

L'Empereur répondit qu'il ne pouvait pas se lier les mains pour son gouvernement intérieur, ni abdiquer une part de sa souveraineté. « Mon intérêt, ajouta-t-il, est que les Vénitiens soient satisfaits, et ils le seront. »

Cinquième paragraphe : « *Les deux souverains feront tous leurs efforts, excepté le recours aux armes, pour que les ducs de Toscane et de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale et une Constitution.* » C'est sur ce point que la discussion fut la plus vive, mais en même temps la plus nette.

L'Empereur ne voulut pas admettre les mots « *sauf le recours aux armes,* » disant que ce serait un appel indirect à l'insurrection des duchés de Toscane et de Modène et à la résistance des populations ; que ces restaurations étaient pour lui, non seulement une question de droit public, mais une question de conscience. « Je puis faire des sacrifices personnels et céder mes droits, mais je ne puis abandonner des parens et des alliés qui me sont restés fidèles. »

Je lui demandai la permission d'examiner séparément les questions des trois duchés.

Quant à Parme, j'exposai que les populations s'étaient montrées tout à fait hostiles à la duchesse et favorables au Piémont; que la duchesse n'était point une princesse autrichienne; que, même d'après les traités, le roi de Sardaigne avait un droit de réversibilité sur une partie de ces États; que la prise de possession était un fait accompli; que la duchesse de Parme s'était mal conduite pour tout le monde, aussi bien vis-à-vis de la France et du Piémont que de l'Autriche; qu'avant la guerre elle n'avait jamais protesté contre les travaux faits sur son territoire à Plaisance, qu'elle n'avait pas protesté contre la violation de sa neutralité par les troupes autrichiennes au commencement de la campagne et qu'après la retraite des Autrichiens et la bataille de Magenta, elle avait, reniant l'Autriche, fait des démarches à Turin; que ces démarches étant restées sans réponse, elle avait alors voulu protester, au nom de la neutralité, contre l'entrée de nos troupes; qu'ainsi sa conduite avait été déloyale vis-à-vis de tout le monde et qu'enfin, devant la réprobation unanime de son peuple, elle avait été obligée de partir; que nous avions donc à nous plaindre plus d'elle encore que des ducs de Modène et de Toscane qui avaient été franchement nos ennemis; qu'elle n'était en possession de ses États nullement par droit héréditaire, mais uniquement par un de ces arrangemens fâcheux du Congrès de Vienne qui avait stipulé que cette branche de la maison de Bourbon d'Espagne passerait de Lucques à Parme après la souveraineté viagère de l'impératrice Marie-Louise; que cette princesse, spéculant sur sa position de femme et de Bourbon, voulait agir sur les sentimens de générosité de l'empereur Napoléon, mais que mon cousin ne pouvait faire céder les intérêts de la France et de l'Italie devant de semblables considérations. J'ajoutai que Plaisance était un point trop important pour que le roi de Sardaigne ne l'eût pas; enfin, je fis valoir que les sacrifices que l'empereur Napoléon faisait à la paix étaient déjà assez grands pour qu'il fût *tout à fait impossible* de céder sur ce point; que, d'après ce qui avait été indiqué à Villafranca, le roi de Sardaigne avait la promesse formelle que le duché de Parme serait réuni à ses États; que si l'empereur d'Autriche avait invoqué contre moi, dans l'affaire des forteresses, les engagemens verbaux pris à Villafranca, je me servais du même argument vis-à-vis de lui.

« Eh bien ! soit, dit-il après un peu d'hésitation ; je ne vois pas la nécessité de soutenir la duchesse de Parme. Arrangez-vous comme vous voudrez à son égard. N'en parlons plus dans nos préliminaires, et je ne ferai pas d'objection à reconnaître ce territoire au roi de Sardaigne. »

Pour le duché de Modène, je lui fis valoir la grande concession que nous faisions en reconnaissant les droits du duc, qui pouvait être considéré comme l'adversaire de la France dont il n'avait pas reconnu les gouvernemens successifs depuis 1830, acte d'hostilité que je ne voulais relever que pour en constater le ridicule.

« Oui, dit l'Empereur, c'est une faute qu'il va réparer. — Nous y tenons fort peu, » ai-je ajouté.

Pour la Toscane, l'Empereur dit que probablement le grand-duc abdiquerait en faveur de son fils, qui serait disposé à faire des concessions à ses peuples.

Je fis observer que je n'étais pas appelé à discuter les conditions des Restaurations, mais que je devais m'en tenir à ce que les deux Empereurs avaient arrêté à cet égard le matin.

Je me résumai en disant : « Permettez-moi, sire, d'être très explicite, parce que ceci est un des points les plus délicats, et de résumer ainsi la situation : Les troupes alliées ont conquis Parme, Modène et la Toscane. Pour Parme, vous reconnaissez leur conquête ; pour Modène et la Toscane, l'empereur Napoléon et le roi de Sardaigne ne mettront aucun obstacle matériel à la rentrée de ces souverains ; mais il est bien entendu que vous ne pourrez supposer que nos troupes se prêtent à une Restauration, et, dans aucun cas, nous ne pourrons admettre l'intervention des troupes de Votre Majesté. La France a toujours protesté contre ces interventions avant la guerre, *a fortiori* aujourd'hui. »

Connaissant les dispositions des populations, je ne lui dissimulai pas que nous établissions un droit qui serait démenti par le fait, puisque je ne prévoyais pas les moyens que ces souverains auraient de rentrer dans leurs États. Je vis évidemment que l'Empereur, désireux d'en finir, ne voulait pas approfondir cette question, puisqu'il me dit : « Le duc de Modène a quelques bataillons de troupes italiennes qui lui sont restés fidèles, avec lesquels il espère rentrer dans ses États. Quant au duc de Toscane, je ne crois pas qu'il soit si loin de s'entendre avec son

peuple. Du reste, si la Confédération italienne s'établit, elle traitera cette question, et ses troupes pourront intervenir. Bornons-nous pour le moment à admettre que vous ne vous opposez pas à la rentrée des deux ducs. »

« L'empereur Napoléon l'ayant admis, je n'ai pas, répondis-je, à revenir sur sa promesse, avec les restrictions que je viens de faire connaître à Votre Majesté et qui sont formelles. »

Sur les derniers mots du même paragraphe portant : « *et une Constitution,* » l'Empereur me dit franchement : « Je ne peux pas admettre ce mot-là, et je ne comprends pas que l'empereur Napoléon y tienne. Car, au fond, je ne crois pas qu'il y ait plus de Constitution en France qu'en Autriche. »

Je lui fis observer qu'il était dans une profonde erreur; que les institutions de la France, dans leur application pratique, pouvaient ne pas être très libérales; que cela s'expliquait, et par les nombreux bouleversemens qui avaient eu lieu chez nous, et par les partis et les prétendans qui nous menaçaient, mais que nos institutions étaient fort larges; que nous avions le suffrage universel partout; que la Chambre des députés avait un contrôle très sérieux; que toutes nos lois et nos institutions portaient le cachet le plus libéral d'égalité des cultes, d'égalité des partages, d'absence de toute espèce de privilèges, qu'en un mot tous les pays de l'Europe, et l'Italie en particulier, avaient encore fort à faire avant d'être à notre niveau; que nous n'étions pas un gouvernement parlementaire à l'anglaise, mais que nous avions une démocratie représentative qui, avec le temps et le calme, se développerait beaucoup, je l'espérais.

J'ajoutai que l'Empereur ne tenait peut-être pas absolument à ce que des Constitutions fussent stipulées dans cet article; que c'était plutôt pour bien indiquer que l'établissement de Constitutions nous semblait indispensable pour l'organisation d'une Confédération italienne qui, sans cela, me paraissait impossible.

« Non, dit l'Empereur, je ne m'oppose pas d'une façon absolue à ce que des Constitutions soient données en Italie, mais une semblable stipulation dans les préliminaires serait une anomalie de ma part. »

Sixième paragraphe : « *Les deux souverains demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes nécessaires et de séparer les Légations du reste des États de l'Église.* » « Je

désire, dit l'Empereur, autant que vous, que le Saint-Père fasse les réformes nécessaires, c'est beaucoup ; je ne crois pas cependant qu'il y ait autant à faire dans les États Romains qu'on veut bien le dire. Bornons-nous donc à stipuler que nous conseillerons les réformes indispensables. »

Je n'insistai pas autrement sur ce paragraphe ; le mot *indispensables* me paraissant peut-être plus avantageux que le mot *nécessaires*, que portait la rédaction.

Quant à la séparation administrative des Légations, je crois qu'elle remplirait mal le but d'émanciper et d'améliorer le sort des peuples de ces provinces, et que ces concessions seraient tout aussi difficiles à obtenir du Saint-Père qu'un abandon complet de sa souveraineté sur cette partie de son territoire. La question de la souveraineté temporelle du Pape ne pouvant pas se traiter avec l'Autriche dans la situation où nous étions, la demi-mesure proposée avait peut-être l'inconvénient de mécontenter peuples et souverain. Je ne crus donc pas devoir m'opposer formellement à la modification que l'empereur d'Autriche voulait apporter.

Septième paragraphe : *Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des nations belligérantes.* » Il n'y eut aucune objection sur ce point ; l'Empereur dit qu'il était tout à fait d'accord pour donner une amnistie pleine et entière. J'ajoutai seulement quelques observations au sujet des Hongrois qui, de l'armée autrichienne, étaient passés au service du Piémont.

« Oui, cela s'arrangera facilement, » répliqua l'Empereur.

Nous causâmes des moyens pratiques pour la réunion des plénipotentiaires ; on convint naturellement d'une ville neutre. J'écartai péremptoirement toute ville allemande et proposai une ville belge ou suisse.

« Un endroit où il n'y a pas de diplomates, dit l'Empereur, vaudra mieux. »

Nous parlâmes de Spa ou Genève. Enfin l'Empereur désigna Zurich, que j'acceptai sans observation.

J'abordai le nom que prendrait le nouvel État italien et sous lequel, bien entendu, l'empereur d'Autriche devait le reconnaître, disant : « Votre Majesté n'aura sans doute aucune objection à reconnaître mon beau-père comme roi de la Haute-Italie

— Vous en parlez bien à votre aise, et j'en aimerais autant un autre.

— Eh bien! pourquoi pas du Royaume Cisalpin?

— Je ne sais, répliqua-t-il, nous verrons; ce qu'il y aurait de plus simple serait peut-être : roi de Piémont et de Lombardie. »

Enfin nous tombâmes d'accord que c'était une question secondaire à réserver.

Il était six heures et quart; après cette longue discussion qui était plutôt un plaidoyer sans conclusion, je vis renaître toutes les hésitations dans l'esprit de l'Empereur qui se leva et me dit : « Nous sommes loin de nous entendre. Vous ne m'avez pas convaincu et, de votre côté, vous n'avez rien cédé; il faut que je réfléchisse et que je prenne des conseils. »

D'après l'ensemble de mes observations, j'étais convaincu que, plus nous attendrions, et moins nous nous entendrions, que les conseils que l'Empereur pouvait demander aux archiducs ses parens, aux ministres et aux généraux qu'il avait auprès de lui, le rendraient moins conciliant. Il était évident pour moi que le matin, à Villafranca, en face de l'Empereur, il aurait cédé davantage que vis-à-vis de moi qui étais dans une position bien plus défavorable, et que le temps en un mot était contre la conclusion de la paix. Je crus devoir brusquer la solution et dire à l'Empereur :

« J'ai l'ordre de rentrer ce soir au quartier général; pour y être à dix heures, il faut que je parte à huit heures et quart; je ne puis donc attendre la réponse de Votre Majesté que pendant deux heures. Si elle est négative ou évasive, je puis vous donner ma parole d'honneur que, le 16 août, à midi, la guerre recommencera bien plus terrible qu'elle n'a été jusqu'à ce jour, que la France fera tous les efforts qu'elle est loin d'avoir encore employés et que nous nous servirons de tous les alliés que nous pourrons trouver, sans nous occuper d'où ils nous viennent.

— C'est bien, j'aviserai, et vous aurez ma réponse. »

Là dessus l'Empereur m'accompagna jusqu'à une chambre qu'il m'avait fait préparer, où je restai seul.

On me servit à dîner avec mon aide de camp.

Deux officiers, MM. de Wimpffen et le prince de Hohenlohe, restèrent avec nous.

Je remarquai par la fenêtre un certain mouvement de généraux et d'archiducs qui venaient et allaient.

Vers sept heures, je remontai dans ma chambre où le général de Grühne vint me faire visite. Nous n'échangeâmes pas un mot de politique. J'envoyai devant lui le commandant Ragon visiter les malades que nous avions aux hôpitaux, et je commandai tout haut, avec une certaine affectation, ma voiture pour huit heures et quart précis, terme du délai que j'avais indiqué à l'empereur d'Autriche.

A sept heures et demie, l'Empereur entra dans ma chambre, et nous restâmes seuls.

« Eh bien ! dit-il, je vous apporte ma réponse. Je ne puis pas modifier grand'chose à mes premières propositions. Vous n'appréciez pas assez le sacrifice énorme que je fais en cédant la Lombardie. »

Il me remit la rédaction suivante :

« Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, il a été convenu ce qui suit :

« Les deux souverains favoriseront la création d'une Confédération italienne.

« Cette confédération sera sous la présidence du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera et s'étendrait en ligne droite jusqu'à La Grazie, de là à Szarzarola et Luzana au Pô, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche. L'Empereur remettra les territoires cédés au roi de Sardaigne.

« La Vénétie fera partie de la Confédération italienne tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale.

« Les deux empereurs demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

« Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des parties belligérantes.

« Fait à Villafranca le 11 juillet 1859. »

A la lecture je ne pus dissimuler l'impression pénible qu'elle me produisit. Je la rendis à l'Empereur en lui disant : « Je vois, sire, que je suis un mauvais diplomate et que mes efforts n'ont pas eu grand succès. » Je fis valoir les différences notables qu'il y avait entre les deux rédactions, et je déclarai formellement qu'il m'était impossible de faire pressentir même la décision de l'Empereur, mon souverain.

Il est un point sauf la modification duquel je déclarai ne pouvoir me charger de porter même cette réponse ; c'était le mot *honoraire* qui avait été supprimé à la présidence que le Saint-Père aurait de la Confédération italienne. Je le rétablis en marge, l'Empereur l'approuva.

J'ajoutai que, personnellement, je ne saurais conseiller l'acceptation ; que mon rôle à partir de ce moment changeait ; que, chargé de faire des commentaires à la rédaction envoyée par l'empereur Napoléon, je devais me borner à présent à rapporter la contre-rédaction de l'empereur d'Autriche ; je lui demandai cependant si je pouvais compter, pour tout ce qui était passé sous silence dans la rédaction qui m'était remise, notamment en ce qui concernait l'intervention en Toscane et à Modène, que mes commentaires étaient acceptés par lui.

« Oui, dit-il, je ferai, si vous voulez, la paix de bonne foi. »

Voyant les retraites successives que faisait l'Empereur, de Villafranca à notre première entrevue et enfin à notre seconde : « Est-ce définitif, demandai-je ? S'il en est ainsi, je prierai Votre Majesté de signer ce papier.

— Oui, mais vous le signerez avec moi, au nom de l'empereur Napoléon.

— Non, je ne suis pas autorisé à le faire : ce serait l'acceptation de la rédaction de Votre Majesté, et je dois réserver la liberté de mon cousin.

— Mais alors, je ne signerai pas non plus, parce que je serais engagé, tandis que l'empereur Napoléon ne le serait pas ; et je ne puis faire ces propositions qu'autant que je serai certain qu'elles soient admises.

— C'est vrai ; mais je ne l'ai pas caché à Votre Majesté, à laquelle je donne ma parole d'honnête homme, que demain elle recevra ce même papier, avec ou sans la signature de l'Empereur ; de façon que, si les préliminaires de paix ne sont pas signés, il ne restera pas de trace matérielle de vos concessions. »

Là-dessus, visiblement ému, l'empereur François-Joseph signa sur le bureau qui était dans ma chambre, et, me remettant le papier, il me dit : « Tenez, c'est un grand sacrifice que je fais de céder ma plus belle province. »

Il était huit heures moins quelques minutes; pendant le quart d'heure qui me restait, nous causâmes assez librement. Il me demanda des nouvelles de l'Impératrice et de ma femme, me parla de la précision de nos armes et de notre nouvelle artillerie, de l'amertume qu'il ressentait contre les confédérés et ceux qui auraient dû l'appuyer, de la satisfaction qu'il aurait de voir la paix conclue sans congrès.

« Ils seront bien étonnés à Berlin, dit-il en souriant. Je n'en suis pas fâché. J'aime mieux céder à l'empereur Napoléon qu'à un congrès. Si nous pouvons nous entendre sur les affaires d'Italie, il n'y aura plus de raison de discorde entre nous. En Orient, nous pourrons être d'accord.

— C'est vrai, dis-je, mais, pour cela, sire, il faudrait peut-être régler la question italienne autrement que ne veut le faire Votre Majesté.

— Croyez que j'ai fait tout ce que je pouvais. »

Je remarquai la différence d'attitude entre nous deux ; en arrivant, pendant notre première conférence, c'est moi qui étais pressant et tâchais de le convaincre avec tous les ménagemens de forme; actuellement, c'était lui qui avait pris mon rôle et moi qui étais devenu très froid et très réservé.

J'évitai avec soin dans ma conversation tout ce qui pouvait avoir trait à des arrangemens financiers à prendre entre l'Autriche et la Lombardie. Plusieurs fois, l'Empereur y fit des allusions, très indirectes, il est vrai, que je me gardai bien de relever.

Ces questions sont compliquées. Je ne crus pas que c'était le moment de les traiter. Il n'en était pas parlé dans les préliminaires et l'empereur Napoléon ne m'en avait pas dit un mot. Je pensai qu'il fallait, à cet égard, laisser pleine liberté aux plénipotentiaires qui auront à traiter la question de partage de la dette publique, — la revendication de tous les fonds des institutions indépendantes que l'Autriche s'est illégalement appropriés.

Ils pourront faire valoir que la part beaucoup trop grande que la Lombardie a supportée dans les impôts généraux, les impôts forcés et les réquisitions de toute nature fournies par cette province font une large compensation à la part de dette publique qui pourrait lui revenir et dont elle ne saurait, du reste, être responsable, puisque c'est en grande partie pour l'opprimer que ces dépenses ont été faites et qu'elle n'a participé à leur vote en aucune façon.

Comme questions secondaires, il y aura à traiter :

l'amnistie accordée aux soldats hongrois qui avaient pris du service chez les alliés, en les exonérant de tout service militaire, sans quoi, les traitemens qu'ils auraient à subir dans l'armée autrichienne rendraient cette mesure de clémence illusoire ;

la restitution de la couronne de Fer emportée par les Autrichiens ;

le renvoi dans leurs foyers de tous les soldats lombards servant dans l'armée autrichienne.

Voyant avancer ma voiture dans la cour, nous sortîmes et il m'accompagna jusqu'au haut de l'escalier, avec des paroles polies pour moi personnellement.

« Allons! dit-il, au revoir ; j'espère que ce ne sera pas en ennemis et que l'empereur Napoléon m'enverra une réponse favorable. »

Une foule d'officiers encombraient la cour ; entre autres, on me fit remarquer les généraux Schlick et Hess. Mon aide de camp était resté avec ces officiers ; leur aspect était fort triste ; il y en avait qui connaissaient évidemment ce qui s'était passé ; ils avaient l'air profondément humilié et mécontent.

Un officier et trois gendarmes d'élite m'accompagnèrent jusqu'à Villafranca. Une grande foule encombrait les rues de Vérone et plusieurs habitans s'approchèrent de moi en criant : « Vive la France! »

Quelques minutes après dix heures j'arrivais au quartier général de Valeggio.

Je rendis compte à l'Empereur de ma mission ; je lui fis observer combien elle avait été difficile et pénible, surtout à cause des engagemens personnels de l'empereur Napoléon auxquels l'empereur François-Joseph se référait sans cesse.

Le roi (de Sardaigne) est assez satisfait ; l'Empereur m'embrasse et est très content.

« Il est curieux, dis-je, que ce soit moi, que cela regarde le moins, qui suis le moins satisfait des trois. »

L'Empereur se décide à accepter, comme je n'en avais jamais douté.

Il écrit une lettre à l'empereur d'Autriche qu'il lui envoie avec les préliminaires signés par lui, sur une copie faite par M. Robert, son secrétaire.

A onze heures et demie, je quitte l'Empereur ; je rencontre M. Nigra et nous causons dans le jardin, avec le Roi et lui, jusqu'à minuit et demi.

Je rentre à Salionze à une heure et quart, très fatigué. (12 juillet 1859.)

LE PRINCE NAPOLÉON.

LA
CROISÉE DES CHEMINS (1)

PREMIÈRE PARTIE

I

LE CHOIX

Les raisons me viennent après, mais d'abord la chose m'agrée ou me choque sans en savoir la raison. ROANNEZ.

I. — LA LIBRE JEUNESSE

Peu de journaux, juste ce qu'il en faut pour plier de temps à autre un paquet et savoir si Paris a varié la liste de ses plaisirs; des livraisons dépareillées, aux couleurs mauve, brique ou rouge-sang, du *Mercure de France*, de l'*Ermitage*, des *Entretiens politiques et littéraires;* un *Akedysséril* ou une *Ève future* de Villiers de l'Isle-Adam, des vers de Moréas ou de Verlaine, peut-être la *Société mourante et l'Anarchie* de Jean Grave, sûrement *Un homme libre* de Maurice Barrès que le quartier Latin aima le premier; des photographies de primitifs, de préraphaélites anglais ou de Rose-croix, mêlées non sans incohérence à des reprodutions de marines de Charles Cottet ou de pêcheurs de Lucien Simon; quelque coupon du théâtre de l'Œuvre mentionnantune représentation des *Tisserands* ou d'*Un ennemi du peuple ;*

enfin une jeune personne à bandeaux plats : voilà ce qu'on était à peu près assuré de rencontrer chez un étudiant consciencieux à la mode de 1894.

Rien d'un tel bric-à-brac ne manquait à cette date chez Pascal Rouvray (22, avenue de l'Observatoire, au cinquième étage), sauf la jeune personne coiffée à la vierge. Mais on l'*espérait* sans doute, à en juger par une énorme gerbe de roses pourpre qu'une bouquetière venait d'apporter et que la servante, vieille ménagère qui tenait de la chaisière et de l'ouvreuse, abandonnait traîtreusement dans son papier, sur une table, au lieu de rafraîchir les tiges. Pour s'opposer à ces annonces de frivolités, une assemblée d'ouvrages scientifiques et médicaux était répartie sur quelques rayons et sur une bibliothèque tournante. En bonne place figuraient les Claude Bernard, les *Annales* de l'Institut Pasteur, les travaux de Charcot, de Vulpian, de Duchenne de Boulogne, tous suffisamment fatigués. La demi-importance de l'appartement, assez élégant et très lumineux, — cabinet de travail à grande baie, salle à manger avec véranda, chambre à coucher, — surtout celle des livres, choisis pour l'au-delà des examens, révélaient chez le locataire, plutôt que l'âge hasardeux des études, l'époque précise, compliquée et terrible où il faudra utiliser sa jeunesse. Pascal Rouvray, l'un des plus brillans étudians de sa génération, venait d'être nommé, à un âge exceptionnel, à la clinique des maladies du système nerveux.

Le 22 de l'avenue de l'Observatoire fait l'angle du boulevard du Montparnasse. Des fenêtres, on voit donc au printemps un fleuve de verdure qui coule sans hâte et se jette dans le jardin du Luxembourg comme dans un lac, hormis un clair canal qui s'en détache pour former le boulevard Saint-Michel. Par-dessus l'espace libre de Bullier tout proche émerge le dôme du Panthéon, et tout au fond, au delà des lignes indéfinies des toits, se balance, seulement aux beaux jours, l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, perchée sur la brume que compose la distance même avec des pierres, pareille dans sa blancheur à quelque lointaine cité sarrasine. On tient Paris dans un coup d'œil, comme un enfant qui joue au bord de la mer croit la saisir dans le creux de la main, et la ville bigarrée, ainsi précédée d'un jardin et terminée en mirage, a de quoi séduire et surexciter un cerveau de jeune homme, même s'il n'a pas pris les fièvres dans Balzac.

Une clé grinça dans la serrure, et Pascal entra chez lui précipitamment.

— Où sont mes fleurs, Mélanie? Comment! vous les laissez mourir de soif. Vite, de l'eau dans les vases.

Pressé, il disposa, lui-même, les roses en touffes trop épaisses, — on ne s'improvise pas fleuriste, — sur la cheminée, et sur une commode, devant une grande photographie de femme en toilette de soirée.

— Et les gâteaux?

— Voilà.

Il les rangea sur une coupe, au nez de l'inutile Mélanie et passa l'inspection du mobilier tandis qu'elle le regardait, surprise, mais immobile.

— Maintenant, ajouta-t-il, vous pouvez regagner votre cuisine et préparer le thé.

— Je n'ai pas fini par ici, protesta la servante, recouvrant l'usage de ses membres. Et puis, il y a une lettre pour Monsieur.

— Bien. Posez-la sur la table.

Il avait autre chose en tête que de lire son courrier.

— Ah! reprit-il, si l'on sonne, j'ouvrirai moi-même. Vous avez compris?

— Oui, monsieur. Monsieur attend une dame.

— Je vois que vous avez compris en effet. Mélanie, vous êtes perspicace.

— Elle se sera joliment fait attendre.

— Comment?

— Il y a longtemps que Monsieur n'a plus reçu de ces visites-là.

— Mélanie, vous avez cessé de comprendre.

Et il congédia, non sans un sourire amusé, la vieille bonne indulgente qui se serait intéressée volontiers à ses secrets, et qui paraissait regretter pour lui, avec une indulgence toute parisienne, tant d'occasions perdues. Aussitôt il alla se poster à son balcon. Les arbres de l'avenue, l'océan de maisons échafaudées, les tours de Montmartre recevaient en poussière d'or les rayons du soleil qui commençait seulement d'accentuer la courbe de sa descente. C'était une de ces féeries de juin qui sont la floraison de l'année. Il n'en distinguait pas l'éclat, ni les variés détails, car il regardait attentivement le boulevard où les omnibus, les voitures, les piétons s'agitaient au-dessous de lui, dans une agi-

lité rapetissée de fourmilière. Son guet se prolongea. Enfin une victoria, que deux dames occupaient, s'arrêta au bord du trottoir.

« Monteront-elles toutes les deux? se demanda-t-il avec inquiétude. Non, Mme Avenière est si délicate de santé... »

Son vœu fut exaucé. Une seule de ces dames descendit de voiture et disparut sous la voûte. Il quitta la fenêtre, courut vers l'antichambre, mais suspendit tout à coup son mouvement en avant jusqu'à ce qu'*elle* fût là. Une des plus chères émotions est d'écouter dans son cœur avec certitude le pas de la bien-aimée. Celle qui gravissait en ce moment ses cinq étages, — elle devait être déjà au premier, — représentait, avec tout l'amour, l'ordre fixé, l'harmonie naturelle de sa vie: Laurence Avenière, sa fiancée. Par elle, il atteignait le sommet de sa jeunesse d'où il pouvait promener sur le monde, en bas, un regard qui le mesurait.

« Au second, il y a une banquette qui invite à s'asseoir, mais elle ne s'y reposera pas... »

Il avait eu cette chance unique de la rencontrer au moment où l'homme prend connaissance de ses forces avant que rien ne soit venu les amoindrir.

« Le fauteuil du troisième est mangé des mites: il éloigne plutôt qu'il ne retient... »

Ces fiançailles ne dataient que de deux ou trois jours. Elles n'étaient pas encore annoncées. Mais pour la demande officielle ses parens ne retarderaient pas un voyage si pressant. La lettre qu'il avait oublié d'ouvrir, qui gisait là, sur la table, était précisément de l'écriture de son père.

« Au quatrième on commence d'être essoufflé, mais on arrive. Pourvu qu'elle ne se soit pas fatiguée en montant trop vite!... »

Il avait déjeuné rue Desbordes-Valmore, à Passy, chez elle. Alors elle lui avait dit : — Je passerai avec maman, en voiture, vers cinq heures, avenue de l'Observatoire. J'irai peut-être, — maman permettra, — vous faire une petite visite. Rien qu'entrer et sortir. J'aimerais voir où vous avez demeuré...

« Mais elle devrait être là. On n'a pas sonné. Que cette maison est haute et d'un accès difficile! »

Enfin le coup de sonnette attendu le secoua comme s'il ne l'attendait pas. Il devança la vieille Mélanie qui, par curiosité, transgressait la consigne, et il ouvrit.

— Me voilà, dit-elle.

— Vous. C'est vous. Venez vite.

— Je ne m'arrête pas. C'est déjà beaucoup d'être venue. Rien qu'entrer et sortir, vous savez. Maman est en bas.

Il l'entraîna dans son cabinet de travail. Elle ne soufflait pas. Les ascensions lui convenaient, ou bien elle était montée sans se presser, avec une lenteur raisonnable. Elle ne paraissait ressentir aucune gêne.

— Ne parlez pas, dit-il, plus ému qu'elle. Laissez-moi vous regarder chez moi. Pour un instant, je ne veux que vous voir. Votre voix, ce serait trop.

Elle rit de cet excès d'adoration auquel, pourtant, elle se prêta complaisamment. Elle riait comme font les petites filles dont la joie est toute claire.

On éprouve dans la rue, dans les lieux publics, une sorte de contentement désintéressé à rencontrer un de ces jeunes couples parfaitement assortis et rares, dont s'accordent les tailles, les âges, les démarches, toutes les apparences : pour un peu, on solliciterait l'autorisation de les remercier, car leur vue réjouit et porte à croire aux affinités électives, aux harmonies préétablies. Ainsi se convenaient Laurence et Pascal. Personne de leurs connaissances ne s'étonnerait en apprenant leurs fiançailles.

Pourtant l'impression que chacun laissait différait tant de cette impression d'ensemble. Élancée et svelte, les jambes longues, avec cette pureté des proportions qu'achève, après la nature, le sport quotidien, elle aurait pu retenir l'attention rien que par cette légère grâce, et le regard allait tout droit à son visage, non pour son profil de médaille, ses cheveux blond doré qui sur le front moussaient et ses yeux sombres dont cette nuance de la chevelure adoucissait l'expression un peu dure, mais pour la singularité d'un teint qui l'empêchait de ressembler à personne. Il y a des blancs lumineux, ceux, par exemple, avec lesquels Fra Angelico a peint le couronnement de la Vierge sur un mur du couvent de Saint-Marc : ainsi le teint de Laurence était comme translucide. Coloré, il n'eût pas été plus vivant. Par sa mère, elle appartenait à ces races du Nord dont le sang est moins rapide, ou paraît dissimuler sa course comme une eau sous la glace. Le rire, presque enfantin, donnait de l'ambiguïté à cette physionomie trop classique et un peu sérieuse. Elle attirait, déconcertait, passionnait à cause d'un charme curieux d'incertitude qu'elle portait avec sérénité et au naturel.

— Je ne suis jamais sûr de vos yeux, lui avait avoué Pascal un de ces jours de mélancolie que la jeunesse rencontre et même recherche dans l'amour, pour résumer cette impression confuse qu'elle lui communiquait.

— Pourquoi ?

— Parce qu'ils ont vu trop de choses avant moi.

— Ils ne vous auraient peut-être pas trouvé s'ils vous avaient moins cherché.

Et il y aurait eu quelque insolence dans une telle réponse sans le ton grave qui savait envelopper les mots de tendresse et se plier à ces inflexions dont la vibration semble se continuer dans le silence, comme les sonorités du violoncelle.

Lui, tout au rebours, répandait de la sécurité, de la confiance, le sentiment de la vie, ce qui est un premier gage de succès quand on a choisi pour profession de combattre la mort. Les cheveux en brosse, la taille haute, les traits courts, portant ses vingt-sept ans avec allégresse, il conquérait immédiatement la sympathie qui ne va qu'à ces forces bien équilibrées où l'on devine le mélange de la santé physique et de la vigueur intellectuelle et morale et dont une distinction trop raffinée s'écarte comme de la banalité pour recourir à elles dès qu'elle se sent atteinte ou menacée.

La jeune fille prenait possession de la pièce qu'agrandissait la baie ouverte. Elle portait une toilette de voile plissé bleu de lin avec des manches bouffantes à hauts poignets de velours noir comme le corselet, et un col à revers de guipure ancienne. Le petit chapeau de paille était de la même nuance délicate que la robe, bordé de velours noir et garni de gros pavots de soie noire. Si longtemps il devait l'évoquer ainsi, avec exactitude !

— Je puis parler maintenant ? hasarda-t-elle par gentillesse comme il se taisait.

— Mais oui.

— Des roses rouges. J'en emporterai une, voulez-vous ?

— Toutes.

— Toutes, je veux bien... Ah ! moi. Vous me regardez souvent ? Et voilà où vous travaillez.

— Où j'essaie de travailler. Je m'interdis de penser à vous pendant une heure.

— C'est bientôt passé.

— Et le quart n'en est pas écoulé que je reprends votre photographie ou vos lettres.

— Alors, rendez-les-moi, assura-t-elle en plaisantant. Je ne veux pas qu'elles vous affaiblissent.

Et plus sérieusement :

— Je voudrais qu'elles vous fortifient.

— Ne le savez-vous pas, Laurence? Je vous dois mes exaltations, le sentiment que j'ai de tenir la vie dans mes mains, et tout le bonheur.

Elle sourit, contente, et traversant la baie ouverte, alla s'appuyer au fer du balcon.

— D'ici vous voyez tout Paris. Cela fait une grande rumeur. Venez l'écouter avec moi.

Et pendant qu'il s'approchait, elle se mit à invoquer la ville comme un être vivant.

— Un jour, peut-être, *il* vous connaîtra.

— Qui?

— Mais Paris. Il faut qu'il vous connaisse comme un bienfaiteur. Et vos ambitions, vous les oubliez?

— Je n'y pense guère en ce moment.

— J'y pense, moi, depuis que vous m'avez dit un soir vos espérances d'avenir. C'est ce soir-là...

— Ce soir-là?

— Que j'ai compris...

— Moi, il y avait longtemps...

Elle sourit pour ramener au ton ordinaire leur entretien :

— Vous découvririez bien quelque microbe inconnu, pour m'être agréable. Avec les moyens de le détruire, par exemple.

— Oui, vous voudriez un mari célèbre.

— Certainement. Je sais ce que vous valez. Je me sauve. Maman, de la rue, m'adresse des signaux.

— Déjà!

— Mais vous viendrez demain à Passy.

— Attendez. Il me semble que je ne vous ai pas encore vue. Et vous ne m'avez pas dit...

— Quoi donc?

— Si vous m'aimiez aujourd'hui.

— Vous non plus.

— A quoi avions-nous la tête, Laurence? C'est librement et pour toujours, n'est-ce pas?

Elle répéta :

— Oui, librement et pour toujours. En face de Paris qui nous voit.

Parce qu'elle s'était confiée à lui, chez lui, il n'osa pas lui proposer de l'embrasser. Il lui remplit de roses les deux bras et, avec sa gerbe qui ne l'embarrassait pas, elle descendit l'escalier. Pour la première fois, tandis qu'elle descendait, il distingua nettement les souples mouvemens de son corps. L'excès de tendresse n'abolit qu'un temps le désir. Et regrettant de ne l'avoir pas serrée sur sa poitrine, il gâta d'un peu d'amertume cette paisible scène.

Il regagna le balcon et vit la jeune fille monter en voiture. Les fleurs qu'elle avait posées sur ses genoux, elle les souleva dans un geste d'adieu. Sa mère aussi le salua. Le cheval s'ébranla et ces dames s'éloignèrent. Bientôt il dut renoncer à les suivre, Laurence aurait pu se retourner une fois ou deux, pour le moins. Mais quoi ! elle était venue, n'était-ce pas assez?

Il resta au bord de la croisée, à la place même qu'elle avait occupée, dans cette disposition qui parvient presque à supprimer l'espace et le temps, et qui, de cet amoindrissement des sensations extérieures, retire une plus grande puissance d'émotion intime par quoi l'on se laisse emporter délicieusement. Le soir qui venait se reconnaissait aux souffles plus frais de l'air, à cette impalpable buée violette qui commençait de baigner les fonds d'horizon. De cette douceur ambiante il ne s'apercevait pas : celle qu'il goûtait en lui-même se confondait à cette heure avec sa respiration. Il aimait comme on vit, au point de ne plus le savoir.

— Monsieur n'a pas sonné pour le thé ?

Mélanie apportait d'elle-même le plateau. Cette entrée le rappela de si loin.

— C'est inutile.

— Comment, elle est partie ! Et Monsieur l'a laissée partir !

— Emportez, Mélanie, emportez. Et ces gâteaux qui sont là.

— Monsieur dîne ici ce soir ?

— Non, j'ai prié des amis, au restaurant.

Avec les gâteaux, avec le thé il avait préparé toutes sortes de phrases chantantes qui n'avaient pas servi davantage. C'est assez le sort des pensées d'amour : les meilleures nous restent pour compte.

Laurence lui représentait ce que le mariage représente trop

rarement aux jeunes gens de chez nous, l'attente d'une jeunesse que de médiocres et éphémères liaisons n'avaient pas réellement atteinte. Il appartenait à une génération avide de son indépendance, ivre de tout un bourdonnement confus d'idées, résolue à vivre violemment sa vie personnelle. De cette génération il avait même pris la tête, dans sa spécialité. Son père, le premier, l'avait pressenti en l'expédiant à Paris, à seize ans, pourvu de son double baccalauréat. Il n'y a qu'une ville, dans notre France trop centralisée, pour les étudians hors de la commune mesure, et il est certain qu'elle est aussi experte aux avortemens qu'aux exaltations. Dix années d'études médicales, interrompues seulement par le volontariat, l'avaient conduit, d'échelon en échelon, de l'internat où il avait obtenu la médaille d'or à un doctorat dont la thèse, *Contribution à l'étude expérimentale des myélites infectieuses*, témoignait d'un rare esprit scientifique, et finalement à une nomination précoce de chef de clinique qui datait de quelques jours et laissait prévoir, s'il continuait de suivre la carrière des concours et s'abstenait d'une trop absorbante clientèle, avec le poste de médecin des hôpitaux, celui de professeur agrégé à la Faculté. C'était rapide et méthodique, comme un tir bien réglé. Sur la direction choisie il marchait tout droit. Le sens des distances et son ambition l'avaient préservé de ces bas attachemens qui garrottent une jeune liberté. Il jouissait d'avancer sans liens d'aucune sorte vers un but qu'il plaçait très haut et qui dépassait l'enseignement, quand l'un de ses maîtres, Marriel, qui soignait Mme Avenière pour une entérite et qu'il avait accompagné à diverses reprises chez la malade, lui fit part en souriant de l'insistance que mettait la jeune fille à réclamer des renseignemens sur son avenir :

— « Elle a horreur des gens du monde, affirmait le vieux praticien. Je comprends. Elle les a vus de près toute petite. Elle cherche pour mari un jeune homme susceptible d'être un jour un grand homme, ou du moins un homme connu. Pour les femmes, c'est la même chose. Il lui faut un savant ou un artiste. Drôle de goût. Un brave homme vaut beaucoup mieux. Ces femmes d'aujourd'hui sont bizarres. Enfin vous êtes tout indiqué. »

Un semblable avertissement, quand il correspond à un instinct secret, suffit quelquefois à orienter une destinée. Mlle Avenière ne pouvait rencontrer une physionomie intéressante sans

partir à la découverte. Des peintres chevronnés, de mûrs et éloquens métaphysiciens de Sorbonne, attirés dans le salon de sa mère, avaient consenti à lui expliquer la couleur du monde ou le roman de l'infini. En les écoutant, elle ne perdait pas de vue leur calvitie ou les traces qu'ils portaient de la vieillesse. La jeunesse étouffe si souvent l'intelligence, du moins momentanément, qu'elle désespérait de les rencontrer ensemble. Dès que Pascal lui parut mériter l'attention, elle se précipita comme une joueuse de tennis sur une bonne raquette, et il se perfectionna pour lui plaire. Tous deux embellirent leur amour par avance, en le cultivant en eux-mêmes avec une ardeur de conquête. Et il découvrit avec surprise qu'elle le devançait dans son ambition. Une jeune fille, autrefois, ne pensait pas plus loin que sa tendresse. Celle-ci le précédait dans la voie même qu'il prétendait suivre, courait en avant comme une Diane sur un sentier de forêt, l'appelait pour qu'il marchât plus vite. Se rendait-elle compte prématurément que l'influence d'une femme provient avant tout de l'importance de son mari? Mais plus elle inspirait la fièvre d'agir, par un contraste charmant, plus elle recherchait pour elle le calme comme une grâce.

Ainsi vit-il dans l'amour la concentration de toutes ses forces, l'élan même de son individualisme.

Pratiquement, ce mariage le servait. Les Avenière comptaient de nombreuses relations. Leur train indiquait la fortune. Le jeune docteur serait à l'abri de ces tâtonnemens, de ces luttes amoindrissantes qui, trop souvent, entravent les débuts. Il marcherait vers son avenir par une route royale. Une confusion s'était comme naturellement opérée entre toutes ses tendances, les réalistes et les sentimentales. Il connaissait le plus heureux phénomène humain, l'union en pleine jeunesse de ces deux contraires : la passion et l'ordre.

Quand elle s'était appuyée là, à cette balustrade, au-dessus de Paris lumineux, il avait éprouvé une sensation de plénitude que ne dépasserait aucune autre satisfaction d'orgueil ou d'amour. Son passé avait pris tout son sens. Il le lui avait dédié, en silence, comme ces roses qu'elle avait si vivement respirées et emportées. Plus tard, qu'il devait évoquer douloureusement cette minute, devenue par la suite une de ces dates importantes auxquelles nous suspendons, pour la mieux voir, notre vie!

Sorti, par les soins de Mélanie, de cet état de torpeur, il alla

chercher sur la table la lettre qu'il y avait laissée. Il avait reconnu sur la suscription l'écriture de son père qui était médecin à Lyon. Il la considéra un instant avant de l'ouvrir. Sans doute elle répondait à l'annonce de ses fiançailles que l'avant-veille il avait transmise, et peut-être ses parens manifesteraient-ils quelque mécontentement d'apprendre, après sa conclusion, un événement qui, d'habitude, se prépare en famille. Mais n'était-ce pas ce qu'on est convenu d'appeler un beau mariage? D'ailleurs, on le savait impatient de tout joug, rebelle aux conseils, très décidé à organiser lui-même sa carrière et son genre d'existence. Son père comprenait ses goûts indépendans, les respectait. Quelquefois, il est vrai, au cours des vacances, quand il affirmait résolument ses opinions de liberté, il sentait le regard paternel posé sur lui comme une interrogation, comme une inquiétude. Cette inquisition n'était jamais bien longue; le regard redevenait confiant. Et sa mère écouterait son père.

A l'endroit où Laurence s'était accoudée, il déchiffra la lettre, — bien longue, — dont le début parut l'énerver, et qui plus d'une fois souleva de sa part des protestations.

Lyon, ce 10 juin 1894.

« Mon cher Pascal,

« J'ai prié ta mère qui est ta correspondante ordinaire de me laisser t'exprimer notre étonnement. Nous n'avons pas été consultés sur l'acte le plus grave de ta vie : le choix de ta compagne, la fondation de ton foyer. Tu es notre fils aîné, notre honneur. Nous n'avons jamais, que je sache, pesé sur toi inopportunément. Je sais toute l'importance de la formation individuelle et que ce n'est pas en s'imposant sans cesse que la famille transmet son esprit et ses directions. Je sais aussi que les générations, et surtout la tienne, marchent en avant sans trop se préoccuper de ce qu'elles laissent derrière elles, et je me suis penché sur trop de vies, et aussi sur trop de morts, pour m'en plaindre ou m'en révolter. Mais enfin, nous méritions ta confiance.

« Cette confiance que j'ai rendue tant de fois à ta mère lorsqu'elle se tourmentait à ton endroit, — plus souvent que tu ne le sauras jamais, — il t'appartient aujourd'hui de nous la rendre. Je ne veux pas la perdre. Je ne puis croire que dans ton choix tu n'aies pas été contraint en quelque sorte par ces voix du passé qui prennent malgré nous-mêmes la parole lorsque nos

intérêts les plus sacrés entrent en jeu. Nous eussions souhaité pour belle-fille une de ces jeunes filles du Dauphiné qui fut le berceau de notre race et dont nous gardons le caractère. Celle à qui nous avions pensé t'aurait apporté en dot, outre une fortune bien acquise, le courage et la sécurité. Ce sont là des vertus indispensables, quand on veut de sa vie composer quelque chose. Pour entreprendre, il faut trouver chez soi, avec certitude, la paix et le réconfort. Aucune inquiétude ne doit venir de son intérieur à un homme d'action. Il faut comprendre, vois-tu, l'anxiété des parens qui envisagent l'établissement de leur fils. L'amour ne suffit pas au mariage. Un mariage engage une maison. Nous ne t'eussions donné qu'un conseil. Tu t'en es passé. J'espère que tu t'es néanmoins inspiré de nous.

« Paris a toujours un peu effrayé ta mère. Je n'ai pas hésité à t'y envoyer pour tes études, malgré les habitudes particularistes des Lyonnais, à cause de l'élargissement cérébral que les bons sujets y reçoivent. Mais on y fait une grande consommation d'idées fausses. Et surtout Paris est une ville où les origines de chacun se perdent, et qui, se recrutant de tous côtés, accepte d'être composée de passans et de couples éphémères. On ne s'y installe pas pour durer. Souviens-toi que se marier, c'est accepter de durer. Tout est là. Quand on bâtit pour longtemps, on prend garde à la solidité de la construction. Nous vivons à une époque trouble où chacun remet tout en cause. Écarte avec ta fiancée ce sable mouvant. Une fois d'accord sur la croyance essentielle à l'indissolubilité du mariage, au nom déjà ancien des Rouvray, vous prendrez vos dispositions en conséquence. Pardonne-moi d'insister sur ce point.

« J'aurais préféré te parler de ces choses plus tranquillement aux vacances, dans notre propriété de Colletière. A la campagne on est bien, le soir, pour ces causeries si simples et si importantes. Tu ne m'en as pas laissé le loisir. Il faut que je te parle sans retard. Déjà ta thèse de doctorat ne m'avait pas satisfait. Ta méthode, si elle va droit au but, sans souci des vieilles notions qu'elle jette bas, me paraît incomplète. Tu sépares trop à mon gré la maladie du malade. On dirait qu'elle seule t'intéresse. Tu ne tiens pas assez compte de l'infinie complexité de la nature humaine et tu veux trop ramener l'art divin de la médecine à des formules convenables à la chimie ou à la physique. L'épigraphe que tu as empruntée à Charcot : « Il n'y a

pas d'hybrides en pathologie nerveuse, » je ne saurais l'admettre. J'ai beaucoup pratiqué, beaucoup observé, et je suis déjà vieux. Les notes que j'ai rassemblées, que je publierai peut-être un jour, ne me permettent pas, sur l'origine des maladies nerveuses que tu décomposes en les isolant définitivement de toute cause morale, d'accepter tes conclusions. Un médecin n'est pas seulement un biologiste. Les théories pasteuriennes ont pu servir la médecine. Elles n'ont pas le pouvoir de l'enfermer dans un laboratoire. Le grand Pasteur lui-même ne leur a jamais donné ce sens. Nous en reparlerons, et d'ailleurs l'expérience remettra chez toi toutes choses au point. Je suis sûr de ton cerveau comme de ton cœur.

« Maintenant que j'ai fini de te gronder, — combien de fois l'ai-je fait en dix ans, depuis que tu nous a quittés pour tâcher de nous dépasser? — ne doute point de notre tendresse. Nous accueillerons Mlle Avenière comme notre fille. La situation de famille que tu nous dépeins ne peut que nous être agréable, puisqu'elle facilitera ton entrée en carrière et servira tes légitimes ambitions. Mais de ta fiancée elle-même nous attendons l'explication de ton choix. Je la souhaite digne de ta mère à qui je dois la sérénité de mon esprit et la paix de mon cœur.

« Je partirai dans quelques jours et je demanderai officiellement, — un peu tard, — la main de Mlle Avenière à ses parens. Ta mère désirerait de m'accompagner. Je crains pour elle le voyage et la chaleur croissante. Je pensais prendre dès demain le rapide, mais je me sens un peu fatigué ce matin : quelques troubles de circulation, suite de surmenage sans doute. A cette époque de l'année, j'ai presque toujours besoin de repos. Tu excuseras mon retard qui ne saurait se prolonger.

« Adieu, mon cher fils, je t'embrasse plus paternellement encore que de coutume. Nous n'avons eu de toi que des satisfactions et nous bénissons ton avenir.

« Pierre Rouvray. »

Malgré l'affection contenue dont elle était imprégnée, cette lettre atteignait Pascal aux deux points sensibles de son amour-propre. Dans la vie comme dans la science il prétendait aller de l'avant sans être entravé. Un des attraits de ses fiançailles venait précisément de leur libre accord. Laurence et lui, quand ils parlaient de la société, de la famille, c'était pour s'en mettre à part.

Ils ne les acceptaient que sans obligations. Et ils n'admettaient la durée du mariage que si l'amour l'imposait, ce qui ne les privait pas de se demander, comme tous les amans, s'ils s'aimeraient toujours. Parce qu'ils avaient été assez privilégiés pour se rencontrer, ils s'isolaient du reste de l'humanité qui, elle, se débrouillerait comme elle pourrait dans ses institutions. — Chacun sa vie, pensait le jeune homme : il n'y a pas de principes généraux. — Et, par une contradiction qu'il n'apercevait pas, il transportait dans les phénomènes nerveux la nécessité de ces lois inflexibles dont les sciences physiques et chimiques révèlent l'existence. Sa thèse traitait l'homme avec une autorité toute mécanique qui ne tolérait aucune exception.

Il posa donc avec un geste d'insoumission la lettre qu'il venait de lire sans plaisir. Et lui-même traça quelques lignes qui détendirent l'expression tirée de son visage. C'était un petit bleu qu'il adressait à Laurence pour la remercier d'être venue. Le soleil descendait du côté du Mont-Valérien. Il était six heures et demie. Une heure à perdre avant le rendez-vous qu'il avait au café Manette avec ses deux meilleurs amis, Félix Chassal et Hubert Epervans, à qui il offrait à dîner pour fêter sa nomination de chef de clinique. Il avait besoin de marcher, et il lui serait agréable de flâner dans ce quartier Latin qu'il allait quitter et qui avait été le témoin de sa jeunesse.

Après avoir posé son pneumatique dans la boîte du bureau de poste voisin, il revint sur ses pas et donna à son concierge cet avertissement : « S'il vient un télégramme pour moi ce soir, faites-le porter sans retard au café Manette. »

Qui sait? Laurence lui répondrait ce soir même. Il ne voulait pas attendre sa réponse. C'était un espoir un peu fat, mais convenable à un jeune homme de vingt-sept ans qui a reçu dans l'après-midi la visite de sa fiancée.

II. — L'AVERTISSEMENT

Pascal Rouvray descendit l'avenue de l'Observatoire dont les frondaisons projetaient une ombre lourde sur la pelouse centrale, et il franchit la grille du jardin.

Pour les étudians de Paris, il n'est qu'un jardin. Le Luxembourg leur appartient, surtout la partie comprise entre la rue Auguste-Comte, le boulevard Saint-Michel et l'Odéon. De la

verdure, des parterres, une longue terrasse, des statues de dieux ou de reines, une pièce d'eau, la fontaine de Médicis où Polyphème surprend Acis et Galatée, que de grâces multipliées dans leur parc! Mais il faut passer des examens.

Le soir est particulièrement favorable à cette promenade. Les feuillages du fond tamisent la lumière du soleil. Elle tombe avec douceur dans les allées, sur le bassin octogone où l'air tiède fait courir des frissons. Elle teinte d'or la buée fraîche qui s'évapore des tuyaux d'arrosage. Cette heure qui précède la chute du jour, il semble qu'elle-même circule, discrète et inaperçue, à travers le jardin pour y répandre une suavité qu'on respire, une joie délicate et quasi sacrée. Les dieux sur leurs colonnes, les reines de France sur leurs piédestaux, prennent un petit air de mélancolique abandon. Et les pigeons achèvent leurs jeux avant de regagner les nids. L'un d'eux ne se pose-t-il pas avec l'intention d'y rester sur le bras levé de Diane à la biche, parmi les fleurs?

Malgré Juillet menaçant, le Luxembourg faisait « salle comble » comme un théâtre. Des groupes d'étudians, les uns en chapeaux de paille, les autres usant les derniers bérets de velours noir, quelques-uns débraillés, mais la plupart déjà corrects, entouraient de jeunes femmes à bandeaux plats, *maîtresses d'esthètes* de la rive gauche, qui dissimulaient la médiocrité de leur fonction sous une gentille camaraderie, comme celle de leur toilette sous l'extravagance de la mode, manches bouffantes, cols rabattus, minuscules chapeaux. Tous ces jeunes gens n'appartenaient pas au monde des écoles : il y avait là de vagues poètes, et des commis en rupture de magasins, et des exotiques reconnaissables à leurs teints et à leurs cravates. On tenait salon à l'air libre. Les propos qui s'échangeaient, parmi bien des galanteries faciles et des potins de facultés ou de brasseries, se relevaient volontiers de discussions d'art, de littérature, de métaphysique qui convergeaient toutes vers un goût de liberté, et même d'effrénée liberté. Pascal, retrouvant l'une ou l'autre de ses constructions idéologiques chez tant de péripatéticiens, souriait de les entendre en passant. Il prit une allée verte qui laissait entrevoir, dans sa voûte, le Panthéon, sortit du jardin et gagna le boulevard Saint-Michel pour y perdre un peu de temps, les dernières heures inconnues de toute une période qui ne devait pas avoir de lendemain. Déjà son destin accompli le suivait, sans le toucher encore à l'épaule pour l'obliger à se retourner.

Le quartier Latin, sauf le dégagement heureux du musée de Cluny et l'achèvement de la Sorbonne, était pareil alors à ce qu'il est aujourd'hui. Mais la population d'étudians qu'il abritait différait-elle de la nouvelle? Aucun lieu de France n'a plus d'importance que celui-ci pour préjuger notre avenir et tâter le pouls de notre moral. Toujours agité, il change d'une génération à l'autre, et ces changemens auront plus tard leur répercussion. La jeunesse qu'on y regarde vivre porte en elle, avec une superbe légèreté, la paix et la guerre, l'enthousiasme et la défaillance. Quelle personnalité collective faut-il attribuer à celle de 1894 et des années précédentes? Pascal Rouvray la représentait, comme ses amis Hubert Epervans et Félix Chassal, chacun d'eux lui superposant sa propre individualité, plus ou moins fine ou forte, plus ou moins apte à la modifier. Le drame auquel il allait se heurter, se rencontre, avec des variantes généralement atténuées, dans presque toutes les existences. Notre premier chemin, dans cette forêt de la vie semblable à celle que Dante a décrite, s'obscurcit, aboutit à un carrefour. Quelle route prendrons-nous? Celle-ci qui s'en va toute droite, ou l'une de celles-là si engageantes avec leur fraîcheur et leur mousse peu foulée et ces courbes plus ou moins sinueuses qui font de leur suite une aventure? Ce choix ne sera pas entièrement libre. Il sera déterminé en nous par les puissances que nous avons accoutumé d'accueillir, puissances de sensibilité et d'intelligence qui, s'exerçant autour de nous, ont fini par se fixer dans notre cerveau et dans notre cœur si elles n'y ont trouvé la place déjà prise par d'autres plus anciennes. Quelles étaient donc alors les modes de sentir et de penser qui allaient peser sur les décisions de Pascal?

Tous les vingt ou vingt-cinq ans il semble que l'atmosphère se renouvelle, et que se modifient la conception de la vie et les moyens de parvenir. La vision de la guerre et de la Commune qui inaugure notre âge, un témoin a pu en résumer l'horreur en quelques phrases dans un livre de souvenirs : des fantassins gravissant la pente des Buttes-Chaumont vers deux pièces en batterie où flotte un drapeau rouge et que défendent des hommes en bras de chemise, coiffés du képi de la garde nationale, tandis qu'au-dessus d'eux, sur la terrasse de l'un des forts de l'Est, des soldats prussiens les regardent. Il semble qu'après un tel cauchemar, un peuple ne songe plus qu'à sa santé, et de fait le pays se remit en marche d'un assez bon pas, mais d'un

pas qui bientôt manqua de cadence. La jeunesse qui avait pris part aux événemens avait reçu la grâce efficiente de l'action : elle souhaita la revanche. De celle qui vint immédiatement après, un autre témoin nous a dit la misère. Il n'a pas craint d'analyser par souci de vérité le cas, — non isolé, — d'un Armand de Querne, la pensée souillée dès le collège et pervertie par la littérature, — impressionnisme borné, naturalisme pessimiste et bas, — impie par élégance, dégoûté de jouer un rôle, sans idées directrices, nihiliste à bonnes fortunes, qui demeure assez lucide pour mépriser ses passions, et dont les expériences intellectuelles et sentimentales aboutissent à l'aridité morale. Avortement dont on se désintéresserait, s'il n'en présageait un autre plus pathétique, celui d'une génération dont le désarroi porte ses fruits vingt ans après. Comment ne pas tenir compte de cet exemple, quand on lui découvre des répliques plus ou moins bien venues dans presque tous les ouvrages romanesques de la même date ?

Après ces années de dépression, il y eut un réveil. Ce qu'une idée commune n'avait pas su faire, la recherche du plaisir l'opéra. C'est une force qui, chez la jeunesse, n'est pas à négliger. La grande foire de 1889, qu'aucune autre Exposition n'égala, correspondit à un besoin de confiance, de succès. La France reprenait enfin son rang, par l'administration de la joie. Un étudiant n'est pas insensible à cette priorité. Et l'on commença de repasser par-dessus les frontières pour s'engouer d'un cosmopolitisme de fontaines lumineuses. Jusqu'aux petites danseuses javanaises qui, subtiles et savantes, tournaient comme une ronde de nos désirs éparpillés.

Vers quel but allait tendre ce nouvel essor? On renaissait à la vie, à la gaîté. Ainsi qu'il est d'usage en France, ce fut la vie des pensées et des formes, la gaîté d'un atelier d'artiste, d'une fabrique d'idées. Or, les auteurs à la mode entretenaient par leur désenchantement un goût de la mort qui n'était plus de saison. Comme les tristes jeunes gens du temps de Musset, atteints du *mal du siècle* et se reconnaissant dans un Werther et dans un Manfred, entendirent les conseils qui leur venaient de Gœthe, agitateur immobile, et de Byron, qui se détruisait en musique, comme les graves jeunes gens de l'époque de Renan et de Taine, dans une frénésie de curiosité intellectuelle, subirent l'influence de la philosophie hégélienne, sans se douter que la

revanche d'Iéna devait suivre l'invasion humanitaire, la jeunesse d'alors, cherchant des directions plus conformes à ses instincts que le pessimisme ou le dilettantisme dont notre propre littérature était saturée, accueillit Tolstoï et sa pitié débordante, Ibsen et son individualisme, avant-garde de Nietzsche. C'étaient les faux noms du communisme et de l'anarchie. On les confondit un moment, parce que tous deux descendaient de Jean-Jacques, l'un du *Contrat social*, l'autre des *Rêveries du promeneur solitaire*. Les faits, dans le monde des étudians, allaient donner le pas à l'idée de liberté sur celle d'égalité.

En 1893, le quartier Latin connut l'émeute et un commencement de barricades. L'autorité avait voulu se mettre en travers de ses plaisirs. La répression policière fut brutale et maladroite. C'est une grave faute de traiter sans tact l'âge où les audaces sont permises. Plus tard, on ne pourra plus les canaliser. La plus inquiétante jeunesse est celle qui n'a pas d'opinions extrêmes. Le résultat fut un mouvement libertaire dont se souviennent les témoins de cette époque qui fut celle des attentats anarchistes. On se passionna au boulevard Saint-Michel pour les enfantines et brusques théories de Jean Grave, le premier des primaires. Les jeunes institutrices nouvellement brevetées, entre deux cours, lisaient Bakounine. Une revue qui eut son heure de célébrité, *l'Ermitage*, ayant institué un referendum sur cette question : *Quelle est la meilleure condition du Bien social, une organisation spontanée et libre, ou bien une organisation disciplinée et méthodique?* reçut quatre-vingt-dix-neuf réponses, toutes émanées des princes de la génération montante, dont cinquante-deux étaient favorables à la liberté contre vingt-trois qui réclamaient la contrainte.

Toutes ces manifestations signifiaient la recherche d'un état d'exaltation et de lyrisme intellectuel où l'on éprouverait mieux la beauté de vivre. L'analyste de cet état l'avait déjà défini dans *le Culte du moi*. Il n'avait pas encore trouvé que notre *moi* a pour support la société, et reprend, comme Antée, ses forces en touchant la terre, — la terre où sont nos morts. A défaut d'autre religion on pratiqua celle-là. Elle engageait avec autorité à se développer en méthode. Utopistes de tout poil, symbolistes, mages, néo-mystiques, néo-chrétiens, étaient partis, comme des *cigognes*, à la poursuite d'un idéal. Les cigognes oublièrent le but pour le plaisir du voyage. On se servit du cerveau et de la

sensibilité pour en tirer de fortes émotions. De cette frénésie il est aisé de retrouver les preuves. « La vie est belle et sainte, » proclamait la *Chevauchée d'Yeldis*. On applaudissait la libération de l'individu aux représentations de *Rosmersholm* ou d'*Un ennemi du peuple*. Les jeunes femmes portaient comme une coiffure le titre d'Ibséniennes et apportaient à l'égotisme le concours de la mode. Brunetière ayant, en pleine Académie, au nom de la tradition, bafoué l'assaut tumultueux de ces jeunes gens enragés de modernité, faiseurs de vers inégaux et obscurs, leur reprochant de parler norvégien ou allemand, on lui objecta la nécessité de se retremper aux sources étrangères. C'était de nouveau l'oubli de cette concentration nécessaire à un peuple vaincu, mais c'était un enragé besoin de s'épanouir par la joie, même si elle exige l'effort, et la note la plus significative était donnée par l'un de ces jeunes gens, des mieux doués, trop tôt fauché, l'auteur des *Chants de la pluie et du soleil*. Il chantait Bismarck sur son cheval noir, quand il aurait fallu un Tyrtée à la France, parce qu'il avait besoin, pour son art, d'un vainqueur, et que sa génération en avait assez de la défaite : « Ma pensée, fait-il dire à son héros, habite une plus haute montagne que la petite morale de la multitude : la montagne de l'avenir d'un peuple... Homme, j'ai de mes passions créé ma personnalité; maître, j'ai des petites patries bâti la grande patrie allemande... » Il y avait là une sorte de *coriolanisme* exaspéré, le mépris de la patrie malheureuse, la fureur qu'elle ne fût pas au premier rang des nations. Dans la démocratie triomphante la jeunesse proclamait l'inégalité. On refusait de se solidariser, de s'associer; on préférait l'ambition solitaire. Les petits *surhommes* allaient pulluler.

Dans tous les champs d'études ces mêmes courans se précipitent alors. La Faculté des lettres, plus que toute autre, subit les influences d'anarchie intellectuelle. A la Faculté de droit, il est de bon ton de s'irriter contre le droit romain, sa forte discipline, la sagesse de son accroissement progressif, en raison de la gêne et de l'autorité sociale qu'il représente. Nos lois ont déjà ouvert la porte du mariage et découvert la famille. Élargissons la brèche, et l'homme sera plus libre en face de l'État. Enfin l'enseignement médical vient d'être modifié par le triomphe scientifique et officiel des doctrines pasteuriennes. Les découvertes bactériologiques de Pasteur, en déchaînant l'enthousiasme, ont

suscité d'immenses espoirs, comme une mainmise sur l'absolu, quand lui-même, avec humilité, reconnaissait ses limites. Le microbe allait donner la solution de tous les problèmes de pathologie. On abandonne pour le laboratoire la clinique, c'est-à-dire l'examen du malade, moral et physique mêlés en un tout si complexe. Et la chirurgie, grâce aux méthodes d'antisepsie et surtout d'asepsie, entre brusquement dans cette voie de progrès où elle devait marcher d'un tel pas. Chaque étudiant veut sa part de science, déclare surannées les méthodes passées, rejette une tradition qui paraît inutile, traite l'homme comme une pièce d'anatomie. Morceau d'analyse ou abstraction, destiné à la force et à la jouissance, l'individu est de nouveau séparé de ses origines, de son milieu et de l'avenir de sa race. Il est isolé. Il est libre...

De l'année 1884 où, tout neuf, il débarquait à Paris, à l'année 1894 où, chef de clinique, il allait enfin entrer en ligne, Pascal Rouvray avait assisté à cette éclosion joyeuse d'individualisme qui, chez la jeunesse, avait remplacé la tristesse et la désillusion des générations précédentes.

Le café Manette fait l'angle de la rue des Écoles et du boulevard Saint-Michel. Ses terrasses étaient encombrées. La lumière qui déclinait consentait encore à dorer l'heure de la flânerie et de l'apéritif. Autour d'une belle fille en toilette claire, et qui portait sur ses bandeaux une grosse touffe d'épis débordant un petit chapeau, — Mimi Pinson promue au rang de muse, — le groupe de la Tour d'Ivoire prenait le frais. Poètes et métaphysiciens, romanciers en préparation, critiques d'art en possession de l'infaillibilité, ratés ou futurs amans de la gloire, tenaient des propos courtois, ironiques et littéraires, tout en buvant des boissons glacées avec des pailles. C'était un des derniers cénacles, qui déjà s'effritait, personne n'acceptant plus d'être embrigadé. Aux autres tables où robes et vestons s'accordaient, on flirtait, on discutait, on riait trop fort, mais la langue française y résonnait rarement avec un accent étranger. Il n'y avait plus guère de bohèmes. La mode en était passée, et déjà une correction uniforme et commode commençait de recouvrir l'amour latent de la liberté.

Pascal serra quelques mains tendues, reçut au passage des félicitations sur son dernier concours, et comme il prenait l'escalier pour gagner le restaurant du premier étage, il fut accosté par l'amie momentanée de son camarade Epervans :

— Monsieur Rouvray?

— Tiens, bonjour, Lucette.

Sans le mauvais goût de la toilette trop voyante, sans la poudre de riz aux joues et le carmin aux lèvres qu'entouraient de chaque côté de petites rides précoces, Lucette aurait eu ce charme puéril des toutes jeunes filles qui se donnent un genre d'effronterie pour cacher leur timidité.

Son visage étroit, sa gracilité n'accusaient pas vingt ans. Elle regardait le jeune homme et se taisait.

— Eh bien! interrogea-t-il, toujours avec Hubert?

— Toujours.

— Nous dînons ce soir ici. En êtes-vous?

— Non. Hubert ne veut pas de femme à table.

— Montez au dessert.

— Non.

Et, précipitamment, elle ajouta, moitié riant, moitié gémissant:

— Vous ne venez plus. On ne vous voit plus. Vous avez votre grand air avec moi. C'est les femmes du monde qui vous donnent cet air-là? Ce n'est pas malin de plaire aux hommes, quand on a de quoi vivre tous les jours.

Il voulut gentiment l'écarter, car il connaissait la suite. Mais on n'arrête pas une femme qui se déclare :

— Avec nous du moins on garde son indépendance.

— Lucette, Lucette!

— Et puis je n'y tiens pas, à votre Hubert. Si vous aviez voulu...

— Mais, petite, il est trop tard.

Désappointée, elle s'éloigna d'une démarche glissante, comme un chat qu'on n'entend pas. Et machinalement, sur l'escalier, il se retourna pour suivre cette image d'une insouciante jeunesse dont il n'avait pas encore le sentiment qu'elle ne reviendrait jamais.

Il choisit une table au bord de la fenêtre par où l'on touchait presque les branches des arbres, et en attendant ses amis il composa le menu avec l'aide du maître d'hôtel. Comme il relevait les yeux pour interroger le trottoir, il vit Chassal qui descendait d'une voiture et réglait le cocher d'un geste rapide et négligent. Ce spectacle lui arracha un léger sourire : le bruit courait que le jeune homme, — qui par snobisme arrivait toujours au Manette en voiture, — prenait son fiacre au Luxembourg ou à la place Saint-Michel, convenait pour ces petites courses d'un salaire modeste, et produisait par là son effet. Quelquefois, c'était un

coupé de cercle. Il avait dû rencontrer Epervans dans la salle du rez-de-chaussée, car ils apparurent ensemble. Félix Chassal, maigre, osseux, délicat de santé, avait de beaux traits réguliers, une barbe blonde taillée en pointe, les cheveux partagés par le milieu et la raie prolongée derrière la tête, mais les tempes déjà dégarnies. Son air souffreteux, distingué, de client soumis au régime, lui valait d'habitude la meilleure place au restaurant, l'offre de la carte et la priorité du service. Mais il était du nombre de ceux qui prennent un âge une fois pour toutes et n'en changent plus. Hubert Epervans rond, rouge, avec un collier de poils porté autour du menton par recherche d'originalité, de petits yeux madrés de maquignon, des gestes courts de l'avant-bras, ressemblait à un jovial Américain venu à Paris pour affaires et s'y amusant énormément.

Pascal les installa et leur donna connaissance du menu. Hubert, tout en consultant la liste des vins, opinait avec satisfaction, et conseilla tels crus qui furent adoptés, tandis que Félix essuyait méticuleusement ses verres avec sa serviette, passait l'inspection minutieuse de son couvert, et se faisait changer l'un ou l'autre de ses instrumens : après cette série d'opérations, il consentit à se rasséréner.

A la table voisine, un vieux poète déchu, ancien parnassien échoué au Quartier, vint s'asseoir et bénéficia immédiatement du respect tempéré de blague qui accueillait alors toute réputation littéraire. Le gérant qui passait ordonna au garçon :

— Tous les hors-d'œuvre pour le maître !

Et le pauvre maître, comme un dieu dans un nuage, fut enveloppé d'olives, d'anchois, de sardines et de saucisson. De mœurs simples, il réclama une salade de pommes de terre.

Plus loin, des étudians en droit développaient avec effervescence l'extension des droits de la femme mariée, notamment sur les produits de son industrie personnelle.

On ne choisit pas ses meilleurs amis. Ils viennent, comme l'amour et bien souvent la mort, du hasard ou plutôt de causes obscures et lointaines. Une communauté d'origine avait lié, dès leur arrivée à Paris, ces trois jeunes gens qui se trouvaient réunis pour fêter le succès de l'un d'eux. L'isolement ressuscite le souvenir de la province natale : on se classe par régions autant que par écoles et par goûts professionnels. Ils appartenaient tous trois à cette partie du Dauphiné où les contreforts des Alpes

achèvent de s'allonger, comme des vagues au rivage, dans les plaines du Lyonnais.

Hubert Epervans était le fils d'un petit agent d'affaires de Bourgoin, ancien instituteur transformé en administrateur de biens fonciers. Toujours à l'affût des ventes, des locations, des marchés, celui-ci possédait un sens merveilleux du public rural et de l'occasion. De son passage à l'enseignement il avait gardé le culte du diplôme, de sorte qu'il avait poussé son garçon vers les études les plus coûteuses et se voyait obligé de pressurer sa clientèle pour que le Parisien ne manquât de rien. La nouveauté de la race se reconnaissait chez Hubert à une faculté de travail incroyable unie à un art de tirer parti et profit de tout, à un besoin de prendre, de s'emparer, de ne rien laisser dans les plats, et aussi à une certaine vulgarité de gestes que soulignaient volontiers la hardiesse et le cynisme des propos. Il n'était pas retenu par cette délicatesse d'éducation qui implique plusieurs générations déjà affinées et déjà satisfaites. Pourtant il inspirait une sympathie à part. Industrieux, abondant, exubérant, toujours bâtissant des projets, taillé pour continuer en grand les combinaisons paternelles, il plaisait par ce génie d'organisation, cette faculté de construire à quoi il ajoutait un optimisme contagieux et une bonne camaraderie.

La famille plus ancienne de Félix Chassal était issue de la Tour-du-Pin, mais n'y tenait plus que par des liens relâchés. Son grand-père avait fondé une maison de banque à Lyon, et son père avait fait carrière dans la diplomatie. Lui-même, traîné enfant dans les capitales étrangères, orphelin prématurément et confié à des grands-parens égoïstes, avait laissé s'affaiblir, à la suite de ces circonstances, des sentimens de famille et de patrie vers lesquels, par tempérament, il était déjà peu porté, mais qu'un but utilitaire pouvait ranimer. Il parlait plusieurs langues, montrait cette aisance qui vient à voyager, jouissait de sa fortune qu'il gérait avec soin, et que personne ne connaissait exactement, car il était combiné, adroit et volontiers secret.

Quant à Pascal, il descendait de riches tisserands de Voiron qui avaient composé à la longue une lignée quasi aristocratique. Son père, le premier, avait quitté l'industrie pour les professions libérales. Du même âge, à un an près, les trois amis avaient une ambition parallèle qui ne les rendait pas concurrens. Fleur de cette génération renouvelée qui était ardente sans générosité, re-

belle aux obligations personnelles, mais prête à la lutte, pourvu qu'elle fût en ordre dispersé, et avide de vivre, violemment au besoin, pour soi-même, ils entendaient réussir à Paris dont ils goûtaient l'activité rapide, la publicité dans les réputations, surtout la qualité de luxe et d'esprit et l'indépendance. Cependant ils avaient choisi le chemin français, le plus long, celui des Écoles et des Facultés. A vingt-six ou vingt-sept ans, ils allaient réellement débuter. Pascal, le plus jeune chef de clinique des hôpitaux et qui rêvait une chaire à la Faculté de médecine, se spécialisait, après des études générales exceptionnellement brillantes, dans l'examen des maladies nerveuses que les traités de Charcot et de Duchenne de Boulogne avaient sorties de l'ombre. Dans sa thèse de doctorat, il les isolait, comme la plupart de ses professeurs, de la pathologie générale, ce qui avait soulevé les protestations de son père, l'un des premiers praticiens de Lyon, lequel n'admettait pas de cloisons étanches entre les maladies, pas plus qu'entre le physique et le moral du malade en matière de névroses. On le considérait dans son monde, pour sa claire méthode de simplification et d'analyse comme l'un des futurs maîtres de la science médicale, et il ne l'ignorait pas.

La carrière de ses deux camarades n'était guère moins rectiligne. Félix, l'année précédente, avait terminé son doctorat en droit et publié sa thèse sur les *Professions accessibles aux femmes*, en un volume de format élégant que la presse avait bien accueilli, et qui lui avait même valu l'offre d'une collaboration à un nouveau journal de modes. L'ère du féminisme commençait et il l'avait flairée. Inscrit au barreau, il avait été recommandé à maître Hervé-Renard, ancien ministre, membre du Sénat, réserve de la politique, qui l'avait pris pour secrétaire. Le jeune homme pensait bien se servir de ce poste en vue. Sous un air indolent et presque dédaigneux, il dissimulait d'effrénées convoitises, comme il abritait ses menées pratiques sous des théories sociales auxquelles il croyait avec cette facilité qu'on a dans la jeunesse pour recouvrir d'idées ses désirs. Il s'était bientôt rendu compte de la supériorité qu'assure la valeur technique dans une démocratie volontiers ignorante, et de l'économie politique, de la législation, des finances il se faisait un arsenal. Ayant, au surplus, constaté l'avantage des opinions les plus avancées, il les avait adoptées sans peine, car il voulait parvenir. Un goût pour les solutions habiles, positives, et pour la distinction des ma-

nières le rapprochait de son patron, orateur impassible, insolent et sûr. Et il guettait, en s'armant, l'occasion favorable, car le barreau n'était pour lui qu'une profession provisoire, utile à sa formation.

Du jour où il posa le pied à Paris, Hubert, reniflant de son grand nez le vent de la capitale, s'était juré de ne la plus quitter. Reçu à la limite d'âge à l'École polytechnique, il avait démissionné à la sortie, pour ne pas devenir officier d'artillerie, et il était entré en qualité d'élève libre à l'École des mines où il achevait sa troisième année. Ce qui se passe sous la terre ne l'intéressait aucunement, mais il savait que ce genre de travaux se prépare à ciel ouvert, et se décide par actes de sociétés. Déjà, en donnant des répétitions, — pour satisfaire à ses incessans besoins d'argent, car il aimait les cabarets, la bonne chère et les filles, — il augmentait les mensualités que lui envoyait régulièrement son père en se saignant aux quatre veines et il se créait des relations. Les relations, il en comprenait le mystérieux maniement. Et il avait trouvé le moyen d'éblouir, par sa faconde, son art d'insuffler la vie aux projets qu'il exposait, la façon dont il jonglait avec les chiffres, un de ces lanceurs d'affaires qui abondent dans Paris. Celui-ci lui proposait une association. Epervans serait chargé des plans et des rapports. Il porterait, comme des décorations, tous ses titres scolaires. Lui aussi réussirait dans sa partie.

— Prends garde, l'avertissait Pascal que sa verve amusait, mais qui lui reprochait son but exclusivement utilitaire et qui éprouvait une défiance instinctive pour les gens de finance; prends garde! tu vas jouer un jeu dangereux.

— J'aime le danger.

Il arrive que l'habitude, que l'intérêt entrent aussi pour une part dans l'amitié. Les trois jeunes gens s'étaient bientôt reconnus différens, mais ils se plaisaient dans leur compagnie réciproque à cause de ces différences mêmes qui provoquaient leurs réflexions et un élargissement de vues. Rien n'est plus fâcheux, à cet âge, que la fréquentation unique de camarades du même cours. Là est l'infériorité des grandes Écoles dont toutes les portes sont closes et qui concentrent sur la seule matière scientifique toute l'attention, tout le mouvement du cerveau ; une irréparable façon d'observer se prendra, qui consistera à regarder ses contemporains un peu au-dessus des yeux, mauvaise méthode pour explorer des visages.

A la base de leur commerce ils avaient institué une absolue franchise. Mais Chassal était trop fermé pour adhérer sans réserve à ce programme. Ce qui les unissait encore le plus sûrement, c'était la même volonté de développement individuel. Là ils étaient d'accord : on ne va pas à la conquête si l'on se disperse, et le bon moyen de se contracter pour atteindre le maximum d'énergie, c'est de prendre pour but de vivre un *moi* de plus en plus agrandi, de plus en plus dominateur et exigeant.

Comme on leur servait le potage, Pascal, se rappelant la conversation de l'escalier, demanda à Hubert :

— Veux-tu que j'invite Lucette ? Elle est en bas.

— Non, par exemple, les femmes ne savent pas ce qu'elles mangent.

Les liaisons d'Hubert Epervans, rapidement bâclées, selon l'impétuosité d'un tempérament qui n'écoutait aucun conseil de prudence, ne duraient guère. Félix, plus circonspect, plus ménager de sa personne, se laissait attribuer des bonnes fortunes dans le monde qu'il fréquentait assidûment, devinant le pouvoir des femmes sur un personnel politique moins blasé et plus vaniteux que celui des anciens régimes. La plus importante aventure de Pascal avait eu pour héroïne une petite danseuse de Bullier aux bras plus frais que le cœur : un engagement convenable dans quelque Alhambra de province l'avait éloignée quand le jeune homme en était déjà rassasié. Tous trois échangeaient d'ailleurs peu de confidences, et n'attachaient de prix au plaisir qu'en raison inverse du sentiment qui l'accompagnait. Car ils s'entendaient pour prétendre à être des hommes libres. Toutes chaînes leur pesaient, et la volupté, surtout, n'en doit pas supporter.

Cependant, Pascal ne venait-il pas de s'en forger, et pour un temps indéfini ? C'étaient, il est vrai, des chaînes d'or. Seraient-elles moins lourdes à la longue ? Il n'admettait pas une pareille assimilation. Le mariage, tel qu'il le comprenait, *son* mariage, était une association volontaire qui doublerait ses forces au lieu de les asservir. Et puis, c'était, pour lui, l'amour, et comment ne pas confondre son exaltation avec la plus magnifique des libertés ?

Tout à l'heure il informerait ses amis. Comment ceux-ci ne s'étaient-ils aperçus de rien ? Il lui semblait que tout le monde voyait son bonheur, et même il en était gêné. Deux ou trois fois il fut prêt à se livrer, et une sorte de pudeur le retint, et aussi

d'égoïsme : n'était-ce pas diminuer sa joie que de la donner en pâture ? Comme le service avançait, il se décida :

— J'ai une nouvelle à vous apprendre, commença-t-il.

— Toi, tu es amoureux ! s'écria Hubert assez perspicace, en se versant un pomard qui avait trop de bouquet pour être authentique.

On lui facilitait l'aveu : il convint simplement de ses fiançailles. Elles surprirent ses deux commensaux, et, dérangeant leurs habitudes et leurs goûts, ne leur procurèrent aucun agrément.

— Mes complimens, murmura Félix, du bout des lèvres.

Hubert, prompt à se ressaisir et plus franc, manifesta sans tarder sa pittoresque mauvaise humeur.

— Et c'est un mariage d'inclination, comme on dit ?

— Sans doute.

— Tant pis, tant pis ! Il faut une audace incroyable pour épouser la femme que l'on aime.

Et repoussant Félix qui tentait de l'arrêter, il continua :

— Oui, je suis navré. Il ne faut pas se marier, en premier lieu, quand on a de la valeur. Le mariage est toujours une diminution, *capitis diminutio*, comme vous dites dans votre jargon de droit. Et si l'on commet cette faute, il importe de se mal marier.

— Quelle idée ! protestèrent les deux autres, rassurés de le voir lancé dans un paradoxe.

— Parfaitement. Un bon mariage vous enlize dans la médiocrité définitive. C'est la fin d'un homme. Bon époux et bon père, il est le prisonnier qui ne se libère jamais, puisqu'il se plaît dans sa prison. Mais parlez-moi d'un mauvais mariage. C'est le salut des maladroits qui se sont laissé prendre. Il vous oblige à vous défendre, à vous connaître, à vous isoler et, mieux encore, à exercer votre cruauté par la rupture, la séparation, le divorce. Être cruel, c'est aller au fond de soi-même. Les grands hommes ont tous été mal mariés, et féroces.

Et il cita ces deux méchans vers, retenus au hasard d'un poète halluciné que Paris fêta un jour et oublia, et qui s'enfuit dans les brandes de son Berri où il mourut fou :

Fuis la femme, crains la vipère...
Ces deux serpens-là font la paire...

— *Fuis la femme !...* répéta Félix en badinant.

Hubert accepta l'allusion :

— Cela signifie : la prendre pour ce qu'elle est, l'esclave de notre bon plaisir. L'essentiel est de ne lui concéder aucune influence.

— Il faudrait renoncer à aimer.

— Ce serait le mieux. En tout cas, renoncer à se fixer. Le changement est la base de la liberté dans les rapports des sexes.

Pascal, qui les écoutait disputer avec cette désinvolture, regrettait sa confidence. N'y avait-il vraiment qu'une table bien garnie entre ses amis et lui-même? Il se sentait si éloigné d'eux! Sommes-nous ainsi replongés dans la solitude dès que s'agite en nous quelque pensée plus profonde? Il fut tiré de ses réflexions par une question d'Hubert que Félix, plus réservé, se privait de formuler :

— Ce que j'en dis, tu sais, ne m'empêche pas de te féliciter, puisque c'est ton idée. Et pouvons-nous savoir *son* nom?

Mis en demeure, le jeune homme hésita. Mais pourquoi se taire? Il n'avait plus de secret. Il laissa donc tomber les syllabes qu'il n'aimait à prononcer que pour lui seul :

— Félix *la* connaît. Mademoiselle Laurence Avenière.

— Ah!

Félix la connaissait en effet. Il était reçu dans la maison, et même le charme rare de la jeune fille l'avait, lui aussi, impressionné au point qu'il s'était mis en quête de renseignemens. M. Avenière ne diminuerait pas volontiers son train pour doter sa fille. Celle-ci devait hériter d'une tante, sa marraine, qui s'obstinait à vivre dans la maladie et la vieillesse. Ce mariage eût-il favorisé suffisamment son propre avenir? Victime de ses hésitations, de ses calculs plutôt, il ne s'était pas avancé. Les fiançailles de Laurence le trouvaient pris de court. Rien n'est désagréable comme de voir exécuter par autrui les gestes ou les ouvrages auxquels nous avions songé. Néanmoins, il fit bonne contenance. Hubert, qui avait vu, un soir, Mlle Avenière à un bal officiel, mais ne lui avait pas été présenté, fut plus expansif :

— Oh! oh! je me souviens. Elle a un teint extraordinaire.

C'était le premier éloge qu'elle inspirait infailliblement. Pascal l'entendit avec ennui, à cause de la manière injurieuse dont son ami louait les femmes, ce qui ne l'avait pas frappé jusqu'alors à un point aussi sensible. Le silence qui suivit cette exclamation pesa lourdement sur son cœur. De plus en plus il s'étonnait de l'étrange résultat de sa communication. Pour la seconde fois, l'exubérance d'Hubert les sauva tous trois de la gêne :

— Te voilà avec la corde au cou. Plus de travail désintéressé, ni dans les directions aventureuses. Fini, l'orgueil d'exister pour ton compte. Le monde, les relations, le luxe vont t'imposer leur joug. Tu ne seras qu'un médecin à la mode.

Un peu agacé, Pascal interrompit cet accès de verve :

— Tu te trompes. Nous avons les mêmes ambitions.

Mais son camarade déchaîné ne s'arrêtait plus :

— Et tu es perdu pour nous. Pour moi du moins. Les amis d'avant le mariage, les femmes les détestent. Et après, on n'en fait plus. Félix te restera. Il est correct, bien habillé, bien élevé. Et il se mariera aussi, dans l'aristocratie républicaine, pour devenir ministre. Moi seul, je resterai libre.

On avait apporté le champagne dans son seau, et l'on servait la glace. Le chasseur vint présenter un télégramme à Pascal qui rougit de plaisir comme une jeune fille, pensant que Laurence lui répondait un mot sans retard. Ses deux camarades, interprétant sa confusion, échangèrent un sourire. Il brisa le pointillé, lut d'un seul regard, se leva en pâlissant, puis se rassit et ordonna au garçon, d'une voix changée :

— L'indicateur des chemins de fer, vite.

Son destin accompli, qui le suivait depuis quelques heures, se décidait à le toucher à l'épaule pour l'obliger à se retourner.

— Qu'y a-t-il donc? interrogèrent ensemble Hubert et Félix.

Il leur tendit le papier bleu :

— C'est de ma mère.

Et ils lurent sur la dépêche ces paroles par quoi s'annonce la mort et que chacun de nous reçoit une ou deux fois au cours de sa vie : *Viens immédiatement. Ton père très mal. — Marie.*

— Mon pauvre ami !

Lui tournait les pages, se raidissait dans le malheur, expliquait d'un ton sec qui voulait écarter la pitié :

— Le rapide de neuf heures est sûrement parti.

— Il est neuf heures et demie.

— Il doit y avoir un express vers dix heures. Avec un bon cheval je puis arriver.

— Je vais retenir un fiacre, déclara Hubert qui ne se fiait pas au chasseur et qui, dans les ennuis, éprouvait le besoin de bouger, de changer d'air.

Pascal, demeuré seul avec Félix, continuait de chercher. Sa vue s'embrouillait, ses doigts se crispaient.

— Je ne puis pas, avoua-t-il.

— Passe-moi l'indicateur, offrit Chassal.

— Non, non.

Il commanda à ses nerfs un grand effort et tourna la page :

— A dix heures vingt. J'ai le temps.

Son compagnon pratique s'informa :

— As-tu de l'argent sur toi?

— Oui. Tu régleras l'addition à ma place. Je te rembourserai à mon retour... Ah! peux-tu prévenir demain matin les Avenière de mon départ? J'étais invité. Je télégraphierai de Lyon, mais c'est plus sûr.

— Entendu. J'irai.

Hubert reparut, suant et soufflant. Le fiacre attendait à la porte. Pascal y fut conduit par ses amis. En bas, il croisa Lucette qui, avertie en deux mots par Hubert, le guettait pour le voir passer et lui exprimer une sympathie dont il ne s'offusquerait pas.

— Monsieur Rouvray, commença-t-elle... J'ai de la peine...

— Tais-toi, lui signifia son amant.

Pascal voulut monter seul en voiture, et le cheval l'emporta au grand trot. L'air presque immobile qui heurtait son visage dans la course avait une douceur consolante. Au bout du boulevard Saint-Germain, devant lui, persistaient ces lueurs des soirs d'été qui semblent continuer le jour. Où courait-il? Vers l'espoir ou la première douleur? Il chercha vainement dans sa poche la lettre de son père qui, peut-être, était la dernière et qu'il voulait relire tout à l'heure en wagon : elle avait dû rester sur sa table. Puis, les habitudes professionnelles le reprenant, il essaya d'analyser à distance le mal qui, là-bas, avait frappé. La lettre parlait d'un peu de fatigue, de surmenage, de troubles de circulation. Comment interpréter de si vagues symptômes, qui pouvaient aussi bien indiquer une angine de poitrine qu'une hémorragie cérébrale? Tant de mystère subsiste dans notre organisme que nous ne pouvons prévoir, ni quelquefois savoir. Machinalement il évoquait les traits, la démarche de son père et n'y découvrait qu'une image de force sur quoi il avait toujours compté et dont il croyait ressaisir en pensée toute la netteté précise au moment même où elle s'altérait. Pourvu que cette altération ne gagnât pas jusqu'à ce bonheur égoïste qui, tout le jour, avait inondé son cœur comme l'or du soleil un jardin fermé...

Hubert et Félix, en silence, avaient repris leur place à table.

Le deuil qui menaçait Pascal les atteignait dans leur amitié la meilleure, mais son éloignement les soulageait. Nous préférons que le malheur d'autrui demeure à quelque distance, ne nous oblige pas à une trop longue pitié.

— J'avais emporté la glace, s'excusa le garçon. Dois-je la rapporter à ces messieurs?

— Certainement, acquiesça Hubert.

Le champagne était débouché ; on remplit leurs verres. Félix, reconnaissant de cette réponse, insinua :

— Invite Lucette.

— C'est une idée.

Et le jeune homme fit appeler sa maîtresse qui stationnait dans la salle du café, attendant ses ordres. Mais à leur grand étonnement elle ne voulut ni manger ni boire.

— Qu'est-ce que tu as?

— Du chagrin.

Et elle se mit à pleurer.

— Tu ne sais pas, expliqua Hubert à son ami. Elle est amoureuse de Pascal.

— Ce n'est pas vrai, assura-t-elle.

— Je m'en doutais. Maintenant, j'en suis sûr. Eh bien ! il se marie, Pascal. Mange donc cette glace, petite. Elle est excellente et c'est lui qui te l'offre. Ce qui lui arrive est bien triste, mais nous n'y pouvons rien.

Elle essaya de résister une minute. Il était impérieux, elle gourmande. A sournois coups de cuiller elle attaqua la belle tranche rose et crème qui remplissait son assiette, pendant que, cessant de l'observer, il se penchait vers Félix Chassal pour lui demander :

— A-t-elle de la fortune, Mlle Avenière?

— Je crois que oui, répondit évasivement celui-ci. Du moins plus tard.

— Tant mieux. Tant mieux.

— Pourquoi ?

— Notre ami Pascal pourrait bien rencontrer des difficultés dans la succession de son père.

— Qu'en sais-tu?

— Je sais ce que je sais.

Il commença par refuser d'en dire davantage. Par l'ancien instituteur de Bourgoin mêlé à toutes les affaires de la région, il

avait pu apprendre la situation obérée des Rouvray, malgré la brillante clientèle du docteur à Lyon. C'était bien obscur, bien incomplet. Cependant il ne craignit pas d'affirmer la chose à Félix qui insistait.

— Pascal est-il au courant?

— Pas du tout. Mais qu'importe? Il se débrouillera. Quand on est le premier de sa génération, on a des devoirs envers soi-même. On ne s'en laisse pas détourner par de fausses obligations. Au besoin nous serons là pour le lui rappeler.

— Sans doute.

— Et d'ailleurs, il y a son mariage.

— Son mariage? répéta Félix, et il vit distinctement le sourire ambigu de Laurence.

... Tandis que, déjà, on tranchait son cas, Pascal, debout dans le couloir de l'express, appuyant à la vitre son front, immobile, sans regard, pas encore de plain-pied avec la douleur, s'en allait vers la mort.

III. — LES DEUX ROUTES

Au delà du massif de la Grande-Chartreuse, le Dauphiné s'étend vers Lyon dans un geste de convoitise. Les Alpes s'abaissent, et ce n'est pas encore la plaine. A l'abri des contreforts boisés de la montagne se cache un vallon doux et sauvage ensemble. C'est une retraite sans âpreté. Le petit lac de Paladru achève d'en composer une halte de fraîcheur, par l'offre de repos qu'inspire le voisinage des eaux où se reflètent des verdures. Sur sa rive, à l'extrémité sud, le hameau de Colletière, qui dépend du village de Charavines, groupe ses quelques habitations en pisé, d'un ton d'ocre. Tout près, dans un enclos, parmi les arbres, apparaît à demi la spacieuse maison de campagne des Rouvray, prise entre la montagne, les roseaux du rivage et la Fure qui sert de déversoir au lac.

Le pays de Paladru est proche de Voiron, origine des Rouvray qui, longtemps, y ont exploité des tissages de soie à la main, puis mécaniques. Un des premiers signes de leur prospérité déjà très ancienne fut d'acquérir cette propriété, utile aux vacances. Colletière avait été leur premier berceau, et ils s'en étaient souvenus. Lorsque le docteur, installé à Lyon, dut liquider, après plusieurs siècles, l'industrie de ses pères, il ne garda rien de leurs établis-

semens de Voiron, mais conserva la maison de campagne, pour la santé de ses enfans et pour le maintien des liens avec le passé. Au cimetière de Charavines, derrière l'église, tous les siens se retrouvaient : il avait, dans une note testamentaire, réclamé cette sépulture.

A soixante ans, en pleine force intellectuelle, en pleine activité, il avait été frappé d'une hémorragie cérébrale dont il n'avait pas songé à observer sur lui-même les symptômes, trop occupé aux cas des autres et accoutumé à ne tenir aucun compte de sa propre santé qui ne lui avait jamais occasionné le moindre souci. Pour obéir à sa volonté, on avait transporté en Dauphiné sa dépouille mortelle. Après la cérémonie funèbre, Mme Rouvray avait exprimé à ses enfans le désir de rester quelque temps à Colletière, loin de cette vie de relations qui, pour les âmes concentrées et profondes, est si dure à reprendre après de tels ébranlemens. Ne seraient-ils pas mieux là, plus près du disparu, dans cette demi-solitude apaisante et d'un bon conseil pour les résolutions d'avenir? Pascal y avait consenti avec un arrière-projet plus conforme à l'état de son cœur. Ainsi vivait-il étroitement rapproché de sa mère qu'il avait toujours vue réservée et presque timide avec lui, de sa sœur Claire et de son frère Gérard dont l'intimité presque défiante le tenait un peu à l'écart.

Il recevait chaque jour de sa fiancée une lettre réconfortante et bien écrite. Mais elle n'était pas venue, comme il s'y attendait, assister aux obsèques, et cette absence lui avait causé une grande déconvenue. Loin de s'en excuser, elle l'appelait à Paris, lui reprochait presque son éloignement comme un abandon. « Je vous attends, » lui répétait-elle. Pouvait-il si tôt partir? Pourquoi ne demandait-il pas à sa mère d'inviter les Avenière à la campagne? Sans doute, c'était lui imposer bien vite une image de bonheur, mais ne fallait-il pas que sa nouvelle enfant lui fût présentée? Il hésitait pourtant. Un rôle qu'il n'avait jamais envisagé lui était dévolu, le rôle d'aîné. Les circonstances voulaient qu'il le fût de presque douze ans : une longue maladie de sa mère avait creusé cet intervalle entre sa naissance et celle de sa sœur. Orienté par ses études, ses succès et son ambition, il n'avait envisagé que sa vie personnelle. Si, pendant les vacances qui le ramenaient en famille, il montrait à ses deux cadets une affection un peu protectrice et condescendante, ceux-ci, élargissant encore la distance qui les séparait, lui demeuraient fermés, ne tenaient

point du tout à ce que le docteur, comme ils le désignaient ironiquement, daignât se mêler à leurs jeux.

L'avenir exigeait certaines décisions prochaines. Lui-même devait organiser son installation à Paris. La date de son mariage n'était pas fixée. Et Laurence, si on ne la priait pas à Colletière, partirait pour la Normandie où elle passait chaque été au bord de la mer. Enfin, il ne savait rien d'une situation que la mort de son père pouvait modifier dans une certaine mesure. Bien qu'il fût habitué à rencontrer dans la maison de ses parens, non le luxe que sa mère proscrivait avec soin, du moins cette large aisance qui indique les fortunes établies, il ignorait si la plus grande part n'en était pas due au travail du défunt dont il connaissait la considérable clientèle, et s'il ne conviendrait pas de restreindre un mode d'existence qui cessait d'être indispensable. Certes, la sécurité de la famille ne faisait pas question dans sa pensée. Mais le bel appartement du quai Tilsitt, au bord de la lente et incertaine Saône, avec son entrée monumentale; ses plafonds surélevés, ses portes-fenêtres et ses balcons donnant sur la colline de Fourvière et sur la vie du fleuve où glissaient les bateaux-mouches, les remorqueurs, les chalands, et que recouvraient, parfois, les battemens d'ailes des mouettes, était évidemment un loyer coûteux qu'on n'abandonnerait pas sans déplaisir après tant de jours paisibles qui s'y étaient écoulés. De même, sa mère congédierait sûrement, il le devinait, le valet de chambre et le cocher, nécessaires à un médecin qui gagne, par année, plus de soixante mille francs : c'était le chiffre qu'il avait entendu prononcer, étonné parfois d'une activité aussi continue et qui ne s'était pas assez ménagée. Enfin, pour l'éducation de Claire et de Gérard qui n'était pas terminée, il importait aussi d'être fixé.

Sur toutes ces questions il résolut de s'ouvrir à sa mère. Un soir, après le départ de son frère et de sa sœur qui montaient de bonne heure dans leurs chambres, il profita d'un tête-à-tête pour l'interroger. Avant le dîner, elle avait accompli son pèlerinage quotidien, et au retour, elle lui avait dit ces paroles un peu mystérieuses :

— Tu ne connais pas encore ton père. Tu le connaîtras...

Il lui expliqua la nécessité de voir clair. Tout de suite elle se rendit :

— Oui, il le faut. Tous ces jours, je n'osais pas, la première, t'y inviter. J'attendais que l'initiative vînt de toi.

Et il posa la première question :

— Père a-t-il laissé un testament ?

— Non, mais des notes. Pour nous, c'est la même chose. Elles ne datent pas de longtemps. Je sais ce qu'elles contiennent, mais toi, tu l'ignores. Je vais te les chercher. Tu les liras et après, nous causerons. Je préfère que tu apprennes par lui la vérité. Tu la comprendras mieux.

Ces mots énigmatiques, un peu de fébrilité dans les gestes et la voix de sa mère, d'ordinaire si calme, commencèrent de l'inquiéter. Elle reparut avec une enveloppe qu'elle lui remit :

— Lis, réfléchis, seul. Je reviendrai tout à l'heure. Je ne m'éloigne pas.

De quelle vérité pouvait-il s'agir ? Le manuscrit, d'une écriture redressée qui lui était familière, se composait de peu de feuillets. Il contenait de quoi bouleverser le jeune homme. C'était le résumé, très simple, d'un drame qui se rencontre assez fréquemment dans les familles un peu anciennes, mais il y a diverses façons de le dénouer. La prospérité, à la longue, engendre presque fatalement des erreurs, des abus ou de la négligence. Une génération suffit à briser l'effort de toute la série qui a édifié le patrimoine, créé et fortifié l'importance du nom. Ainsi les Rouvray avaient accru, deux ou trois siècles durant, leur industrie de tissage de la soie, jusqu'au dernier tisserand qui devait être le père du docteur, le grand-père de Pascal. Celui-là était un homme aimable, léger, *glorieux*, comme disent les paysans. Rien ne dérangeait son insouciance. Il plaisantait en toute occasion, recevait qui venait, cultivait tous les plaisirs coûteux. On dînait beaucoup et fort bien, dans sa maison de Voiron dont les vieux Rouvray eussent difficilement admis le luxe confortable; on pêchait au lac de Paladru, on chassait la plume et le poil dans les bois voisins de Colletière qui noyaient alors d'une vague de feuillage les restes de la Chartreuse de la Sylve-Bénite, dont il avait pris la location et la dépense, afin d'être au cœur même de la forêt. Quand sa femme protestait, il répondait par des facéties. Débordée, elle cessa toute opposition, voulut sa part en toilettes. Par toutes les fissures, la fortune, amassée avec tant de soins répartis sur tant d'années, coulait comme une eau rapide. Une crise sur les soies augmenta les difficultés. Puis, les méthodes industrielles s'étaient modifiées brusquement : plus de traités à la bonne franquette, comme au-

trefois, de marchés de confiance, de concurrence loyale, mais une lutte à outrance, les exigences de la rapidité, le rejet de tout ce qui n'était pas convenu par contrat et exécuté dans les délais.

Le manuscrit accentuait les causes générales, atténuait les personnelles que Pascal entrevoyait mieux dans ses lointains souvenirs. Une industrie mal dirigée se précipite à la ruine. Et la ruine, dans l'industrie, prend vite des proportions de catastrophe. A la mort de son père, il y avait vingt ans, le docteur Rouvray se trouva en face d'un désastre. Il fit établir un projet de liquidation par son notaire: le passif dépassait de beaucoup l'actif. Accepterait-il ou refuserait-il la succession? La refuser, c'était compromettre les intérêts des familles de Voiron, qui, toutes connues de lui, de tout temps avaient placé leur confiance dans les Rouvray. Mais lui était-il possible d'accepter? Sa femme n'avait hérité qu'une petite fortune, — cent cinquante ou deux cent mille francs, — à quoi il n'entendait pas toucher, malgré les prières de celle-ci. Il prendrait des arrangemens, il garantirait cette fortune pour en pouvoir disposer par le moyen d'une assurance sur la vie et de la propriété de Colletière qu'il désirait de garder, bien qu'elle ne rapportât que deux ou trois mille francs assez incertains, et pour le surplus des dettes, il les paierait sur ses gains, par annuités. Ainsi avait été fait. La note contenait les divers règlemens de cette situation embarrassée. Au dernier, sur un passif d'un demi-million, quatre cent mille francs avaient été remboursés en vingt années.

Quand il eut achevé cette lecture, un cri de stupeur monta aux lèvres de Pascal, qui exprimait plutôt la colère que l'admiration de l'héroïsme paternel. Sa mère, où était sa mère? Il voulait la voir sans retard, pour introduire plus de lumière encore dans ce passé qu'il ne comprenait pas. Il ouvrit la porte qui donnait sur une serre vitrée, vide de plantes pendant la belle saison, où elle se tenait volontiers, et jeta comme un appel de détresse :

— Maman.

Elle était là, en effet, agenouillée. Elle priait. Elle se leva et rejoignit son fils dont elle pressentait l'angoisse. La première parole de Pascal fut une réclamation :

— Pourquoi père ne m'a-t-il rien révélé ?

Elle avait dû souvent se poser cette question à elle-même. Peut-être l'avait-elle posée au mort. Elle savait la réponse :

— Il ne voulait pas troubler tes études par une arrière-pensée de gêne et de hâte.

— Je ne me doutais de rien.

— C'était son désir, afin de te laisser prendre, — je me souviens de ses expressions, — ton maximum de puissance. Moi, je crois qu'il s'épuisait à vous composer à tous trois une jeunesse heureuse. Il m'assurait qu'il y a temps pour tout.

— Il vous l'assurait : à quel propos ?

— Quand je le suppliais de t'avertir. Quelquefois j'avais peur de ton indépendance, de toutes ces idées que tu te faisais en dehors de nous.

— Et que vous disait-il ?

— Que tout cela, c'était la force de la jeunesse qui se manifestait, mais qu'elle se disciplinerait, et que tu te montrerais, au jour nécessaire, tel que lui et moi le pouvions souhaiter. Il avait confiance en toi, confiance dans sa santé et son courage, dans l'avenir, dans la Providence. Et nous l'avons perdu si vite.

Pascal ne l'écoutait plus. Une comparaison s'imposait à son esprit avec une netteté invincible : pendant qu'il jouissait pleinement de sa libre, de sa claire jeunesse, et qu'il acquérait sans entraves son « maximum de puissance, » son père, qui lui en fournissait les moyens, s'épuisait dans une lutte obscure qu'il aurait pu éviter avec un sens moins étroit de l'honneur, celui de la nouvelle école. Il résuma, d'un mot exact, l'émotion qui l'envahissait :

— C'est injuste.

— Je le lui répétais, reprit sa mère. Il aurait dû t'initier à nos préoccupations, t'associer à son entreprise. Tu aurais pu écourter ton internat, prendre ton doctorat plus tôt, entrer en carrière.

Mais il protesta contre cette diminution de ses études :

— J'aurais perdu des années fécondes. Je ne serais pas ce que je suis.

— Tu nous aurais aidés.

Ainsi leur langage trahissait naturellement leurs conceptions différentes de la vie. Elle ajouta :

— Il comptait sur quelques années encore pour achever de se libérer. Déjà il entrevoyait la fin. Mais nous ne terminons pas nos œuvres sur la terre. Heureusement, il y a l'autre vie.

Pascal qui n'y croyait pas respecta cette affirmation. Mme Rouvray continua :

— Il ne se sera jamais reposé. J'attendais avec tant d'impa-

tience le jour où il déposerait son fardeau, où les deux petits seraient élevés. De quelle paix, de quelle douceur je comptais entourer sa vieillesse ! Je tenais si peu à cette existence trop large que nous menions et que notre rang commandait malgré nous. Il aimait la campagne et n'y passait que peu de jours. Il répandait le bonheur et gardait pour lui toutes les peines. Nous n'avons pas pu nous acquitter envers lui.

Un moment leurs pensées suivirent la même direction. Il sortit du silence qui avait suivi ces paroles en posant des questions précises :

— Son assurance sur la vie, à combien s'élève-t-elle ?

— A cent mille francs. Cette année même elle allait échoir. Elle est en mon nom. Je la toucherai quand tu voudras.

— Alors, que nous reste-t-il ?

— Ma fortune exactement. Il a voulu la laisser intacte, malgré mes objurgations.

— Il avait raison : les dettes provenaient de son père.

— Entre un mari et une femme, il n'y a rien de séparé. Tout ce que j'ai pu obtenir fut qu'il la remplaçât, et même au delà de sa valeur, par le contrat d'assurance et par cette propriété qui vaut bien cent mille francs, elle aussi.

— Que rapporte-t-elle ?

— Les fermages sont de trois mille, plus les redevances en nature. Mais le bon Ferrat est souvent en retard.

— Et combien reste-t-il à payer ?

— Tu as dû le voir sur le dernier règlement. Je voulais précisément t'en parler. L'assurance suffirait. Nous la donnerons, n'est-ce pas ?

— Ce serait contraire à la volonté de mon père.

— Il n'y a pas d'autre moyen.

Pascal réfléchit avant de répondre. Sa mère offrait sans hésitation la part liquide de sa fortune personnelle pour achever de solder les obligations des Rouvray. Était-ce admissible ?

— Il ne vous resterait rien, dit-il, rien que cette terre.

— Si j'étais seule, je m'y fixerais volontiers. Ici j'ai été heureuse. Nous y avons même passé les seuls jours qui fussent entièrement à nous. Le cimetière et l'église se touchent, et je les ai là tout près. Pour le reste, il me faut peu de chose.

Il hésita avant d'épuiser sa pensée, mais l'heure n'était plus aux incertitudes.

— On pourrait, expliqua-t-il avec précaution, mettre Colletière en vente. Par pièces détachées, il paraît que les terres s'acquièrent assez cher.

Elle montra un visage un peu plus douloureux, un peu plus alarmé :

— Ne garderez-vous pas Colletière ? C'est le berceau de la famille.

Elle défendait l'héritage apparent des Rouvray, celui qui représentait la solidarité des générations, comme une bonne gardienne du foyer. Elle aussi, comme il lui en avait montré l'exemple, elle alla jusqu'au bout de son espoir :

— Pour toi, notre œuvre était finie, mais Claire et Gérard me préoccupent. Ton père, dans ses momens d'inquiétude, assez rares, comptait que tu les aiderais au besoin.

— Il vous l'a dit?

— Oui, quand je te sentais loin de nous, pour me tranquilliser.

Et presque suppliante, toute rapprochée de lui, comme pour lui transmettre dans son intégrité le culte de cette mémoire, elle continua :

— Comprends maintenant toute la vie de ton père. Il a arrêté la chute de sa famille. Il a empêché qu'un nom aussi ancien, aussi honorable, ne fût altéré ou diminué. Et personne ne peut mesurer l'énergie et la charité qu'il a répandues dans sa profession, avec tout son savoir. Personne, excepté moi. J'ai été malade pendant dix ans. Dix ans il m'a réconfortée jour après jour. Surmonter chez soi la tristesse quotidienne, distribuer sans relâche, autour de soi, la force de vivre, rien au monde, vois-tu, Pascal, n'exige plus de courage, plus d'oubli de soi.

Elle qui ne cherchait qu'à s'effacer, en parlant s'était exaltée. Une flamme de tendresse et de fidélité d'outre-tombe rayonnait sur son visage émacié. L'oubli de soi, Pascal ne pouvait entendre l'éloge de cette soi-disant vertu sans révolte.

— Et comme il était fier de toi! ajouta-t-elle.

Il se rappela la dernière lettre qu'il avait reçue de lui et qui l'avait froissé deux fois, et il objecta :

— Ma thèse ne lui avait pas été agréable.

— Si; mais il estimait, je ne sais pas, moi, que, dans les maladies nerveuses, tu ne tenais pas assez compte de la différence des malades, ni des causes morales.

— Ce n'est pas l'objet d'une thèse.

— Je ne sais pas. Il avait plus vécu que toi, il voyait plus loin.

A quoi bon discuter un point dont il se croyait sûr, mais dont il ne pouvait parler en ce moment sans blesser les sentimens de sa mère, sans se blesser lui-même dans son respect filial, encore trop douloureux et susceptible? Restait l'autre observation de la lettre.

— Et mon mariage? comment en avait-il accueilli la nouvelle?

Mme Rouvray se tut. Ce rappel des fiançailles renouvelait en elle un autre chagrin. Toute mêlée à l'âpre lutte qu'exigeait la situation de famille, elle avait souffert de la détermination inattendue de Pascal au sujet de laquelle il n'avait même pas consulté ses parens, et qu'il leur signifiait comme l'événement le plus naturel du monde, après leurs persistans efforts pour lui élargir la vie. Il ne songeait qu'à lui-même et ne regardait pas en arrière vers son père vieillissant, vers ses cadets dont la route ne serait peut-être pas aussi aplanie. Pour la première fois le docteur s'était senti ébranlé dans sa confiance paternelle.

Tout cela, elle n'osa pas le prononcer à haute voix. Pascal s'affecterait davantage sans doute, s'il apprenait qu'il avait attristé son père quand déjà la mort entrait dans la maison. Mais, comme elle s'obstinait dans le silence, il insista. Dans son égoïsme inconscient, il escomptait au contraire la dernière joie qu'avait dû répandre chez lui l'annonce de son mariage. Elle finit par lui donner cette réponse évasive :

— Nous ne connaissions pas encore ta fiancée. Nous désirions ton bonheur.

Il s'empressa d'en tirer parti :

— Voulez-vous que je lui demande de venir ici quelques jours, avec M. et Mme Avenière? Ainsi vous la connaîtrez mieux. Vous l'aimerez.

Le front de Mme Rouvray s'obscurcit. Devait-elle déjà recevoir ces étrangers, cette jeune fille inconnue? Fallait-il, si tôt, se soustraire aux souvenirs qui l'absorbaient, où elle se complaisait comme dans un suprême rapprochement? Son fils l'exigeait d'elle. Il pouvait, il devait, lui, se reprendre à vivre. Elle ne refuserait point. Mais une autre obligation qu'il ignorait pesait encore sur elle.

— C'est cela, approuva-t-elle sans lui dévoiler le chagrin qui l'accablait. Tu les prieras pour moi. Tante Sophie attendra. Elle pensait venir de Grenoble à la fin de la semaine.

C'était une sœur plus âgée qu'elle et qui, de fondation, passait les mois d'été à Colletière.

— Oh ! répliqua-t-il de mauvaise humeur, elle peut attendre. Elle reste assez longtemps chaque année.

— Si elle vient chaque année, elle en a besoin. Son fils Édouard l'a ruinée. Ne le sais-tu pas ?

— Ah ! murmura-t-il simplement.

Il n'avait jamais réfléchi à cet état de choses. Voici qu'il prenait connaissance, tardivement, de toute une existence surchargée dont il n'avait pas soupçonné les charges et que la mort lui révélait. N'avait-il pas, l'avant-veille, trouvé dans le courrier deux lettres de parens pauvres, une cousine malade, un arrière-cousin misérable, qui sollicitaient, qui revendiquaient même, comme un droit acquis, le secours qu'ils recevaient du défunt ? Le deuil ne les arrêtait pas : la vie a d'autres nécessités que la mort. N'avait-il pas été appelé, sans qu'il pût se dérober, à donner ses soins gratuits, et aussi des remèdes, à un ouvrier de Charavines, employé dans une papeterie, qu'une machine avait endommagé. Les paysans du voisinage le venaient consulter, comme au temps du père on accourait. Il avait la vision d'un arbre puissant qui, de la protection de ses branches, recouvrait toute une terre. Les vaincus, les malheureux cherchaient son ombre, se mettaient à l'abri, comme une clientèle se range sous le patronat. L'arbre miné était tombé. Un rameau prendrait-il sa place ? Toute cette clientèle qui en sentait le besoin l'espérait, le réclamait impérieusement. Alors, parce qu'il était le fils d'un tel homme, Pascal se devait à ces gens-là pour qui il n'éprouvait que la plus profonde indifférence ? Le pays avait longtemps vécu des Rouvray. Mais ses aïeux pouvaient distribuer leur fortune : elle existait. Son père, lui, on l'avait exploité, et par faiblesse ou faux point d'honneur il avait subi cette mise en coupe réglée. Non, non, il ne continuerait pas une tradition si absurde. Une race que le succès dans les entreprises plaçait au premier rang social, il ferait beau voir qu'elle gardât ses obligations quand les ressources lui manquaient ! Chacun sa vie. Il avait plu au mort de s'imposer des sacrifices exorbitans : lui, du moins, n'accepterait aucune charge inutile. Son propre but lui commandait de rejeter ces embarras. Il ne s'affaiblirait pas en se dispersant. Il serait lui-même, non un reflet du passé. Il se l'était juré, et ce serment, il le tiendrait coûte que coûte.

Ainsi s'exaltait-il dans une résolution de défense personnelle quand sa mère le croyait frémissant de piété filiale. Il en fut tiré par cette interrogation toute simple :

— Que vas-tu faire ?

Il répondit avec amertume :

— Mais j'irai à Paris, pour laisser la place à tante Sophie.

Comme ils étaient loin de se comprendre !

— Ce n'est pas cela que j'ai voulu dire, reprit sa mère avec tristesse. J'aimerais au contraire connaître ta fiancée.

— Il vaut mieux que j'aille à Paris. J'ai des affaires à y régler.

— Pour le quitter ?

Surpris, il regarda la pauvre femme :

— Pour le quitter? que voulez-vous dire, maman ? Pour m'y installer. Je suis nommé chef de clinique. Il faut que je choisisse un appartement avec Laurence, un mobilier.

— Ah ! fit-elle.

Et prenant son courage à deux mains, elle, si réservée, si timide d'habitude, se décida à livrer enfin l'idée qui l'obsédait et qu'elle n'osait avouer depuis le commencement de leur conversation :

— J'avais espéré que peut-être tu te fixerais à Lyon après ton mariage. Sans doute aurais-tu retrouvé en peu de temps la meilleure part de la clientèle de ton père. On l'estimait beaucoup, et l'on est très fidèle chez nous. Tes succès à Paris t'auraient servi, et tu n'aurais pas tardé à réussir. Alors tu aurais pu achever ce règlement que nous avons poursuivi tant d'années. Si tu reviens, ce serait possible. Si tu ne reviens pas...

Elle n'acheva pas la phrase. Ce projet, formulé d'une voix assourdie, qui l'avait traversé lui-même, auquel il ne s'était pas arrêté, — car son ambition de carrière en serait contrariée et, il le devinait, les goûts de Laurence en souffriraient, — il s'empressa de le rejeter avec dédain :

— J'ai ma vie à moi.

Comme ces syllabes sonnaient résolument sur ses lèvres ! Pour en atténuer le dur effet, il ajouta, par commisération :

— Ne vous inquiétez pas, maman. De loin je veillerai sur vous, sur Claire et Gérard. Je ne vous abandonnerai pas.

Mais elle entendait encore sa déclaration si tranchante :

— Oui, tu as ta vie. Ton père aussi avait la sienne.

Il voulait bien s'affirmer, non froisser la pauvre femme qui pensait s'appuyer à lui :

— Écoutez. Je réfléchirai, j'en parlerai à Laurence.

— A Laurence, répéta-t-elle d'un air de doute. Peut-être ne convient-il pas de révéler nos ennuis de famille. Ton père en gardait le secret.

— Cependant, je dois avertir M. Avenière. C'est loyal.

— Explique-lui bien alors l'origine de nos dettes.

Elle pensait à sauvegarder la mémoire de son mari.

— Rassurez-vous, maman, Laurence est généreuse. Sans doute ses parens tiennent à leurs habitudes. Mais elle est appelée à une grande fortune, pas maintenant, pas en commençant, plus tard. Cela aussi, pour notre maison, aura de l'importance.

Pleine d'appréhension, Mme Rouvray n'insista pas. Un peu plus qu'avant cette conversation où elle ne rencontrait pas chez son fils aîné ce qu'elle attendait de l'exemple du père, de la nécessité de protéger les cadets, elle sentait son veuvage, le poids de la solitude où l'on entre sans préparation et après tant d'années vécues à deux, et dont on n'a pas imaginé la cruauté. Pascal, volontaire, conclut :

— Le mieux est d'en finir tout de suite avec l'incertitude. J'irai demain à Paris. Nous fixerons la date de notre mariage. Dès mon retour, nous déciderons comment assurer votre avenir.

— Attends quelques jours, dit-elle. N'avons-nous pas besoin de nous appuyer les uns aux autres? Il semble que maintenant nous sommes si faibles.

Mais il sentait, lui, sa jeune force.

— Pourquoi attendre, maman ?

— Tu es libre, convint-elle, libre de choisir. Que Dieu te guide dans ton choix. A demain, Pascal. Il est tard, et je veux prier encore.

Elle lui souhaita le bonsoir, l'embrassa et sortit de la pièce. Après qu'elle fut partie, il entendit mieux dans son cœur, malgré lui remué, le mot qu'elle avait prononcé en dernier lieu : *choisir*. Mais son choix n'était-il pas fait?

Pour s'alléger en respirant mieux, il poussa la porte-fenêtre à demi fermée, qui donnait sur le jardin. C'était un enclos assez peu soigné qui de sa culture d'autrefois gardait quelques plantes de prix, toutes chargées de parfums à cette saison : seringas, tubéreuses, magnolias aux lourdes fleurs blanches, pareilles à

des colombes posées. Sous la lune, le paysage pâle maintenait, quoique affaibli, son caractère du jour, à cause du petit lac qui, percé de lueurs, brillait, des lignes estompées du vallon, et des bois de la Sylve-Bénite et du Pin dont les masses confuses s'opposaient en ombre. Pas un mouvement de branches, pas un frisson d'eau ne trahissaient la vie. Une paix profonde, une paix infinie, qui n'était pas la mort et qui lui empruntait son calme et un peu de sa majesté, venait de cette campagne en sommeil, de ce vieux jardin délaissé.

Il y avait un banc devant la maison. Pascal s'y assit. Dans ce silence, il eût entendu pousser l'herbe si l'on pouvait l'entendre. Là, son père, aux vacances, aimait à goûter le soir et le commencement de la douceur nocturne. Son père? là, peut-être, il avait dû, lui aussi, choisir, vingt ans auparavant, quand il avait mesuré le désastre de famille. C'était peut-être en face de la même tranquillité des prairies, du lac et de la forêt. Les mêmes fraîches caresses de l'air, il les avait pu sentir sur son visage.

Choisir? De quelles influences amollissantes son père avait-il donc pris conseil en ce jour lointain? Le but pour lui-même ne s'imposait-il pas en toute évidence? Suivre le destin personnel qui l'appelait, qui lui souriait, se marier, pour s'agrandir, selon son cœur et son ambition unis, se fixer à Paris, y réussir, parvenir, par ses études de laboratoire et son enseignement, à la réputation, aux honneurs: cela seul importait. Les siens recueilleraient à leur tour le bénéfice de cette marche en avant. Mais ils ne devaient pas l'arrêter, ni la ralentir. Cette succession, qui, par avance, pesait à ses épaules, pourquoi ne pas en décliner le fardeau? N'avait-on pas suffisamment payé pour éteindre les anciennes dettes des Rouvray? A quoi bon se saigner encore, se mettre en souci? Qui lui saurait gré de cette immolation? Oui, sa mère retirerait intégralement ce qui lui appartenait. On vendrait Colletière, cette maison qui avait besoin d'être réparée, cet enclos délabré, envahi par la mauvaise herbe, ces prés, ces champs là-bas, pour obtenir un revenu plus satisfaisant avec quoi l'avenir serait assuré, et l'éducation de Claire et de Gérard. Mais... consentirait-elle? N'était-elle pas, elle aussi, dévorée de la soif du sacrifice? Là était le point noir, là l'obstacle. Cependant il était l'aîné : son avis devait prévaloir.

En même temps qu'il prenait ces résolutions, des souvenirs de son enfance s'éveillaient, montaient vers lui avec l'odeur trop

forte des fleurs. Elle avait été si heureuse, de ce bonheur salubre connu de ceux-là seulement qui, tout petits, ont vécu à la campagne. Le génie de ses parens l'avait entourée sans la restreindre, comme cette ligne à peine visible de buissons contenait le jardin sans en avoir l'air et se mêlait au reste de la verdure. Que lui voulait-elle à cette heure? Pourquoi s'élargissait-elle, s'évaporait-elle, plus subtile, dans tout le calme ingénu des eaux, des bois, de l'horizon, se fondait-elle avec la longue nuit bleue pour mieux pénétrer dans son cœur?

Comme ces chemins, d'abord vagues sous la lune, qui, pendant qu'on les regarde, se précisent, une autre voie, peu à peu, s'offrait : revenir s'enterrer à Lyon, y retrouver la clientèle paternelle, marcher dans le sillage tracé, n'être qu'une suite, un successeur, achever la liquidation, soutenir sa mère si éprouvée, élever Gérard, marier Claire. C'était un autre sort, peu reluisant, peu tentant. Une déchéance en somme. Et Laurence l'accepterait-elle? Elle n'était pas venue aux obsèques, elle n'avait pas saisi cette occasion d'occuper son poste de fiancée. De loin ses lettres le consolaient, le rassuraient, le fascinaient. Comment lui imposer un tel changement d'avenir, si peu conforme à ses goûts, aux promesses échangées? Non, non, il n'y fallait pas songer davantage.

Mais cette place était mauvaise pour affermir une décision de cette nature. N'était-ce pas le berceau des vieux Rouvray? Le conseil de la terre venait inopinément contrarier un destin si bien organisé, combattre l'éloignement, la désertion. Là les saisons se succèdent, les hommes se suivent, et, pas plus que graine des champs, l'individu n'a d'importance isolément. Seule, la race compte, comme l'assemblée des épis...

Pascal se leva brusquement du banc, comme s'il sentait le froid. Quelle fâcheuse inspiration de rester si longtemps à la fraîcheur? Il rentra en hâte, vérifia la fermeture des portes comme pour bien se séparer de la campagne, et gagna sa chambre. Entre quatre murs, à l'abri des suggestions, des sortilèges naturels, on croit se retrouver mieux soi-même...

HENRY BORDEAUX.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE

AVRIL-MAI 1909

II [1]

25 avril 1909.

Le canon macédonien n'a pas troublé le paisible sommeil de la ville. Par ce beau matin dominical, Péra délivrée prend son aspect des jours de fête. Dans la Grande Rue, où tombe tout droit le soleil d'onze heures, les familles reviennent de la messe, et s'arrêtent pour commenter les événemens. Il y a beaucoup de figures et de tournures qui me rappellent notre Marseille, beaucoup d'hommes aux yeux charbonnés, aux moustaches de Tartarins pacifiques, beaucoup de dames dont l'aimable embonpoint gonfle et tend les robes fourreaux un peu trop claires ; et aussi beaucoup de jolis visages jeunes, très arrondis, très pâles, avec des yeux noirs énormes, comme on en voit dans les portraits en mosaïque de l'époque alexandrine.

Aux angles des ruelles, les marchands de fleurs ont disposé leurs éventaires, et le safran vif des jonquilles, les blancs purs

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

des narcisses et des juliennes, les roses violacés des anémones, éclairent l'ombre bleuâtre. Les chiens rassurés sont sortis de leurs cachettes ; les petits vendeurs de journaux courent en agitant les feuilles imprimées; les voitures recommencent à circuler, et presque toutes sont pleines de soldats réguliers ou volontaires, — les vainqueurs d'hier.

Coiffés du fez ou de la calotte albanaise en feutre blanc, ceinturés de cartouchières, ils ont l'air mal débarbouillés, mal brossés, et leurs uniformes gardent encore la poussière de la route, du camp et de la bataille. Ils déambulent par cinq ou six, et parfois s'entassent, leurs fusils entre les jambes, dans les fiacres réquisitionnés. La plupart, venus des plaines de Thrace ou des montagnes d'Albanie, ont, devant les splendeurs européennes de Péra, le même étonnement respectueux qu'ont nos conscrits de province devant les monumens et les boulevards de Paris. Mais, au contraire des troupiers français, ils s'abstiennent de lazzis et de plaisanteries, et s'ils racontent leurs exploits aux badauds, ils les racontent brièvement, sans fanfaronnade et sans gaîté. Je ne sais si cette réserve est naturelle au caractère oriental, ou si elle cache une certaine émotion pénible, le regret d'un devoir douloureux bravement accompli, la tristesse de la guerre fratricide... Peut-être ce sentiment est-il trop compliqué pour ces âmes très simples. Quant aux citoyens de Constantinople, leur seule inquiétude persistante, c'est le maintien possible du Sultan.

Que fera-t-on du Sultan? Lui-même a conseillé la soumission à ses derniers défenseurs, et la garnison d'Yldiz, désarmée, est envoyée, par petits paquets, à Stamboul. Une partie a pu s'enfuir sur la côte asiatique du Bosphore, dans cette caserne Sélimié qui domine Scutari. Là, peut-être, les Macédoniens trouveront-ils encore quelque résistance. Le pont de Galata est toujours barré, et l'on suppose que l'Assemblée nationale se réunira au Palais du Parlement, sous la protection des troupes libératrices. Mais ce qu'elle décidera, nul ne le sait, et l'idée d'une *combinazione* recommence à hanter les esprits.

Pourtant, aux étalages des photographes, Son Altesse Impériale Réchad Effendi, héritier présomptif du trône, est apparu ce matin. Il a une bonne figure fatiguée, résignée, passive, que ses futurs sujets examinent curieusement. D'autres portraits, qu'on ne voyait pas ou qu'on ne voyait plus la semaine dernière,

occupent les places d'honneur autour de celui de l'héritier. Les soldats se montrent la belle barbe philosophique et les yeux très doux d'Ahmed-Riza bey, l'énergique figure osseuse de Chevket Pacha, les images, presque partout jumelles, d'Enver bey et de Niazi bey, « héros de la liberté, » figures romantiques qui doivent troubler les cœurs féminins et qui font la fortune des marchands de cartes postales.

A l'ambassade de France, toujours gardée militairement, je trouve M. Constans assis devant le perron, entouré de gens qui demandent ou apportent des nouvelles. Les dames et les enfans qui ont profité de l'hospitalité diplomatique resteront jusqu'au soir. D'ailleurs, nous sommes tous invités à dîner. L'ambassadeur, qui a veillé tard dans la nuit, semble très fatigué, et M. Ledoulx, premier drogman, succombe sous le poids du devoir professionnel. Le commandant du stationnaire raconte la belle cérémonie de la béatification de Jeanne d'Arc, qui a été célébrée la veille à l'église catholique. La bonne Lorraine glorifiée en pays infidèle, à quelques pas du Grand Turc que ses propres soldats assiègent dans son palais, le canon sarrasin couvrant la voix des orgues chrétiennes, ne dirait-on pas un épisode des chansons de geste? Les os des croisés qui furent ensevelis près des murs de Constantinople ont dû tressaillir de joie...

Le docteur de Lacombe apporte des nouvelles des blessés. Les deux journalistes américains vont mieux. Je pense aux propos entendus la veille à l'hôtel, au récit très circonstancié que l'on avait fait de l'agonie et de la mort de M. Moore dont on rapportait même les dernières paroles! Nous en étions tous attendris... Par bonheur, M. Moore n'est ni mort ni mourant. Il est seulement blessé, immobilisé pour des semaines, et son accident le met de très mauvaise humeur... Rater un si beau reportage, quelle malchance! Aussi, quand un journaliste français est venu, ce matin, par courtoisie confraternelle, serrer la main de M. Moore, il a été bien reçu!...

M. Ledoulx m'a emmenée déjeuner chez lui, avec sa jolie fillette qui a un air de couventine française, de petite demoiselle d'autrefois, timide et blonde. Au dessert, deux religieuses de Saint-Vincent de Paul sont arrivées, et ont raconté les aventures tragi-comiques de leur jardinier qui a failli être tué par une balle perdue en allant chercher du lait pour la communauté. Les projectiles égarés ont fait ainsi beaucoup de victimes. Une

infirmière grecque, à l'hôpital Hamidié de Chichli, un matelot sur le stationnaire italien, ont été frappés mortellement. A l'hôpital français, la sœur supérieure et le professeur Isoard entraient dans le cabinet de radiographie, quand une balle, perforant la vitre, passa entre eux, effleura sans les briser des instrumens précieux et fragiles, et filant, avec une précision élégante, parmi l'encombrement des tubes et des flacons de cristal, s'enfonça dans la muraille où elle est encore...

Après déjeuner, M. Cuinet, avocat et correspondant du *Matin* à Constantinople, m'a fort obligeamment proposé de m'accompagner à Stamboul, pour la séance du Parlement. Mais le pont de Galata était barré... Les soldats de Salonique occupent toute la place de Karakeuy et le petit *caracol* qui ressemble à un café-concert de province, — genre oriental! — est rempli de prisonniers. Ce *caracol* a fait une belle défense, et très meurtrière. Faute de mieux, nous remontons à Péra, et nous allons voir les casernes bombardées.

La plus importante, celle qui supporta le plus rude assaut, est la caserne d'artillerie du Taxim, un vaste bâtiment jaunâtre, construit sur la hauteur qui domine Péra et le Bosphore. Les bourgeois pérotes, endimanchés et placides, traînant des mioches et des bonnes, envahissent les trottoirs et débordent sur la chaussée, malgré les voitures lancées au grand trot, les voitures où des fusils brillent, où se serrent des uniformes gris, bleus ou bruns, où parfois on devine, entre les soldats, la face impassible, les bras enchaînés d'un prisonnier qu'on emmène. Chemin faisant, nous regardons la caserne des pompiers dont les écuries touchent presque l'hôpital français... Dans ces mêmes écuries, des mutins se réfugièrent qui furent cernés, jetés contre le mur, fusillés et achevés à coups de crosse, avec une fureur sauvage, sous les yeux des religieuses épouvantées... Plus loin, — pendant la seconde attaque, — d'autres mutins, échappés du Taxim, essayèrent de s'enfuir du côté de l'église grecque en escaladant des murs. Mais les soldats macédoniens les pourchassèrent comme des bêtes forcées. A peine un de ces malheureux se hissait-il sur la crête de pierre, qu'une balle l'abattait, et les corps qui ne glissaient pas demeuraient suspendus, jambes et bras ballans, misérables marionnettes disloquées...

C'est la guerre... Les témoins de ces scènes les rapportent sans surprise et presque sans émotion. Ils en ont vu bien d'autres, en ce pays où l'on brûle, égorge, dépèce des milliers d'Arméniens, tous les deux ou trois ans. La vie humaine ne paraît pas une denrée précieuse et qu'il faille ménager. Les attendrissemens philanthropiques, les déclamations pacifistes ne sont pas de mode en Orient. Quatre mille hommes, jeunes, robustes, se sont entre-tués, hier, dans ces rues où passe une foule joyeuse et curieuse. S'ils étaient morts victimes d'une catastrophe, — incendie ou tremblement de terre, — il y aurait peut-être, dans la ville, une ombre de deuil. Mais qui songe aux morts? Ils n'étaient pas frères par la race de ces Arméniens et de ces Grecs de Péra. Les volontaires d'origine hellénique, qui combattirent vaillamment, étaient venus de Macédoine et ne représentaient dans l'armée qu'une faible minorité. Il n'est pas surprenant que la population levantine n'éprouve pas, aujourd'hui, la tristesse qui suivrait, ailleurs, une guerre civile et l'horreur du sang fraternel versé. Elle est toute à la joie, et elle ne pense qu'à fêter ses libérateurs. Elle leur sait gré d'être venus sans être appelés, et si vite, avant qu'elle fût contrainte à la résignation, à l'acceptation passive de la vieille tyrannie renouvelée; elle leur sait gré de n'avoir pas abusé de leurs privilèges de victorieux, d'avoir respecté les biens et les personnes. Elle se sent libre, et en sécurité parfaite, depuis qu'ils sont là, chargés de la police de la ville, impitoyables aux mouchards et aux malandrins.

Jamais des soldats européens n'ont montré plus de correction et de politesse que ces Rouméliotes si bien disciplinés, si sobres, si graves. On leur offre de l'argent; ils refusent et n'acceptent que des vivres et des cigarettes. J'ai entendu dire qu'un des leurs, ayant un peu... bousculé une femme dans la prairie des Eaux-Douces d'Europe, fut saisi et déshabillé par ses propres camarades qui lui appliquèrent vingt-cinq coups de bâton, pour l'exemple... Si par momens, dans l'ivresse du combat et de la poursuite, ces soldats se sont laissé entraîner à des représailles brutales, c'est que la résistance des réactionnaires les avait exaspérés ; mais, la lutte finie, la victoire acquise, tous mettent un très noble orgueil et une sorte de coquetterie à prouver qu'ils ne sont pas des barbares, à mériter la confiance de la population, l'estime des étrangers. Ils laissent à l'Assem-

blée nationale, aux juges compétens, le soin de rechercher et de punir les coupables. Leur rôle actif est terminé. Ils demeurent à Constantinople comme des protecteurs et les défenseurs des lois.

Le jardin du Taxim où l'on entassa, hier, les cadavres, est débarrassé de ses hôtes funèbres et sert de refuge à quelques chevaux blessés. Les pauvres bêtes s'en vont sur trois pattes, le flanc éraflé, la tête basse, l'œil craintif. Le pavillon des musiciens n'a plus une vitre; les balles ont tailladé l'écorce des platanes et coupé mille brindilles des rameaux. On sent qu'une calamité anormale a passé là, qu'une mélancolie est restée sur les choses. L'herbe foulée garde-t-elle le froissement des agonies? L'ombre des jeunes feuilles est-elle plus froide d'avoir tremblé sur les faces livides des morts? Les jardiniers qui fouillent le terreau des plates-bandes ne font-ils pas des gestes de fossoyeurs?... Sensations réelles ou caprices de l'imagination, tout ce qui assombrit un instant notre âme, s'évanouit dans la lumière vaporeuse et la tiédeur légère de l'air. Avril enchante le jardin, comme une promesse d'amour, comme un pressentiment de bonheur, et tout dit la douceur de vivre : les premières pervenches qui ouvrent leurs yeux bleus dans le sombre feuillage rampant, les premiers boutons des rosiers qui demain seront lourds de roses; et, à travers le filigrane des rameaux, le Bosphore bleu, les collines d'Asie, vertes et violacées, la molle écume lumineuse des nuages...

Et, tout ocreuse, dans le soleil, ses fenêtres crevées encadrant des morceaux d'azur, voici la grande caserne vide qu'entourent les promeneurs. Les obus ont ravagé les murs et les plafonds, et des soldats, grimpés au second étage, achèvent de desceller de grosses pierres branlantes qui cèdent tout d'un coup, et tombent, avec un bruit sourd, dans un tourbillon de poussière soulevée.

Soldats bleus ou gris, marchands de noisettes grillées, pauvresses en tcharchaf d'étamine écrue, dames grecques en fourreaux Empire, petites filles en mousseline, servantes qui poussent des voitures de bébés, tous s'écartent un moment, le nez en l'air, puis reprennent leur promenade flâneuse. Des gens, munis de lorgnettes, regardent de l'autre côté du Bosphore, sur le revers de

la montagne où se dressent des coupoles blanches et des cyprès obscurs... La caserne Sélimié, bâtisse jaune comme le Taxim, domine Scutari. C'est le dernier asile des troupes réactionnaires.

Que se passe-t-il, là-bas? Et là-bas, à notre gauche, dans ce pli de vallon moutonnant d'épaisses verdures, qui recèle les kiosques mystérieux d'Yldiz?

On regarde... On attend... Quoi?... La fumée blanche, le fracas d'une canonnade?... Mais tout est calme, sous le ciel infini, dans l'immense paysage panoramique. Et la seule clameur qui s'élève, c'est, dans un petit café, parmi les figuiers et les vignes, l'hymne de la Constitution, cuivré, nasillard, déchiqueté par un phonographe.

26 avril.

Yldiz s'est rendu. L'Assemblée nationale délibère en secret, et Abdul-Hamid règne encore. L'état de siège a été proclamé hier soir. Les invités de M. Constans ont dû rentrer chez eux, sans dîner, parce que Mahmoud Chevket Pacha, — le seul maître actuel de la ville, — oblige les bons citoyens à s'enfermer, dès huit heures, dans leurs maisons. Plus de dîners, plus de réceptions, plus de théâtre. Vainement, les journaux annoncent l'arrivée de Suzanne Desprès et de sa troupe, qui joueront *Phèdre* et *la Rafale*... Si la rigueur de la consigne ne s'adoucit pas, dans quelques jours, il nous sera bien difficile d'applaudir la célèbre actrice française. Nous nous consolerons en jouant aux jeux innocens des prévisions et des prophéties, au *corbillon* politique :

« Où est le Sultan?... Qu'en fait-on?... »

Et parfois, nous entr'ouvrirons la fenêtre ; nous jetterons un regard dans la rue déserte où brillent les baïonnettes des sentinelles, où rôdent les patrouilles silencieuses... La rue appartient aux soldats seulement, et auxgrands chiens jaunes, qui fouillent les détritus amoncelés devant les portes. Les patrons des cafés se désolent, et l'on prétend que les demoiselles fardées, à jupes courtes et à chapeaux extravagans, fleurs nocturnes des trottoirs de Péra, protestent contre l'état de siège...

Les communications entre Péra et Stamboul sont rétablies, et je suis allée aujourd'hui au Vieux-Sérail pour visiter les deux musées.

Ce Vieux-Sérail, à l'extrême pointe de la ville, baigné par la Corne d'Or et la Marmara, contient presque toute l'histoire de l'ancienne Turquie, du xve siècle au xixe siècle, de Mahomet II à Mahmoud II. C'est, dans une enceinte flanquée de tours carrées, sur l'emplacement de l'acropole de Byzance, un chaos de palais, de jardins et de terrasses, où l'on peut évoquer, sans sourire, la Turquie de Byron et de Hugo. Les événemens actuels rendent plus émouvant ce pèlerinage.

Près d'une fontaine charmante, en marbre ciselé dans le style de Versailles, au toit presque japonais, aux grilles d'or, s'élève la terrible porte Auguste (Bab-i-Houmayoun) que domine une inscription sur un cartouche noir, une sorte de dédicace faite à Allah par le Conquérant. Et de chaque côté, dans les niches ogivales, on accrochait les têtes des vizirs qui avaient cessé de plaire... Mais quand l'on franchit cette porte, la « sensation d'Orient » s'évanouit... Au fond de la cour des Janissaires, qui est une sorte de terrain vague, entre les bâtimens de la Monnaie et l'église byzantine de Sainte-Irène, on aperçoit des murs crénelés, deux tourelles à poivrières, en pierres rousses sous le ciel d'un bleu de bluet... C'est presque une cité moyen-âgeuse de notre Midi, un fragment non restauré de Carcassonne. Dans cette cour, le fameux platane des Janissaires, fendu par la foudre et demi-mort, se couvre de tendres feuilles naissantes. Des soldats campent autour, dorment, fument, ou font leur *kief*, assis sur leurs talons croisés, dans l'herbe où les fleurettes jaunes se flétrissent. Verra-t-il d'autres révolutions, avant de sécher tout à fait, le vieil arbre témoin de massacres innombrables? Tant de fois, des soldats se sont reposés à son ombre, après avoir chassé, étranglé, décapité des sultans!... On comprend trop bien que Mahmoud ait quitté en 1808 cette résidence féconde en sinistres images, pour le palais de Tcheragan où fut assassiné plus tard Abdul-Aziz, où Abdul-Hamid vint au monde.

J'ai passé une heure au musée de sculpture, à regarder les beaux sarcophages de Sidon, les sphinx pensifs aux ailes d'épervier, aux seins de femme, les pleureuses drapées, les enfans joufflus chargés de guirlandes, les chevaux cabrés, et les beaux chasseurs, sculptés dans un marbre presque transparent, nuancé de colorations amorties.

Il n'y a personne, dans le musée, et personne à Tchinili Kiosk, le musée de l'art musulman, le « kiosque aux faïences, » qu'on est

en train de réparer. Pour moi seule, visiteuse ignorante et profane, chatoient, dans la pénombre des salles voûtées, les fleurs de jade et de turquoise, les aiguières, les armes, les reliures de cuir fauve et doré, les tapis splendides comme le col des faisans, trésors d'un art oublié, orgueil et plaisir d'anciens califes dont je ne connais même pas les noms. Le gardien qui me conduit serait bien empêché de m'instruire, car de toutes les langues européennes, il ne sait que trois mots : *oui*, *yes* ou *ya*. Devant chaque objet intéressant, cet homme plein de zèle se livre à une mimique laborieuse qui remplace le discours explicatif, et, quand il a terminé ses gesticulations, il dit *oui*, *yes* ou *ya*, au hasard, avec un bon sourire.

Après la fraîche solitude, le silence recueilli, les belles formes immobiles, l'enchantement du passé légendaire, voici le mouvement et la vie. De Sainte-Sophie au Parlement, du Parlement au Séraskiérat, les rues regorgent de peuple. Ma voiture est arrêtée, à chaque instant, et doit se ranger pour laisser défiler des bataillons réguliers ou des bandes de volontaires. Dans les petites rues, les maisons de bois, accotées l'une à l'autre, et dont toutes les lignes semblent de travers, gardent leur physionomie de vieilles, sourdes, aveugles, closes sur des secrets. Mais les stores blancs, derrière les *caffess* ajourés, palpitent parfois comme des paupières. Toutes les dames de Stamboul sont aux aguets. Leurs yeux invisibles qui voient, aimantent mes yeux qui les cherchent et les devinent. Mères, épouses, filles de musulmans, elles ont ressenti plus que toutes les autres dames de Constantinople les répercussions tragiques du grand drame national. Elles ont perdu des êtres aimés ; elles tremblent pour des coupables très chers ; elles bénissent le retour d'exilés qu'elles croyaient perdus. Sous ces milliers de regards féminins, les hommes armés, les chevaux, les canons, les baïonnettes, les drapeaux déployés coulent, masse pressée, ondoyante, lente, aux remous de fleuve.

L'énorme place, entre le Séraskiérat et la mosquée Bayazid, est comme une mer où ces fleuves humains s'unissent et se confondent. L'îlot marmoréen de la mosquée émerge, pâle dans les vibrations diamantées de la lumière, et les minarets montent ainsi que des mâts et des phares où les muezzins perchés ont

des voix lointaines d'oiseaux. Au fond de la place, le Séraskiérat ouvre sa porte en arc de triomphe, flanquée de pavillons mauresques. Et sur l'esplanade, parmi les grêles petits arbres verdissans, c'est un fourmillement inouï de fez rouges, de turbans verts, de calottes blanches, d'uniformes, de guenilles, de redingotes. Pas de cris, pas de chants. Les pieds feutrés glissent, les voix se mêlent en une monotone rumeur, les couleurs seules font tapage. De loin en loin, un commandement bref, un galop scandé, une voiture qui roule, un train d'artillerie qui tressaute...

Dans le double flot militaire qui coule et reflue sans cesse de la place à la cour intérieure du Séraskiérat, les prisonniers sont entraînés. Personne ne les insulte. Ils vont, calmes, vers leur destin. Beaucoup de hodjas et de softas, parmi eux, et aussi un vieil uléma, à barbe fleurie, à turban vert, très vénérable et si vieux, si vieux qu'il peut à peine marcher. Les soldats le soutiennent par les coudes, règlent leurs pas sur le sien, et le portent presque, avec déférence... On ne le fusillera pas, ce vieux! Ce n'est pas possible! Il est plus qu'octogénaire, et, dans un âge si avancé, il a mille excuses de n'être pas libéral... Mais les autres, les jeunes, ne trouveront au conseil de guerre que la justice stricte et non pas l'indulgence. Ils ont fait trop de mal aux Jeunes-Turcs, ces prêtres engraissés par la camarilla d'Yldiz... On dit, tout bas, que, pour eux, la première répression a été terrible, que des centaines ont été tués autour de la mosquée Mehmed, et jusque dans la cour sacrée... Si le fait est vrai, il ne manquera pas de fanatiques pour canoniser spontanément ces softas et les glorifier comme des martyrs.

Des prisonniers, et d'autres prisonniers encore, hodjas, officiers, espions, simples suspects... A pied, les poignets reliés par des chaînes, voici des imprimeurs de pamphlets clandestins. Les soldats qui les suivent portent des liasses de papiers attachés tant bien que mal avec des ficelles. A voir ces malheureux passer, tout près de moi, et disparaître sous l'arc de la grande porte; à distinguer sur leurs visages les expressions fugitives de l'angoisse et de l'ironie ou le masque de la résignation hautaine; à penser que beaucoup d'entre eux, qui sont là, vivans, au soleil, vont mourir, j'éprouve non pas de la sympathie, mais du malaise, la gêne d'être venue en curieuse, et l'intérêt apitoyé qu'inspirent toujours les vaincus.

Soudain, dans la foule qui se replie et livre passage, un dra-

peau vert surgit, puis un drapeau rouge, et l'on entend le frottement caractéristique des sandales en peau de buffle sur le pavé, le bruit étouffé, glissant d'une troupe en marche. Quelques applaudissemens s'égrènent, suivent le sillage de cette troupe, dans la houle bariolée de l'esplanade. Et la voilà, enfin, tout près... C'est une bande albanaise ou bulgare, une de ces bandes qui sont venues de Macédoine avec Panitza et qui ont une renommée un peu effrayante... Les cultivateurs, les artisans, les jeunes hommes riches et bien éduqués, d'Uskub et de Monastir, les pères avec les fils et les grands-pères avec les pères, sont partis, spontanément, pour défendre la Constitution et la liberté. Mais avec eux sont partis ces demi-brigands qui font la guerre de guérillas depuis leur enfance, Bulgares contre Grecs, et Grecs contre Bulgares, animés par des rivalités de race, de religion et de famille. Ils n'ont commis aucun méfait, ils se sont tenus aussi correctement que les soldats réguliers, mais ce ne sont pas des gens de caserne; on risquerait beaucoup à exiger d'eux, trop longtemps, la discipline militaire, et, quand ils auront cueilli leur branche de laurier et entendu bien des louanges, bien des remercîmens, bien des bravos, on leur conseillera le retour au pays et la liberté sur la montagne.

O romantiques! vous les aviez rêvés, vous les aviez aimés, ces bandits superbes devenus les soutiens de l'ordre et des lois. A ces cousins de vos Klephtes, vous prêtiez des costumes éclatans, de longs fusils, des pistolets damasquinés, et des « profils d'aigle »... O romantiques, ce n'est plus ça, plus du tout! Mais la réalité d'aujourd'hui, si différente de vos imaginations, conserve le caractère héroïque. Le porte-drapeau, tout jeune, est un admirable garçon, aux yeux bleus, aux moustaches blondes dans un teint bruni par le soleil. Ses boucles de pâtre grec foisonnent autour de la calotte en feutre brodée de jaune. Il porte un uniforme fantaisiste d'un bleu passé, des jambières blanches lacées par des courroies et des sandales pointues. Derrière lui, marche un sexagénaire à grande barbe, qui a deux cartouchières croisées sur la poitrine, deux pistolets à la ceinture, un couteau pendant à l'épaule, un fusil, et un étrange sabre recourbé. Et d'autres suivent, gens de cinquante ans, de trente ans, de vingt ans, hommes mûrs et jeunes hommes, et même un gamin de quatorze ans, qui n'est pas le moins fier de la troupe et le moins bien armé.

Avant de remonter à Péra, je vais voir le Konak de la Légation de Perse dont toutes les vitres ont été brisées par le contre-coup de la canonnade, le Club militaire assailli le 13 avril et presque entièrement ruiné; et, dans une petite rue, le cercle des dames turques dont les *caffess* pendent lamentablement sur des fenêtres défoncées.

Ce soir, les supplémens des journaux font connaître que la décision de l'Assemblée sera prise demain. Nous sommes tous bien assurés qu'Abdul-Hamid ne restera pas sur le trône, mais il y a, malgré tout, un malaise, un reste d'inquiétude dans les esprits. La présence du Sultan, même vaincu, même captif, opprime Constantinople, et ce peuple qui a tremblé si longtemps devant le Barbe-bleue d'Yldiz, redoute, jusqu'à la dernière minute, un tour de passe-passe, une combinaison machiavélique, l'intervention invraisemblable d'une puissance occulte... Dans le salon de l'hôtel, après dîner, les familles grecques qui n'osent pas encore rentrer chez elles, deux ou trois Arméniens, un avocat juif de Salonique, répètent les anecdotes fausses ou vraies qui composent la légende du Sultan.

Que sera l'Abdul-Hamid dont les historiens fixeront un jour, — avec des documens irréfutables et une tranquille impartialité, — la figure définitive? Névropathe sanguinaire ou politique de génie? Peut-être l'un et l'autre, et à coup sûr un tyran. Mais ce tyran différera sans doute, par la constitution mentale et le caractère, du tyran grossièrement simplifié, du croquemitaine féroce qui demeurera, dans l'imagination populaire, le seul Abdul-Hamid véritable, — aussi fabuleux, aussi déformé, aussi lointain que Sardanapale ou Néron. Dans quelques dizaines d'années, les conteurs assis devant les petits cafés de Stamboul, sous les franges de glycines, dépeindront le calife maudit avec les mêmes traits qu'on lui prête déjà, et qui s'affirmeront par l'exagération poétique jusqu'à composer un être de légende, un personnage des *Mille et une Nuits*... Il sera le monstre tout-puissant, doué d'une prescience surnaturelle, ayant mille yeux, mille oreilles, mille mains, prolongé et multiplié en tous les points de l'Empire par les *hafiés*, ses espions. D'innombrables ruisseaux de sang, d'innombrables ruisseaux d'or, coulent, du Hedjaz à la Roumélie et du Yémen au Caucase, et se confondent

en un lac immense autour de son palais d'Yldiz. Là, au centre des jardins enchevêtrés, il y a un kiosque de marbre dont nul n'approche, et que défendent plusieurs enceintes. Et dans ce kiosque, il y a cent chambres d'or, comme les alvéoles d'une ruche, et une chambre élue, où le soleil entre à peine, où nul regard humain n'a pénétré. Le calife maudit s'y tient, tapi dans l'ombre, telle une araignée, tisseuse de ruses et de deuils. Autour de lui, dans les jardins de roses, tous les animaux de la création s'ébattent, pour le plaisir des plus belles femmes de l'univers. Ces houris impériales, perles cachées, fontaines closes, urnes scellées, que garde une armée de géans noirs, attendent le désir ou la curiosité du maître. Huit cents cuisiniers préparent les festins qu'il ne goûtera jamais. Dans les salons, les merveilles occidentales voisinent avec les trésors de l'Orient. Aux lustres, aux faïences persanes, aux tapis veloutés de Boukhara, se mêlent les pendules fabriquées par les Infidèles, les armoires qui ont des glaces comme des étangs, et les machines à voix humaine, qui parlent et chantent, et qu'habite sans doute quelque génie fallacieux. Une pièce est toute pleine de bijoux, rubis et saphirs gros comme des œufs de pigeon... On raconte qu'un empereur du Nord et son épouse, introduits dans cette cellule de splendeurs et priés d'y choisir quelques pierreries, furent tellement émerveillés qu'ils perdirent le sens de la mesure, et se firent donner des bagatelles étincelantes qui valaient bien deux millions de francs; mais le Sultan pourrait vêtir de diamans et de perles toutes les impératrices infidèles, sans que son trésor fût appauvri. Un nécromant, appelé ministre des Finances, fait renaître l'or, à volonté, dans les caisses profondes où puise le maître, où puisent les amis du maître... Cependant, isolé dans la chambre mystérieuse, maigre et chétif, le visage fardé, la barbe teinte, Abdul-Hamid tremble de peur, et cherche, dans la poche de sa stambouline, un revolver toujours chargé. D'autres revolvers gisent, à la portée de sa main, sur la table, sur le divan, près du lit mobile que lui-même déplace chaque soir. De temps en temps, un soupçon saisit l'âme malade du calife. Il regarde le familier qui le sert, la femme qui le caresse, l'enfant qui joue près de lui, et que son caprice appela... Il croit surprendre un geste imprévu, menaçant. Il tire... Jamais plus on ne reverra le serviteur, la sultane, l'enfant... Des espions apportent des papiers volés et remportent des bourses d'or; des

eunuques tourmenteurs brûlent les pieds et les aisselles des prétendus conspirateurs; des généraux, des savans, des saints partent pour l'exil: les jeunes hommes des écoles, fleur de la Turquie, sont décimés par une fatalité inexplicable, et l'on retrouve leurs squelettes enchaînés dans le Bosphore...

Telle sera, telle est, dès maintenant, la légende d'Abdul-Hamid... Et, par bien des côtés, elle ressemble terriblement à l'histoire.

27 avril.

Dans le salon, aux fenêtres ensoleillées, une Américaine, qui a beaucoup de fausses boucles dans ses cheveux blonds et beaucoup de fausses turquoises à sa ceinture, chante une chanson nègre, et l'accompagnement saccadé, à contretemps, imite le *banjo*.

Près d'elle, un Arménien blondasse et câlin fredonne et fait des grâces. Les familles grecques, éparses dans les fauteuils profonds, boivent le café médiocre et boueux, et soupirent.

Les journaux du matin nous ont donné l'espérance du grand événement qu'on ne peut plus retarder. Nous savons que l'Assemblée nationale délibère à huis clos... D'un instant à l'autre, le canon peut tonner sur la ville.

A deux heures et demie, rien encore. L'Arménien cesse de chanter. Il paraît furieux. Il crie:

— Mais qu'est-ce qu'*ils* attendent, là-bas?... Est-ce qu'*ils* vont trahir la nation ottomane?... Est-ce qu'*ils* vont garder le vieux?... Si je le tenais, moi, je lui couperais les mains et les pieds, je l'empalerais, je l'écorcherais et je le ferais rôtir... Quand il serait rôti d'un côté, je le laisserais passer un jour... et puis je le ferais rôtir de l'autre côté...

Une dame grecque de Prinkipo, très jolie femme, mince et châtaine, lève ses mains aux belles bagues, dans un geste de protestation:

— Oh! quelle barbarie!... Parce que le Sultan a été féroce, faut-il être aussi féroce que lui?... Moi, je ne souhaite pas qu'on le tue... Il me suffirait de le savoir bien loin, sous bonne garde.

Cette indulgence féminine exaspère l'Arménien.

— Vous ne savez donc pas que cet homme a tué cent mille

hommes en trente ans?... Est-ce que l'exil et la prison ne sont pas des châtimens trop doux?... Je voudrais, moi...

Il énumère de nouveau les tortures qu'il voudrait infliger au Sultan. Il serre les poings. Il voit rouge. Le sang de sa race lui monte à la gorge et aux yeux. Mais l'Américaine, virant sur le tabouret de piano, dit avec un petit rire :

— Oh! vous autres Arméniens, vous savez bien haïr; vous savez même mourir... Mais vous ne savez pas vous défendre... Il fallait tuer les Turcs, beaucoup de Turcs... à Sivas, à Adana, partout...

Discussion générale et violente. L'Arménien déclare :

— Quand la population turque s'arme contre nous, nous ripostons, oui, quand bien même nous sommes un contre cinq; — mais quand la troupe s'en mêle, avec les fusils, nous devons mourir... Les Arméniens ont tué mille Turcs à Adana, plus de mille... Ils se sont défendus bravement... et à la fin, on les a décimés. Les soldats envoyés contre les massacreurs se sont faits massacreurs eux-mêmes...

— Tout cela va changer... Les Jeunes-Turcs puniront sévèrement les meurtriers...

C'est l'avocat israélite de Salonique qui parle. L'Arménien hausse les épaules :

— Vous croyez?... Ils sont nationalistes, les Jeunes-Turcs. Nous autres Arméniens, et vous Grecs, et vous Juifs, ils ne nous aiment guère... Ils nous refusent toute influence... Ils ne nous acceptent même pas dans l'armée... Mais quand ils ont besoin d'un homme habile, d'un homme d'affaires, c'est chez nous qu'ils viennent le chercher...

— Vous avez raison, sur ce point, — concède l'homme de Salonique; — mais quant aux massacres, les Jeunes-Turcs ont intérêt à les réprimer, à les prévenir!... Autrement, ils perdraient les sympathies de l'Europe... et de la France en particulier, n'est-ce pas, madame?

Je réponds :

— Nous n'étions pas étonnés qu'Abdul-Hamid fît massacrer des gens. Il était dans son rôle de tyran. Mais les Jeunes-Turcs, que nous avons aimés et admirés, doivent clore la série rouge... Ou bien, nous ne les aimerons plus du tout.

Du bruit dans la rue... C'est une batterie qui passe... Des gamins courent en agitant les derniers supplémens des jour-

naux... Déception... On déclare que rien n'est fait, que l'Assemblée délibère toujours, et qu'aucune décision ne sera prise avant demain midi...

Alors, l'Américaine se remet au piano, l'Arménien fredonne tristement le refrain de la chanson nègre, les familles grecques déplorent les retards qui les obligent à vivre la coûteuse vie d'hôtel ; la jolie dame de Prinkipo remonte surveiller ses quatre enfans, et je m'en vais faire la sieste dans ma chambre.

Mais, à peine m'y suis-je installée, que je reconnais le grand fracas sourd, la voix déjà familière du canon... Un coup... deux coups... Au sixième, plus de doute ! C'est la salve annonciatrice. Vite, je prends un chapeau, une écharpe, je sors, par la rue de Péra où des gens arrêtés écoutent, osant à peine croire leurs oreilles.

Il n'y a personne à l'ambassade, personne au consulat. Les terrasses sont inaccessibles. Mlle Ledoulx m'invite à monter... au grenier, où sont déjà réunies les servantes et une aimable demoiselle de Péra. Nous apercevons des morceaux du Bosphore, des coins de ville, une fumée blanche qui se mêle aux fumées noires des vapeurs...

Je propose de prendre une voiture et d'aller à Stamboul. La demoiselle de Péra se laisse tenter. Nous redescendons ensemble. Dans la ruelle en pente qui conduit à l'ambassade, les *bleus* de Salonique, les cadets de Pancaldi, les matelots du stationnaire, crient de joie et s'embrassent... Il y a un petit cadet de dix-sept ans, assis sur une chaise, qui tient son fusil entre ses genoux et le tapote amoureusement, comme une bête vivante, un bon chien. Il nous regarde, rit, et dit en français :

— C'est avec ça, avec ça !...

Une vieille dame vénérable s'approche du garçon. Elle le félicite, attendrie, et le regarde avec des yeux de grand'mère... Est-ce qu'elle va l'embrasser ? Elle lui demande s'il est content, et ce que l'on va faire du souverain déchu. Alors, le petit cadet redresse sa tête ronde, rasée, aux pommettes saillantes de Mongol, et sans cesser d'étreindre son fusil, il répond, d'une voix rauque :

— Au tombeau... Il ira au tombeau...

La rue, banale et grise malgré le soleil, est devenue en quelques minutes un éblouissement de couleurs, une floraison de soies et d'étamines éclatantes. Les drapeaux ont semblé

jaillir des balcons, drapeaux rouges portant le croissant et l'étoile, drapeaux verts, drapeaux hellènes à raies et à croix bleues sur fond blanc. Les impasses mêmes et les passages qui vont à la rue des Petits-Champs, et qui sont tour à tour des fondrières ou des cloaques, se sont pavoisés aux couleurs turques et grecques. Les hôtels hissent des pavillons français, anglais, allemands, américains. Le canon ébranle les nerfs tendus par l'anxiété, fait tressaillir et rire les femmes, anime les hommes de velléités héroïques...

En passant à l'hôtel, nous prenons la jolie Grecque de Prinkipo qui, depuis des semaines, n'a pas osé franchir le pont. Elle perd une demi-heure à s'habiller, et descend, en robe de taffetas à jaquette longue, navrée parce que son chapeau n'est pas à la mode. Elle avoue qu'elle a très peur d'aller à Stamboul. Peur de quoi?... Elle n'en sait rien elle-même... Elle a pris l'habitude d'avoir peur. La demoiselle pérote est moins timide. Elle craint seulement que le pont ne soit barré...

Moïse, grimpé à côté de l'*arabadji*, dirige l'expédition. Nous voilà, toutes trois, bien secouées par les ressauts de la voiture, jetées l'une contre l'autre, et follement amusées par la fièvre de la ville et le canon qui nous assourdit. Nous arrivons au pont de Galata, à la minute même où la ligne des soldats fléchit, sous la ruée des gens, et nous passons, dans un flot de voitures, de cavaliers, de piétons. De la mosquée Validé à Sainte-Sophie, il n'y a que des soldats, de toute arme, pêle-mêle, qui ne crient pas et ne chantent pas, mais qui rient, se saluent, s'appellent, arrachés à leur apathie orientale, et si débordans d'orgueilleuse joie qu'ils nous font, au passage, des signes amicaux. Ils sentent que l'énorme événement accompli est leur œuvre : ils sont les maîtres de l'heure, l'âme et le bras de la nation. Des officiers qui se rencontrent se donnent l'accolade... D'autres, dans une voiture qui croise la nôtre, nous crient :

— Eh bien! mesdames, vous êtes contentes comme nous!... Vous n'avez pas eu de mal... personne n'a eu de mal... Nous sommes venus pour vous protéger, pour punir les traîtres... Ça s'est bien passé...

Devant Sainte-Sophie, au milieu des cavaliers vert sombre et des fantassins bleus, notre voiture s'arrête, hésite... Puis, je ne sais comment, la voilà lancée dans la grande rue Divan-Yolou, entre deux haies de soldats. Les trottoirs grouillent de peuple.

Sur les terrasses des maisons, derrière les grilles des petits cimetières, autour des fontaines, sont accourus les tcharchafs noirs, violets, marrons, qu'on ne voyait guère à Stamboul, ces jours derniers, et des musiques jouent. Le canon, qui a interrompu ses salves, gronde encore, là-bas à Top-Kapou, au Vieux-Sérail...

Et soudain, des cavaliers, en un galop furieux, balaient la rue... « *Destour!... destour!...* (1) » Les queues et les crinières flottantes fuient, éperdument; d'autres arrivent : « *Destour!... destour!...* » Il faut faire place, reculer... Sans doute, un personnage, le grand vizir ou le Cheik-ul-Islam, va passer avec un cortège militaire... Moïse, qui met son honneur à ne rien perdre du spectacle, quel qu'il soit, fait ranger la voiture dans une rue transversale, juste derrière la haie des soldats.

Au loin, une clameur indistincte s'élève, se rapproche, comme une vague qui court, depuis le Séraskiérat, vers nous. Elle suit le cortège qui défile rapidement, au trot, cavaliers et voitures... C'est une vision de cinématographe, j'entends des noms connus, respectés et redoutés, — Ahmed-Riza bey... Mahmoud-Mouktar Pacha... Chevket Pacha... Et quand passe une voiture à quatre chevaux, les soldats portent les armes, un cri formidable retentit :

— *Padischachim tchok yacha!*

A peine avons-nous entrevu, dans la voiture fermée, la figure lourde et bénévole, le fez, la stambouline noire... Mahomet V, sultan depuis une heure, a passé...

Ce soir, les journaux nous avisent que la population est autorisée à circuler dans les rues jusqu'à dix heures, et à illuminer le mieux qu'elle pourra. Mais il est interdit de tirer des coups de fusil en signe de réjouissance.

Les Grecs et les Arméniens de l'hôtel sont tout heureux. L'Américaine, qui ne s'étonne de rien, continue à imiter le banjo pendant que les hommes lisent tout en haut les derniers supplémens du *Stamboul* et de la *Turquie*.

La séance de l'Assemblée avait commencé ce matin, à dix heures, par la lecture de dépêches innombrables, venues de tous les coins de l'Empire et réclamant la déposition d'Abdul-Hamid.

(1) Gare!... gare!...

La question de la déchéance fut mise aux voix ; mais pour conserver à l'acte toute sa valeur légale et le rendre conforme aux prescriptions du Chériat islamique, une délégation fut envoyée au Cheik-ul-Islam. Cette délégation ramena le Cheik-ul-Islam lui-même, accompagné de son chancelier qui apportait le décret de déchéance.

Le mécanisme même de la déposition explique les retards étranges qui nous avaient inquiétés. Le Sultan, ayant une double autorité de souverain et de chef religieux de l'Islam, ne peut être détrôné par un simple vote du Parlement. Si la nation rejette le souverain, il faut d'abord que le clergé mahométan ait rejeté le calife pour des raisons d'indignité ou d'incapacité. C'est ainsi qu'en août 1876, le sultan Mourad V fut déposé par un *fetva* « parce qu'il souffrait depuis son avènement au trône, d'une maladie sans espoir de guérison. » Cette maladie prétendue devint en effet, par suite d'une longue détention, un mal réel et incurable : la folie...

Le temps réservait une singulière revanche au fantôme irrité de Mourad V, puisqu'un autre *fetva* dépossède Abdul-Hamid. Ce *fetva* est une sorte de questionnaire, auquel le Cheik-ul-Islam doit simplement répondre par *oui* ou par *non*.

Voici le texte officiel qui résume, d'une manière caractéristique, les griefs de la Jeune-Turquie (1):

« Lorsque le Commandeur des Croyans supprime certaines questions importantes, légales, des livres sacrés; qu'il interdit, déchire, brûle ces mêmes livres; qu'il dépense et dilapide le trésor public ou s'en empare illégalement; que, sans motif légitime, il tue, emprisonne et exile ses sujets, et prend l'habitude de commettre toutes sortes d'autres tyrannies ; puis, après avoir juré de revenir à la vertu, violant son serment, persiste à provoquer de violentes révolutions capables de troubler complètement la situation et les questions islamiques, et fomente des massacres...

« Lorsque, pour faire disparaître cette tyrannie, de tous les points des pays musulmans arrivent des demandes de déposition...

« Lorsque son maintien offre un danger certain, tandis que sa chute ne peut être que favorable...

(1) *Stamboul*, 27 avril 1909.

« Faut-il, si les hommes compétens le jugent nécessaire, lui proposer d'abdiquer le Sultanat et le Khalifat ou le déposer?

« Réponse : — *Oui.*

« Le Cheik-ul-Islam

Mehmed Ziaeddine. »

Vers une heure et demie à la franque, l'Assemblée nationale, repoussant l'hypothèse d'une abdication, prononça la déchéance d'Abdul-Hamid. Deux délégations partirent, l'une pour notifier au Sultan le décret de déposition, l'autre pour aller chercher Réchad Effendi et le conduire au Séraskiérat où s'accomplirait la cérémonie du Béiat ou allégeance.

Déjà le chef d'escadron Habib-bey, député de Bolou, s'était rendu en toute hâte au palais de Dolma-Baghtché, afin de s'assurer du consentement de Réchad. Le prince, qui terminait sa toilette, reçut le mandataire du Parlement qui lui recommanda de « conserver tout son calme, » ce à quoi Réchad Effendi répliqua, non sans à-propos, qu'il « conservait son calme » depuis trente-trois ans!

Depuis trente-trois ans, en effet, il vivait dans une réclusion presque complète, entouré d'espions, surveillé jusque dans l'intimité du harem. Il ne pouvait prononcer une parole qui ne fût aussitôt rapportée à Yldiz; il ne pouvait témoigner à quiconque un sentiment de bienveillance sans le signaler à la vindicte du Sultan. Aucun habitant de l'Empire n'eût osé le nommer tout haut; et il n'y a pas d'exemple qu'un enfant nouveau-né eût reçu ce nom de Réchad, assez répandu naguère dans le peuple. Quand le prince sortait en voiture, — après autorisation, — les bonnes gens qui apercevaient l'équipage, encadré de policiers, détalaient à force de jambes, car il était malsain de regarder Réchad Effendi. Ignoré de tous, sans influence, sans amis, le mélancolique héritier se consolait comme il pouvait avec le jardinage et la musique, plaisirs peu coûteux, les seuls à sa portée, puisqu'il manquait d'argent, et que ses fournisseurs lui devaient faire crédit.

L'excellent frère Abdul-Hamid laissait d'ailleurs entendre que Réchad Effendi n'était pas bien malheureux, et que, malgré les prescriptions coraniques, les bons vins et les chauds alcools lui faisaient trouver en ce monde le paradis de Mahomet. On disait aussi que les belles femmes, en trop grand

nombre, avaient apaisé jusqu'à les engourdir les révoltes d'une intelligence comprimée... Que ne disait-on pas?... Aujourd'hui, Mahomet V a toutes les qualités intellectuelles qu'on refusait à Réchad Effendi : on affirme que son esprit naturel lui a permis de réagir contre le régime démoralisant et même contre l'apathie, plus dangereuse que les vices.

Le soleil levant est toujours beau. Il y a, sans doute, une grande part de flatterie et d'hyperbole dans les portraits qu'on trace du nouveau sultan; mais, à travers les exagérations et les embellissemens courtisanesques, Mahomet V apparaît comme un simple et brave homme, plein d'inexpérience et de bonne volonté. Il a soixante-cinq ans, une santé compromise, des goûts modestes. Il ne ruinera pas le pays et ne cherchera pas les aventures militaires. Il ne massacrera personne et respectera les lois. Comment refuser une sympathie apitoyée à ce prince qui connut le malheur et ne connaît pas la rancune, qui porte ce titre formidable de Sultan calife et qui ne fera jamais, jamais sa volonté propre, trop content de régner à l'ombre de la Constitution sous la protection du grand sabre de Chevket-Pacha! Que les Jeunes-Turcs le gardent bien! Ils ne trouveraient pas mieux. *Yachassin!* Qu'il vive!

Maintenant, rentré dans son palais de Dolma-Baghtché, il doit revivre comme en rêve les incidens précipités de ce jour : la cérémonie du Béiat où députés et ministres, répudiant le vieux protocole turc, et sans le moindre *salamalec*, serrèrent la main du Sultan, *alla franca;* le retour, parmi les salves et les acclamations, jusqu'au Vieux-Sérail, où il fit ses prières de l'après-midi et baisa le manteau du Prophète...

Tout à l'heure, de la haute terrasse qui domine la Corne d'Or, j'ai vu Constantinople, tout obscure, piquée de feux épars, se couronner de fines lignes lumineuses. Quelques monumens ont allumé des rampes de gaz ; quelques lampions, quelques lanternes, ont brillé çà et là. Les bateaux se sont dessinés, en figures géométriques, en triangles de feux, doublés par l'eau noire... Demain, ce sera la grande fête officielle, la magnifique illumination... Ce soir, c'est un essai, une répétition pas même générale... Malgré les défenses formelles, des coups de fusil éclatent partout, dans la profondeur ténébreuse. Et la véritable fête est là-haut, dans le ciel bleu vert, où les étoiles se suspendent comme des lampes de mosquée, dans le ciel arrondi

conme un dôme, brodé comme un étendard, où luit le croissant islamique.

28 avril.

Le petit jeu de société qui occupa nos soirées est fini. L'Arménien, l'avocat de Salonique, les dames grecques et moi-même nous ne demanderons plus :

« Que va-t-on faire d'Abdul-Hamid? »

Abdul-Hamid est parti, non pas sous un déguisement, pour Corfou, chez son ami Guillaume II, ou pour l'Asie Mineure, qu'agite son cher fils Burnaheddine... Abdul-Hamid est parti, cette nuit, sous bonne escorte, avec un petit nombre de femmes, d'enfans et de serviteurs. Il ira vivre à Salonique, en pays non suspect, sous l'œil vigilant du Comité. En même temps que son départ, nous apprenons des détails curieux sur sa vie intime, pendant ses derniers jours de règne, et les circonstances lamentables de sa chute.

Depuis que la victoire des libéraux semblait assurée, les courtisans, les fonctionnaires, les domestiques, avaient abandonné Yldiz. Quand l'armée de Macédoine approcha, les femmes du harem impérial crurent qu'elles seraient livrées à des ogres dont elles ignoraient tout, la veille encore, — et qu'on appelait Jeunes-Turcs. Certaines d'être violées, torturées et tuées par les diables de Roumélie, elles poussaient des cris terribles que l'on entendait, la nuit, jusqu'à Béchibtache... Les gardiens des ménageries, prudens comme des ministres réactionnaires, s'étaient mis en sûreté, ainsi que les seigneurs des cuisines. Bêtes et gens, et Sa Majesté même, risquaient un jeûne sévère, plus sévère qu'en plein Ramadan... Quelques serviteurs fidèles s'avisaient pourtant de prévenir les perquisitions et les confiscations possibles, et commençaient un laborieux emballage que la défaite de la garnison interrompit...

Le Sultan espérait encore. Pendant que ses femmes criaient, que ses eunuques rassemblaient les pierreries et l'or, que les perroquets pâlissaient de faim dans leurs volières, et que les panthères mélancoliques bâillaient sinistrement, pendant que les bateaux languissaient sur le lac et que les chevaux oubliés piaffaient dans les écuries; le Sultan rêvait une combinaison ultime, un bon petit arrangement.

Il savait que beaucoup de gens, vivant de lui en parasites, redouteraient de le voir tomber à jamais et demeureraient ses partisans. Ceux-là, sans doute, par intérêt plus que par reconnaissance, interviendraient pour faire respecter la personne sacrée du Calife... Ils insinueraient qu'une déposition, arrachée par la force des armes au Cheik-ul-Islam, serait sacrilège et non avenue devant Allah. Au besoin, ils irriteraient le fanatisme des paysans d'Anatolie, musulmans dévots, d'une ignorance absolue, et que n'ont pas contaminés les idées européennes...

Mais le 27 avril, au moment où la délégation du Parlement conduisait Réchad Effendi au Séraskiérat, trois officiers de Salonique, précédant trois députés, se rendirent à Yldiz. Le secrétaire du Sultan, Djevad bey, qui avait eu le courage de rester à son poste, — et qui fut l'ami loyal de la dernière heure, — reçut les officiers et les délégués à la porte des appartemens impériaux. Puis, ayant averti son maître, il introduisit les trois députés dans un salon vide, contigu au salon d'Abdul-Hamid.

Il y avait, parmi ces trois députés, un Arménien, Carasso Effendi, et deux musulmans, Rassim Effendi et Eszad Pacha. Furent-ils sensibles au caractère tragique de la scène, du lieu, de l'heure, à cette espèce de grandeur qui ennoblit les infortunes impériales? Les deux musulmans prièrent l'Arménien de parler le premier. Mais Carasso Effendi fit observer que la déposition du calife étant un acte religieux, il était plus convenable qu'un musulman prît la parole.

Un peu émus, ils entrèrent dans une pièce assez sombre, où ils virent Abdul-Hamid, en redingote, très pâle, le regard dur. Il avait la barbe mal teinte, d'un noir rougeâtre, les bras ballans, les épaules plus basses et arrondies qu'à l'ordinaire, ce qui lui donnait une piteuse attitude d'humilité. Djevad bey se tenait près de lui, et sur un divan, un de ses plus jeunes fils, étendu, gémissait et pleurait.

Le Sultan demanda :

— Que voulez-vous?... Est-ce que vous allez me tuer?

Ses mains tremblaient. Le général Eszad Pacha répondit que l'Assemblée nationale avait prononcé sa déchéance.

Le Sultan dit :

— Que faire?... C'est le destin.

Sur le divan, le petit prince sanglota plus fort. Tremblant toujours, et devenu livide, Abdul-Hamid commença une sorte

de plaidoyer. Il rappela qu'il avait fait tout son possible pour assurer, pendant trente-trois ans, la paix et la liberté du pays, et *qu'il n'avait fait de mal à personne.*

— Je ne suis pas la cause des derniers événemens survenus, dit-il ; j'ai sauvé la patrie par la guerre contre la Grèce. Pourquoi voulez-vous me tuer?... Et mon frère Mourad qui a été malade si longtemps, ne l'ai-je pas entouré de soins? Je l'ai nourri avec du *lait d'oiseau*... Tout autre sultan l'aurait fait mettre à mort. Pourquoi voulez-vous me tuer?

Les députés déclarèrent :

— Vous dépendez de la nation. La nation est grande et généreuse...

Mais cette affirmation, un peu trop vague, ne rassura pas Abdul-Hamid. Il s'écria :

— Épargnez ma vie !... Que mon frère épargne ma vie... Laissez-moi me retirer au palais de Tcheragan. Que j'aie la vie sauve ! Je donnerai ma fortune. Je ferai tout ce qu'on voudra.

Mais il n'obtint que des promesses évasives, et les délégués le quittèrent complètement effondré. Le jour même, il fut conduit à Tcheragan, d'où il put entendre les salves d'artillerie qui saluaient l'avènement de Mohamet V. Et dans la nuit, — exactement à deux heures, — il fut amené à la gare de Sirkedji.

Les officiers qui l'escortaient, les employés de la gare, ont raconté cette arrivée, dans le froid léger et le frisson gris d'avant l'aube. Quelques serviteurs et eunuques firent descendre des voitures onze femmes, — *cadines* et odalisques, — ainsi que le petit prince, à moitié endormi, curieux déjà et consolé. Les dames, voilées du yachmak blanc, étaient enveloppées de manteaux du soir, en dentelle et en soie claire, vêtemens peu commodes pour voyager, mais les waterproofs et les carricks anglais ne sont pas prévus dans le trousseau d'une sultane... Abdul-Hamid, très paternellement, fit monter ses épouses et son fils dans le wagon du train spécial, et demanda pour eux des limonades qu'on ne put trouver à la buvette de la gare.

Pendant que la locomotive chauffait, les dames aux manteaux de dentelles s'amusaient follement dans le wagon transformé en *haremlike*. Achetées toutes petites dans la sauvage Circassie, elles ne connaissaient de l'univers que les jardins réservés du palais, les kiosques de marbre remplis de trésors et de came-

lote allemande, les ménageries, les volières, et les bateaux du lac. Quelques-unes, paraît-il, montaient à bicyclette et se promenaient en automobile dans les allées bien surveillées du jardin, mais aucune d'elles n'avait traversé Stamboul ; aucune n'imaginait ce que peuvent être une gare, des wagons, et cette bête bizarre : la locomotive !

Les prodiges de la civilisation leur étaient brusquement révélés, par ces Rouméliotes épouvantables dont elles avaient eu si grand'-peur, et qui ne les avaient ni violées, ni maltraitées... Elles devaient à ces ennemis de leur maître cette surprise délicieuse de l'évasion, cette révélation d'une liberté relative... Pourquoi l'on partait ainsi, où on allait, ce que serait l'avenir, quelles mornes pensées couvaient sous le front las du vieillard, hier souverain tout-puissant, aujourd'hui captif qu'on escamote, — les épouses impériales n'en avaient pas la moindre idée... Elles essayaient les fauteuils du sleeping, jouaient avec les stores bleus, causaient, fumaient, riaient, et oubliaient même de cacher leurs visages... Indulgent, l'homme déchu s'inquiétait de leur bien-être et réclamait, pour elles, la limonade qu'on ne trouvait pas. De temps en temps, repris par l'inquiétude obsédante, il se tournait vers ses compagnons, ses geôliers :

— Ma vie ! — disait-il, — épargnera-t-on ma vie ?

... Maintenant la ville se pare, pour la fête qui durera trois jours, et mes compagnons d'hôtel me font, cordialement, leurs adieux.

La famille aux huit enfans va regagner sa maison d'Ortakeuy ; la jolie Grecque retourne à Prinkipo ; et l'Arménien s'en va, je ne sais où, peut-être du même côté que l'Américaine. Une dernière fois, nous buvons ensemble le café boueux, l'eau très pure qu'on sert avec la confiture de pistaches...

Je partirai pour Andrinople, ce soir, et je reviendrai ici dans quelques jours, ou dans quelques semaines, peut-être pour l'investiture du Sultan.

Andrinople, 29 avril.

Je suis arrivée, hier soir, à Andrinople, après un voyage que l'extrême chaleur rendit pénible, et que les circonstances rendirent amusant.

Il n'y avait pas beaucoup de voyageurs, quatre tout juste : un jeune Anglais, une vieille Anglaise, M. Fernand Sarrien, courrier de cabinet, et moi. Le train nous appartenait, le train aux sleepings étouffans, aux couloirs étroits, qui fuit, comme un serpent sombre, à travers toute l'Europe, et que guettent les douaniers de toutes couleurs et de toutes langues...

Tant qu'il est en pays ottoman, il va cahin-caha, avec une modération bien orientale ; il fait, sans raison apparente, mille détours dans la plaine de Thrace, et semble aspirer à revenir en arrière, vers Stamboul. C'est le baron de Hirsch qui a construit la ligne paradoxale où le train dessine à plaisir des méandres, des boucles, des demi-cercles. Vingt-trois kilomètres à l'heure !... C'est charmant... On a le temps de voir, et de revoir les paysages ; mais partis de Sirkedji à trois heures, nous serons à Andrinople après onze heures du soir.

Nous avons franchi les faubourgs de Stamboul, Yédi-Koulé, Psammatia aux maisons sordides, aux vieilles tours démantelées et croulantes parmi les glycines et les figuiers. Une lumière blanche, radieuse, une pluie de flamme argentée, incendie le château des Sept-Tours, forteresse moyen-âgeuse, où fusent des cyprès noirs. Ils envahissent la plaine, au delà des murailles, ces cyprès décharnés, ascétiques, gardiens des stèles funéraires ! Mais, du côté de la Marmara, la vie intense grouille dans les petits ports de pêche. Les maisons arborent des drapeaux. Des hommes, devant les cafés, étalent des bandes de satinette à inscriptions, et accrochent des lanternes pour la fête du soir. Elle est déjà commencée, la fête, et il y a des buveurs, des danseurs même, dans les jardinets poussiéreux, sous les tonnelles de roseaux, où résonnent les notes claires et plaintives des *lanternas*, ces pianos mécaniques, ornés de miroirs, de dentelles et de roses en papier, qui déversent par tout Constantinople des musiques napolitaines. Et les maisons, les cafés, les jardins, sont comme le premier plan d'un décor sans profondeur, une frise découpée contre le fond bleu de la mer qui réverbère le ciel éblouissant, et semble monter en hauteur, emplir tout l'espace. Je devine à peine l'horizon, à un vague frottis de neige qui est la crête lointaine du mont Olympe, là-bas, dans cette Bithynie dont la rive est comme évaporée... Voici Makrikeuy où habite Ahmed-Riza bey, et San-Stefano, « village historique, » très à la franque et très laid... La banlieue de Stamboul est

navrante. Les maisons turques traditionnelles sont remplacées par des constructions en pierre, plus coûteuses, peut-être plus confortables, mais d'un effroyable style « art nouveau. » Car ce prétendu « art nouveau » sévit en Turquie, et il menace d'y devenir populaire. N'avons-nous pas entendu, sur le port de Galata, une bohémienne effrontée, connue de tous les voyageurs, étaler son vocabulaire français, restreint, mais énergique :

« Dix paras, madamiselle... Merci bien... f...-moi la paix... art nouveau ?... »

Et il fallait voir comme elle était contente de parler si bien français !... Les architectes qui ont bâti ces maisons biscornues et bêtes, les gens qui les habitent, doivent éprouver la même fierté.

La chaleur et la clarté nous accablent, pauvres voyageurs emprisonnés dans les parois de drap et de velours. Nous essayons de nous *rafraîchir* avec du thé brûlant. Passé Kutchuk-Tchekmedjé, les villages se font rares, la mer s'éloigne, et les grands plateaux de Thrace ondulent sous l'implacable soleil.

Il n'est pas beau, ce pays de Thrace, mais au déclin du jour, une espèce de charme triste se révèle dans ces étendues infinies, faiblement vallonnées, couvertes de broussailles, et de tout petits chênes, qui ont encore leur feuillage d'automne, couleur de cuivre. Aussi loin que voient nos yeux, sur les pentes indécises et les vagues plateaux, c'est toujours la même broussaille, toujours les mêmes petits chênes, la même nuance uniforme de cuivre fané où, parfois, s'effeuille le bouquet pâle et rose d'un arbrisseau, d'une aubépine fleurie.

Pendant des lieues et des lieues, pas une maison, pas un être humain, le désert, le silence, les nuages du soir qui sont venus, on ne sait comment, dans le ciel pur, et qui traînent des ombres violettes. Le soleil les frappe à revers, et cerne leurs crêtes grises d'un fil écarlate... Les seules créatures animées sont les bêtes tapies, qu'on ne voit pas, et l'aigle qui plane, contre le couchant, et décrit des cercles, avec ses larges ailes... Enfin, des chaumes se lèvent, aux plis du sol moins aride, que féconde un petit ruisseau, et qui nourrit un peu d'orge verte et de maïs. C'est presque un hameau de France, un hameau perdu dans les landes, sur les hauts plateaux limousins, et le minaret de la mosquée est humble et touchant comme un clocher de vil-

lage... Des troupeaux se hâtent vers le bercail, mais le berger qui s'arrête, pour regarder le train, ne ressemble pas du tout à nos bons pastours, engoncés dans leur limousine. Il est un peu brigand d'aspect, ce berger, avec son turban noir, sa ceinture, ses jambières, et son grand fusil.

Et les passans qu'on aperçoit, très rarement, sur les chemins aux terribles ornières, ont, comme les bergers, un fusil sur l'épaule... Le pays n'est pas sûr. Des postes de gendarmes, échelonnés, gardent la voie. C'est par ici qu'une bande audacieuse arrêta l'Orient-Express, naguère, et enleva deux voyageurs, dont une vieille demoiselle américaine, qu'elle rendit sains et saufs contre rançon.

Il fait nuit. La Thrace est noire sous le ciel noir, et les nuages cachent les étoiles, le croissant rougeâtre, qui a perdu sa belle courbure fine. Une rivière sinueuse, qui languit dans les marais, reflète un peu de lueur, et dessine, dans la plaine obscure, comme une inscription turque, un beau *toughra* de sultan. Et soudain, dans ces ténèbres, trois petits points de feu paraissent. Ce sont des lanternes que les gendarmes d'un poste ont allumées. Seuls, loin de toute ville, en plein désert, ils font leur petite illumination patriotique, en l'honneur de Sa Majesté Mahomet V.

Et plus loin, il y a un autre poste encore, qui s'éclaire de globes lumineux, et un pauvre village qui a fait de grands frais et qui déploie un luxe incroyable : vingt lampions, au moins, et douze lanternes suspendus à des cordes, entre les platanes de la place. Il y a même un soleil tournant... qui rate! Ça ne fait rien. Il a produit un grand effet. Nous entendons des clameurs d'admiration...

Pavlo-Keuy. Un arrêt. La gare, si petite, a des lampions et des drapeaux. Une foule énorme, — quinze ou vingt personnes! — guette le passage de l'express qui stationne quelques minutes. Attirés par l'éclairage intense du wagon-restaurant, les curieux voudraient bien regarder à travers les vitres. Nous descendons. Ils s'approchent... Des bergers, encore! Leur front farouche est ceint de turbans noirs, largement drapés, et qui retombent de côté sur l'épaule. Ils tiennent de grandes houlettes, comme on en voit dans les bas-reliefs antiques. Leurs yeux, leurs dents brillent dans la nuit... Ils sont très nobles, de visage et d'allure, avec leurs coiffures funèbres, et l'on dirait les pasteurs des morts, les gardiens des ombres...

Une intense curiosité les pousse vers nous... Ils murmurent :

— Stamboul?...

Alors, M. Sarrien essaie de leur faire comprendre que nous venons de la ville merveilleuse, que nous avons vu l'armée, la bataille, la victoire, le Sultan !

Mais les quelques vingt mots turcs que nous savons, à nous deux, et les gestes que nous faisons ne suffisent pas... J'imagine que notre prononciation déconcerte nos auditeurs. Il y en a un pourtant qui devine et qui dit :

— *Boum!... boum!... Stamboul... Soultan Mehmed...*

Et un autre :

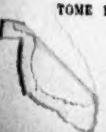
— *Abdoul Hamid... bourda... Kouléli-Bourgas...*

Ah! comme la conversation devient intéressante! Si nous restions une heure ici, nous saurions des tas de choses!... « *Abdoul-Hamid... bourda... Kouléli-Bourgas.* » Rien de plus clair!... Abdul-Hamid a passé ici, ce matin, allant vers la prochaine station, Kouléli-Bourgas, où se détache le tronçon de ligne Dédéagatchs-Salonique...

Mais le sifflet retentit... Adieu, bergers!... Le train ne s'arrêtera plus qu'à Andrinople.

MARCELLE TINAYRE.

(*A suivre.*)



L'INDE AUX INDOUS

Le 1er juillet dernier, un crime odieux a causé à Londres et dans toute l'Angleterre une émotion profonde. Un étudiant indou nommé Dhingra, élève depuis trois ans de l'*University College*, a tué à coups de revolver le lieutenant-colonel sir William-Hutt Curzon Wyllie, aide de camp et adjudant politique de lord Morley, secrétaire d'État pour l'Inde. Sir W.-H. Curzon sortait de l'Imperial Institute, où il s'était rendu sur l'invitation de l'*Indian Association*, lorsqu'il a été frappé de plusieurs balles à la tête : un médecin parsi, le docteur Carvas Lalcala, qui s'est précipité pour lui faire un rempart de son corps, a été tué sur son cadavre. Le caractère politique de l'assassinat n'a, dès le premier moment, fait doute pour personne. On savait qu'une grande agitation existait dans l'Inde; mais le mal est apparu plus grave encore qu'on ne le croyait, lorsqu'un fanatisme meurtrier est venu frapper, en plein Londres, un homme connu de tous pour son caractère sympathique et conciliant. L'événement a rendu plus actuelles, plus pressantes, plus angoissantes aussi les questions qui se pressaient déjà dans les esprits au sujet de la situation de l'Inde, et, puisque tout le monde en parle en Angleterre, nous en dirons un mot à notre tour, en remontant en arrière, à quelques années seulement.

En 1905, pour la première fois dans les temps modernes, l'Asie triompha de l'Europe. La victoire des Nippons, éclatant comme un clair coup de gong dans la nuit calme, a secoué la torpeur asiatique. Jaunes et noirs se sont frotté les yeux en criant : « La Chine aux Chinois! » « La Perse aux Persans! » « L'Inde aux Indous! »



Dans l'Inde, cette exclamation répond à un mouvement d'une gravité singulière, parce que l'agitation, loin d'être l'œuvre de propagandistes isolés et quelconques, obéit au mot d'ordre d'hommes influens, de *Babous*, disciples des maîtres occidentaux. A Bombay, c'est le brahmane Tilak et l'avocat indou Crowdhurry *leader* du *Swadeshi Movement:* à Calcutta, ce sont : Arabinos Ghose, ancien élève de l'université de Cambridge, le fanatique Banerjee, Dadabhaï Naoroji, ancien député aux Communes, le journaliste Bepin Chandra Pal; à Lahore, c'est l'avocat Lapjat Raï, principal instigateur des troubles.

Que demandent ces intellectuels mécontens, qui recrutent chaque jour des adhérens nouveaux? Les plus hardis voudraient tout supprimer : les castes, les religions, mais surtout les Anglais. Les modérés réclament pour aujourd'hui le *self government* et pour demain l'affranchissement intégral de l'Inde. Depuis Moukden et Tsushima, ces révolutionnaires savent que les Européens ne sont pas invincibles. De là à vouloir les chasser pour vivre sans eux, il n'y a pas loin. Cette expulsion leur paraît réalisable : Nous sommes 300 millions, disent-ils, sur le sol natal; les Anglais ne sont que 150 000. Pourquoi 2000 contre 1 ne feraient-ils pas ce qu'ont fait les Nippons?

On pourrait leur répondre que l'Inde ne constitue pas une nation, pour le moment. Sa population hétérogène, loin de former un bloc cohérent comme celle du Japon dont les *Babous* parlent si volontiers, n'est qu'un mélange de groupes aussi dissemblables parfois que les Espagnols et les Norvégiens, avec une infinie variété d'idiomes, de religions et de coutumes. La « jeune Inde » a beau citer les Suisses comme peuple à plusieurs langues, elle ne convaincra personne. On ne saurait comparer un État, quel qu'il soit, d'Europe ou d'Amérique à une multitude ignorante, sans aucune notion de politique intérieure et extérieure, dénuée de toute expérience, incapable d'organiser le chaos, plus encore d'appliquer les règles du *self government*.

Au point de vue politique, les Indous sont sujets ou protégés anglais. Au nombre de 65 millions, ils conservent leurs chefs héréditaires, ombres de souverains, qui, sous une tutelle rigoureuse, exercent un pouvoir apparent, comme le bey de Tunis ou Sisowath. Défense de voyager en Europe sans l'autorisation du vice-roi, ni de conclure entre eux des rapprochemens par coalition ou par mariage. Ainsi, le réseau des 690 États in-

digènes qui occupent les 3/7 de la superficie totale, habilement enchevêtrés dans l'Inde anglaise comme les pièces d'un ouvrage de marqueterie, constitue, au profit des suzerains, une assurance contre une révolte généralisée. C'est la digue qui détourne un torrent, ou le brise-lames qui sépare le large où gronde la tempête du port calme comme un miroir.

Actuellement, souffle sur le pays un vent de révolte, aux rafales lourdes comme un ouragan des tropiques. Les ondes que soulève cette agitation se propagent à la fois par les journaux, très répandus, par le pamphlet qui s'insinue partout, par les sociétés secrètes multipliées à l'infini, par les meetings et les congrès qui agitent de vagues remous les masses populaires illettrées.

Le vice-roi combat la propagande révolutionnaire, sous ses formes diverses. D'abord, les journaux, avec leurs appels directs à la rébellion, sont l'objet de poursuites rigoureuses. On suspend de nombreuses feuilles indigènes, pour théories séditieuses et propagande anti-anglaise; par exemple, la *Sandhia*, dont le directeur refusa nettement de prendre part aux débats du procès : « Je n'ai point de compte à rendre, déclara-t-il, au sujet d'une mission divine pour le relèvement de l'Inde, à des étrangers dont la domination entrave le développement normal du pays. »

Quelques jours après, le tribunal infligeait cinq ans d'exil au propriétaire du journal indigène *India*, de Madras.

Ceci se passait à la fin de 1907. Mais, les délits de presse et d'opinion n'étaient point chose nouvelle. Auparavant, Tilak, anarchiste militant, audacieux combatif, publiait une feuille indoue, le *Kesari*, et une autre en anglais, le *Mahratte*. A la fois brahmane et érudit en choses de l'Occident, persuadé que, seule l'indépendance complète satisfera les aspirations de ses compatriotes, cet homme rêve d'une confédération autonome. Les moyens d'arriver au but? Le boycottage des marchandises britanniques et la résistance passive. Ce programme, répandu à des milliers d'exemplaires, lui valut dix-huit mois de prison.

Vers le même temps, un journal de Calcutta, le *Bande Mataram* (1), écrivait en termes modérés, mais péremptoires : « Le moment est venu de dire nettement aux Anglais, nos amis, que, malgré toute notre reconnaissance pour eux, nous souhaitons

(1) « Salut à la Patrie ! »



l'autonomie du gouvernement de l'Inde et son affranchissement de tout contrôle britannique. » Les Bengalais conmençaient par des conseils ironiquement affectueux et ils finissaient par des bombes. Le 1er mai 1908, à Mouzaffarpore, une bombe lancée contre l'habitation d'un magistrat tue deux dames anglaises et leur cocher; au mois de novembre suivant, nouvelle bombe sur un train rempli de voyageurs anglais. Puis, deux engins éclatent près d'un convoi où se trouvait M. Hume, avocat général. Tilak sépare nettement ces *patriotes* de la tourbe des anarchistes vulgaires : « L'anarchiste américain qui assassine un millionnaire par la seule raison qu'il est millionnaire, est un homme, tandis que le patriote russe exaspéré, qui, dans son désespoir, lance une bombe parce que les fonctionnaires du Tsar refusent la Douma à son pays, est un être bien différent. Nul ne devrait ignorer que les bombes bengalaises n'appartiennent pas à la première catégorie, mais à la deuxième. » La police, perquisitionnant chez cet agitateur, trouva plusieurs listes de matières explosibles avec leurs modes de fabrication.

Il est peu probable que ces gestes criminels restent isolés, car les excitations continuent. Le journal *Yugantar* (l'Ère nouvelle), dûment suspendu, prêche encore, sous forme de brochure, le massacre des blancs. Son directeur, vétéran de l'anarchie, a déjà fait un an de *hard labour*, pour incitation à la révolte à main armée (1907). La police a découvert, dans les bureaux de ce périodique, les épreuves d'un manuel de maniement d'armes, à l'usage des Bengalais.

Moins saisissables sont les pamphlets, œuvres de sociétés secrètes, anonymes, d'un format réduit, à circulation mystérieuse. Ces feuilles volantes, monocordes, publient des variations sur le « départ » des Anglais : « Les tyrans devraient savoir que, lorsque les Indous sortiront vainqueurs de leur lutte contre le despotisme, ils auront à peine le temps de quitter le pays sains et saufs. Aussi, dans leur intérêt, nous leur conseillons de se tenir prêts à décamper avec armes et bagages. » L'administration anglaise est-elle juste ou injuste? Peu leur importe. Elle n'est pas indigène. Il faut qu'elle disparaisse.

D'insaisissables émissaires affichent des placards séditieux, que la police arrache avec plus d'ardeur que de rapidité. Des commentateurs les paraphrasent devant la foule crédule, le long des ruelles bordées de paillottes, sous les figuiers banians, quand

une fraîcheur relative, succédant à la chaleur accablante du jour, réveille les villages endormis.

Depuis vingt-cinq ans, à date fixe, les Indous des premières castes assemblent chaque année, en « Congrès national, » des groupes indigènes, moins pour discuter leurs intérêts en commun, que pour préconiser devant eux la violence et la révolte. Obéissante, silencieuse, immobile, la foule noire aux turbans blancs écoute les orateurs qui tonnent contre le régime anglais, en réclamant pour l'Inde une liberté sans limite. Savez-vous qui sont ces agitateurs si libéraux et si patriotes? Très souvent des brahmanes, qui, par leur caste et leurs fonctions, incarnent un despotisme tyrannique. Bien que les Anglais leur aient rogné les ongles et malgré des prohibitions formelles, ces barbares, à l'occasion, poussent encore une veuve sur le bûcher de son mari. En cachette, bien entendu, loin de la police, dans les districts sauvages et les coins ignorés. Ces hommes sont-ils mûrs pour la liberté?

La première de ces réunions, tenue à Bombay en 1885, véritable assemblée pour rire, ne comptait que 70 délégués, soit un représentant pour 4 millions d'indigènes. Depuis, le nombre des députés suit une courbe ascendante. Le deuxième congrès en réunissait 463; le troisième, 2000; enfin, en 1906, ils étaient 10000. Alors, au lieu de sourire avec indulgence comme vingt ans auparavant, l'autorité songea.

Le Congrès de 1906 s'ouvrit à Calcutta, sous la présidence du parsi Dadabhaï Naoroji. Ce patriarche octogénaire dirigea les débats avec l'autorité que donne un long passé politique. Fondateur, dès 1855, d'une maison de commerce à Londres, il fréquenta plus tard assidûment les Communes, où l'envoyèrent, en 1893, les libéraux de Finsburg. Rentré dans son pays, très expert en affaires, anglophobe, plus indou que jamais, il prit une part active aux manœuvres anti-européennes, préconisant une action énergique en faveur de l'autonomie par le *Swadeshi Movement*. Aux yeux des intransigeans, ces deux mots résument le boycottage intégral. Non seulement la mise en interdit des importations du Royaume-Uni, mais le refus de toute assistance aux Anglais: les soldats désertant le drapeau suzerain; les nombreux domestiques indigènes fuyant le *home*, avec impossibilité pour les maîtres de trouver des remplaçans. C'est le vide organisé autour des dominateurs. Voilà la théorie. Mais, établir un

plan de campagne et en assurer la complète exécution, sont deux choses fort différentes. L'heure de la réalisation n'a point encore sonné.

Dédaignant de cacher son jeu, Naoroji *travaille* en pleine lumière, non sans ostentation, devant la foule idolâtre. Un carrosse à quatre chevaux le conduisit au Congrès, avec un roulement de grande marée déferlant sur une plage. A l'entour, des groupes hurlant agitaient des bannières avec cette inscription : « Vive le boycottage des marchandises anglaises ! » Dans son discours d'ouverture, Naoroji compara l'Inde aux autres colonies britanniques, insistant sur « la misérable condition politique où les dominateurs l'ont réduite. » On parla pendant trois jours, et, le lendemain de la dernière séance, des délégués remirent une liste de revendications à lord Minto.

Le congrès suivant (1907) fut marqué par la scission des deux groupes, intransigeans et modérés, qui se partagent ces assemblées. Sous la menace et les violences de Tilak, chef des intransigeans, la réunion se sépara sans avoir pu nommer son président.

Les *Babous*, les Indous des premières castes, les parsis qui conduisent le mouvement, ne cherchent point à infuser dans les cœurs « le paisible amour de la loi; » ils s'efforcent au contraire de fixer les idées d'indépendance qui flottent dans l'air, et, pour être compris, ils intercalent un verre grossissant entre les faits et leurs auditeurs. Dans quelle mesure ces avocats populaires réussissent-ils à convaincre? Quelle action exercent-ils sur ces artisans paisibles, d'allure indifférente, si grossiers par leur instruction, leur éducation, leur manière de vivre? Malgré les bagarres, le boycottage, les théories révolutionnaires et le fracas des bombes, les escamoteurs continuent, avec flegme, devant la foule ébahie, à tirer de petits tas de sable des manguiers en fleur; d'autres dressent des cobras et disent la bonne aventure; des femmes, aux attitudes hiératiques, circulent à pas lents, avec un vase de cuivre poli en équilibre sur la tête. Parquées entre de hautes cloisons, les castes résignées, sourdes aux appels claironnans, suivent des sillons parallèles. Rien ne paraît changé. Cependant, les soldats qui ont combattu pour l'Empire dans le Sud-africain, les coolies retour de Panama, ceux qui rentrent des sucreries des Antilles et des placers de la Guyane, racontent leurs impressions aux campagnards qui repiquent le riz et à ceux qui viennent vendre leurs produits au marché. De rares éclairs

traversent la nuit de ces intelligences; peu à peu, le niveau intellectuel s'élève; le milieu est moins mal préparé à concevoir les théories réformistes. Mais ce mouvement, très lent, s'exerce, on peut le dire, en spirale, comme le progrès de l'esprit humain.

Entourés du prestige de leur caste comme d'une auréole, ces *leaders* possèdent assez d'autorité pour canaliser les théories nouvelles; ils ont la souplesse et l'éloquence diffuse nécessaires pour les mettre à portée de leurs auditeurs. Ils ont l'imagination de leurs compatriotes, fantastique, désordonnée, sans frein. Aussi les orateurs enflent-ils démesurément leurs récits, en faisant miroiter aux yeux de la foule un enchevêtrement de pensées et d'images, « s'émerveillant eux-mêmes sous le fourmillement de leurs propres créations. » Les Indous des premières castes, — exerçant sur ces êtres simples une influence très réelle, — leur inculquent à la longue des notions sommaires sur la patrie indienne, l'unité désirable de ses peuples et le dommage que cause à l'Inde la toute-puissance dominatrice. D'où, nécessité pour la collectivité d'agir en vue de chasser les Européens et de reprendre la direction de ses destinées.

D'abord, les vice-rois ne prêtèrent qu'une attention distraite à ces assemblées, sans influence, croyaient-ils, sur l'exercice de la suprématie, mais qui entretenaient, en réalité, un esprit de révolte, origine de toutes sortes de manifestations bruyantes. Chauffée à blanc, la jeunesse chantait à pleins poumons l'hymne national, les grèves se multipliaient, les émeutiers distribuaient des proclamations, les pamphlets circulaient. Des agitateurs fanatiques déposaient çà et là le virus de la rébellion. Des troubles éclataient en des points si éloignés les uns des autres, que l'on crut à une agitation préparée de longue main, à l'explosion concertée du mécontentement général. Signalé à Madras où des patrouilles parcouraient les rues, le mouvement xénophobe gagna Cachemire, où les Indous des castes supérieures achetèrent par souscription tout le sucre de betterave disponible, pour le détruire à loisir. A Delhi, les révolutionnaires se contentèrent de dévaster quelques magasins, et, en manière de protestation, de découronner la statue de la reine Victoria. L'émeute, intense à Lahore, fut renforcée par une grève de chemin de fer. Des bandes de paysans, que les rebelles armaient de gourdins, fourmillaient dans la ville et les faubourgs. L'agitation atteignit

son maximum au Bengale (1905), à la suite du morcellement en deux fractions de ce très important district, où vivaient 75 millions d'habitans. Ce remaniement territorial, destiné à faciliter l'administration, amena dans l'une des divisions la supériorité numérique des musulmans sur les Indous. Résultat: *meetings* monstres, protestations, désordres graves à dominante anti-anglaise.

Banerjee, fauteur des troubles, couronné roi du Bengale en septembre 1906, enracina, par ses imprécations, au cœur du peuple, une aversion profondé pour les étrangers. Cet agitateur, qui connaît les replis intimes de l'âme indigène, frappa le but, en touchant la corde religieuse:

« La graisse, le sang, les os des vaches, des porcs et autres animaux, sont employés dans les usines étrangères. On raffine le sucre avec du sang de porc (pour en dégoûter les musulmans) et du sang de vache (pour les Indous). Indous et musulmans, abstenez-vous, par sentiment religieux, de toucher aux produits de ces usines. » C'était l'exhortation non déguisée au boycottage.

A la fin de la cérémonie, on distribua aux assistans la poussière des sandales de Banerjee, au cri mille fois répété de: « Vive notre pays natal! »

Sans prendre au tragique le fond ni la forme burlesque de cet incident, les détails dénotent, parmi les Bengalais, un état d'âme très particulier.

Les troubles augmentèrent quand le tribunal condamna Bepin Chandra Pal, journaliste d'avant-garde (septembre 1907). Sir Fuller, lieutenant gouverneur, tenta d'étouffer ces manifestations par la « manière forte. » Vainement il proscrivait l'hymne bengali: « Avec 140 millions de mains pour tenir l'épée, le Bengale est-il impuissant? » Le gouvernement l'appela « à d'autres fonctions, » et le mouvement révolutionnaire poursuivit son cours avec âpreté. Au milieu de cette agitation politique, seuls, les musulmans sont restés inébranlables. Ces 80 millions d'hommes, pépinière d'excellens soldats, considèrent Édouard VII comme leur propre souverain. Le gouvernement met à profit ces bonnes dispositions. Par un procédé vieux comme le monde, il s'efforce de diviser pour régner, en opposant les Indous désunis par les castes au bloc compact des musulmans. De leur côté, les Indous font des avances aux sectateurs de Mahomet. Pour

chasser les Anglais, Banerjee prône sans cesse la coopération indo-musulmane. Or, les mahométans, qui sont les moins nombreux, n'éprouvent point un désir immodéré de tomber sous la férule indoue. Ils restent à l'écart du mouvement xénophobe et s'opposent au boycottage des produits britanniques, sans aucune raison de manifester de l'enthousiasme pour l'Angleterre, qui a, jusqu'ici, négligé de les combler de faveurs. Si bien que récemment ce groupe a réclamé de lord Minto la même participation que les Indous aux emplois publics. Mais l'autorité est désarmée, car les examens servent de criterium, et les Indous les passent mieux que les mahométans.

Au commencement de 1909, l'antagonisme indo-musulman a pris un réel caractère d'acuité. Les uns sacrifient des vaches que les Indous révèrent; les Indous profanent les mosquées. D'où, scènes de pugilat, coups de revolver et bagarres à étendue limitée. Pendant ce temps, on oublie les théories séparatistes. La police et la troupe remplissent un rôle plus aisé: réprimer l'ardeur dans les deux camps. Ces troubles prendraient un caractère très grave, si les indigènes possédaient des fusils et des balles. Aussi l'autorité réprime-t-elle sévèrement l'importation clandestine des armes. Assez souvent, elle saisit en douane des caisses de fusils, étiquetées « machines à coudre, » et des boîtes de dynamite avec la marque « lait condensé. » Mais, combien de ces envois échappent à sa surveillance! Parfois, les contrebandiers débarquent les colis suspects à Chandernagor, d'où ils passent aisément la frontière. A la demande de la Grande-Bretagne, le gouvernement français a renforcé les mesures restrictives de l'achat et de la détention des armes par les indigènes.

Cet ensemble de faits caractérise l'agitation tumultueuse qui désole, par accès, ce vaste pays. Ce mouvement a des causes; il a aussi des remèdes.

***

Les causes du mécontentement et des aspirations séparatistes des Indous sont multiples.

Depuis longtemps, les intellectuels modérés demandent que les indigènes soient traités sur un pied d'égalité avec les Européens, surtout en ce qui concerne la répartition des emplois. Ils réclament en outre une part équitable dans l'administration

de leur pays ; car on ne consulte jamais que les Anglais et, dans les affaires qui touchent de plus près les Indous, l'opinion des intéressés ne pèse pas une once. Ils souhaitent la réduction du temps de service dans l'armée et la création d'écoles militaires pour les jeunes indigènes qui pourraient prétendre, plus tard, à tous les grades, aussi bien que les Anglais. Ils ajoutent quelques autres vœux : développement de l'enseignement scientifique, agricole, industriel ; dégrèvement des impôts parallèlement aux excédens de recettes (1) ; amélioration des voies de communication ; cessation de l'abus qui consiste à payer sur le budget de l'Inde les expéditions militaires à l'extérieur, en Chine, au Transvaal, en Égypte, et ailleurs ; droit d'émigrer dans les colonies britanniques, suivant la loi de l'offre et de la demande. Sur ce point particulier, les colonies font des objections, surtout l'Australie qui dirige une croisade contre les hommes de couleur. Enfin, les Indous voudraient pouvoir exposer leurs vœux au gouvernement.

Ces réclamations paraissent logiques, dans leur ensemble. A titre d'exemple, voici quelques explications sur le premier point. L'autorité nomme volontiers les indigènes cantonniers, mais non pas juges. Elle leur abandonne, comme une aumône, les trois cinquièmes des emplois inférieurs, en les écartant résolument des charges élevées. Ainsi, 1 370 fonctionnaires, au traitement de 20 000 francs, ne comptent que 92 Indous (6,6 p. 100). Mais, sur 27 000 agens dont la solde varie entre 1 500 et 2 000 francs, 16 283 (60,5 p. 100) sont Indous. Ces proportions appellent un remaniement. Lord Morley l'a compris : dès 1904, il se prononçait pour l'admission des natifs aux charges importantes.

En faisant tête à l'orage, le gouvernement cherche à donner quelques satisfactions aux intellectuels. Mais, dans sa course à la recherche du mieux, ses fonctionnaires ne le secondent pas avec tout le zèle, ou du moins toute l'efficacité désirable. Il n'y a pas plus de mélange, a-t-on dit, entre les Anglais et les Indous, qu'entre l'huile et l'eau. C'est l'exactitude même. La société blanche vit en marge de la population noire. Chaque ville possède un club, qui, théoriquement, admet les Indous parmi ses membres. Y rencontre-t-on par hasard un magistrat indi-

(1) Le budget de 1902-1903 accusait un excédent de recettes de 115 millions de francs.

gène ? C'est une exception surprenante. Un *bowling*, où Anglais et Indous, les pesantes boules en main, rivaliseraient de force musculaire, constituerait un exemple rarissime. Un *tennis* où ils se renverraient les balles, serait chose inouïe, surtout si des Européennes tenaient en main la raquette.

Fidèles à cet esprit, les administrateurs dédaignent ouvertement les indigènes, malgré le problème compliqué qui se dresse devant eux : maintenir, parmi la mosaïque de ces peuples, le calme et le prestige britannique. Comment trouver la solution? Comment même poser une équation, si l'on n'a que des quantités inconnues à y faire entrer, si l'on ignore tout des habitans, leurs coutumes, leurs aspirations, leurs besoins? Le général Gordon comprenait autrement ce rôle : « Pour gouverner les hommes, disait-il, il n'y a qu'un moyen qui soit éternellement vrai. Mettez-vous dans leur peau. Essayez de comprendre leurs sentimens à fond. C'est le secret du gouvernement. » On ne saurait mieux dire.

Lord Curzon (1) se demandait : « Qu'y a-t-il au cœur de ces millions d'êtres? Où les menons-nous? Que deviendra tout cela? Où est le but? » Ces quatre questions, lord Curzon les a transmises à ses successeurs. Il en chercha pourtant les réponses, parcourant le pays, s'inquiétant des besoins des natifs et veillant lui-même à l'exécution de ses décisions. Il réforma la police, améliora l'enseignement, les routes, les canaux d'irrigation. Mais l'extérieur l'absorbait. Impérialiste ardent, homme aux initiatives hardies, doué d'une opiniâtreté peu commune, persuadé que « l'Inde deviendra de plus en plus la frontière stratégique de l'empire britannique, » il s'occupa beaucoup de politique extérieure. Il assura la sécurité des frontières; il l'assura même fort loin, du côté de l'Arabie, du golfe Persique, du Thibet. On connaît sa théorie des glacis de l'Himalaya et ses manœuvres auprès des scheiks influens du golfe Persique pour établir la priorité de l'Angleterre et empêcher les Allemands d'adopter sans négociation préalable Koweït comme point terminus de la ligne de Bagdad.

Comme les commerçans anglais qui cherchent seulement à brasser des affaires, sans souci de ce qui se passe autour d'eux, les fonctionnaires se désintéressent du pays. Ils ne conservent

(1) Vice-roi de l'Inde, de 1898 à 1905. Il donna sa démission (août 1905) à la suite de démêlés retentissans avec lord Kitchener, commandant en chef de l'armée des Indes.

pas, comme autrefois, longuement le contact; ils ne cherchent plus, sur les contreforts de l'Himalaya, parmi les rhododendrons en fleur, un lieu en harmonie, par son altitude, avec leur tempérament, pour en faire un centre principal.

La saison chaude réunit la plupart d'entre eux dans les montagnes du Nord, comme l'été réunit les diplomates de Rome sur les hauteurs de Camaldoli. Mais, s'ils obtiennent un congé, vite ils partent pour l'Europe. Circonstance aggravante, ces agens manquent de souplesse; leur raideur envers les Indous, vieux reste d'un passé disparu, contraste avec la marche des idées. Au lieu de se rapprocher tout au moins de ceux qui offrent une certaine surface par des examens passés avec succès, et une influence réelle comme journalistes ou littérateurs, ils se contentent de répéter le mot de lord Curzon : « L'Inde est un réservoir de troupes et de main-d'œuvre, » en ajoutant tout bas, en guise de commentaire : Cette région, quatorze fois grande comme le Royaume-Uni, n'est qu'une propriété de rapport, une simple ferme à exploiter. Seulement, il ne faut pas que la révolte des fermiers amène la fin de l'exploitation.

Lord Morley ne pense point ainsi : « Les mauvaises manières et une supériorité injurieuse sont, dit-il, désagréables en tout pays; mais l'Inde est la seule région où des manières mauvaises et trop supérieures constituent un crime politique. »

L'attitude glaciale des administrateurs a une part indéniable dans le mouvement anti-anglais. En tout cas, le prestige de ces agens a fléchi : sous l'impassibilité coutumière, perce l'animosité indigène. Certains Indous, paraît-il, ne gardent même plus, devant les dominateurs, le respect extérieur, demeuré si longtemps une règle inflexible.

Entre les administrateurs et les administrés, reste donc béant un ravin profond, que le gouvernement ne cherche point à combler. Absorbé par des préoccupations multiples, le vice-roi n'a ni le temps, ni la volonté de diriger l'opinion. Telle est la situation véritable que le secrétaire d'État caractérise en quelques mots : « Le gouvernement connaît peu l'esprit public; le public ignore les intentions du pouvoir. » D'où, malentendus sans issue.

Reste à examiner l'éducation, ce « puissant levier capable de soulever le monde. » L'éducation des Indous pour laquelle l'Angleterre dépense avec sollicitude des millions de *lacks* de rou-

pies, a fait, de l'aveu des Anglais, une lamentable faillite, que les indigènes sortent des universités de la métropole ou simplement des écoles du pays. En 1901, d'après la statistique officielle, un million d'Indous écrivaient et parlaient l'anglais. Les nombreux généraux de cette armée, diplômés des universités anglaises, citent Shakspeare, Locke et Macaulay. Ils ont coudoyé *at home* leurs futurs administrateurs ; ils ont assisté, d'un peu loin, à des *matches* interminables de *football*, de *golf* et de *polo*. Leur esprit subtil a discerné promptement chez ces pseudo-condisciples, la « satisfaction intense de soi-même, » la morgue, le parfait dédain de tout ce qui n'est pas britannique, *a fortiori* des sujets de l'Empire, aux cheveux plats, mais à l'épiderme teinté de pigment. Réfractaires à l'influence du milieu, ces transplantés observent, examinent, réfléchissent. Tout leur donne d'étonnantes leçons de choses : les discussions politiques, la lecture attentive des journaux, les événemens les plus ordinaires de l'existence européenne, si différente de la leur, qu'ils croient la voir se dérouler dans une autre planète. Ils constatent sans peine qu'en Occident le peuple s'est imposé comme puissance redoutable et que le bulletin de vote confère à chaque électeur une parcelle de pouvoir. Comme conséquence logique, le souverain de l'empire britannique « ne peut toucher un sou sans un vote des mandataires du peuple, lui qui, dans l'Inde, fait et défait les rois. » Cette prépondérance de la démocratie est pour eux une révélation. Séduits par les théories égalitaires, ces jeunes étudians conçoivent l'idée d'une patrie commune aux peuples indous qui peinent du cap Comorin aux monts Himalaya. Gavés de philosophie, de littérature et d'histoire, après avoir « bu longuement aux sources occidentales, » ils rentrent chez eux, nationalistes, avec, au cœur, au lieu d'une vive reconnaissance pour l'*Alma mater* qui leur a généreusement ouvert tant d'horizons, la haine de l'Angleterre et du nom anglais, une haine implacable, féroce, anarchique, assoiffée de destruction et de liberté.

Que trouvent-ils dans l'Inde ? Le despotisme pur, des fonctionnaires altiers, dédaigneux, dans une sphère supérieure et inaccessible. Alors, leur idéal est l'abolition du pouvoir existant : objectif à atteindre par tous les moyens, même par les bombes, si les bombes peuvent hâter le « départ » des Anglais. Ainsi, plusieurs auteurs l'ont déjà remarqué, les idées occidentales que

les Indous absorbent par larges tranches et qu'ils digèrent fort mal, accroissent l'antagonisme des deux races, au lieu de rapprocher les deux camps.

Passons aux écoles indigènes que fréquentent quatre millions d'enfans. Certains maîtres, imbus d'idées très avancées, y enseignent une morale particulière. En décembre 1908, on a saisi des bombes chez l'un d'eux, à Chittagong. Ces pédagogues, peu surveillés, contribuent à entretenir l'effervescence et préparent des générations de révoltés, en pétrissant d'idées révolutionnaires l'argile molle des jeunes cerveaux. Ils sèment en bon terrain. Déjà indisciplinés par nature, ces adolescens considèrent la rébellion comme héroïque, qu'elle s'appelle désobéissance aux lois, mépris des institutions, ou résistance au pouvoir établi. Tout révolté leur est sympathique. Ces jeunes frondeurs, les yeux remplis d'éclairs, dévorent les hauts faits des rebelles, qu'ils soient anglais, américains, japonais, persans ou russes. Ils font des vœux pour le triomphe définitif des émeutiers persans; les attentats terroristes, qui ensanglantent les villes russes, les comblent d'aise. En fouillant dans le passé, les péripéties de l'indépendance américaine les émerveillent. Ils ne rêvent que bandes armées, coups de revolver, embuscades, poursuites échevelées, luttes sauvages, et, finalement, évacuation de l'occupant, qui, en l'espèce, est Anglais.

Quelques-uns des étudians qui suivent, à l'étranger, des cours de droit et de médecine, prennent aussi des leçons « d'action directe. » A Whitechapel, à Patterson, à Paris, ils étudient les *high explosives*, leur mode de conservation et d'amorçage, la façon d'obtenir un effet maximum. Tilak répète à ces jeunes propagandistes : « Un tout petit matériel suffit pour préparer les quelques bombes nécessaires à une poignée d'hommes déterminés. »

Il vint un jour où l'anarchie, jugeant superflu d'aller chercher des enseignemens au loin, ouvrit à Calcutta même une école. Des « professeurs » experts inculquaient aux agens les principes indispensables. Une autorité occulte avait délimité des champs d'action où ces émissaires répandaient la doctrine. Bien entendu, la police a dispersé l'école; mais a-t-elle extirpé le germe?

Les *Babous* appuient leurs revendications sur les événemens intérieurs de la Russie, et, chose à peine croyable, ils trouvent des encouragemens chez quelques Anglais eux-mêmes. Comme

un chien qui se secoue avec vigueur au sortir de l'eau, le peuple russe a secoué l'autocratie; il a conquis sa Douma. Par quels moyens? Par le boycottage, par la grève, par la bombe. Pourquoi l'Inde n'aurait-elle pas aussi son Assemblée nationale? Pourquoi ce qui est bon pour les Russes ne vaudrait-il rien pour les Indous? D'autre part, le ministère libéral encourage les audaces réformistes. Avec grand soin, les intellectuels ont noté le mot de sir Henry Campbell Bannermann : « Un bon gouvernement ne vaudra jamais le gouvernement du peuple par lui-même. » En citant cet aphorisme, ils exigent impérieusement que l'on mette d'accord les actes avec les paroles.

Le Congrès national indou de 1904 était présidé par un ancien fonctionnaire anglais, sir Henry Cotton, adversaire résolu des procédés administratifs actuels. Ce fut un stimulant pour les réclamations indigènes, malgré le geste de lord Curzon, qui refusa de recevoir sir Henry Cotton comme président du Congrès, quand celui-ci vint lui présenter un cahier de revendications.

Enfin, M. Keir Hardie, chef socialiste à la Chambre des communes, le même qui, en janvier 1909, dressa le programme du parti ouvrier anglais, a excité les Indous contre la domination britannique. A peine débarqué au Bengale (1907), au moment où l'effervescence battait son plein, il prononça devant des indigènes quelques paroles imprudentes : « Les atrocités anglaises au Bengale égalent en horreur celles d'Arménie... Moi, député anglais, j'ai voulu voir par mes propres yeux; aussitôt rentré à Londres, je demanderai la nomination d'une commission spéciale pour étudier la question. » La presse indigène couvrit de fleurs cet auxiliaire inattendu : « Dieu a envoyé M. Keir Hardie pour démolir la conspiration gigantesque tramée contre les Indous. »

Un journal anglais lui demande par le télégraphe des indications sur le résultat de son voyage. Voici sa réponse : « Toutes les classes de la population bengalaise m'ont accueilli avec courtoisie. Je n'ai fait aucun discours public. J'ai interrogé les radjahs, les musulmans, les magistrats, les instituteurs et les paysans. Conclusion : il n'existe pas un véritable mouvement de révolte. Une police hostile remplit les districts. Le mouvement organisé pour boycotter le commerce anglais et essayer de développer l'industrie indienne se répand avec rapidité... Les conditions économiques des paysans sont absolument déplorables.

Une organisation aiguillée vers de légitimes réformes et l'application du système représentatif apaiseraient promptement l'agitation. »

Indignée, la presse londonienne accusa le député socialiste d'avoir tenu aux Indous des propos anti-anglais. Il est certain qu'à son arrivée à Calcutta, la veille des émeutes, M. Keir Hardie, dès son premier discours, mit en cause le gouvernement métropolitain. De retour à Londres, il parla encore, et l'écho de ses déclarations retentit jusqu'au Bengale, où la presse réformiste les répandit à profusion. L'impartialité de cette enquête est pourtant douteuse. M. Keir Hardie n'a pas sondé le fond des choses; vu son bref séjour au Bengale, il n'a pu recueillir que des appréciations de surface. Aussi, l'*Indian Secretary* réfuta-t-il sans peine ses théories.

***

Quels sont les remèdes capables de ramener le calme? L'Angleterre en poursuit la recherche avec méthode, sans interrompre ses études pour l'accroissement du bien-être général. Il serait injuste de ne point rappeler brièvement ses efforts patiens et coûteux.

A son arrivée dans le pays, la guerre, la peste, la famine, désolaient les campagnes et dépeuplaient les villes. Le gouvernement a mis fin à la guerre; mais, malgré d'énergiques mesures, il demeure impuissant contre les deux autres fléaux. La peste fait, dans l'Ouest, des milliers de victimes; la famine menace constamment la partie Nord-Ouest.

Depuis 1896, la peste a fait périr 5 millions d'Indous, malgré toutes les précautions : destruction des rats, hygiène des habitations mieux comprise, protection des moissons et des grains, afin d'affamer les rongeurs, isolement des malades, emploi de la sérothérapie. Au plus fort de l'épidémie, on colporte des bruits invraisemblables. Un jour, on accuse le gouvernement d'empoisonner les puits, les rivières, les sources. L'audacieux propagateur de ce bruit criait à la foule, en jetant dans les puits des substances inconnues, qu'il agissait par ordre des autorités.

La famine tient à plusieurs causes. D'abord, la sécheresse résultant de l'absence de mousson. Puis, les ressources ultramodiques des paysans, provenant d'impôts trop lourds et de fermages trop élevés. S'il faut en croire M. Digby, le revenu jour-

nalier moyen de l'Indou atteindrait 2 *pence* et serait huit fois plus faible dans certains districts. Survient-il une mauvaise récolte ? le paysan, qui vit au jour le jour, ne peut payer l'impôt et le rôle de l'usurier commence. Mais si l'usurier refuse ses bons offices, le laboureur ne peut même acheter les vivres que les Anglais importent à grands frais dans les districts éprouvés. Alors, il se résigne à mourir. Des bandes faméliques de squelettes ambulans errent sur les routes, éparpillant çà et là ceux qui tombent pour ne plus se relever.

Et pourtant, le gouvernement lutte avec vaillance pour assurer au paysan le riz quotidien. Sous le nom de *Famine Fund*, il a créé des ressources particulières pour atténuer cette calamité; il améliore les routes, les voies ferrées, les canaux d'irrigation. En 1864, les canaux irriguaient 625 000 acres; en 1900, 6 millions d'acres. Depuis le commencement de l'occupation, plus de vingt famines ont désolé le pays, et, chiffre tristement éloquent, en 1899, un million d'Indous sont morts de faim.

Aujourd'hui, de nouveaux soucis se greffent sur les anciens. Il faut refréner la révolte et modifier l'administration, en commençant par un recrutement plus rationnel des fonctionnaires. Lord Cromer « déplore que la porte ouverte au concours soit assez large pour démocratiser le *Civil Service*. Des emplois importans sont assignés à des Européens de deuxième ou de troisième ordre, qui font plus de mal que de bien. Aussi longtemps que l'Inde a été administrée par des fils de *gentlemen*, l'agitation ne s'étendit pas. » Lord Cromer pourrait ajouter que cette colonie n'est plus l'Eden d'autrefois et que les meilleurs élèves d'Oxford et de Cambridge, qui s'en disputaient les places, vont aujourd'hui chercher fortune dans d'autres coins de l'Empire.

Inquiète de l'agitation actuelle, la métropole trace en toute occasion des règles propres à rétablir la tranquillité. Le 1er novembre 1908, cinquantième anniversaire de l'incorporation de l'Inde à la couronne britannique, Édouard VII, dans son message aux princes et aux peuples de l'Inde, signale la nécessité de réprimer sans pitié les conspirations ourdies contre la domination anglaise. En revanche, il fait miroiter dans le lointain une extension du régime représentatif, une plus large collaboration des princes, une augmentation de solde pour les troupes indigènes et l'admission des Indous à exposer leurs desiderata.

Peu après la lecture du message impérial, le Conseil législatif de l'Inde vota une loi d'exception (déc. 1908) qui a pour but : 1° la simplification de la procédure pour les crimes anarchistes; 2° l'application de la prison et de l'amende aux membres des associations anarchistes; les administrateurs et directeurs seront frappés de trois ans de prison, et, en outre, passibles d'amende. Le tribunal (trois juges sans jury) fonctionnera d'abord au Bengale, avec faculté, pour le vice-roi, de l'étendre à d'autres provinces.

Le chapitre des réformes politiques n'est qu'entr'ouvert. Malgré l'affirmation de M. Keir Hardie : « les Bengalais peuvent se gouverner eux-mêmes comme les Canadiens, » lord Morley n'est pas disposé à donner aux *Babous* des satisfactions immédiates et complètes. C'est en vain qu'un député radical, M. Rutherford, a réclamé pour ce pays des assemblées provinciales et une Douma. Lord Morley, peu enthousiaste, tança l'auteur de cette proposition : « Impossible, dit-il, d'appliquer à l'Inde les méthodes européennes. La bureaucratie de ce pays est un mécanisme merveilleux fait pour opérer la tâche la plus splendide qui ait été confiée à une nation. » Cette phrase pompeuse ne résolvait rien. Fort heureusement, depuis cette époque, le secrétaire d'État a laissé le dithyrambe pour étudier sérieusement les réformes. Il a reconnu que la situation actuelle constitue un chapitre important des relations anglo-indiennes : « Le gouvernement a devant lui une tâche formidable; il importe de l'envisager avec un grand sang-froid. » Comme sanction, il recommandait aux Communes plusieurs réformes : organisation d'un comité consultatif des notables ; élargissement des pouvoirs du Conseil et des pouvoirs législatifs provinciaux; nomination par le secrétaire d'État de deux indigènes, membres du Conseil de l'Inde; représentation plus effective de l'élément indou dans les conseils des provinces actuellement envahis par les intellectuels, qui ne sont que les délégués d'une infime minorité. C'est le Conseil de l'Inde qui a reçu la première amélioration. Créé après l'insurrection de 1857, ce conseil, qui siège à Whitehall, comptait 12 membres choisis parmi les hauts fonctionnaires du pays. En 1907, les Chambres anglaises ont porté ce nombre à 14, par l'adjonction de deux membres indigènes, un musulman et un Indou. Puis, en 1909, lord Morley, continuant à passer des promesses aux actes, a fait voter par le parlement un projet de réforme administrative, aux

termes duquel plusieurs membres des conseils législatifs seront désormais élus par le suffrage direct.

En résumé, après le vote des lois d'exception contre les anarchistes, le gouvernement a étudié une série de mesures en vue d'initier peu à peu les Indous à l'administration du pays.

*
* *

La métropole, qui prend d'énergiques décisions pour enrayer le mouvement nationaliste, doit, si l'on en croit lord Salisbury, s'armer de patience : « Il est plus aisé de combattre la peste ou le choléra, qu'un sentiment populaire. » Sans doute ici, l'esprit réformiste, loin d'être populaire, n'est encore que le privilège d'une infime minorité d'intellectuels qui s'intitulent la « Jeune Inde. »

Du jour au lendemain, la métropole ne saurait évidemment accorder en bloc les satisfactions chères aux plus modérés. L'Inde ne peut encore aujourd'hui se passer des Anglais. Écoutez sir Henry Cotton : « Évacuer l'Inde immédiatement et sans précautions correspondrait à l'acte d'un homme qui s'emparerait d'un enfant pour l'abandonner dans une jungle pleine de tigres.» Toutefois, les Anglais tiennent compte de l'esprit nouveau qui fermente du Nord au Sud. Ils sentent qu'une action s'impose en faveur de cette riche colonie, même à ne considérer que son rôle commercial : les échanges anglo-indiens ont atteint 5 milliards et demi en 1907.

L'évolution se poursuit lentement parmi ces peuples. Déjà, l'enseignement occidental a porté quelques atteintes au système des castes. On rêve en songeant qu'avant la révolte de 1857, les Indous ne pouvaient, sans souillure, toucher aux produits européens, ni voyager sur mer sans encourir les foudres des brahmanes. Tout cela est de l'histoire ancienne ; mais nous sommes encore fort éloignés de la fusion si désirable. Seuls, des rêveurs entrevoient dans les brumes de l'avenir l'abolition de cette hiérarchie surannée, qui entraînerait l'esprit d'entreprise, la fondation d'associations financières, de sociétés de bienfaisance et de secours, de mutualités si fécondes en résultats ; qui, enfin, mettrait en circulation pour des travaux d'intérêt public les millions de *lacks* de roupies accumulés dans les cachettes. Ce serait une révolution.

Quelle politique l'Angleterre doit-elle adopter à l'égard des indigènes? L'aphorisme: « Nous avons conquis l'Inde par l'épée, nous la conserverons par l'épée, » a fait son temps. Il faudrait, semble-t-il, donner plus d'élasticité à la machine administrative et, avec toutes les gradations nécessaires, substituer, à l'autorité inflexible, l'assimilation.

La métropole entre avec prudence dans cette voie, où l'Égypte l'a précédée. A la fin de 1908, sir Eldon Gorst a autorisé la formation du ministère Boutros Pacha, pour donner satisfaction à l'opinion égyptienne et changer le système administratif purement anglais, qui n'a donné que des mécomptes. Cette audacieuse combinaison semblait renverser les rôles, les nouveaux ministres devenant, pour ainsi dire, les inspirateurs des occupans. Il ne s'agit point pour l'Inde d'une réforme aussi radicale, la population de ce pays étant beaucoup moins avancée que celle de l'Égypte.

Avant de songer à toute assimilation partielle, une première tâche s'impose: préparer les natifs par l'éducation. Malgré les déconvenues dont nous avons parlé plus haut, l'enseignement toujours plus largement développé apparaît comme le pivot de la politique anglo-indienne.

Question des plus délicates, qui consiste à prendre corps à corps ce problème si complexe: adapter les méthodes à la mentalité indigène, dans les trois cycles, primaire, secondaire et supérieur. C'est une véritable énigme à déchiffrer, comprenant: la constitution des programmes, l'inspection très stricte des écoles, la sélection des professeurs et des maîtres; mais, d'abord, la fixation d'une limite, puisque ces intelligences n'assimilent pas convenablement ce que nos cerveaux d'Occident absorbent sans difficulté: tout ce que les jeunes Indous apprennent à l'étranger se superpose à leurs propres idées. Cette question réclame beaucoup de tact et de doigté.

Nous savons par expérience quelle prudence exige l'initiation des Extrême-Orientaux aux civilisations européennes, combien il est difficile de réaliser l'*Entente cordiale*, à ce point de vue, entre des régions si différentes. Chaque année, un groupe d'Indo-Chinois débarquait à Marseille, pour étudier notre commerce, notre industrie, nos finances, et l'on attendait de cette mesure les plus heureux résultats. C'est le contraire qui s'est produit. Ces privilégiés, n'apercevant que la surface des choses,

laissaient leurs illusions en Europe, et, rentrés en Annam, ils prenaient sur leurs compatriotes une si détestable influence qu'il fallut modifier les règlemens. Désormais, au lieu d'envoyer en France des hommes faits, à peu près quelconques, on n'y expédiera plus que de tout jeunes gens présentant des garanties. Avec ces règles nouvelles, le choc brusque des deux civilisations produira-t-il de meilleurs résultats ? On ne peut que l'espérer.

Dans l'Inde, le temps presse. Certains pessimistes, auxquels le meurtre de sir W. H. Curzon Wyllie fournira des argumens nouveaux, considèrent la situation comme tellement grave qu'ils se demandent si, par une cruelle ironie, les victoires des alliés nippons n'auraient pas sonné le glas de l'empire britannique. Déjà, l'Égypte remuait ; aujourd'hui, l'Inde s'insurge. Faut-il voir dans ces mouvemens des prodromes de l'écroulement final ? Ce serait l'Angleterre frappée au cœur, si « l'Inde n'est pas un simple appendice, mais le pivot de l'Empire lui-même. »

Nous ne croyons pas à ces sombres pronostics. Au lieu de se laisser acculer, l'Angleterre fera les concessions nécessaires. Elle voudra diriger le mouvement pour le conduire et réaliser la prophétie de sir Henry Cotton : « Tôt ou tard, l'Inde reprendra son rang parmi les peuples de l'Orient. »

A. Davin.

GEORGE SAND

LETTRES A PONCY

I

LA LITTÉRATURE PROLÉTAIRE. — VERS LA RÉVOLUTION (1842-1848)

George Sand vient d'être de nouveau rappelée à l'attention du grand public. Dix semaines consécutives, un conférencier de talent, à la parole aussi spirituelle qu'indépendante, a entretenu de George Sand un auditoire nombreux, chaleureux, qui ne se lassait pas de l'écouter (1). Presque en même temps, en Belgique, une femme distinguée, versée depuis longtemps dans ce grand sujet, l'abordait, — moins amplement il est vrai, — devant le grand public, avec un succès complet (2). D'autres études se préparent, nous le savons, qui étendront aux « idées » de George Sand l'attention qu'il était jusqu'ici convenu de n'accorder qu'à la femme ou à la romancière. Tant il est vrai que George Sand n'est pas, comme on l'a trop répété, un sujet épuisé. Ce n'est même pas un paradoxe de prétendre qu'à peine commence-t-on à l'étudier comme il mérite de l'être, dans l'ampleur de sa multiple harmonie, et dans la bienfaisance de sa générosité foncière. Celle qu'on a parfois justement appelée la « bonne socialiste » a récolté jusqu'ici, pour ses utopies soi-disant dangereuses, sur-

(1) Leçons professées à la Société des Conférences, par M. René Doumic (*George Sand*, 1 vol. in-16, Perrin).

(2) Conférences de Mlle A. de Rothmaler à Luxembourg, et au Cercle artistique de Bruxelles (Voyez l'*Art moderne*, 31 janvier et 7 février 1909).

tout des injures ou des dédains. Nul doute qu'une étude attentive et impartiale ne lui fasse sur ce point capital la juste part qui lui revient dans l'évolution générale des sentimens et des idées au cours du dernier siècle. Nul doute aussi que, — en attendant la suite du grand ouvrage de Vladimir Karénine, — George Sand n'apparaisse de plus en plus, à des yeux non prévenus, non point comme un reflet de certains hommes de son temps, mais comme un des foyers de son temps ; non pas comme un écho, mais comme une voix, une des grandes voix du XIX[e] siècle. La puissance de son appel, la répercussion profonde de son cri sont choses qui nous saisissent aujourd'hui d'étonnement, et qu'il serait vain d'expliquer par une vogue passagère : c'est bien, à certaines heures, une conscience qu'elle a donnée à l'inconscient, une âme à l'obscur instinct des foules, une étoile à la marche tâtonnante du peuple en quête non plus de pain et de travail seulement, mais de foi sociale, de bonheur et d'idéale fraternité.

Cette vertu cachée de puissance continue, cette force d'« élément, » mais d'un élément qui serait humain, on la trouve et on la capte en quelque sorte à sa source dans l'inépuisable correspondance de George Sand. Là elle s'est versée encore plus complètement que dans ses œuvres, quoique partout elle se soit « versée, » et que s'épancher fût en quelque sorte sa fonction naturelle. On en peut juger par ce qui a paru jusqu'ici de ses lettres, soit dans les six volumes publiés par son fils, soit par quelques correspondances particulières, telles que celle avec Flaubert. Encore ce qui a paru est-il peu de chose auprès de ce qui reste à paraître. Nous avons pu naguère, nous-même, à l'occasion d'une des correspondances inédites qui sont entre nos mains, faire la preuve, jusque dans sa famille, de cette constante sûreté de sa direction morale, de la bonté tonique de son perpétuel conseil (1). Et il s'agissait là d'une fille aussi dissemblable que possible de la mère, et des conjonctures les plus délicates, où la mère la plus prévoyante, la plus expérimentée, peut elle-même, en dépit du génie, se trouver en défaut. Mais George Sand était cœur encore plus que génie. Et c'est ce cœur, dans ses lettres, qui guide sa plume, plus sûrement encore que son bon sens et sa raison, qui sont souvent eux-mêmes admirables. A

(1) *George Sand et sa fille*. Voyez la *Revue* des 15 février, 1[er] mars et 15 mai 1905

cette preuve plusieurs autres pourraient s'ajouter, qui sans doute se produiront à leur heure. Ce que l'on connaît jusqu'ici seulement par échantillon apparaîtra bien plus riche et plus beau, lorsqu'on pourra manier l'étoffe à pleines mains. Et ni la correspondance avec Dumas fils, ni celle avec Rollinat père, ni celle avec Fromentin, ne démentiront sans doute ce que l'on peut attendre d'amitiés aussi grandes, aussi consacrées. Même dans le cercle de la famille moins immédiate, de la demi-famille, si l'on peut s'exprimer ainsi, plus d'une découverte intéressante demeure à faire. Mais, pour nous borner à un exemple sans doute moins attendu, c'est peut-être dans sa correspondance avec un ouvrier, qu'elle ne connaissait pas lorsqu'elle lui écrivit la première, que George Sand a prodigué bénévolement, avec une plénitude qu'elle n'a nulle part égalée, les plus admirables trésors de son âme maternelle et de sa plume fervente. En cet inconnu à qui elle prêtait du génie, elle saluait l'ascension du peuple vers la littérature et l'art. Si elle se fit quelque illusion sur ce point, — et peu importe quant au fond des choses, — elle ne se trompait point en tirant de la foule ce cœur digne du sien, et en l'élevant au privilège d'une intimité qui fut toujours aussi noble que complète. Et tout cela forme un chapitre très attachant, ignoré à peu près, de la vie de George Sand ; et cet épisode lui-même, par sa signification, a une valeur d'histoire qu'il ne faut certes pas surfaire, mais qu'on aurait tort de diminuer. A côté de l'homme, objet de cette correspondance, ou plutôt en lui et à travers lui, il y avait une question. L'homme, lui, s'appelait Charles Poncy, était ouvrier maçon, et habitait Toulon. La question se désignait, alors, sous ce nom : la « littérature prolétaire. »

Peut-il y avoir une littérature des ouvriers ? et les ouvriers sont-ils capables à la rigueur de la faire par eux-mêmes? Sur le premier point, les esprits libéraux, au lendemain de 1830, répondaient nettement : Oui. Et sur le second, George Sand la première, et à peu près la seule, répondit : Pourquoi pas ? Tout ce débat, conséquence logique d'une première révolution accomplie par le peuple et dont le peuple aurait dû d'abord bénéficier, se rattache à l'idée que les conducteurs d'âmes se faisaient alors du peuple, à la question de l'instruction populaire qui passionnait alors les esprits (loi Guizot, 1833), enfin à la politique elle-même sous le couvert de l'égalité. Tandis que la première loi primaire renver-

sait la plus haute barrière des classes en retirant à l'instruction son caractère de privilège, les publicistes répandaient à pleines mains la semence dans les sillons frais, en appelant la masse qui sait lire à la connaissance des questions sociales, avant de l'appeler à leur discussion. C'était le mouvement inauguré par la Convention, qui reprenait sous la monarchie de Juillet. Et ni l'*Encyclopédie à deux sous*, de Leroux et Reynaud, ne faisait sourire personne, ni le *Livre du Peuple*, de Lamennais, ne soulevait lui-même les mépris et les colères que le parti conservateur exhalera plus tard. Lerminier, il est vrai, esquissera dès lors (1838) une évolution semi-bourgeoise qui sera celle de la *Revue* même dont il est le porte-parole, et, de ce fait, il s'attirera une réplique de George Sand (1). Mais ces escarmouches, courtoises dans les formes, vives dans le fond, n'en acheminent pas moins la question en la faisant passer du terrain politique au terrain intellectuel, et en donnant à la discussion sur l'égalité sociale, sinon l'égalité littéraire, du moins l'avènement littéraire pour couronnement. Si l'ouvrier, inculte, ne peut rien produire dans le domaine de la pensée et de l'art, ne pourra-t-il produire dès qu'il sera cultivé, même sommairement cultivé? La lourde terre vierge du cerveau populaire, dès le premier labour, ne projettera-t-elle pas à la lumière des moissons inattendues? Le grain en pourra être âpre et sauvage, la pâte inégale et amère. Mais cette saveur, cette rudesse, ne seront-elles pas un bienfait? Ne manque-t-il pas à la littérature artistique des purs intellectuels cette sève naturelle et cette simplicité sans lesquelles l'œuvre populaire n'existe pas? Peut-on dire que nos plus beaux ouvrages littéraires, soit classiques, soit surtout romantiques (et l'on est encore en plein romantisme), aient une véritable popularité en France, et touchent le cœur de la foule? Ainsi les chefs-d'œuvre sont le produit d'une élite, ne s'adressent qu'à une élite. Ils peuvent même avoir plus d'action à l'étranger que dans leur pays d'origine. N'y a-t-il là aucun paradoxe? N'est-ce même point pour la France, si glorieuse de ses œuvres « européennes, » une infériorité notoire, et un danger intellectuel capital? Eh quoi! Schiller et Gœthe sont non seulement nationaux, mais « populaires » en Allemagne ; et un ouvrier, Hans Sachs, put y être à la fois populaire et classique. Un Racine, un Lamartine, sont-ils

(1) *Revue des Deux Mondes*, année 1838.

chez nous « populaires? » Çà et là, tel classique ou tel moderne peut s'adresser à tous, être compris de tous, sans que l'art y perde rien. Mais c'est l'exception. En France, à dire le vrai, il n'y a pas de littérature pour le peuple. Les grands écrivains, en général, ne le connaissent pas, ne s'adressent pas à lui. Il a pourtant, ce peuple, ses joies et ses peines, ses travaux, ses passions, ses instincts confus d'art et de poésie. Il sent, et même il pense, et surtout il veut. Pourquoi ne parlerait-il pas lui-même? Pourquoi ne s'exprimerait-il pas dans son langage? Ce langage lui-même, incertain ou impropre au début, sera bientôt viril, fort, et neuf. Car il dira toujours quelque chose, et l'art pour l'art lui sera inconnu. Et il parlera de ce qu'il connaît bien. Qui peindra mieux l'homme du peuple que lui-même? Et qui sait si, de cette néo-littérature, comme du néo-christianisme annoncé par Lamennais, ne naîtra point la révélation propre à remettre dans la grande voie de la nature ici l'art, là la religion?

Ainsi s'enchaînent les questions aux questions. Et George Sand, conquise déjà à la *palingénésie* sociale, ajoute la foi littéraire à la foi politique, espérant toujours voir luire sur la nuit de la foule l'aube de la littérature nouvelle. Au moment précis où le premier échauffement de l'instruction populaire va provoquer quelque éclosion de poésie, elle écrit dans la préface du *Compagnon du Tour de France*, — de ce roman qui devait lui fermer pour de longues années la *Revue* où son talent avait pris un si magnifique essor, — ces lignes sous la date de 1840 :

« Il y aurait toute une littérature nouvelle à créer avec les véritables mœurs populaires, si peu connues des autres classes. Cette littérature commence au sein même du peuple; elle en sortira brillante avant qu'il soit peu de temps. C'est là que se retrempera la muse romantique, muse éminemment révolutionnaire, et qui, depuis son apparition dans les lettres, cherche sa voie et sa famille. C'est dans la race forte qu'elle trouvera la jeunesse intellectuelle dont elle a besoin pour prendre sa volée. »

C'était là une affirmation intrépide. Néanmoins, les faits parurent, dans une certaine mesure, ne pas trop démentir une prophétie à ce point optimiste. Justement, l'apparition des *Poésies* de Magu, le tisserand de Lizy-sur-Ourcq, venait d'attirer l'attention (1839). Ce n'était point le premier poète ouvrier, puisque Reboul de Nîmes, Jasmin d'Agen, et d'autres, étaient déjà connus. Mais sa publication tombait trop à point pour ne pas exalter la dis-

cussion. Le livre de Magu en prit une importance qui l'effara lui-même, et sa personne inspira une énorme curiosité. Béranger recevait le poète; George Sand accourait le féliciter; David d'Angers se déplaçait pour briguer l'honneur de faire son médaillon ; cadeaux et souscriptions pleuvaient dans sa chaumière; 2 000 volumes à 4 francs s'enlevaient en quelques semaines : c'était la gloire, et presque la fortune. Aussitôt Olinde Rodrigues, secondant l'effort de Buchez à l'*Atelier* et de Vinçard à la *Ruche populaire*, publiait, en 1841, un recueil des poésies éparses des poètes-travailleurs, sous le titre « un peu prétentieux, mais juste au fond, » dira George Sand, de *Poésies sociales des ouvriers*. Parmi les noms nouveaux que révélait ce recueil, se trouvait celui du cordonnier Savinien Lapointe. Mais déjà ils sont trop, et notre dessein n'est pas ici de les nombrer.

Ces poésies furent épluchées, et ne pouvaient manquer de l'être par ceux que la manifestation soudaine du génie poétique dans le prolétariat laissait incrédules. Ni Cuvillier-Fleury aux *Débats*, ni Lerminier à la *Revue des Deux Mondes*, ne parurent convaincus. Ce dernier donnait quelques bonnes raisons. Il lui paraissait, et à bon droit, que ce qui manquait le plus à ces poésies d'ouvriers, ce fût « le cachet de l'originalité populaire. » Il croyait ces cris de victoire, ces chants de triomphe anticipés. Il ne pensait pas que l'axe de la civilisation intellectuelle pût se déplacer aussi facilement. Il disait, non sans mordant : « Aujourd'hui on se fait écrivain avec une facilité admirable. » Et, voyant Chateaubriand, Béranger, Lamartine, Lamennais, renchérir d'éloges et d'encouragemens, il s'apitoyait sur l'ouvrier, qu'il voyait déjà « tomber de son trépied de gloire mal assise. » C'étaient là de sages paroles. Pourtant, il est juste de dire que les coryphées si illustres et si généreux de la littérature prolétaire fêtaient une espérance beaucoup plus qu'un résultat. Et ce qu'il y eut de naïf et de persévérant dans cette espérance qui, aidée des événemens publics, eût sans doute abouti à des résultats appréciables, est précisément ce qui les honore. Tout n'était pas illusion dans ce rêve, et le rêve lui-même avait un point d'appui dans la réalité. En provoquant l'artiste populaire, on forçait le peuple à l'instruction. Et, si l'on peut ainsi dire, en attendant, le moyen passait le but. Aussi George Sand, avec son dévouement inlassable, creusait-elle sans discontinuer son sillon, non plus dans la *Revue des Deux Mondes*, mais dans cette

Revue Indépendante. Tantôt, sous le pseudonyme de Gustave Bonnin, elle y écrit *Sur les poètes populaires;* et tantôt, sous son nom, un premier et un second *Dialogue familier sur la poésie des prolétaires* (1). On dirait qu'insensible aux railleries elle guette à l'horizon, comme une vigie, l'apparition d'un enfant du peuple qui porte au front le sceau du génie. Elle attend mieux que Magu et Savinien Lapointe. Elle n'espère pas seulement, elle est sûre. Or, en cette même année 1842, paraît un volume de vers intitulé simplement *Marines*, signé d'un nom inconnu : Charles Poncy. Elle le lit avidement. La préface, signée d'Ortolan, dit que l'auteur est très jeune, pauvre, ouvrier; il habite Toulon. C'est lui! Son cœur bondit, sa plume vole. Et, d'inspiration, elle lance à l'inconnu la première lettre d'une correspondance qui devait durer trente-quatre ans, et ne s'arrêter que deux mois avant sa mort (2).

***

« Mon enfant, lui écrit-elle, vous êtes un grand poète, le plus inspiré et le mieux doué parmi tous les beaux poètes prolétaires que nous avons vus surgir avec joie dans ces derniers temps. Vous pouvez être le plus grand poète de la France un jour, si la vanité, qui tue tous nos poètes bourgeois, n'approche pas de votre noble cœur, si vous gardez ce précieux trésor d'amour, de fierté et de bonté qui vous donne le génie. On s'efforcera de vous corrompre, n'en doutez pas; on vous fera des présens (justement, le ministre Villemain venait de lui envoyer un choix de livres, et le geste ne laissait pas d'avoir son élégance); on voudra vous pensionner, vous décorer peut-être!... Prenez donc garde, noble enfant du peuple! Vous avez une mission plus grande peut-être que vous ne croyez (3)!... »

Tel est le thème. Cette lettre lyrique, qui tient de l'hymne et de la thèse, et qui risquait d'être plus « corruptrice » pour un jeune homme que la bibliothèque offerte par Villemain, s'explique par le diapason auquel les âmes étaient alors montées. Et puis, elle s'adressait à un homme du Midi, à un poète. Les risques étaient moindres. Le jeune Toulonnais semble avoir

(1) *Revue Indépendante*, n° 1, novembre 1841, janvier 1842, septembre 1842.

(2) Du 27 avril 1842 au 3 avril 1876. La correspondance entière contient 226 lettres. Il en a paru 39 seulement, dans les six volumes de la *Correspondance* de George Sand.

(3) Paris, 27 avril 1842 (*Corresp. de George Sand*, t. II, p. 198).

compris que ces éloges enthousiastes s'adressaient moins à sa personne qu'à l'idée que George Sand incarnait en lui, à cet homme de douleur qu'était le peuple pris en soi, à cette sorte de Christ collectif qu'il sentait en lui-même, ce qui l'avait fait s'écrier, dans un très beau vers :

Pourquoi me brûles-tu... ma couronne d'épines?

Et dès lors le dialogue s'engagea entre l'écrivain de génie et l'ouvrier maçon.

Mais un beau vers ne fait pas un beau volume, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps. Y avait-il dans les *Marines* de quoi autoriser de grandes espérances, sinon justifier le dithyrambe dont les avait saluées George Sand? Oublions les éloges dont il fut alors écrasé; et reconnaissons un certain souffle chez ce jeune homme qui, n'ayant pas vingt et un ans, écrivait des strophes comme celles-ci au retour du chantier : *A un vaisseau de cent-vingt en démolition :*

Colosse, à ton aspect j'ai vu pleurer mon père.
Dans ton sein s'écoula sa jeunesse prospère,
Féconde en beaux élans;
Il aime à me conter que souvent, pauvre mousse,
Sur un fragile pont il a gratté la mousse
Attachée à tes flancs.

Bientôt de ce vaisseau, qui fouilla les entrailles
Des plus lointaines mers, du géant des batailles
Il ne restera rien,
Rien qu'un nom admiré dans nos gloires navales,
Un nom qu'à l'avenir légueront nos annales,
Et ce nom, c'est le tien !

Tout n'était donc pas illusion dans la louange excessive adressée au débutant par George Sand. D'ailleurs, le premier hommage, c'est elle qui l'avait reçu. Une pièce lui était dédiée dans les *Marines*, où Poncy l'appelait « sa sainte patronne, » et « la mère de son cœur. » Comment ne lui eût-elle pas répondu: « Mon enfant! »

Si le poète était déjà intéressant, l'homme l'était encore davantage. Le secret instinct de George Sand, en ceci, ne l'avait pas trompée. Fils d'un maçon entrepreneur, enfant du chantier, Poncy, à neuf ans, était manœuvre et servait les ouvriers. Vers la première communion, il avait suivi quelque temps l'école

mutuelle, celle des Frères, enfin l'école communale supérieure. Et c'est tout. Je me trompe. Même revenu au plâtre, le goût de l'étude l'avait suivi. Il était liseur; il dévorait. Il a conté lui-même, en gentils vers, qu'il dévalisait les bouquinistes du quai. Ses économies d'apprenti passaient au *Magasin pittoresque*. Il s'enchantait de poésie ; il griffonnait des vers. Le médecin de la famille, Ortolan, en découvrit sur la table en cherchant du papier pour faire une ordonnance : il questionna le jeune homme, l'encouragea, l'aida à se faire imprimer. Poncy, qui devait plus tard s'achalander, s'enrichir, devenir fonctionnaire de la Chambre de Commerce et laisser une belle fortune, était alors un adolescent pauvre, ardent et ingénu : couturé de petite vérole au point d'en être presque défiguré, il attirait par ses yeux intelligens et chauds. Il aimait une belle jeune fille de son rang, qui lui rendait sa tendresse, et qu'il épousa après le succès éclatant du livre où il l'avait chantée : à eux deux, en 1843, ils avaient quarante ans. Elle répondait au nom de Désirée, un nom de roman ; et tout paraissait romanesque dans cette aventure, et rien n'y manquait de ce qui pouvait ravir une George Sand, la fougueuse démocrate, l'admiratrice de Lamennais, l' « élève, » comme elle se disait alors, de Pierre Leroux.

Aussi avait-elle assumé, et de quel élan ! la charge morale de l'ouvrier poète. Ce talent naissant, elle voulait l'amplifier et l'affermir; ce caractère aimable, le viriliser; cet esprit curieux, le meubler, l'ouvrir, le féconder; ce goût parfois douteux, l'épurer. Surtout, il fallait mettre cette âme fragile en garde contre les séductions de la flatterie et lui répéter sans cesse : *excelsior*, en lui montrant le but, à savoir l'homme du peuple idéal. Grande tâche, à laquelle elle se dévoue avec son énergie coutumière, secondée d'ailleurs par la nature très réceptive de Poncy :

« Mon cher Poncy (1), il faut plaindre profondément et non pas condamner ceux qui ne voient pas cette lueur céleste pointer à l'horizon de l'humanité. Voyez comme ils sont malheureux, ces hommes dont plusieurs ont de la droiture et de la bonté dans leur aveuglement, de ne pas apercevoir dans un avenir prochain l'issue providentielle de l'abominable société où nous languissons. Quelle souffrance pour les cœurs honnêtes, de voir régner dans toutes les institutions, dans les préjugés, dans les

(1) Toutes les citations qui ne portent pas de renvoi à la Correspondance imprimée sont empruntées aux lettres inédites.

actes législatifs, le mensonge, l'égoïsme et l'impudence! Le monde livré aux pédans, aux viveurs et aux sabreurs!...

« ... Vous aurez lu sans doute l'article que Pierre Leroux a fait sur vous dans le numéro de ce mois. Il n'est pas assez louangeur, à votre gré, m'a-t-il dit. Mais la louange gâte les hommes, et la plus tendre, la plus ardente des louanges, la plus méritée des couronnes pour les nobles cœurs et les vraies intelligences, c'est un bon conseil. Il a raison après tout, et vous le sentez déjà, sans que je vous le dise.

« Continuez, mon noble enfant, et restez peuple. J'entends cela comme mon ami et mon maître Pierre Leroux : peu importe que vous gardiez la truelle et la pipe. Si elles vous inspirent toujours, gardez-les toujours. Si un autre milieu, si d'autres occupations deviennent nécessaires à votre développement, ne vous laissez pas effrayer par ceux qui vous diront que votre devoir est la souffrance et la fatigue du corps. Votre seul, votre véritable devoir est de rester prolétaire dans votre cœur, dans votre inspiration et dans vos entrailles, que vous soyez maçon ou toute autre chose dans la société des hommes...

« Travaillez, faites encore mieux que le dernier volume. Il le faut. Je serai très sévère avec vous, parce qu'un début comme le vôtre impose l'obligation d'un grand progrès. Si vous voulez m'envoyer quelques pièces, je les analyserai attentivement, et vous écrirai tout ce que j'en pense, avec la plus grande sincérité et la plus grande sollicitude.

« A vous de cœur, mon cher Poncy. *A Dieu!* » (14 mai 1842.)

Sincérité, sollicitude, c'est bien le caractère que revêtent les lettres suivantes de George Sand. Il y avait à défendre Poncy de tant de défauts! Maintenant qu'elle l'examinait avec les yeux clairvoyans de l'amie, George Sand s'attachait à séparer l'ivraie du bon grain. Tâche difficile, où elle apporta toujours une main ferme et délicate. Il y aurait un très intéressant chapitre à écrire sur George Sand conseiller littéraire. Elle voit à merveille chez les autres le bien et le moins bien, et, à côté du mal, elle indique le remède avec une infaillible justesse. Solange fit l'épreuve de cette magistrale perspicacité, qui embrassait à la fois le dehors et le dedans, l'envers et l'endroit. Poncy la ressentit également pour son bien, mais son instruction et son goût y profitèrent plus que son talent. Il n'était pas susceptible, en effet, d'un développement indéfini; il touchera bientôt ses limites. George

Sand, qui ne pouvait tarder à s'en apercevoir, n'en continua pas moins à le cultiver, à l'élever jusqu'à elle partous les moyens.

Elle s'en prend d'abord à ses travers littéraires : car il en a, étant, au fond, plus imitateur ou « assimilateur » que créateur. Tantôt c'est un dandysme de pacotille que Poncy a emprunté de Musset, tantôt des « hugotismes » qui détonnent sous la plume d'un prolétaire. Qu'est-ce que cette « Juana l'Espagnole, » chantée par le très récent époux de Désirée? « Voulez-vous être un vrai poète? soyez un saint! » Qu'il aime sa femme et non toutes les femmes. « Aimez-la, aimez-la ! et vous verrez qu'on aime toujours plus, quand on n'aime qu'une seule femme. L'amour ne se consume et ne s'appauvrit que dans les faibles cœurs. Les organisations fortes le nourrissent fortement et l'alimentent toujours d'une flamme nouvelle. Quand j'ai voulu peindre un homme plus fort que tous les autres, j'ai fait Bernard Mauprat à l'âge de quatre-vingts ans, n'ayant jamais connu le baiser que d'une seule femme, et j'ai connu des hommes rares qui ressemblaient à celui-là. Leur intelligence était plus puissante que toutes les autres. » (10 février 1843.)

Cependant Poncy achemine vers Nohant ses nouvelles poésies, en vue d'un second volume. George Sand lui a demandé d'en faire la Préface. Ce sera le *Chantier*, titre proposé par l'auteur, adopté par George Sand et accepté par Béranger. Voilà donc le *Chantier* sur chantier. On y travaille à Toulon. On corrige à Nohant, on revise à Paris. Il faudra trouver éditeur, faire les fonds nécessaires, trouver des souscripteurs, puis des acheteurs. Et George Sand négociera avec son propre éditeur Perrotin, obtiendra du crédit, fera ou fera faire des articles, souscrira, achètera, placera. Ce n'est plus seulement la « patronne » et la maman de Poncy, c'est son universelle Providence. Car elle pourvoit à tout. Et elle redresse, épluche, critique chaque pièce, sans perdre d'ailleurs de vue les idées sociales, sans ralentir son prosélytisme enflammé. Au passage, elle s'exprime avec une entière franchise sur les célébrités du jour, et ceci n'est pas le moins piquant de l'histoire :

« Mon cher enfant, comme il est convenu que vous ne montrerez jamais mes lettres, je puis vous écrire tout ce que je vous dirais. Béranger est un peu *politique*. Il a lu vos vers et les a corrigés avec retenue et contrainte. Il ne veut pas croire à la modestie d'autrui, parce que la sienne est un peu jouée. Du

reste grand poète et homme de bien, mais chacun a son défaut. Il vous a fait de petites observations, avec un crayon qui ne marque guère, et en effaçant une minute après un conseil qui vous eût été précieux. Je vous envoie sa lettre, qui est plus franche et plus sévère. Mais je ne pense pas qu'il serait content d'apprendre que je vous l'ai envoyée sans plus de façon. C'est un brave homme, qui ne veut prendre la responsabilité de rien, qui craint de fâcher, et qui n'a d'*imprudence*, c'est-à-dire d'entraînement pour rien ni pour personne. Profitez toujours de sa lettre, qui est juste quant au présent, mais qui est peut-être un peu sévère pour l'avenir. Qu'elle vous soit utile, et ne vous décourage pas. » (8 mars 1843.)

Voilà Béranger peint au vif. Ailleurs c'est Victor Hugo qui est jugé et critiqué, à l'occasion d'un mauvais vers de son maladroit émule :

« Mon cher enfant, tous vos vers sont examinés avec soin, avec une sévérité que vous trouverez peut-être excessive, mais dont je ne chercherai pas à me justifier, vous savez bien pourquoi. Corrigez avec le même courage que vous avez eu déjà... Je ne vous renvoie pas quelques pièces auxquelles je n'ai rien trouvé à redire; si ce n'est dans l'*Ange et le poète*, un hémistiche seulement :

> Et la mer encensait, *immense cassolette*,
> Les pieds divins de l'ange et le front du poète.

« La cassolette me déplaît. Évitez, je vous le conseille, quand vous peignez les grandes scènes de la nature, de comparer les grandes choses aux petites, et surtout à des meubles, à des objets qui ne présentent qu'une idée burlesque, tant l'objet comparé leur est supérieur en étendue, en beauté, en grandeur idéale. C'est le défaut capital de ce sublime et absurde Victor Hugo, composé de magnifique et de mesquin, de grandiose et de ridicule, homme de génie que la louange a perdu, et qui s'en va droit à l'hôpital des fous, monté sur un Pégase débridé qui a pris le *vertigo*. Ce malheureux poète vous a terriblement influencé. Il vous a fait du bien et du mal. N'en gardez que le bien, jugez ses défauts, et surtout son insupportable vanité qui l'a détourné de tout examen de lui-même, de toute conscience, de tout respect pour la logique et le bon sens. — Ne croyez pas que je sois de ses ennemis : *je ne l'ai jamais vu*, je n'ai jamais eu à me plaindre de lui en aucune façon, je l'ai beaucoup

admiré, et sa folie me fait grand'peine, ainsi qu'à bien d'autres, et à Béranger tout le premier. » (Paris, 7 mai 1843, deux mois après les *Burgraves*.)

Éperonné et tenu en main de la sorte, le facile Poncy donne maintenant tout son effort. Dix-huit mois s'écoulent, dans le labeur intelligent et bienfaisant ; il obtient toute la maturité dont sa nature poétique est capable. Il aime, il étudie, il s'enthousiasme, il pleure aussi. Car la douleur le visite, et son âme sensible est atteinte par la mort presque simultanée de sa mère et de son premier enfant. Bientôt une autre espérance lui sourit ; et George Sand, avant que le second enfant soit au monde, lui demande de donner à cet enfant le nom de l'un des siens. Ce fut une fille : Solange fut son nom, et sa marraine fut Solange Sand.

Les poèmes du *Chantier*, qui parurent en volume en 1844, trahissent l'impulsion vigoureuse qui partait de Nohant. Non seulement les idées, mais les sujets parfois (*Vérité et Réalité*), le ton général, çà et là l'éloquence véritable, relèvent de cet idéal humanitaire que George Sand soufflait à Poncy avec sa tendresse. Il y a de beaux élans dans la pièce intitulée *Aspiration*. Dans l'*Union*, un chaleureux appel à la concorde des peuples :

Mes frères, il est temps que les haines s'oublient,
Que sous un seul drapeau les peuples se rallient ;
Le chemin du salut va pour nous s'aplanir :
La grande liberté que l'humanité rêve,
Comme un nouveau soleil, radieuse se lève
Sur l'horizon de l'avenir.

Afin que ce soleil de clartés nous inonde,
Afin que chaque jour son feu divin féconde
Nos cœurs, où l'Éternel sema la vérité,
Il nous faut achever l'œuvre que Dieu commence ;
Il faut que nos sueurs et notre amour immense
Enfantent la fraternité.

D'autres morceaux, *Byron à Albano*, *Une nuit sur l'Atlas*, visent au poème, ou à la méditation, et y atteignent presque. Poncy est dans le *Chantier* sensiblement au-dessus de ses *Marines ;* mais, quoiqu'il n'ait que vingt-trois ans, il touche son zénith. Il n'ira pas plus haut; voire il retombera. Mais cet essor appréciable suffit à George Sand. Il progresse, donc il montera toujours ! Et, dans sa joie, elle part en effusions prophétiques, elle transfigure son cher poète, sans se demander si, elle aussi,

n'enfourche pas quelque Pégase qui prend à sa manière le *vertigo*:

«... Je ne m'étais donc pas trompée, vous serez et vous êtes déjà un grand poète! Bien des gens, malgré une approbation prononcée pour votre premier volume, me raillaient de *mon engouement pour mon maçon*. Eh bien! *mon maçon* a très bien justifié mon engouement. Tous ceux à qui je lis vos nouveaux vers, Victor Laprade, François, Pernet (1) lui-même, l'intraitable et *incontentable* Pernet, Bocage et d'autres encore sont dans l'enthousiasme... C'est le peuple qui éclate par votre voix, vous êtes sa gloire. Oh! représentez donc toujours son âme et son esprit, non tel qu'il est encore en grande partie, mais tel qu'il doit être, tel qu'il sera grâce à ses beaux types, à ses poètes, à ses révélateurs du feu sacré qui couve en lui depuis six mille ans, grâce à vous qui êtes le premier de ceux-là aujourd'hui... »

Elle le loue ensuite, et avec raison, d'avoir si bien accepté et suivi ses critiques, d'avoir « repris en sous-œuvre son intelligence et son cœur à la fois. » Il a compris qu'il y avait des poètes de forme et des poètes de fond, il a voulu avoir la forme et le fond à la fois. Et elle repart, avec une éloquence qui croît de page en page (la lettre en a douze):

« Ce que vous avez composé depuis que la douleur — hélas! triste maître, — est venue vous frapper au cœur, est de dix coudées plus grand que tout ce qui a précédé. Mon pauvre enfant, Dieu vous préserve de boire toujours à cette source amère! Mais il est une religieuse tristesse, mêlée d'éclairs d'enthousiasme, d'espoir et de foi, que longtemps encore ni vous, ni moi, ni aucun de ceux qui ne sont pas d'infâmes égoïstes porteront pour conseil et pour stimulant au fond de leurs âmes navrées: c'est la tristesse de voir tant de malheurs dans le monde, tant de misères écraser, corrompre, avilir nos frères.

« Je dis mes frères, car moi qui suis née en apparence dans les rangs de l'aristocratie, je tiens au peuple par le sang autant que par le cœur. Ma mère était plus bas placée que la vôtre, dans cette société si bizarre et si heurtée. Elle n'appartenait pas à cette classe laborieuse et persévérante qui vous donne à vous un titre de noblesse dans le peuple. Elle était de la race vagabonde et avilie des Bohémiens de ce monde. Elle était danseuse; moins que danseuse, comparse sur le dernier des théâtres du

(1) Directeurs-propriétaires de la *Revue Indépendante*.

boulevard de Paris, lorsque l'amour du riche vint la tirer de cette abjection pour lui en faire subir de plus grandes encore. Mon père la connut lorsqu'elle avait déjà 30 ans, et au milieu de quels égaremens ! Il avait un grand cœur, lui; il comprit que cette belle créature pouvait encore aimer, et il l'épousa contre le gré et presque sous le coup des malédictions de sa famille. Longtemps pauvre avec elle, il aima jusqu'aux enfans qu'elle avait eus avant lui. Née dans leur mansarde, j'ai commencé par la misère, la vie errante et pénible des camps, le désordre d'une existence folle, aventureuse, pleine d'enthousiasme et de souffrances. Je me souviens d'avoir fait la campagne de 1808 en Espagne sur une charrette, ayant la gale jusqu'aux dents. Après cela, ma grand'mère, qui était bonne comme un ange au fond, pardonna, oublia, et reçut dans ses bras son fils, sa femme et les enfans. Je fus faite *demoiselle* et héritière. Mais je n'oublierai jamais que le sang plébéien coulait dans mes veines; et ceux qui m'ont inventé de charmantes biographies, me faisant gratuitement comtesse et marquise, parlant de mon bisaïeul le maréchal de Saxe et de mon trisaïeul le roi de Pologne, ont toujours oublié de faire mention de ma mère la comparse et de mon grand-père le marchand d'oiseaux. Je le leur apprendrai si jamais j'écris des mémoires, ce dont je doute (1), parce que je n'aime pas à parler de moi: c'est si inutile! Mais je devais vous dire tout cela, mon cher enfant, pour que vous ne me croyiez pas si *intrue (sic)* dans le peuple, ni si *méritante*, moi *grande dame*, comme certains bourgeois m'appellent, de vous regarder comme mon égal. Vous voyez que, quand même j'aurais les préjugés de l'*inégalité*, j'aurais mauvaise grâce à m'en targuer. Et je rends grâce à Dieu d'avoir de ce sang plus chaud que le leur dans les artères. Je sens que je ne suis pas obligée de faire des efforts de raison et de philosophie pour me détacher de cette caste, à laquelle mes entrailles tiennent beaucoup moins directement qu'au ventre de ma mère. C'était bien la vraie mère de *Consuelo* (2), battant d'une main et caressant de l'autre, portant ses enfans sur son dos, tendre et violente, terrible dans sa colère

(1) C'est ici, pourtant, que se trouve le germe de l'*Histoire de ma vie*, commencée quatre ans plus tard.

(2) *Consuelo* venait de paraître dans la *Revue Indépendante*, de février 1842 à mars 1842. George Sand écrivait alors la fin de la *Comtesse de Rudolstadt*, qui paraissait dans le même recueil depuis le 25 juin 1843, et dont la fin est sous la date du 10 février 1844.

et généreuse dans son amour. Depuis le jour où elle a aimé mon père, elle a été exemplaire dans sa conduite, et ma grand'-mère avait fini par l'aimer.

« Mais c'est assez vous parler de moi. Pardonnez-moi ce mouvement d'orgueil, et croyez que je comprends bien les tentations de l'homme du peuple devant les enivremens que le riche et l'oisif présentent à sa soif d'émotion et de bonheur. Mais je les connais bien aussi, ces classes perverses et dangereuses qui ne caressent que pour étrangler. Les exceptions y sont si rares, que nous devons y avoir peu d'amis; et, quelque avilis, quelque corrompus et abjects que nous voyions nos frères, nous devons nous dire que c'est *nous*, nous-mêmes, la moelle de nos os, la chair de notre chair et le sang de notre sang, qui gémit là dans la fange. Vous écriviez à Jourdan (1) que vous ne pouviez voir cela sans rougir et sans désespérer de la bonté de Dieu. Eh bien! est-ce que vous ne portez pas un reflet de la bonté de Dieu dans votre âme, vous? et aussi un rayon de sa force et de sa puissance? S'il vous a donné cette force et cette pitié, ces moyens souverains d'agir pour la réhabilitation des autres, apparemment que Dieu n'abandonne pas la race humaine à ses propres désastres. Il l'appelle par votre voix. Il la stimule par votre exemple, et bientôt elle se relèvera. Car Dieu se révèle chaque jour davantage à des poètes et à des philosophes plébéiens. Proudhon, simple ouvrier, est un penseur bien remarquable; et je ne sais pas trop ce que nos philosophes patentés, nos hommes d'État doctrinaires et autres trouveront à lui répondre.

« Ayez donc courage! Le genre humain est soumis à une longue et pénible éducation. Le temps ne paraît long qu'à nous. Aux yeux de Dieu, il n'existe pas. Nos siècles ne comptent pas dans l'éternité; car nous mourons pour renaître et progresser. Chaque existence est la récompense ou le châtiment de celle qui l'a précédée. Chaque vertu amasse pour notre prochaine réapparition sur la terre un trésor de dédommagemens et de force nouvelle. Soyez sûr que vous avez déjà vécu de tout temps sur la terre, et que votre génie poétique est la récompense de quelque belle action, de quelque noble dévouement dont vous ne vous souvenez pas. Faites-en donc un noble usage, afin de vous réveiller *apôtre* ou *héros* après le sommeil de la mort. Et main-

(1) Ami de Poncy à Paris, qui secondait George Sand de son zèle en faveur du poète.

tenant ne doutez pas et ne désespérez pas; vous qui êtes un des sanctuaires de l'action divine, vous n'avez pas le droit de douter de cette action sur le monde. Priez toujours! Dites toujours : *Seigneur, Seigneur, la vérité!* La foi vous viendra. C'est alors seulement que vous serez un poète complet, un grand poète.

« Et maintenant que je vous couronne avec tant de joie et de tendresse, ne soyez pas enivré. Restez *modeste.* La modestie n'est pas, comme on le prétend, une hypocrite vertu. Telle que je l'entends, c'est un sentiment profond de notre devoir. Du moment que nous sommes plus contens de nous-mêmes qu'il ne faut, nous perdons nos forces, la conscience s'en va, nous travaillons mal, follement et inutilement. Quand les hommes (faciles à l'enthousiasme autant qu'au dénigrement) nous portent bien haut, interrogeons Dieu, et demandons-lui si nous avons fait autant qu'il attendait de nous. Voyons le but de nos efforts : il est immense! Voyons la sainteté de notre cause : elle est sublime! Voyons l'aspiration que Dieu nous a donnée pour l'idéal : elle est infinie! or, rien de ce que nous faisons jour par jour n'est à la hauteur de notre but et de notre désir. Si nous croyons avoir atteint ce but, apparemment il cesse de nous paraître infini et divin. Ce sentiment, cette foi perdus, par quoi serons-nous inspirés? Par l'amour de nous-mêmes? Mais nous sommes des êtres finis, bornés, impuissans, mobiles, soumis à la défaillance, au caprice, à l'ennui, à la fatigue, à la maladie. Quand nous créons quelque chose de grand et de beau, savez-vous que c'est un miracle? oui, c'est un miracle d'en haut. C'est Dieu qui vibre, qui parle, qui agit en nous. N'est-ce pas le moment d'être humbles et reconnaissans? Que deviendrions-nous s'il nous retirait le feu sacré? Et il nous le retire, à coup sûr, aussitôt que nous le cherchons en nous seuls.

« Il se fait tard. Bonsoir, mon enfant... » (Paris, 23 décembre 1843.)

Ainsi monte, monte, dans le silence de la méditation nocturne, la pensée du grand écrivain. Son âme, toute gonflée des aspirations indistinctes de l'âme populaire, prend l'essor. Elle montre à Poncy la route sublime, et l'invite à la suivre. Mais Poncy n'est plus ici l'ouvrier de Toulon, c'est l'être collectif qui souffre et qui espère, c'est un symbole. De telles pages, qui ne dépassaient peut-être pas son intelligence, dépassent infiniment sa personne. C'est une voix d'en haut qui

répond à une voix d'en bas (1). Fierté à rebours que cette véhémente revendication plébéienne chez l'arrière-petite-fille de Maurice de Saxe, soit! « confidences horribles et inutiles! » s'écriera Solange, qui balafrera cette lettre d'un crayon irrité (2). Solange s'exprime souvent en personne un peu trop sûre d'avoir recueilli dans ses veines tout le sang bleu de la famille. Horribles à ses yeux, ces confidences sur la fille du marchand d'oiseaux peuvent paraître très attachantes à des yeux moins filiaux. Quant à leur utilité, elle est péremptoire pour ceux qui cherchent à pénétrer l'âme passionnée de l'amie de Leroux, de la future collaboratrice de Ledru-Rollin. Et puis, tout cela devait demeurer secret entre elle et Poncy. « Ne montrez ces lettres à personne! » lui recommande-t-elle à tout instant. Et Poncy fut fidèle, en ceci comme en tout le reste. C'est cette condition du secret qui explique les jugemens très libres de George Sand sur les hommes et les choses de ces années d'attente. Et, l'un corrigeant l'autre, elle autorisait les mercuriales qu'elle devait parfois infliger à son « enfant » par des sévérités non moins justes qui tombaient à plomb sur ses contemporains les plus notoires.

On en jugera par ces extraits d'une lettre qui ne compte pas moins de quatorze pages serrées :

« Mon enfant, ne vous fâchez pas après nous, et croyez que nous faisons tout ce qui nous est possible... Nous ne regrettons pas notre peine, si vous ne nous en voulez pas trop. Je ne sais pas si M. Jourdan vous annonce toutes les petites modifications que nous nous permettons. Je vous déclare, bien que vous ayez pensé le contraire, qu'il est beaucoup plus sévère que moi. Mais peut-on l'être trop, quand on est en même temps respectueux et enthousiaste admirateur? Si vous ne vous fiez point à nous deux, et si votre orgueil vous fait regretter de mauvaises choses justement sacrifiées, vous ne vous fierez à personne, et vous caresserez vos défauts avec amour comme les maîtres de l'école romantique. Il leur en cuit, et il vous en cuira, à moins que vous ne soyez entouré de flatteurs aveugles, qui vous brûlent sous le nez un encens grossier en vous persuadant que vous ne pouvez faillir. La vanité est l'ennemi intérieur que les poètes portent en

(1) *Une voix d'en bas*, titre du premier recueil de vers de Savinien Lapointe 1844.

(2) Les lettres de George Sand à Poncy ont longtemps été entre les mains de Solange avant de passer dans les nôtres.

eux. Vous en avez, et je ne cesserai pas de vous dire que pour être un grand poète il faut être un bon enfant. Le génie ne grandit qu'à la condition d'être modeste. Il est vrai que vous avez corrigé admirablement et avec courage. J'ai donc plus de complimens que de sermons à vous faire. Mais je vous gronde et je vous blâme de regretter le *tonnerre taille*, et autres âpretés de langage ou métaphores exagérées que le goût proscrit. Je ne me pique pas d'être *classique*, je m'en défends au contraire. Mais je me défends aussi de l'excès romantique, et je crois que le beau est à la limite de l'un et de l'autre. A preuve que vous êtes, sauf quelques cas signalés, à cette limite excellente. Quand vous êtes vraiment grand, vraiment inspiré, vous êtes aussi romantique que possible, et en même temps aussi classique que possible, c'est-à-dire que vous ne tombez ni dans le stupide de l'un, ni dans l'absurde de l'autre, et que vous avez pourtant toutes les forces vives de l'école de Hugo et toute la pureté majestueuse de l'école de Racine. Cultivez l'une et l'autre, sans être le copiste d'aucune. Quand vous entendrez dire à vos *courtisans :* « Voilà du Hugo ! » soyez sûr que vous avez lâché une folie; de même que si l'on vous dit : « Voilà du Racine ! » vous aurez lâché une platitude. C'est que ce qui est l'imitation servile des modèles est toujours mauvais, quelque grands que ces modèles soient...

« Je ne voudrais pour vous corriger que vous montrer le ridicule amer et déplorable de la plupart de nos *grands hommes :* ils vous sembleraient petits et bêtes; et pourtant ils ne sont qu'un peu fous, et enivrés de flatteries. Moi, je vous dis : vous avez du génie et de l'esprit; faites servir votre esprit à empêcher votre génie de vous rendre bête.

« Je blâme une petite partie de vos dons. Un exemplaire à de Musset! Il méprise profondément les ouvriers poètes, et, à moins qu'un miracle ne se fasse en lui, il crachera sur votre volume. Il est devenu *talon rouge* et *conservateur*, à la fois *marquis* et *juste milieu.* Aussi n'a-t-il plus le feu sacré qui lui inspirait autrefois des chants sublimes. Il est mort. Un exemplaire à Lerminier !... C'est donc pour qu'il vous étrille et que je sois forcée encore de défendre votre cause contre lui (1)? Mais pourquoi s'humilier devant ses ennemis et leur faire la révérence?... Un Lerminier ! Je ne vous le passe pas ! ou bien, si

(1) Allusion à ses deux *Lettres à Lerminier* à propos du *Livre du Peuple*, de Lamennais.

vous ne savez pas ce que c'est que Lerminier, à la bonne heure! *sancta simplicitas!* J'ajouterai à votre liste quelques noms que vous avez oubliés : Magu, Le Breton, Beuzeville, Ponty, Perdiguier, etc. (1). Mais tout cela me regarde. Je compte en acheter un certain nombre à Perrotin pour les répandre. J'en enverrai douze à Lyon, à de braves canuts, meilleurs juges, croyez-moi, et admirateurs plus dignes que vos hommes de lettres. Soyez tranquille pourtant. Presque tous ceux que vous me désignez auront leur tribut; et, quand aux autres, j'en chargerai Jourdan si vous y tenez, quoiqu'il me déplaise fort de voir mettre ma préface aux pieds de M. Lerminier, et de ce pauvre Alfred qui se croira obligé d'allumer son cigare avec, s'il ne fait pis. — Votre livre s'appelle *le Chantier*, comme vous l'avez voulu. Le titre me paraît fort bon. Vous êtes dans une grande erreur de croire tant à l'importance d'un titre. Quels imbéciles vous ont mis cela dans la tête? Dites-leur que je sais mieux qu'eux que les livres ne signifient que par ce qui est dedans, et non par ce qui est dessus. J'aurai soin de votre lettre pour Lamennais, quoiqu'il ne m'approuve pas beaucoup de vouloir tant civiliser et glorifier le peuple.

« ... Ce n'est point une utopie : l'avenir du monde, l'idéal de l'égalité future est là, et non ailleurs. Si bon, si beau, si grand que soit un homme, du moment qu'il est né dans la noblesse ou dans la bourgeoisie, et qu'il s'y est développé, il ne comprend pas le peuple. Arago, Lamennais, Béranger, Lamartine, oui certes, grandes gloires, grands génies, grands et beaux caractères! Et cependant la prédication de l'égalité est à leurs yeux une folle et dangereuse utopie. Ils aiment le peuple et l'honorent autant qu'ils peuvent; mais ils ne croient point en lui, ils ne le connaissent pas, ils ne le comprennent pas. Ce n'est pas leur faute! Je ne connais qu'un bourgeois qui porte réellement le peuple dans son cœur : c'est Louis Blanc, jeune homme d'un admirable talent et d'une haute capacité... Le grand Reynaud lui-même, cette admirable intelligence, croit et pousse un peu maintenant à la conservation des castes. Cette mortelle erreur a atteint les plus nobles esprits de notre temps. Le réveil

(1) Les quatre premiers sont quatre poètes-ouvriers (voyez François Gimet, *les Muses prolétaires* (1856); — Eugène Baillet, *De quelques ouvriers-poètes* (1898), etc — Agricol Perdiguier, dit *Avignonnais la Vertu*, auteur d'un ouvrage sur le compagnonnage dont George Sand s'est servie pour écrire *le Compagnon du Tour de France*.

viendra sans doute. Mais, en attendant, le peuple doit faire son œuvre et compter sur lui seul. Votre Flora Tristan est une comédienne, votre Eugène Pelletan un farceur. Jean Aycard, Charton, braves jeunes gens, mais bourgeois! Envoyez-leur des exemplaires. Acceptons le peu que font ceux-ci, et tout ce dont ceux-là font le semblant; mais quand vous rêverez à l'avenir du monde, à la régénération de la foi et de la vertu, inspirez-vous du peuple, mon enfant...

« Jourdan m'a fait voir une ancienne lettre de vous, où vous étiez aussi sceptique que les plus sceptiques. Vous étiez blessé des mauvaises rimes de Savinien (Savinien serait un grand poète s'il n'avait déjà pris les vices de cœur de la bourgeoisie littéraire qu'il fréquente et qu'il singe. Il ne fera pas de progrès, je vous le prédis; il est perdu d'orgueil, d'ambition et de vanité). Vous étiez désespéré de voir l'abjection et les vices du pauvre peuple! Mon enfant, vous regardiez la réalité. La *réalité* n'est pas la *vérité*. Il y a là une grande distinction à faire. Tenez, vous pourrez la faire en termes poétiques et en beaux vers. C'est un sujet digne de vous. Moi, je vais vous l'indiquer en vile prose. La réalité, c'est le spectacle des choses matérielles; c'est changeant, mobile, transitoire, transformable, éphémère comme elles. Ce n'est donc pas la vérité. La vérité est immuable et éternelle. C'est quelque chose d'abstrait et d'éternellement pur et beau comme Dieu, car c'est Dieu même... »

(Suit une page sur ce thème, que Poncy a médiocrement versifiée dans son recueil.)

« Voyez donc la réalité pour souffrir et pleurer sur les maux de la terre. Voyez la vérité pour avoir confiance en Dieu et lire dans l'avenir du monde.

« Et puis, quand vous pensez à notre monde de lettrés et d'érudits, ne vous figurez pas que Dieu leur parle plus qu'à vous, noble poète ignorant des choses d'ici-bas, plus qu'à Désirée, cette simple fille de la nature et de l'amour. Ne vous faites pas des idoles de chair et de sang, car tout cela c'est de la boue si Dieu ne l'échauffe et ne le transforme. Ne vous préoccupez pas de comprendre ce que veut celui-ci, et ce que cache celui-là. Tout cela, c'est le chaos de la dissolution qui se fait dans les intelligences avant de se faire dans les institutions. Ce miracle sortira du peuple; et vous, poète prolétaire, vous êtes un des prophètes du miracle, le plus inspiré jusqu'à présent! Ayez grande idée de

votre mission, et pas plus d'amour pour vous-même que pour le vase où brûle l'encens, l'autel où descend la flamme. Ne cherchez pas votre gloire en ce monde. Ne perdez pas votre temps à écrire à tous ces gens de lettres, à tous ces faiseurs de systèmes plus ou moins étroits. Lisez quelques bons livres, peu et bien; et puis, allez toujours en avant de ces livres, et cherchez en Dieu qui vous parle tout ce qui manque encore à l'œuvre des hommes.

« Cette lettre de sermons est tout à fait *secrète*. J'y parle des hommes les plus illustres de notre temps avec un peu de franchise. Il ne serait pas utile, il serait même nuisible à des hommes faibles, de les désenchanter de ces types qui matérialisent à leurs yeux tout ce qui reste de grand sur la terre. Mais vous comprendrez, vous, ma distinction : vous verrez le respect qu'on leur doit, mais le respect plus grand encore qu'on doit à ce qui est au-dessus d'eux, la *vérité*. Leurs doutes, leurs incertitudes, leurs méfiances, leurs découragemens, n'entament point l'armure de l'immortelle beauté... » (26 janvier 1844.)

Cinq semaines après, le 2 mars 1844, paraissait chez Perrotin *le Chantier*, avec la copieuse *Préface* de George Sand. Satisfaction et fierté. « Savez-vous que vous êtes le seul (poète ouvrier) qui puisse trouver un éditeur à Paris, par le temps qui court? » On ne lit plus de vers. « Tel est le triste état des choses. » Cependant, parmi ceux qui lisent, certains ne sont pas favorables à Poncy. Quelques juges sévères font même des restrictions graves. Qui sait si George Sand elle-même, devant l'ouvrage imprimé, n'en fait pas ? Car dans ce cas, suivant le joli mot de La Bruyère, « l'impression est l'écueil. » Il faut qu'elle ait vu plus clair après coup, — un peu tard, — pour faire au poète un résumé aussi impartialement fidèle desdites critiques :

« Ils trouvent que je suis trop *engouée* de vos vers, que j'en ai trop dit de bien, et qu'il est à craindre que vous n'en preniez trop de confiance en vous-même. Ils disent que vous avez énormément de talent, et pas encore de véritable génie. Ils vous admirent en tant qu'ouvrier poète et enfant poète : mais ils ajoutent que pour être vraiment un grand poète il faut avoir plus vécu, plus senti, plus appris, plus médité, plus souffert des maux généraux que vous n'avez pu encore le faire. Ils demandent que vous ne vous pressiez pas de faire d'autres vers, que vous laissiez mûrir en vous de mâles et fortes pensées, que vous viviez à fond avec les hommes, avec l'humanité abstraite et

réelle; enfin ils disent qu'il faut que l'*enfant se fasse homme...* »

Et elle, que dit-elle? « Moi, je dis qu'il y a du vrai dans tout cela, quoique ce soit bien sévère; et, si quelqu'un doute que vous ayez la force de suivre de pareils conseils, moi je n'en doute pas. Je ne pense pas que vous deviez vous abstenir de faire des vers quand il vous en vient, mais je dis qu'il n'en faut pas chercher quand il n'en vient pas... » (19 mars 1844.)

Poncy comprit-il? Un peu, sans doute. Car nous le voyons essayer de la prose. Or, comme tous les rimeurs sans études, il écrivait moins bien en prose qu'en vers. Il envoie une « nouvelle » à George Sand, qui la trouve « étriquée » et de style insuffisant. Mais, dit-elle, je suis toujours « la mère grognon et ne laisse rien passer. » Heureusement la naissance de l'enfant attendu vient faire diversion. Vers et prose sont oubliés auprès du berceau de la petite Solange.

Il reprend bientôt la plume, pour s'exercer sur un sujet nouveau que George Sand lui propose: la chanson de chaque métier. Ce sera, entre parenthèse, son plus faible ouvrage, d'autant plus qu'il est presque de commande: mais Poncy a tant de docilité! C'est la plus grande qualité de son caractère; c'est sans doute en littérature son plus grand défaut. Il rime, il envoie des spécimens de ses chansons, et George Sand recommence à être enchantée. Les lettres recommencent à couler de Nohant, mais plus familiales, comme patriarcales. Poncy est initié peu à peu à cette paisible et exquise vie berrichonne que mène sa protectrice, entre son fils, parfois sa fille, son frère Hippolyte et son travail. Cependant on continue à parler de lui dans les feuilles avancées. Un sourd désir s'empare de l'ouvrier toulonnais, que les lauriers de Reboul, reçu en 1839 à Paris en triomphe, empêchent de dormir. Voir Paris! parler à ces hommes célèbres qui lui ont écrit, qui ont chanté ses louanges! Voir George Sand surtout, recevoir son accolade maternelle après ses lettres! Rien n'était plus naturel.

Et George Sand lui écrit aussitôt: « Venez! » Elle aussi a le désir de connaître son poète, son fils spirituel. Ne doutons pas cependant qu'à sa joie ne se soit mêlée quelque appréhension. Répondrait-il, l'homme, à l'idée qu'elle s'en était faite d'après ses vers? Cette fois, la connaissance pouvait être l'écueil. Et puis, elle savait qu'ils s'apprêtaient à Paris, les autres, pour une manifestation en l'honneur du poète ouvrier. Après ces hommages

bruyans et trop publics, Poncy serait-il encore *son* Poncy? Enfin, le Paris corrupteur qu'elle détestait, qu'elle détesta toujours, n'allait-il pas le lui dépraver? Toute sa bonté de maman s'atteste dans le billet de 100 francs qu'elle mit sous enveloppe pour lui faciliter le voyage, et tout son cœur dans les recommandations dont elle accompagne le billet. Elle lui traçait son itinéraire, détaillait les changemens de diligence, les correspondances, les arrêts. Elle l'attendrait à Nohant, à son retour de la capitale. Elle ajoutait, comme résignée: « Voyez donc Paris, puisque vous l'avez tant rêvé. Je crains pour vous une grande déception. Moi, je hais cette ville de boue et de vices. Mais enfin c'est la capitale du monde pour les arts et pour l'esprit. Adieu, et au revoir! Bientôt, j'espère! » (1er nov. 1845.)

Poncy roulait aussitôt vers Paris; et, à Alfort, il tombait dans les bras de cinquante compagnons, ouvriers ou rédacteurs de la *Ruche populaire*, souscripteurs et admirateurs du poète maçon. L'épreuve redoutée par George Sand commençait.

*
* *

Disons vite qu'elle se termina tout à l'honneur de Poncy.

Mais, au début, la manifestation faillit mal tourner. Un grand banquet attendait à Alfort notre poète. C'était déjà le cérémonial obligé: salle de restaurant, drapeaux, toasts. Vinçard le harangua. On s'était bien promis d'être sages, dignes et seulement « fraternels. » Mais les têtes peu à peu s'échauffèrent. « On récrimina contre la bourgeoisie, le veau d'or, les habits noirs. Et, renchérissant encore, un orateur, mouchard ou imbécile, s'écria: « Marchons sur Paris! enlevons-le d'assaut (1)! » Tumulte. Le commissaire obligea le président à dissoudre la séance, et interdit le banquet qui devait avoir lieu le soir même.

On le vit alors dans les salons, comme Reboul. Comme Reboul, il fut reçu par Béranger, par Lamennais, par Alfred de Vigny, Sainte-Beuve, Lamartine, Étienne Arago, etc. Et, comme Reboul, il se fatigua vite d'être exhibé comme un phénomène. Le maçon de Toulon regrettait la truelle comme le boulanger de Nîmes avait la nostalgie de sa boutique. Cependant, bien lui en prit, dans une circonstance qu'il contait volontiers plus tard, de savoir gâcher du plâtre. Le Méridional grelottait dans son

(1) Eug. Baillet, *De quelques ouvriers-poètes*, p. 104.

petit hôtel de la rue Rambuteau. Il voulut faire du feu. La cheminée fumait, à l'asphyxier. Il s'en plaignit au propriétaire. La réponse fut qu'il n'y avait rien à faire, les fumistes ayant inutilement besogné le matin même. Au reste, leurs outils étaient encore là. « Passez-moi une auge et du plâtre. » Et Poncy enlève sa redingote pour endosser la blouse. Le voilà sur le toit, démolissant, rebâtissant. Une heure après, la flamme pointait droit dans la cheminée aux yeux du propriétaire ébahi, « bien convaincu qu'il était en présence du premier fumiste du monde. »

Poncy s'esquiva donc de Paris au plus vite. Il dut n'y demeurer qu'une douzaine de jours, puisque, le 24 novembre, il était déjà en route pour Toulon, après avoir fait une étape de quelques jours à Nohant. Là était pour lui l'intérêt sérieux du voyage, et son émotion. Ce que fut pour lui l'amie maternelle, dans le patriarcal Nohant, on le devine. Ce qu'il y montra, lui, de qualités morales et de charme de caractère, paraît au grand jour dans une lettre dont George Sand escorta son départ. Il dut la recevoir à Toulon à son arrivée. Peut-être même Désirée la lut-elle avant lui, car elle savait lire, et même elle écrivait à George Sand des billets ingénus, dont George Sand exigeait que son mari respectât l'orthographe :

« Je vous ai trouvé en tous points selon mon cœur, et j'en suis si heureuse qu'il me semble que ma vie en est augmentée ou renouvelée. Vous savez? on cherche le vrai dans les idées, dans l'abstraction, dans l'absolu, et c'est la vie de l'intelligence. Mais le cœur a besoin de chercher sa vie dans le cœur de ses semblables, et quand on en est arrivé comme moi à la vieillesse avec de si tristes expériences, quand, sur un si grand nombre d'êtres que l'on a rencontrés et observés, la liste de ceux qu'on peut vraiment estimer et chérir est si courte, c'est une immense satisfaction que de pouvoir encore joindre une affection sans ombre et sans mélange d'alliage aux rares trésors qu'on a découverts et conservés. Vous voilà arrivé, mon enfant, à cet âge de maturité où l'on est encore dans toute la fraîcheur de ses impressions, mais où le jugement et ce que Leroux appelle la *connaissance* éclairent les sentimens et les instincts. Eh bien, vous avez vraiment votre âge, et c'est le meilleur éloge que je puisse faire de vous : car les hommes élevés dans le *monde*, au sein des lumières et des jouissances, sont toujours ou en avant ou en arrière de la phase qu'ils traversent. Vous me faites

l'effet, auprès d'eux, d'une note juste au milieu d'un charivari.

« Je savais bien que cette note juste devait se trouver dans l'âme d'un homme du peuple, le jour où l'intelligence viendrait à se mettre en rapport avec le cœur dans un tel homme. Quand j'ai tracé le caractère de Pierre Huguenin (1), je savais bien que la bourgeoisie et la noblesse l'accueilleraient avec un immense éclat de rire, parce que je savais bien aussi que Pierre Huguenin ne s'était pas manifesté encore. Mais j'étais sûre qu'il était né, qu'il existait quelque part; et, quand on me disait qu'il fallait l'attendre encore deux ou trois cents ans, je ne m'inquiétais nullement. Je savais que ce serait l'affaire de quelques années seulement, et qu'un prolétaire ne tarderait pas à être un homme complet, en dépit de tout ce que les lois, les préjugés et les coutumes apporteraient d'obstacles à son développement. Maintenant, je ne dis pas que vous soyez un personnage de roman nommé Pierre Huguenin. Vous êtes beaucoup plus que cela, et je ne cherche pas à vous embellir en vous appliquant la forme d'une de mes fictions. Je n'y songe pas. Vous savez que je me souviens peu de la forme et du détail de mes compositions. Mais ce que je me rappelle, c'est la conviction que les a fait naître. C'est que j'ai regardé comme certaine la possibilité d'un prolétaire égal par l'intelligence aux hommes des classes privilégiées, apportant an milieu d'eux les antiques vertus, et la force virtuelle de sa race. Jusqu'ici j'avais vu des éclairs traverser l'horizon, et s'obscurcir sous de gros nuages, parfois fort vilains, comme notre ami Savinien par exemple. Mais ce qui consternait l'âme délicate et exquise de C... (2) ne m'ébranlait nullement. Depuis longtemps j'ai appris à attendre, et je n'ai pas attendu en vain. Pierre Huguenin est resté parmi les fictions, mais l'idée qui m'a fait rencontrer Pierre Huguenin n'en était pas moins une conception de la vérité. Vous êtes autre, et vous êtes mieux. Vous êtes poète, donc vous êtes plus richement doué, et vous êtes bien plus homme que lui. Vous n'avez pas cherché l'idéal de l'amour dans une caste ennemie. Tout jeune, vous avez aimé votre égale, votre sœur, et vous n'avez pas eu besoin du prestige des faux biens et de la fausse supériorité pour vous

(1) Dans *le Compagnon du Tour de France.*

(2) Solange écrit ici, de son crayon documentaire : *Chopin.* — Une autre annotation nous le montre aristocrate dans l'âme, et nous donne à penser que, tant qu'il était à Nohant, George Sand craignait des froissemens en invitant Poncy.

éprendre de la simplicité, de la candeur, de la beauté vraie. Vous voyez aussi loin que lui, et vous puisez vos joies, vos émotions, votre force dans un milieu plus réel et plus sain.

« Voilà comment les utopies se réalisent. C'est toujours autrement, et mieux. C'est là une magnifique preuve de Dieu, que nous pouvons constater à chaque phase de la vie de l'humanité quoique le vulgaire n'y prenne pas garde. Quelqu'un conçoit un idéal, on en rit, et on lui pardonne, en disant : C'est beau, mais trop beau. Puis les temps marchent, les faits s'accomplissent, et il arrive que l'idéal est dépassé. Les hommes alors comparent, et se retournent en souriant vers la prédiction. Ils s'étonnent de la trouver si timide, et pardonnent alors à son peu d'ampleur, à cause de la bonne intention : ce qui ne les empêche pas, les enfans qu'ils sont, de recommencer à railler toute prédiction nouvelle. Cela est vrai pour les plus grandes choses comme pour les plus petites. Mais quiconque regarde l'histoire intellectuelle et morale du genre humain arrive à un grand calme et à une foi inébranlables. Alors vient le courage de rêver tout haut, et c'est un courage qui demande plus d'humilité qu'on ne pense, car le croyant sait bien que son rêve sera pauvre et borné au prix de l'*invention* infinie du grand *artiste* qui réalise : *Dieu!* J'en ai bien davantage à vous dire, sur vous et sur le temps où nous vivons ; mais je veux que vous receviez ma bénédiction maternelle, en recevant les caresses de votre femme et de votre enfant. L'heure passe ; je ferme ma lettre pour la reprendre bientôt. Donnez-leur un tendre baiser pour moi, et pour tous les miens. Je vous aime, mes enfans, je ne puis vous rien dire de mieux et de plus vrai. » (24 nov. 1845.)

Noble et tendre lettre, deux fois attachante, et par l'élévation des sentimens qu'elle respire, et par la pleine lumière qu'elle verse sur la conception même des romans socialistes de George Sand. L'amour du peuple, devenu chez elle passion, crée une émotion intellectuelle qui, à son tour, met en branle sa riche imagination et la lance sur les routes de l'humanité future, idéale. Elle anticipe cette félicité par les créations de son généreux cerveau ; ses personnages, rêvés, non réels (elle le confesse), marchent en avant de leur siècle, comme les modèles lumineux propres à éclairer les générations tâtonnantes : ce sont des annonciateurs plus que des hommes. Et voici que, le rêve à peine tracé dans l'infini devenir, la réalité tout à coup le

formule ; même, s'il faut en croire George Sand, — un peu trop intéressée à cette interprétation, — elle le dépasse. Qu'est-ce à dire, sinon que rêve et réalité, vérité et poésie, apparaissent à cette heure de l'âme française comme magnifiquement confondus, et que nulle part ils ne se confondent en une plus pleine harmonie que dans le cœur, dans l'esprit, dans les romans de George Sand? D'ailleurs, il faudrait se garder, dans les œuvres les plus étranges de cette période, de réduire la part de réalité qu'elles renferment. Ce serait leur méconnaître une valeur de « témoins » qu'elles ont à un très haut degré. George Sand, comme son maître Rousseau, est profondément imprégnée de la réalité ambiante quand elle écrit le *Compagnon du Tour de France;* la *Nouvelle Héloïse* n'en est pas plus pénétrée. Et cette réalité même, ici comme là, est le ferment actif qui, déposé dans un cerveau naturellement idéaliste et dans une âme naturellement passionnée, y produit cet enfantement chaleureux et splendide qui est celui du pur amour.

D'ailleurs, l'exaltation tombée, reste la vue nette des choses. Dans ce passage, empreint du calme attendri qui est au fond la vraie George Sand, il est remarquable de voir avec quelle précision elle définit son espérance, même sa foi : « *J'ai regardé comme certaine la possibilité d'un prolétaire égal par l'intelligence aux hommes des classes privilégiées, apportant au milieu d'eux les antiques vertus, et la force virtuelle de sa race.* » Et la production rapide de ce prolétaire homme complet, spécimen parfait d'humanité future, fortifie sa foi en Dieu, en un Dieu qui n'est point simplement, — ce qu'on a trop dit, — le Dieu de Béranger et des bonnes gens. Patience, calme, croyance inébranlables, voilà ce qu'elle professe, ce qu'elle professera toujours. « Depuis longtemps j'ai appris à attendre. » Ce dont elle est sûre, c'est que, lorsqu'on attend dans un certain état de ferveur, on n'attend pas en vain. Elle aussi, comme le vieil Homère, pense que les prières boiteuses des mortels atteignent un jour la divinité et l'inclinent vers nous ; et, sereine, elle attend, elle attendra toujours, parce qu'elle croit.

Poncy était-il donc supérieur à son Pierre Huguenin? Elle affirme, il est vrai, que, quand les utopies se réalisent, c'est toujours « autrement, et mieux. » Mais ne comparons pas cet ouvrier déjà très frotté de littérature à un personnage de roman. Il était lui-même un composé sympathique et charmant tel que

le Midi en fait éclore, de préférence par une journée de soleil sans mistral. Une âme gracieuse et vibrante, une conversation animée, spirituelle; un tact exquis; une absolue délicatesse en toutes choses et des manières à la fois populaires et instinctivement distinguées, qui le faisaient trouver partout à sa place. Solange, juge parfois acerbe des illusions de sa mère, note ceci, de ce crayon qui visait probablement un peu la postérité : « Dévouement cette fois bien placé (*cette fois* est une perle). Poncy était un cœur d'or, un esprit d'élite, — et l'homme le plus honorable, l'ami le plus sûr, l'âme la plus pure. Fidèle, dévoué, *intact.* »

Intact. Le mot doit rester. Et c'est parce qu'elle le sentait tel, que George Sand, à cette première lettre tranquille et sereine, en ajoute dès le lendemain une seconde, plus polémique, écho des luttes déjà soutenues, et symptôme de celles qui se préparent :

« Nous vivons encore dans le temps où les races sont comme distinctes, où elles se craignent et se jalousent quand elles ne se haïssent pas. C'est bien étrange après 93, et c'est pourtant comme cela. A Venise, le peuple dit encore dans son dialecte, en parlant des nobles, *el sangue blù.* En Espagne, presque tout le monde se dit noble; et je ne sais si l'on trouve un paysan qui comprenne où serait sa vraie noblesse de race. En Angleterre, où l'on a parlé de liberté avant nous, on pratique encore assez tranquillement le régime féodal. Ailleurs, l'homme sans aïeux et sans fortune est serf. Ici, nous n'avons plus que la chimère de la noblesse en général; l'aristocratie nouvelle se dit sans préjugés; mais elle se retranche dans la vanité de sa prétendue éducation, et, quand elle caresse l'homme du peuple, c'est encore avec un sentiment de protection, quand ce n'est pas avec un secret instinct de crainte.

« Et c'est tout simple, au fond. Elle sent sous sa main un être plus faible et plus fort; plus faible en général par le raisonnement; plus énergique et plus violent par les instincts. Et le bourgeois, qui ne sent pas au fond de son cœur un amour brûlant pour l'humanité ou un courage héroïque pour se dévouer à elle, souffre d'une certaine honte à la vue de cet être dont les défauts, l'ignorance et le malheur condamnent ses théories d'égalité *sagement progressive*, comme ils disent. Tout ce que P. Leroux disait l'autre soir à propos du *National* et des politiques sans idées sociales était profondément vrai. Ces bourgeois libéraux n'ont pas les entrailles qu'il faudrait, et leur prétendue démocratie est

un système de tutelle et de conservation mal fardée du passé.

« Mais laissons-les; que nous importe? Leur règne n'est pas destiné à durer aussi longtemps que celui de l'ancienne aristocratie. Ils n'ont pour eux qu'un fait prêt à disparaître, puisque le peuple s'éveille vite, que, malgré la torpeur de ses prétendus tuteurs, il commence comme un aigle au bord du nid à agiter ses fortes ailes et à en secouer la poussière. Maintenant, les bourgeois reconnaîtront peu à peu qu'il faut faire place, non pas seulement à quelques parvenus dont l'intelligence a effacé l'origine et qui viennent s'asseoir à leur banquet, mais à des hommes plus fiers et plus forts qui, sans se déguiser en bourgeois et sans chercher à donner à leur sang la teinture bleue, auront autant de valeur et d'influence véritable sur les esprits que les rhétoriciens et les gradués sortis des collèges. A ceux-là il faudra de plus larges et de plus nobles places que les distinctions et les traitemens pécuniaires. Il leur faudra place au soleil de la renommée sérieuse et de l'estime publique. Il ne sera pas toujours si facile, ni si *joli* de s'en moquer; et quand un de ces hommes touchera aux idées de son temps, il y laissera une empreinte plus franche et plus profonde que tous ces beaux discoureurs qui prétendent savoir tant de choses, mais qui, apparemment, n'en savent on n'en veulent aucune bonne.

« Vous êtes le premier de ces hommes nouveaux, mon cher enfant. Vous voilà arrivant, en éclaireur véritable et ouvrant un chemin... » etc. La lettre entière a neuf pages, et celle de la veille en avait cinq! (25 nov. 1845.)

Ici apparaît l'illusion. Poncy n'ouvrait aucun chemin. Poncy n'était pas à vrai dire un « homme nouveau, » le rôle de porte-flambeau ne lui convenait guère. On ne pouvait le voir ainsi qu'à travers un persistant mirage, ou par ces veillées de travail qui transfigurent toutes choses: « Ma lampe s'éteint, et le jour approche... Je ne peux pas dater, je ne sais ni le jour, ni l'heure. » Le Poncy auquel s'adressent de telles lignes est, comme elles, en marge du temps et de l'heure; ce n'est pas le vrai Poncy, lequel était plus modeste d'envergure, et « représentatif » à un degré simplement moyen. Mais ce n'était nullement « l'éclaireur » attendu. Le mirage de George Sand n'en est pas moins à noter, puisqu'on voit grâce à lui que, pour elle, autre chose qu'une question littéraire était en cause. La poésie, c'est l'occasion. Ce que voit George Sand à travers Poncy, c'est

d'abord et avant tout la propagande. Et, si elle a jeté les yeux sur lui de préférence, c'est qu'il lui a semblé le plus digne jusqu'ici, le plus indemne, le plus « intact, » des fils du peuple que la littérature prolétaire (le seul véhicule alors connu) lui eût révélés. Dès qu'elle l'a vu, dès qu'elle a eu le contact à Nohant, elle le charge d'être le missionnaire de la bonne parole. Ne connaît-il pas, à Toulon, quelques jeunes officiers de marine gagnés aux idées libérales? Ne peut-il, sur son chantier d'entrepreneur, — car sa situation commence à s'agrandir, — ou sur les chantiers voisins, faire pénétrer les idées de Pierre Leroux et de Louis Blanc dans le cerveau des travailleurs? Et elle lui envoie dissertations sur brochures, livres sur revues, programmes sur prospectus. Le chantier socialiste chômait moins encore que l'autre. Et cette activité infatigable de George Sand serait admirable, si elle n'était illusoire. Car Poncy, malgré tout son zèle à suivre le mouvement, semble avoir été un apôtre médiocre, et n'avait, en tout cas, rien d'un révolutionnaire. Même, ô ironie des choses! Solange, qui l'a beaucoup connu et beaucoup aimé, le taxe quelque part de « conservateur. » Des deux, le bourgeois aurait-il donc été l'ouvrier? La question, si bizarre qu'elle paraisse, peut cependant être posée.

Quoi qu'il en soit, depuis qu'elle a vu Poncy, George Sand ne rêve plus que de le rattacher, peu ou prou, à l'orbite de Nohant. C'est un élément nouveau de vie qu'elle voudrait verser dans ce microcosme d'art et de nature qui l'entoure, et qu'elle règle, anime, enrichit, diversifie à son gré, suivant les lois secrètes et les instincts de son pouvoir de création. Nohant, dès lors, est bien un petit univers en abrégé, une ruche artiste, une sorte de laboratoire social, et l'on y respire une atmosphère spéciale, celle qui est nécessaire au génie de George Sand pour qu'il soit fécond. Sans doute Toulon est loin, et Poncy ne peut être un satellite habituel de la pléiade berrichonne. Cependant il y a des mortes-saisons, qui seront vivantes à Nohant, si Poncy le veut; et même productives, ou du moins capables d'indemnités, si Poncy veut y consentir. Car George Sand, avec sa bonté maternelle, sait bien qu'on ne déménage point un travailleur avec femme et enfant sans lui offrir au moins l'équivalent de son gagne-pain. Mais justement! Nohant a besoin de réparations : c'est le cas d'ajouter une aile à la bâtisse! Et voilà George Sand faisant des plans admirables, en dépit de son budget. Un certain

projet de calorifère, surtout, qui broche à tout instant sur le sérieux et le lyrique de la correspondance, a une beauté qu'en tout sens on peut qualifier d'homérique. C'est déjà la bonne dame de Nohant, et il y a de la grand'mère dans cette femme de quarante ans. Voici cependant la félicité qu'elle se forge, si Poncy venait à Nohant :

« On courra les champs le dimanche et les jardins le soir. On dînera ensemble, chacun ayant fait sa tâche; Maurice, en blouse berrichonne, apportant des croquis d'après nature; moi, ayant fait mon chapitre de roman ; vous, ayant remué des pierres et des hémistiches ; Chopin ayant composé des mazurkes et des mélodies déchirantes ou mélancoliques, selon l'intensité du soleil; Désirée ayant soigné son petit amour; et ma Solange à moi, la plus paresseuse de tous, ayant éreinté son cheval noir ou déchiré son voile aux buissons. Voyons, est-ce que nous n'aurons pas une heureuse vie, nous complétant les uns par les autres, et ne serez-vous pas le plus utile de la famille, vous qui nous bâtirez une demeure matérielle, en nous donnant aussi les jouissances du cœur et les délices de la poésie? Je crois bien que vous serez proclamé le chef de notre république, puisque vous serez à la fois la pensée et le pouvoir exécutif du gouvernement.

« Dites-moi que vous acceptez... » (6 janvier 1846.)

Mais Poncy soulevait objection sur objection. « Poncy, trop délicat pour accepter, » note le crayon de Solange, décidément lapidaire. Et, à vrai dire, bien des obstacles se dressaient. George Sand, d'ailleurs, abondait avec ses amis en invitations inacceptables, et qu'elle était parfois embarrassée de tenir, vu les multiples exigences de son travail. Poncy devait bientôt en faire l'expérience. Aussi ses visites à Nohant furent-elles forcément espacées. Les événemens vont d'ailleurs mettre à ces projets de réunion plus d'une barrière, sans parler des soucis domestiques, côté Nohant et même côté Toulon.

Côté Toulon, les années 1846 et 1847 furent marquées par deux accidens : en mai 1846, Poncy reçut dans la mâchoire la ruade d'un cheval de soldat, et tout son organisme fut longtemps ébranlé. En août 1847, il fut mordu par un chien qu'on crut enragé. George Sand calma de son mieux ses transes. Heureusement, le chien fut reconnu non hydrophobe.

Côté Nohant, les préoccupations furent tout à fait sérieuses, et de tout ordre : maternelles, intimes, morales, physiques, en

attendant de devenir financières. Nous en avons touché un mot ailleurs (1). Ce furent deux années très cruelles, dont George Sand garda longtemps la brûlure au cœur. Au printemps de 1846, Chopin était malade, et une amie fidèle, Mme Marliani, en danger de mort. George Sand, alors à Paris, se multipliait. « Chopin a été malade, peu dangereusement, Dieu merci, mais ayant toujours besoin de beaucoup de soins. Et pendant ce temps, une excellente amie à moi était à l'agonie. Nous avions perdu tout espoir, j'étais navrée ; j'y passais les nuits ; le jour, j'allais d'un malade à l'autre. Enfin, mon amie est sauvée, et Chopin est guéri. J'ai été malade moi-même à la suite de tout cela. » (22 avril 1846.)

Puis ce sont d'autres alertes : Solange tombe dans un état de langueur inquiétant. Sa mère la soigne, la guérit. Là-dessus elle se fiance avec Fernand de Preaulx, pour rompre presque aussitôt ce mariage. Elle s'est éprise sur ces entrefaites de Clésinger, et force la main à sa mère que ce projet alarmait à juste titre. George Sand est si troublée (son écriture agitée en témoigne) qu'elle tutoie subitement Poncy :

«... J'ai du chagrin moi-même, beaucoup de chagrin, Solange n'a plus voulu épouser l'homme qui l'aimait. Elle a été inconséquente, et un peu *dure*. J'ai respecté son indépendance comme une chose sacrée, mais je n'aurais pas agi comme elle ; j'ai souffert, je souffre encore. Je crains que l'orgueil ne joue un plus grand rôle dans sa vie que la tendresse et le dévouement. Quelle qu'elle soit, sa force et sa volonté sont œuvres de Dieu, et je ne chercherai jamais à les briser. Je te conterai tout cela, ce serait trop long dans une lettre... Je m'aperçois en finissant ma lettre que je vous ai tutoyé contre mon habitude. Cela m'est venu naturellement, comme si j'écrivais à mon fils. Et je ne t'en demande pas pardon. » (5 avril 1847.)

Ce tutoiement devait d'ailleurs disparaître quelques mois après, comme il était venu. Ce qui ne disparaissait pas, c'était le chagrin. Il avait fallu rompre avec Chopin, devenu désormais un obstacle à la paix domestique. Et un second mariage, dans l'entourage immédiat de George Sand, avait été brusquement et cruellement rompu. La filleule de George Sand, Augustine Brault, qui avait dû épouser le grand artiste Théodore Rousseau,

(1) *George Sand et sa fille*, chap. II.

s'en vit subitement abandonnée. L'émotion fut profonde à Nohant, et le contre-coup en atteignit Maurice lui-même. Peu après, heureusement, Augustine fut fiancée à M. de Bertholdi; George Sand la dota. Le mariage de Solange avait fortement entamé ses finances, celui d'Augustine les épuisa. Poncy, invité sur ces entrefaites, dut rebrousser chemin sur un contre-ordre arrivé trop tard. Il se plaignit. George Sand s'excuse, en lui faisant le bilan de cette triste année :

« Avec toi, comme avec presque tout, cette année, je joue de malheur; car ce chagrin (la rupture du mariage d'Augustine) n'a pas été le seul, et ta lettre d'aujourd'hui a été la dernière goutte dans cette coupe d'amertume que je savoure. Il semble que tout ce que j'aime doive souffrir à cause de moi, ou que j'aie perdu l'étoile qui me faisait les guider vers le succès. Ce n'est pas faute de les chérir, mon Dieu ! et d'offrir à la destinée ma vie et mon âme pour eux, pour toi comme pour mes enfans, mon cher poète !... — Nous y avons tous passé. En sortirons-nous? mes enfans, vous voyez ! Plaignez-moi un peu, et aimez-moi beaucoup : j'en ai grand besoin ! » (15 juin 1847.)

Même note, deux mois après, tant la crise fut longue, aiguë. Elle récapitule ses tristesses récentes, et insiste sur l'attitude de Solange vis-à-vis d'elle : « Le mal l'a emporté dans une âme dont j'aurais voulu faire le sanctuaire et le foyer du beau et du bien.

« A présent, je lutte contre moi-même pour ne pas me laisser mourir (1). » (9 août 1847.)

Elle lutte de toute la force morale de son viril courage ; elle lutte par le travail aussi, son spécifique souverain. Non qu'elle puisse en ce sens aller aussi loin que Montesquieu, qui écrit : « L'étude a été pour moi le souverain remède contre les dégoûts de la vie, n'ayant jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture n'ait dissipé ! » Mais la passion du travail, qu'elle a toujours pu satisfaire au sein des pires épreuves, lui est un cordial puissant. Malgré tant de traverses, elle écrit en 1846 : *la Mare au Diable*, *les Noces de Campagne* et *Lucrezia Floriani ;* le charmant *Piccinino*, le tendre *François le Champi*, se composent et se « brodent, » en quelque sorte, parmi les désespoirs de l'année 1847, et elle entame l'*Histoire de ma vie*. Poncy, désormais spectateur intime,

(1) *Corresp.*, t. II, p. 372.

quoique lointain, de cette extraordinaire existence, en suit les événemens au fil des jours, car c'est un besoin pour George Sand de se raconter à ses amis éprouvés : sans doute parce qu' « à raconter ses maux souvent on les soulage, » mais aussi parce qu'elle est née conteuse, que sa vie est le roman même, et qu'entre son existence, à elle, et celle des romans qu'elle imagine, elle ne voit pas de différence essentielle. Et, de fait, il n'y en a pas.

Tous ces accidens domestiques la tiennent plus éloignée de Paris que de coutume. « J'ai un peu perdu l'air qui souffle sur Paris et sur le public. Je vis dans une coquille, » écrit-elle à Poncy, le 14 décembre 1847. Cependant, à Paris, les événemens se précipitaient. L'orage, longtemps couvé, menaçait d'éclater. C'était, en juillet 1847, la propagande réformiste des banquets; puis le discours radical de Ledru-Rollin à Lille ; bientôt après, la retraite du maréchal Soult, et la présidence du Cabinet dévolue à Guizot. Dès le début de la session (28 décembre 1847), le discours du trône accuse « les passions aveugles ou ennemies. » Les événemens d'Italie surexcitent les passions réformistes. La discussion sur le droit de réunion, l'affaire du banquet du XIIe arrondissement, sont la première étincelle. Et tout à coup, le 9 mars 1848, Poncy reçoit une fulgurante lettre avec cette suscription : *Au citoyen Charles Poncy :*

« Vive la République !... on est fou, on est ivre, on est heureux de s'être endormi dans la fange, et de se réveiller dans les cieux ! » etc. (1). Les temps sont accomplis. C'est la trompette de la révolution de Février.

Ressuscitée, galvanisée, George Sand est accourue auprès de ses amis, pour les seconder. C'est de Paris qu'elle envoie à son poète, — pardon ! au « citoyen » Poncy, — des lettres enflammées qui ressemblent à des Bulletins de la grande armée démocratique. Elle peut se mettre aujourd'hui à la fenêtre : que voit-elle dans la rue ? ses romans qui passent. Même elle y descendra un instant, pour se mêler aux rangs du peuple, et de la « sainte canaille. »

SAMUEL ROCHEBLAVE.

(1) *Corresp.*, t. III, p. 9.

FIGARO ET SES DEVANCIERS

III [1]

VERS LA RÉVOLUTION

XI. — LA PAROISSE

Au milieu du quadrilatère formé par la rue Notre-Dame-des-Victoires, la rue Neuve-des-Filles-Saint-Thomas, la rue Feydeau et la rue de Richelieu, dans l'encadrement de somptueux hôtels, dont le temps avait noirci les larges pierres, s'élevait, avec son église et ses jardins, le cloître des Filles-Saint-Thomas. Le couvent lui-même avait comme dépendances plusieurs hôtels, où quelques gentilshommes et de riches bourgeois venaient faire leur résidence. Un de ces hôtels était attenant à l'église sur la droite, dans le fond de la cour ; la porte principale en donnait sur la rue Neuve-des-Filles-Saint-Thomas. Le 11 avril 1716 étaient venus s'y établir M. et Mme Doublet de Breuillepont.

Louis Doublet, trésorier général du duc d'Orléans, avait épousé, en 1693, Marie-Anne Legendre, fille du fermier général. Quand il mourut, en 1722, sa femme avait quarante-cinq ans. C'était une nature exquise, toute de sentiment. Son esprit orné et bienveillant retenait autour d'elle les personnalités les plus éminentes du monde des lettres et des arts ; elle aussi dessinait et gravait ; mais c'était sa bonté gracieuse qui captivait et groupait en une cour charmante de grands et de nobles esprits.

Parmi ces derniers, un jeune homme, nature rare par les

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juillet 1909.

qualités du cœur et une admirable culture, Louis Petit de Bachaumont. Il était né à Versailles le 2 juin 1690, comme l'indique l'acte de baptême publié par Paul Bayle et Jacques Herblay, en une charmante étude consacrée à la Paroisse. Bachaumont avait donc douze ans de moins que la femme qui allait devenir pour lui une amie fidèle jusqu'à la dernière heure de sa vie.

Sur la longue intimité qui s'établit entre Bachaumont et Mme Doublet, on a jeté la médisance. Par son testament même, Bachaumont y a répondu à l'heure où la vieillesse inclinait cet honnête homme vers la tombe :

« Ayant de grandes obligations à Mme Doublet qui a bien voulu me servir de mère depuis que j'ai eu le malheur de perdre la mienne... »

Mme Doublet vivait seule dans l'hôtel de l'enclos des Filles-Saint-Thomas, où l'abbé Legendre, son frère, et Petit de Bachaumont l'aidaient dans ses devoirs de maîtresse de maison. Elle y recevait écrivains, historiens, philosophes, artistes. Bachaumont gravait les dessins de son amie; enfin, en 1730, il vint aux Filles-Saint-Thomas demeurer au second étage de l'hôtel dont elle habitait le premier.

Bachaumont était magistrat, un magistrat que ses fonctions ne préoccupaient guère. Ses amis l'avaient baptisé « le cher paresseux ; » mais, dès qu'il s'agissait de sauver une œuvre d'art, de protéger un artiste, de faire adopter par l'édilité parisienne les projets d'un architecte de talent, de donner de bons conseils à Boucher ou à Bouchardon, il secouait sa nonchalance. Quant à l'abbé Legendre, de trois ans plus jeune que sa sœur, c'était un joyeux compère, franc buveur et gentil camarade, grand ami de Piron qui le célèbre en ses vers :

Vive notre vénérable abbé
Qui siège à table mieux qu'au jubé !

Avec sa sœur et Bachaumont, il formait, dans la grande « salle de compagnie » de l'hôtel des Filles-Saint-Thomas, ce qu'on appelait « la Sainte-Trinité; » autour d'eux les « Paroissiens. » C'est l'abbé de Bernis qui devint cardinal, l'abbé de Voisenon qui entra à l'Académie, l'abbé de Chauvelin qui était laid à faire peur :

Quelle est cette grossière ébauche ?
Est-ce un homme, est-ce un sapajou ?

l'abbé Xaupy, docteur de la Faculté de médecine, et trois autres médecins encore, Falconnet, Firmin et Devaure; les deux Sainte-Palaye, frères jumeaux; trois académiciens, Mairan, Foncemagne et Mirabaud; des gentilshommes gens de lettres, Pont de Veyle et d'Argental, ce dernier ministre du duc de Parme. Tout ce monde avait beaucoup d'esprit, au point d'en effrayer Piron. « Annoncez bien une bête à Mme Doublet, écrit-il à l'abbé Legendre, et j'y serai bon. »

Au début les femmes étaient exclues de la Paroisse. Mme Doublet obtint qu'elles y fussent admises : Mmes du Bocage, Rondet de Villeneuve, de Besenval et d'Argental. Mme d'Argental était charmante, vive, active, avec une petite tête d'homme d'État et... d'homme d'affaires. « Mes anges, » disait Voltaire en parlant d'elle et de son mari.

Les initiés arrivaient à la même heure dans la grande « salle de compagnie. » Ils y trouvaient vingt-neuf chaises couvertes de panne cramoisie, rangées le long du mur, chacune sous un portrait : les portraits des vingt-neuf paroissiens. Celui de Bachaumont était un pastel de Latour, celui de Mme Doublet la représentait avec sa sœur, Mme Crozat, il était l'œuvre du vieux de Troy. Les Paroissiens prenaient place, chacun sur le siège posé sous son image. Au milieu de la salle, une table de marbre et, près de la porte d'entrée, un bureau sur lequel s'ouvraient deux grands registres : les deux fameux registres de Mme Doublet. Et chacun, par ordre, de produire ce qui était venu à sa connaissance. Toutes les nouvelles étant mises sur le bureau, comme disaient les « nouvellans » des Tuileries, on les examinait. Et, après que ces informations avaient été passées au crible de la critique, elles étaient mises par écrit sur les registres, réservés, l'un aux nouvelles reconnues certaines, l'autre aux nouvelles douteuses. De là s'envolaient ensuite des copies, pour se répandre dans Paris, dans les provinces, par delà les frontières. Et si grande ne tarda pas à être l'autorité acquise par ce bureau d'informations, que les gens demandaient, par manière de précaution, quand on leur apprenait quelque événement :

— Cela sort-il de chez Mme Doublet?

La séance terminée, les Paroissiens passaient dans la salle voisine, où leur était servi un souper de choix, par les soins du président de Bachaumont. Les lettres de Mme Doublet à Mme de Souscarrière nous montrent les gais Paroissiens tumultueusement

groupés autour de la longue table, faisant honneur aux lapereaux de Breuillepont « saupoudrés de serpolet du pays, » que leur présentait La France, laquais de Bachaumont.

Ces « cabinets » de nouvellistes existaient dès le XVII[e] siècle. La Bruyère en parle dans ses *Caractères*. L'Académie française elle-même est née d'une société de nouvellistes que Richelieu couvrit de son manteau rouge, et cela est si vrai que, à l'origine, on la nommait l'« académie gazétique. »

Les premières feuilles de nouvelles, qui sortirent du « cabinet » de M[me] Doublet, datent de 1737. Ce ne furent d'abord que de simples lettres adressées à des parens, à des amis et contenant des nouvelles, les nouvelles recueillies et commentées dans les réunions des Filles-Saint-Thomas. Correspondance qui prit progressivement un caractère plus régulier, si bien que, en lançant sa fameuse circulaire, par laquelle il annonçait la création d'un service régulier de gazettes manuscrites, Bachaumont ne fit, en 1740, que consacrer la publicité et assurer la fixité d'une organisation qui fonctionnait depuis plusieurs années :

Un écrivain connu entreprend de donner, deux fois chaque semaine, une feuille de nouvelles manuscrites... Un recueil suivi de ces feuilles formera proprement l'histoire de notre temps. Il sera de l'intérêt, à ceux qui la prendront, de n'en laisser tirer de copie à personne et d'en ménager même le secret, autant pour ne pas les avilir en les rendant trop communes, que pour ne pas se faire de querelles avec les arbitres de la librairie. A chaque ordinaire, à ceux qui voudraient la prendre, elle sera payée sur-le-champ par le portier, afin qu'on ait la liberté de l'abandonner quand on n'en sera pas satisfait.

L'« écrivain connu, » de qui parle Bachaumont, paraît bien avoir été l'abbé Prévost ; mais le célèbre romancier ne put se consacrer longtemps aux « manuscrits » de M[me] Doublet, ayant été obligé, en décembre 1740, de mettre la frontière entre la police et lui, et précisément pour cause de nouvelles.

Pour compléter leurs informations, les Paroissiens avaient des correspondans en province, voire à l'étranger. Du camp du Roi arrivaient des dépêches signées de MM. de Montesquiou et de Voisenon. Peut-être même Bachaumont et ses amis avaient-ils noué des relations avec les cercles de nouvellistes, semblables au leur, qui, à la même époque, se tenaient dans les provinces, notamment à Dijon.

Des valets recopiaient tout ou partie du grand registre réservé

aux nouvelles reconnues certaines, en cédant parfois, quand les quatre pages de la feuille n'étaient pas pleines, à la tentation de puiser dans le registre d'à côté; puis les paquets étaient portés aux abonnés de Paris, ou mis à la poste pour la province.

Les diverses catégories de souscripteurs recevaient des feuilles différentes : les uns, les informations politiques, celles qui concernaient le Parlement, les « affaires du temps ; » les autres, les informations littéraires et artistiques; d'autres, les échos mondains, les « on-dit » de la ville, du théâtre et de la Cour.

Voltaire s'adresse à cette agence accréditée pour faire démentir de faux bruits répandus sur son compte :

« Protestez donc, je vous prie, écrit-il à d'Argental, protestez dans le grand livre de Mme Doublet contre les impertinens qui m'attribuent ces impertinences. »

Cette vogue et cette prospérité n'allaient pas sans revers, et le revers du nouvellisme, nous le connaissons, un gouvernement qui fronce les sourcils et mobilise ses estafiers.

Sur l'ordre du ministre de Paris, Berryer, lieutenant général de police, se rendit aux Filles-Saint-Thomas, pour faire à Mme Doublet, au nom du Roi, de sérieuses observations. Mme Doublet le reçut avec une exquise politesse; mais vingt-cinq ans s'étaient écoulés depuis que les Paroissiens s'étaient réunis pour la première fois, Bachaumont était président au Parlement, Bernis cardinal, Mirabaud, Foncemagne, Mairan étaient de l'Académie, Sainte-Palaye des Inscriptions; la famille de Mme Doublet arrivait au pouvoir. Berryer fit des représentations que Mme Doublet accueillit avec la bonne grâce la plus séduisante; les Paroissiens continuèrent de tenir leurs assemblées et les bulletins de circuler; et avec une activité nouvelle, à partir du moment où Choiseul, neveu de Mme Doublet par son mariage avec la fille de Crozat, fut placé, en 1758, à la tête du ministère.

Bien mieux, sur le tronc principal, vint se greffer un rameau qui grandit, se développa et fut bientôt d'une égale importance.

Nous avons relevé sur la liste des Paroissiens le nom du comte d'Argental, représentant en France de l'infant, duc de Parme. Il avait épousé une amie de Mme Doublet, Jeanne Bosc de Boucher, laquelle ne tarda pas à devenir pour la Paroisse une collaboratrice active.

Bachaumont et Mme Doublet récoltaient et répandaient leurs

nouvelles avec désintéressement. A peine les abonnemens qu'ils faisaient payer suffisaient-ils à couvrir les frais de copie et de distribution. Mme d'Argental établit à son tour, dans son hôtel, un bureau de nouvelles, reproduction des nouvelles de la Paroisse, mais dont elle tirait de sérieux profits, grâce au sens pratique dont sa jolie petite tête était pourvue.

Toute cette organisation nous est révélée par un bulletin devenu célèbre dans l'histoire littéraire du XVIIIe siècle, bulletin rédigé en date du 9 mars 1722, pour l'édification du lieutenant de police, par le chevalier de Mouhy.

De nombreux historiens déjà en ont fait usage et tous ont cru devoir placer Mouhy parmi les habitués de la Paroisse. Ce bulletin même y contredit. C'est à peine si Mouhy, en circonvenant les domestiques, parvient à se procurer des renseignemens, très précieux pour l'histoire, mais incomplets.

« Il faudrait avoir, écrit-il, des gens qui bussent avec des domestiques de confiance ou mécontens. Mais ce qui est certain c'est que Mme d'Argental tient aussi un même bureau de nouvelles, qu'elle est l'intime amie de Mme Doublet comme M. le chevalier de Choiseul; qu'un nommé Gillet, son valet de chambre, est à la tête du bureau tenu par les laquais, que l'on paye à la feuille; que ces bulletins sont bons parce que c'est le résultat de tout ce qui se dit dans les meilleures maisons de Paris; qu'ils s'envoient en province pour 12, 9, 6 francs par mois... S'il me revient d'autres renseignemens, ou que j'apprenne des choses utiles, je me croirais heureux de vous donner les preuves de mon respectueux et parfait attachement. »

La note rédigée par Mouhy, à la demande de Sartine, avait été provoquée par une fausse nouvelle que les gazetins d'Argental avaient lancée le 1er mars 1762 et dont le prince de Beauvau avait eu à se plaindre.

En juillet suivant, autre alerte. Les bulletins de Mme Doublet ont répandu que l'escadre commandée par M. de Blénac aurait été capturée. Choiseul se fâche. Il en écrit à Sartine : « La nouvelle de Mme Doublet est fausse et ne fait de tort à l'escadre du Roi, mais elle fait tort aux papiers publics qui varient suivant de semblables nouvelles. Je n'ai pu m'empêcher de rendre compte au Roi de ce fait et de l'impudence intolérable des nouvelles qui sortent de chez cette femme, ma très chère tante. » En conséquence, le lieutenant de police se transporta de nouveau

aux Filles-Saint-Thomas pour notifier à Mme Doublet que, si de pareilles nouvelles s'échappaient encore de son salon, le Roi la ferait renfermer dans un couvent.

Sartine trouva dans l'hôtel des Filles-Saint-Thomas le même accueil aimable et sceptique que son prédécesseur Berryer y avait trouvé dix années auparavant et le commerce des nouvelles se poursuivit; si bien que, de 1762 à 1766, il fut question, plus d'une fois encore, d'inquiéter Mme Doublet, ainsi qu'en témoigne la présence de son nom sur les listes des individus poursuivis comme nouvellistes, que la police faisait dresser; mais, par protection ou par bonne grâce, la charmante femme fut constamment préservée du péril.

Une troisième branche ne tarda pas à se greffer sur la branche d'Argental, comme celle-ci s'était greffée sur la branche Doublet; l'inspecteur d'Hémery la signale au magistrat :

« Ce n'est point le nommé Lejeune, valet de chambre de M. d'Argental, qui fait les nouvelles à la main; c'est le nommé Gillet, valet de chambre de Mme d'Argental, qui lui permet d'en faire seulement pour la province et non pour Paris, sur une copie que Mme Doublet donne à Gillet, qui retire six livres par mois de ceux qu'il fournit. »

Gillet emploie un commis, Bassan de Beaumont, qui bientôt en profite pour tirer, des « mémoires » qui lui passent sous les yeux, d'autres nouvelles dont il est seul à avoir le profit. Bureaux de gazettes à la main qui sortent les uns des autres — telle une règle à coulisses. Bassan de Beaumont a donc un nouveau groupe d'abonnés — de la première distinction comme toujours. Gillet découvre l'infidélité de Bassan et le congédie; mais celui-ci, fort des abonnés qu'il a réunis, s'adresse à un autre fournisseur de « mémoires, » un moine de Saint-Denis, auquel il donne douze livres par mois et qui tient lui-même ses originaux de Gillet; et Bassan continue son commerce dont les sources sont toujours les registres de Mme Doublet. Il occupe trois copistes et s'abrite sous la protection du commissaire Laumônier, auquel il fait un « service gratuit. » Rien ne manque au tableau. Duval, premier secrétaire de la lieutenance de police, en fait un croquis d'ensemble :

« M. d'Argental, ministre de l'infant duc du Parme, continue toujours la distribution des nouvelles à la main. Les personnes employées dans son bureau les distribuent en sous-ordre...

L'abus est porté au point que les abonnés eux-mêmes en font commerce et que les bureaux de ces nouvelles se multiplient dans Paris... »

En janvier 1766, Bachaumont s'adjoignit comme collaborateur, pour la rédaction des bulletins, Pidansat de Mairobert. C'était un curieux esprit, né à Chaource, en 1727. On le disait fils de Bachaumont et de Mme Doublet, une absurdité. Le 2 juillet 1749, il avait été conduit à la Bastille pour avoir récité dans les cafés et les promenades de Paris des vers séditieux. A cette époque, âgé de vingt-deux ans, Mairobert nous apparaît comme un jeune homme épris de littérature, d'indépendance, très frondeur, attaquant les ministres, Mme de Pompadour, le Roi lui-même; il est très fier de nouer des relations avec les écrivains en renom; il colporte leurs œuvres, dont il lit ou récite des fragmens inédits à qui veut les entendre : nouvelliste de Parnasse, poète sans éditeur, écrivain dramatique sans théâtre. Il se prend d'une vive admiration pour Retif de la Bretonne; quant à sa famille, il la fuit : des bourgeois qui voudraient faire de lui un magistrat ou un financier.

L'inspecteur d'Hémery l'a suivi au café Procope : « Ce Mairobert, écrit-il, est un des garçons de Paris, qui aient la plus mauvaise langue. » L'auteur de l'*Histoire privée du règne de Louis XV*, Moufle d'Angerville, le dépeint ainsi :

« Pidansat de Mairobert, vif et souple, intrigant et hardi-parleur caustique, oracle des foyers de la Comédie, courtisan des lieutenans de police, habile à changer de masque et à se faufiler chez les grands, nous figure assez bien un diminutif de Beaumarchais. Remuant comme ce modèle, il lui manque cependant la verve étincelante, le turbulent génie du grand charlatan. »

Mairobert conserva jusqu'aux derniers jours l'esprit critique qui l'avait caractérisé dans sa première jeunesse. C'est sous son influence que l'œuvre collective, dirigée par Bachaumont, prendra bientôt un tour agressif. En lui aussi le nouvelliste se double d'un pamphlétaire. Il est l'auteur des *Anecdotes de Mme du Barry*, qui eurent tant de retentissement sur la fin de l'ancien régime, anecdotes dont un grand nombre avaient circulé comme nouvelles à la main. Enfin, non content de poursuivre l'œuvre de Bachaumont, après la mort de ce dernier, il rédigera pour son propre compte un service de nouvelles à la main, âpres, satiriques, animées déjà de l'esprit révolutionnaire, qui se répandront en se

multipliant, car d'autres nouvellistes y puiseront à leur tour informations et idées. Mairobert est un des écrivains qui ont le plus contribué à frayer les voies à la Révolution; des hommes, de qui la mémoire s'entoure aujourd'hui d'une renommée éclatante, ont eu sur la fin de l'ancien régime beaucoup moins d'action que lui.

En octobre 1770, en présence du flot de nouvelles à la main dont Paris était inondé, Sartine se décide à sévir. Il ordonne des arrestations, mais, comme précédemment, se voit contraint de respecter le ministre de Parme et ses gens, couverts par l'immunité diplomatique; il s'en prend à des sous-ordres, notamment à Lamy de Joursan.

C'était un moine qui, après avoir jeté sa robe de bure, s'était sauvé avec une demoiselle Lenormand de Bonnétable jusqu'en Hollande, où il l'avait épousée. Outre la demoiselle, il avait emporté 6 000 livres, que la petite avait prises à son papa. En Hollande, les villes sont tranquilles, industrieuses, tout en briques; leurs maisons basses et propres se mirent dans des eaux immobiles. Nos amoureux y connurent un bonheur sans mélange, tant que durèrent leurs 2000 écus; puis il fallut rentrer en France, où le galant fut mis en prison, au violent désespoir de sa mie, qui, après avoir beaucoup pleuré, trouva de l'argent, on ne sait comme, corrompit le geôlier et fit évader le prisonnier. Pour vivre, Lamy de Joursan entra au service d'un certain Kauffmann, « interprète de la police pour l'allemand, » et, par surcroît nouvelliste à la main. Il se disait autorisé et, de fait, Lamy de Joursan allait chaque jour porter les feuilles de Kauffmann chez l'inspecteur Buhot, qui les soumettait à l'estampille du magistrat. Kauffmann ne tarda pas à découvrir que son secrétaire, — les secrétaires de nouvellistes se suivent et se ressemblent, — rédigeait des feuilles pour son propre compte et lui détournait des abonnés. Le 20 octobre 1770, il le fit donc mettre à la Bastille, où, pour se venger, Lamy dénonça son patron qui ne se contentait pas, disait-il, de rédiger les feuilles soumises à l'inspecteur Buhot, mais d'autres gazettes secrètes, où le gouvernement était attaqué et qui étaient puisées en grande partie dans les « manuscrits » de Mairobert. Voilà donc Kauffmann mis à la Bastille à son tour et qui, lui aussi, pour s'attirer l'indulgence de ses juges, dénonce ses confrères. Il fait des révélations complètes sur les nouvellistes de Paris.

La souche en est toujours la Paroisse et la « branche principale, » le bureau d'Argental; puis à côté de cette branche principale, des rejetons : Carsel, maître d'hôtel de Mme Doublet, trafique lui-même de ses nouvelles, qu'il fait transcrire par les six domestiques de la maison, lesquels ensuite les exploitent chacun à son profit. « Il appert par ce qu'on vient d'exposer, dit Kauffmann, qu'il existe actuellement huit bureaux de nouvelles à la main qui, dans le fond, sortent tous par le même canal (la Paroisse), savoir : le bureau de Gillet et de Paul (ce dernier était, comme Gillet, valet de chambre chez les d'Argental), celui de Paul en particulier, et ensuite, celui de chaque scribe en particulier. » Cela faisait même neuf.



Les feuilles publiées par ces derniers bureaux se vendaient bon marché, trois livres, voire deux livres par mois. On les lisait partout. Un certain Jacquinet, « mouche » de la police, se trouve chez trois marchandes de toile associées dans l'enclos du Temple. Plusieurs autres femmes sont encore là. Jacquinet ignore leurs noms. L'une d'elles, âgée d'environ cinquante ans, est coiffée à la paysanne. Elles sont toutes curieuses d'écrits prohibés et, après le dîner, quand les plats ont été reportés à la cuisine, elles se mettent, les coudes sur la table, à lire les feuilles de nouvelles. Kauffmann cite non seulement des marchands, mais des ouvriers de la rue Montmartre qui s'y abonnent et les lisent avec avidité.

La Révolution approche. Les nouvelles à la main descendent dans la rue et montent aux mansardes. Les « Paroissiens » n'auraient pu rêver plus grand succès; mais il se produisait à leur déclin. En 1768, des opérations hasardeuses ont ruiné Bachaumont; la même année, les feuilles de la Paroisse annoncent la mort de l'abbé Legendre, le frère de Mme Doublet, l'un des trois membres de la Trinité. Mme Doublet, toujours délicieuse, était devenue une petite vieille ratatinée ; elle était ridée comme une pomme de reinette, coquette encore. Et les autres Paroissiens ? L'abbé de Chauvelin était mort, ainsi que l'ami Falconnet. Comme on demandait à Voisenon :

« Que faites-vous?

— Je suis en train de mourir. »

Piron disait:

« Dame Nature m'a crevé les yeux, arraché les dents, creusé la poitrine, affaibli l'estomac. »

Bachaumont s'éteignait le 28 avril 1771, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il mourait comme il avait vécu, sceptique, aimable et bienveillant. On lui parla, sur ses derniers momens, des consolations de l'Église :

« Je ne me sens pas affligé. »

Ses entours n'en firent pas moins venir un prêtre, qui ne put pas tirer autre chose du mourant que :

« Monsieur, vous avez bien de la bonté. »

Mais quand on lui donna l'extrême-onction :

« Fi! quelle horreur! »

Car l'huile sentait mauvais.

Personne n'eut le courage d'annoncer cette mort à Mme Doublet. « On voulut épargner un coup trop rude à la pauvre créature de quatre-vingt-quatorze ans qui, depuis un demi-siècle, n'avait jamais quitté cet ami. On lui cacha la mort de Bachaumont. On lui dit qu'il avait dû partir brusquement. La pensée qu'il venait de s'éloigner, sans prendre congé d'elle, lui causa un chagrin... » dont elle mourut.

Ces dernières lignes sont encore empruntées à la charmante étude que Paul Beyle et Jacques Herblay ont consacrée à la Paroisse.

Pidansat continua l'œuvre de Bachaumont et en commença l'impression sous le titre: *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres en France, depuis 1762 jusqu'à nos jours.* On sait l'importance de ce vaste recueil, généralement nommé *le Bachaumont,* non seulement pour l'histoire littéraire de son temps, mais encore pour l'histoire générale.

Après que Pindansat de Mairobert se fut suicidé, le 27 mars 1779, sa tâche fut reprise et achevée par Moufle d'Angerville.

En regard des *Mémoires secrets*, il importe de signaler un autre grand recueil de nouvelles à la main, qui, à peu d'années près, date de la même époque : *La Correspondance secrète, politique et littéraire ou Mémoires pour servir à l'histoire des Cours....* connue généralement sous le nom du plus célèbre « nouvellant » de ce temps, le bonhomme *Métra.*

Métra n'eut rien de commun avec la *Correspondance secrète.* Celle-ci est l'œuvre d'un bureau de nouvellistes semblable à la Paroisse, mais qui est parvenu à se soustraire aux investigations des policiers et à celles des historiens.

MM. Paul d'Estrée et Maurice Tourneux ont démontré que

les nombreux recueils de nouvelles manuscrites qui ont été publiés, ainsi que ceux qui sont encore signalés comme inédits dans les dépôts d'archives, ont eu tous pour source, soit les nouvelles de la Paroisse, soit les nouvelles dites de Métra.

Cinq années après la mort du président de Meynières, le dernier survivant des Paroissiens, se tenaient dans l'enclos des Filles-Saint-Thomas, dont le couvent était supprimé (1790), des séances autrement orageuses que celles de l'aimable Paroisse : c'étaient les grands jours de la section révolutionnaire. Admis au seuil d'une pareille assemblée, la gracieuse Mme Doublet et le bon président de Bachaumont auraient reculé d'effroi ; — rien n'avait cependant contribué plus que leurs jolies causeries de dilettantes raffinés à produire cet épouvantable vacarme.

*
* *

Nous voici arrivés à la fin de cette étude, et nous n'avons pas encore parlé de ceux qui ont donné à l'industrie gazétique, — dont nous avons essayé d'indiquer les origines et le mécanisme compliqué ,— son éclat et sa renommée. C'est l'abbé Raynal, auteur célèbre de l'*Histoire philosophique des Indes*, qui fonde la correspondance littéraire, bientôt nommée *Correspondance de Grimm*. Il a pour abonnés MM. de Saint-Séverin et de Puysieulx, la duchesse Dorothée de Saxe-Gotha. Son œuvre est identique à toutes celles que nous avons étudiées. Vers 1754, il cède son entreprise au baron Grimm. Celui-ci ne tarda pas à se mettre au premier rang parmi ses confrères de la chronique manuscrite. Il est le prince des nouvellistes. Outre la duchesse de Saxe-Gotha, il compte au nombre de ses « chalands, » comme il dit, la grande Catherine, le grand Frédéric, Caroline, landgrave de Hesse, Stanislas-Auguste, roi de Pologne, le grand-duc de Toscane. Il a pour collaborateurs Diderot, Meister, Mme d'Épinay. Les Salons de Diderot étaient, comme il a été dit, des nouvelles à la main pour le recueil de Grimm. Citons encore les nouvelles à la main de Crébillon fils, celles de Favart, celles de Fréron, sans oublier la correspondance que Mme de Staël adressait sous le titre de « Bulletin de nouvelles » à Gustave III, roi de Suède ; enfin La Harpe. Voltaire avait songé, en 1773, à le donner pour successeur à Thiériot, comme correspondant du grand Frédéric. En 1774, La Harpe commença d'envoyer des gazetins au grand-

duc Paul de Russie, plus tard empereur, service qu'il continua jusqu'au seuil de la Révolution — 1789.

XII. — FIGARO

Significative coïncidence : en 1785, l'année même où disparaissait le dernier membre de la Paroisse, Beaumarchais, digne d'occuper un fauteuil dans cette académie gazétique, expiait, au fond d'une cellule de Saint-Lazare, *le Mariage de Figaro*, où il avait donné l'apothéose et la synthèse du nouvelliste, sous les traits du génial barbier. Le talent de l'écrivain a fini par nous habituer à son personnage ; il nous l'a imposé à force de verve, d'esprit et de gaîté. Et nous ne nous demandons pas ce qu'il peut y avoir d'étrange dans ce valet de chambre, barbier et chirurgien, qui fait des vers et, au moment même où le rideau se lève, *chantonne gaîment, un papier et un crayon à la main :*

Le vin et la paresse
Se partagent mon cœur,
Si l'un a ma tendresse...
L'autre fait mon bonheur,

« Fi donc ! c'est plat. Ce n'est pas ça... Il me faut une opposition, une antithèse :

Si l'une est ma maîtresse,
L'autre est mon serviteur.

« Hein ! hein ! quand il y aura des accompagnemens là-dessous, nous verrons encore, messieurs de la cabale, si je sais ce que je dis... »

Car Figaro est auteur dramatique. Bien avant M. Henri de Bornier, il a mis Mahomet sur la scène, et, bien avant M. Henri de Bornier, il voit sa comédie interdite par égard pour le Grand Turc :

« ... A l'instant, un envoyé se plaint que j'offense dans mes vers la Sublime Porte, la Perse, une partie de la presqu'île de l'Inde, toute l'Égypte, les royaumes de Barca, de Tripoli, de Tunis, d'Alger et de Maroc ; et voilà ma comédie flambée... »

Si bien que la Muse, non plus que la lancette et le plat à barbe ne parvenant à l'enrichir, Figaro ne sait où dîner le soir : « Mes joues creusaient ; mon terme était échu : je voyais de

loin arriver l'affreux recors, la plume fichée dans sa perruque ; en frémissant je m'évertue. Il s'élève une question sur la nature des richesses, et, comme il n'est pas nécessaire de tenir les choses pour en raisonner, n'ayant pas un sou, j'écris sur la valeur de l'argent et sur son produit net... »

Figaro est mené à la Bastille.

Puis « las de nourrir un obscur pensionnaire, » on le remet dans la rue. Le voilà nouvelliste.

« Comme il faut dîner, quoiqu'on ne soit plus en prison, je taille encore ma plume et demande à chacun de quoi il est question. »

Figaro va se mettre nouvelliste « privilégié : »

« Pendant ma retraite économique, il s'était établi un système de liberté sur la vente des productions, qui s'étendait même à celles de la presse... Pourvu que je ne parle, dans mes écrits, ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement sous l'inspection de deux ou trois censeurs... »

Et Figaro de lancer sa feuille hebdomadaire. Aussitôt surgissent les confrères et toutes les vilenies professionnelles que nous avons racontées :

« Pou-ou ! je vois s'élever contre moi mille pauvres diables à la feuille ; on me supprime... »

Le malheureux pense à se suicider, lorsqu'un dieu bienfaisant le rappelle à son premier état.

« Je prends ma trousse et mon cuir anglais, puis, laissant la fumée aux sots qui s'en nourrissent et la honte au milieu du chemin comme trop lourde à un piéton, je vais, rasant de ville en ville et je vis enfin sans souci... Un grand seigneur passe : il me reconnaît... »

En dépit des décors et des costumes, la scène est en effet à Paris. Beaumarchais a soin de nous en avertir. Il a « sorti » son héros de la réalité. Au fait, combien en avons-nous déjà rencontré de Figaros, au cours de ce récit, ne fût-ce que dans la « société » de Rambaud ? C'est Tollot, Sarazin, Lacroix, La Pierre, tous domestiques, tirant l'épée, maniant la plume, courant les spectacles.

« Depuis deux mois, dit Sarazin, j'errais, vagabond, sans rien

faire que donner quelques leçons de musique pour subsister et continuer la théologie pour embrasser l'état ecclésiastique, dégoûté du monde, — on croit entendre Figaro, — quand je fus rencontré, rue Saint-Denis des nommés Tollot et Felmé qui me proposèrent d'aller en Hollande pour leur envoyer des nouvelles... »

C'est ce Tollot lui-même, de qui l'on a déjà indiqué la parenté étroite avec celui que Bazile appellera un « potillon de gazette. »

Et combien d'autres nous passent sous les yeux en feuilletant ces Archives de la Bastille, qui sont en quelque sorte les états de service des nouvellistes. Pierre Brunel fut écroué le 12 septembre 1722 dans le sombre château du faubourg Saint-Antoine, comme Figaro, pour délit de nouvelles. Il était cuisinier de son état et, comme Figaro, nouvelliste par occasion; et si, entre temps, il ne faisait ni barbes ni saignées, à l'instar du valet du comte Almaviva, « il montrait le flageolet et apprenait à chanter aux serins. »

Il est de ces gazetiers qui ont jusqu'au style du barbier de Séville. Dubreuil avait servi l'abbé Antonio Conti à Venise. Après avoir quitté son maître, il se fit nouvelliste à Paris et sut assez se souvenir de son ancien maître pour venir lui demander de s'inscrire comme abonné :

« Le parti que j'ai pris, lui écrit-il en 1727, vous surprendra peut-être. N'ayant pu me résoudre, après avoir perdu un si bon maître, à en prendre un autre, auprès duquel je n'eusse jamais trouvé les mêmes agrémens, j'ai cru ne pouvoir mieux faire que d'en servir plusieurs à la fois. Je me suis fait à la Cour et à la Ville des relations fidèles, que je donne pour dix et douze livres par mois, et comme ce commerce demande un secret inviolable, et que la crainte d'être puni me retient, il ne m'est pas jusqu'ici fort avantageux. Si vous acceptez mes services... »

Ce serait une énumération interminable que la liste de tous les domestiques, maîtres d'hôtel, laquais, valets de chambre, mirebalais, suisses, portiers, cuisiniers, jocqueys, haut-le-pied, qui furent poursuivis et incarcérés, souvent à la Bastille, comme nouvellistes à la main. Tel Louis Lecomte, maître d'hôtel de la présidente de Barillon, à la Bastille en 1659. Il dirigeait un bureau de nouvelles, avec la collaboration d'un laquais, Pierre Gagneron, d'un fruitier nommé Leclerc et du « gargotier » Rémy.

Jean Mocque, colporteur de profession, distribuait leurs feuilles dans Paris, et Nicolas Dupin, « domestique sans condition, » en faisait l'expédition pour la province. Tel encore Claude Chabot, étudiant en théologie et valet de chambre de M. de Laage, à la Bastille le 5 octobre 1669, condamné aux galères le 30 décembre pour gazettes contre le Roi ; ou bien Jacques Coquaire, valet de chambre et maître de latin, embastillé à deux reprises, en 1712 et en 1715, pour nouvelles à la main.

Par ordre du 8 mars 1757, est enfermé Jean Champclos, cuisinier de l'abbé de Guillerin, comme entrepreneur de nouvelles et chef d'une imprimerie clandestine. De la Bastille, il fut transféré à la Conciergerie le 12 juin 1757. Il satirisait l'archevêque de Paris et le comte d'Argenson, ministre de la Guerre. Celui-ci ne tarde pas à tomber en disgrâce. Il est exilé en sa terre des Ormes, où il s'entoure de nouvellistes et devient le modèle qui pose devant Beaumarchais pour la figure du comte Almaviva. Au reste, c'est à l'époque même où Beaumarchais entre en scène que le type du nouvelliste atteint tout son éclat.

Les débuts dans le journalisme d'Antoine-Joseph Gillet, valet de chambre dans la maison d'Argental, remontent à 1764. En 1770, il a groupé comme collaborateurs : Domanges, fils du cocher de Mme Doublet, Thomas, ancien valet de chambre de Bachaumont, Cabirol, valet de chambre du marquis de Montesquiou, Alphonse Landrieux, ci-devant laquais. Un joli bureau de rédaction. Gillet a soixante-trois souscripteurs. Il n'est aujourd'hui journal du high-life qui ne les lui enviât : le comte d'Argenson aux Ormes, le duc d'Harcourt à Caen, le vicomte de La Rochefoucauld, le comte de Biré, le marquis de Gouffier, les comtes de Narbonne, de Diesbach, de Toustain, de Sesmaisons, le prince de Chimay à Bruxelles et le prince Emmanuel de Salm à Madrid, plusieurs évêques, le premier président Molé, plusieurs intendans, — le reste à l'avenant.

Cet Antoine-Joseph Gillet, valet de chambre de la comtesse et secrétaire du comte d'Argental, était d'ailleurs seigneur d'importance et son camarade Figaro n'eût pas dédaigné de se dire son cousin.

Il avait qualité de « bourgeois de Paris. » Sa fille, Marie-Sophie, le seconda, le remplaça bientôt comme secrétaire du représentant du duc de Parme à Paris. En 1767, Sophie Gille épousa René-Charles de Vimeux, qui accepta, pour lui et pour

sa jeune femme, la table et le couvert à l'hôtel du ministre de Parme. Mme de Vimeux anima par son esprit et par sa grâce le salon du comte d'Argental, et quand celui-ci fut devenu veuf et eut été frappé de cécité, l'« aimable Sophie » devint l'Antigone du vieux diplomate. Argental mourut le 5 janvier 1788 en laissant à « M. Gillet, son secrétaire depuis trente-trois ans, » 995 lb. de rentes perpétuelles, plus 1 000 lb. de rentes viagères, et à Mme de Vimeux, outre 1 000 lb. de rentes, le portrait d'Adrienne Lecouvreur et le buste de Voltaire par Houdon. Mais le fidèle serviteur ne put survivre à son maître : huit jours après, il était mort. Ici du moins il diffère de Figaro, qui n'eût sans doute pas permis que le décès du comte Almaviva troublât si gravement son existence.

Au reste, dès le XVIIe siècle, le théâtre avait connu le valet de chambre nouvelliste. Tel Merlin dans la *Comédie sans titre*, où Boursault met en scène la rédaction du *Mercure*.

Tant que dure le jour, j'ai la plume à la main :
Je sers de secrétaire à tout le genre humain.
. . . .
Fable, histoire, aventure, énigme, idylle, églogue,
Noces, concerts, cadeaux, fêtes, bals, enjoûmens,
Soupirs, larmes, clameurs, trépas, enterremens,
Enfin quoi que ce soit que l'on nomme nouvelle,
Vous m'en faites garder un mémoire fidèle...

Cette situation accordée au valet dans l'ancien régime répondait à la conception sociale de nos pères. Les plus grands seigneurs de la Cour y recherchaient les fonctions domestiques. Un commerçant dérogeait, un laquais ne dérogeait pas.

L'Anglais Sacheverell Stevens, visitant Paris sous Louis XV, est surpris de voir seigneurs et laquais vêtus avec une égale magnificence. « Ordinairement un laquais du bon ton, dit Mercier, prend les mœurs de son maître, son geste, ses manières ; il porte la montre d'or, des dentelles... » Le maître, dit le même Mercier, entretient une comédienne, le laquais une petite marchande de modes : le laquais est mieux partagé.

« Le valet de chambre d'un homme en place, observe encore Mercier, jouit quelquefois de 40 000 lb. de rente. Il a lui-même un valet de chambre, lequel en a un autre sous ses ordres. » Un des valets du duc de Valentinois était collectionneur, amateur des « moindres bagatelles élégantes. » C'est lui qui acheta la fa-

meuse tabatière de Saxe garnie d'or que Fréron tenait de Piron.

Ces laquais, de qui les fonctions n'étaient souvent que décoratives, passaient des heures entières dans les antichambres avec les domestiques d'autres personnages. Quelles longues causeries et, soit dit en passant, quelle favorable occasion à s'approvisionner de nouvelles! Le valet de chambre est attaché à la personne du maître et pénètre dans son intimité. Il emploie ses loisirs à lire des romans, les livres nouveaux. La comédie de château était florissante. Lafleur et Manette jouent les rôles de Frontin et de Lisette, ou d'Annette et de Lubin, dans les pièces où Monsieur, Madame et Mademoiselle jouent les Léandre, les Clorinde et les Phylis.

Au reste, Frontin est souvent plus instruit que Léandre, Figaro est plus lettré que le comte Almaviva. Dans les *Précieuses ridicules*, les personnages du marquis de Mascarille et du vicomte de Jodelet sont poussés à la charge, mais est-il bien certain que les jeunes muscadins, leurs maîtres, eussent été capables de tenir leurs rôles? Une parade du XVIII[e] siècle met en scène un de ces petits-maîtres qui veut prendre un valet : « Un jeune gentilhomme, dit-il, ne peut décrotter ses souliers tout seul, et surtout, quand il veut envoyer une lettre à un ami, il faut bien avoir quelqu'un pour l'écrire. »

Gourville dictait ses *Mémoires* à ses domestiques. « Le plus ancien d'entre eux, dit-il, se nomme Belleville. Il est avec moi depuis trente-deux ans. Il est devenu fameux nouvelliste, fort accrédité dans l'assemblée du Luxembourg. » Gourville était très mal avec La Bruyère, qui s'en prend à Belleville : « Le devoir des nouvellistes est de dire : « Il y a tel livre qui court et qui est imprimé chez Cramoisy ou chez Michallet, en tels caractères; il est bien relié et en beau papier; il se vend tant. » Il doit savoir jusques à l'enseigne du libraire qui le débite. Sa folie est de vouloir en faire la critique. » Mais Belleville faisait la critique des *Caractères*.

Il avait suivi son maître dans ses voyages et ambassades ; et souvent avec lui, tout en lui accommodant sa perruque, il s'était entretenu des secrets du Cabinet. De là des connaissances spéciales qui l'avaient mis en valeur parmi les « pelotons » du Luxembourg.

Voltaire estimait que les *Mémoires* de Dangeau n'étaient pas du marquis, mais un recueil de nouvelles écrites par un de ses

domestiques. Et Voltaire lui-même n'eut-il pas plusieurs valets de chambre pour secrétaires, notamment Longchamp que lui avait cédé Mme du Châtelet?

Un grand nombre de ces laquais étaient également chirurgiens et, comme les chirurgiens étaient barbiers, ils étaient barbiers. Cette réunion du plumeau, de la lancette et de la savonnette dans une même main apparaît souvent dans la correspondance de Gui Patin. Les Archives de la Bastille abondent en dossiers relatifs à ces valets de chambre barbiers et chirurgiens, désignés sous le nom de « chamberlains. » Ils en arrivaient à faire de la médecine et, — comme Figaro, — les docteurs de la Faculté les poursuivaient pour exercice illégal.

Edmond Ranquet, valet de chambre et barbier du maréchal de Luxembourg et son chirurgien, fut mis à la Bastille le 20 mai 1670 pour nouvelles à la main; c'est Figaro au grand complet.

Figaro, au reste, ne se contente pas de rédiger des nouvelles, il écrit ses mémoires. Le voici au service du grand Mirabeau. Il s'appelait Legrain, né en 1752, de pauvres paysans, dans un petit village du futur département de l'Aisne. « L'hiver on allait à l'école jusqu'à douze ou quatorze ans. » Il entra d'abord comme domestique chez les Bénédictins; puis il passa parmi les quarante domestiques de l'abbé de Vauclair. A la table de l'abbé de Vauclair, il servit Mesdames de France, ce qui ne laissa pas que de lui monter la tête. Enfin, en 1780, il vint à Paris. « Il avait de la probité, dit M. Dauphin-Meunier, de la probité sans excès de scrupules et de l'honneur même. » Legrain parvint à faire agréer ses services de la marquise de Tourzel. Le marquis était honnête homme.

« Son valet de chambre me dit un jour :

« — J'ai pris M. le marquis au berceau; voici trente-cinq ans que je suis avec lui. Je parierais ma tête contre douze sols qu'il n'a jamais vu d'autre femme que la sienne et Mme la marquise la même chose.

« Je lui réponds :

« — Chose bien rare, surtout dans le grand. »

Mais Legrain ne voulait pas demeurer au service d'une femme. En 1781, Mirabeau sortait du donjon de Vincennes, nu comme ver et décrédité :

« Mes profits ne seront pas grands, » pensait Legrain.

« Votre maître n'est pas trop aisé, » lui dit un camarade « si vous restez trois semaines, vous serez un bon garçon.

« — Il est donc possible que je reste un mois. »

Le marquis de Mirabeau, le père de son nouveau maître, était le premier à le décourager :

« — Si tu as un peu d'argent, qu'il t'en demande quelque chose, dis-lui que tu n'en as pas. »

Cependant Legrain tint bon et s'attacha à la fortune du futur tribun.

En plein hiver, brusquement, Mirabeau l'informe qu'on part pour la Franche-Comté. Ce qu'il ne lui dit pas, c'est qu'il s'agit d'aller faire annuler la condamnation capitale prononcée naguère contre lui pour rapt de Sophie de Monnier, — exactement l'histoire du marquis de Mirabel et de Nicolas Tollot notée plus haut.

Un avocat est du voyage. L'oncle de l'avocat affirmait à Legrain qu'on allait en ambassade. Legrain n'en doute pas, et déjà il voit sa fortune faite. A Brinon, charmant intermède. « La cuisinière de la dame du frère de M. l'avocat » se met avec notre domestique du dernier bien. Elle avait dix-sept ans, gorge rondelette et minois fripon. Notre valet conte cette anecdote d'une plume alerte.

« Je vois que le temps presse, je me dis : — Il ne faut pas perdre de temps. »

Effectivement, le temps ne fut pas perdu. Mais il n'est bonheur qui dure. Il fallut se remettre en route. « L'on monte en voiture. Je dis au postillon :

« — Partez.

« Elle veut absolument que je prenne un peu de liqueur. Je me dépêche, nous nous embrassons, je monte à cheval, elle m'éclaire.

« — Faut-il que vous partiez par ce temps-là et si vite?...

« Je lui donne la main, je pars ventre à terre. »

A une journée de là, l'essieu de la voiture vint à se rompre.

« — Monsieur, dit Legrain, j'aurais mieux aimé qu'elle se brise à Brinon, chez le frère de M. l'avocat, que de se faire une égratignure ici !

« — Oh ! je t'entends, » fit Mirabeau.

C'est à l'auberge de Salins que Legrain découvre dans quelle sorte d'ambassade il est embarqué.

« — Legrain, lui murmure à l'oreille son maître, ne prononce pas le mot de Mirabeau, que je ne te le dise.

« — Cela suffit, monsieur.

On se dirige vers Pontarlier. Deux pieds de neige. Les arbres découpent leurs branches noires sur le ciel gris : de rares vols de corbeaux ; puis rien. Enfin un homme sur la route ; il approche, croise la voiture :

« — Qu'on arrête, voilà Bourrier ! s'écrie Mirabeau.

— Ma foi, monsieur, on voit bien que la neige vous éblouit, car c'est un perruquier.

« — Précisément, appelle donc !

Le témoignage de ce Bourrier, logeur et traiteur du comte à Pontarlier, lui avait fait trancher la tête, — en effigie. Mirabeau le secoue, l'embrasse.

— Voilà une belle ambassade ! pensait Legrain.

A Pontarlier, l'avocat descend. On arrive aux Verrières-Suisse.

« — Pardon, monsieur le comte, si je vous interromps, fait Legrain.

« — Parle.

« — Monsieur, quand je suis parti de Bignon, l'oncle de votre avocat m'a dit que vous étiez nommé ambassadeur et que j'allais faire mon chemin avec vous. Il paraît que ce soit possible en fait de chemin, mais pas en fortune... Quoi qu'il en soit, soyez sûr de moi. Ayez tort ou raison, je ne vous quitte pas que vous ne soyez débarrassé...

« — Je puis donc compter sur toi ?

« — Oui, monsieur le comte, en service et en probité. D'ailleurs, monsieur votre père m'a dit qu'il se reposait sur moi. Je lui ai donné ma parole.

Et voilà Legrain qui part en qualité de négociateur, tantôt à Pontarlier, tantôt à Neuchâtel, visitant le chancelier, visitant les juges. Il s'agissait d'obtenir du Conseil de Neuchâtel d'interdire aux témoins suisses de venir déposer en France. C'est Legrain qui mène l'affaire. Il ne débride pas, brûlant les étapes, par des chemins où le cheval enfonce dans la neige jusqu'aux jarrets.

— Te voilà déjà revenu, lui dit Mirabeau.

— Je n'ai pu revenir plus tôt.

— Je le crois bien, comme te voilà fait !

Mirabeau avait dû se constituer prisonnier à Pontarlier. Le concierge de la geôle lui céda son propre logis et s'installa lui-même avec sa famille dans la prison.

Cependant Legrain avait pris à cœur les affaires de son maître, auquel l'avocat du Roi à Pontarlier, un nommé Pion, était hostile. Legrain traversait la grande place à cheval. Arrive toute une meute. « Parmi ces chiens il se trouva M. Pion... Comme j'avais un bon fouet de poste, que je savais bien le manier, je n'ai pas voulu lui couper les yeux ; je lui ai seulement coupé la figure, avec les deux oreilles. »

On imagine la belle rumeur : Legrain fut traduit en justice à Besançon, mais à force de parler, d'expliquer, de poster adroitement de menues inexactitudes aux bons endroits, — ô Figaro ! — le rusé compère parvint à se tirer d'affaire. Mirabeau aussi.

Legrain est devenu le conseiller et le mentor de son maître; il lui fait payer une partie de ses dettes, celles qui sont dans la basse classe, « parce qu'elles sont criardes. » Survient le fameux procès de 1783, de Mirabeau contre sa femme, — « contre » est mal dit, puisqu'il plaidait en « réunion. » Mirabeau se révèle le premier orateur de son temps. Il a publié son livre sur les lettres de cachet. Il est célèbre et les éclats de sa renommée mettent en lumière le fidèle Legrain. De la gloire, mais peu d'argent. Faute d'argent, les chevaux se mordent. Mirabeau et Legrain voulurent régler leurs comptes ; ils en vinrent aux coups.

« Monsieur le comte, nous avons raison tous les deux. Vous pouvez prendre un domestique si vous n'en avez pas, et moi un autre maître. Vous aurez plutôt trouvé un mauvais domestique, que moi un bon maître.

« — Eh bien ! en attendant, voilà des commissions, il faut les faire ; et voyez que ma chambre est tout sens dessus dessous.

« — J'ai une place, je suis sûr d'être reçu, je sais les prix de la maison, tout cela me convient. Je suis sûr, en n'entrant pas là, que je ferai une sottise. Enfin, je me détermine à rester avec vous, monsieur. »

Legrain demeura auprès de Mirabeau jusqu'à l'heure de sa mort. Entre temps, il se marie, et sa femme, qu'il avait connue servant Mme de Nehra en qualité de femme de chambre, sous le nom d'Henriette, s'attacha au grand tribun comme son mari. Bien qu'enceinte, elle le soigna durant sa dernière maladie avec un admirable dévouement.

Les derniers momens du puissant orateur sont contés par Legrain en termes émus :

« Le matin, il aperçut la verdure des arbres de son jardin et dit :

« — Menez mon lit auprès de la croisée, que je la voie avant de mourir. »

« Et il dit, étant arrivé auprès :

« — Belle verdure, tu parais à l'instant que je m'en vais. »

Le récit est très beau, très simple. Figaro écrit de sa meilleure plume ; mais l'émotion devient trop forte, ce sont des phrases heurtées, inachevées, on les lit entrecoupées de sanglots :

« Quelque temps toujours parlait, tout à coup baisse tout à fait ; la parole lui manque. Toujours connaissance jusqu'au dernier soupir, fait signe que l'on lui donne une plume et dit adieu, pour toujours, à tout le monde qui était dans les chambres et à tous les Français, fait signe à sa garde-malade (Henriette), qui le soutenait, de se détourner pour ne pas le voir passer.

« C'était une fière révolution dans la rue.

« Comme tout le monde était dans le plus morne silence pendant trois jours... »

On était en avril ; une matinée de printemps, fraîche, baignée de lumière claire, sans soleil ; des brumes légères estompaient de buée humide, argentine, la « belle verdure » du jardin.

Là s'arrête le manuscrit. Legrain s'était retiré, avec la bonne Henriette, à Pontarlier ; mais on y dépanthéonisait Mirabeau comme à Paris. Les fidèles serviteurs retournèrent dans la capitale, où le fils adoptif du grand tribun, G. Lucas de Montigny, les entoura d'égards affectueux.

Et Legrain « en se mettant en écrit, » mit en écrit son maître.

Une belle fin pour Figaro.

Car la Révolution, en proclamant la liberté de la presse, devait clore l'histoire des nouvellistes à la main.

FUNCK-BRENTANO ET PAUL D'ESTRÉE.

GRUNDTVIG

ET LE

RELÈVEMENT DU DANEMARK AU XIX[e] SIÈCLE

La renaissance d'un petit pays, ou plus particulièrement d'une population de paysans, par l'école, et, pour préciser, par l'école supérieure populaire, libre, privée : le cas de nos jours a de quoi surprendre et mérite qu'on s'y arrête un moment! C'est le cas, c'est l'exemple que nous offre une petite nation chère à la France et à qui chère est la France, une nation qui, comme la France, a subi depuis un siècle les plus cruels revers, et qui, du milieu de ces revers, a su se relever, se régénérer de la façon la plus virile et la plus méritoire : je veux dire le Danemark. Il y a près de cent ans, le Danemark émergeait à peine, meurtri et démembré, d'une terrible crise où son existence politique avait failli sombrer. La conscience de la nation s'était obscurcie; le pays semblait avoir perdu jusqu'au désir de vivre. Or voici que bientôt, sous l'influence d'une élite de penseurs, de poètes, d'hommes d'Église ou d'école, en tête desquels il faut placer l'éminent évêque et écrivain Grundtvig, le « prophète du Nord, » la nation se ressaisit, elle retrouve son âme, et, l'organisme national réagissant avec vigueur sous l'influence des idées nouvelles, le peuple danois se redresse de toute son énergie pour reprendre peu à peu par le caractère et le travail, malgré les épreuves nouvelles qui l'attendent au milieu du siècle, l'une des premières places parmi les plus prospères des États. Retracer brièvement les lignes générales de ce relèvement, et la physionomie de son principal protagoniste, étudier ensuite ce

qui en a été le facteur le plus puissant, l'organe le plus efficace, c'est-à-dire l'école populaire appelée, du nom de son créateur, l'École Grundtvig, tel est l'objet des pages qui suivent. Mais esquissons d'abord, d'après des notes de voyage et des documens récens, quelques traits du caractère national danois au temps présent (1).

I

Petite nature simple, douce et mesurée : telle est l'impression que laissent au passant les paysages danois, îles ou presqu'îles, terres basses coupées de bras de mer, plaines vertes à la surface à peine ondulée, avec, çà et là, de frais vallons de rêve. Rien qui fasse saillie : point de montagnes, de lignes élancées et hardies, point de grandeur ni d'abîme, mais des dunes mouvantes et des tourbières, des landes, comme en Jutland, quelques fjords pittoresques, de grands lacs tristes cernés de hêtres comme le lac de Skerrit en Sélande. De même, point de grands contrastes dans les saisons : le climat est tempéré, peu excitant; la lumière douce, souvent vaporeuse et mélancolique; il n'y a pour frapper l'imagination ni soleil de minuit, ni aurores boréales. Partout les horizons sont bornés par la mer, « l'élément libérateur dans la nature comme dans la civilisation, » qui « relie et rattache plus qu'il ne sépare (1). » Ciel et mer, vagues et vents, sont seuls à changer ici, dans leur variété incessante, l'aspect uniforme des choses.

Cette nature calme et un peu grise a son reflet dans l'âme des paysans, comme elle l'a dans leurs yeux : elle a fait cette âme à son image. Simplicité, douceur, bonhomie, telles sont, avec une saine pondération dans une intelligence d'ailleurs vive et mobile, les qualités typiques du caractère populaire en Danemark. D'instinct, on est bienveillant pour le prochain, prévenant pour l'étranger, sans rien de la rudesse coutumière aux voisins allemands, ni de la roideur, du quant à soi, des frères norvégiens. La vie sociale même est empreinte d'un heureux

(1) *Le Danemark, État actuel de sa civilisation et de son organisation sociale*, par J. Carlsen, H. Olrick et C. U. Starcke, Copenhague, 1900. — *Le Danemark, histoire et géographie, situation sociale et économique*, par H. Weitemeyer, Copenhague, 1889. — Rapports consulaires et enquêtes étrangères diverses.

(2) *Le Danemark*, p. XXVII et XXVIII.

caractère d'intimité, « qui sent la famille. » L'individu « est beaucoup plus *lui-même* que citoyen d'un État... L'idée de l'État joue chez nous un rôle beaucoup moins imposant que chez nos voisins du Sud, et, par compensation, le sentiment de la liberté individuelle est bien plus vif en nous... Nous regardons encore le roi comme le père du pays (1). » Pierre le Grand se vantait, dit-on, auprès de Frédéric IV : « Je puis ordonner à n'importe lequel de mes gens de se jeter du haut de cette tour, et il le fera. — Et moi, lui répondit le roi Frédéric, je puis me mettre à dormir la tête sur l'épaule du premier venu de mes sujets ! » Du haut en bas de l'échelle sociale, chez l'« alerte » Fionien, chez le « joyeux » Sélandais comme chez le Jutlandais « lourd et sérieux, » on retrouve, avec une façon sereine et facile d'envisager la vie, cette bonhomie et cette bonne humeur qui égaient et allègent la tâche quotidienne. Écoutez causer deux ouvriers de village, occupés à blanchir une église : « Crois-tu que Dieu ait créé le monde en six jours ? — Oui ; mais aussi le monde est fait en conséquence ! » Dans les tranchées de Dybbel, sous le feu des Prussiens, les soldats du roi Christian IX ne se refusaient pas à des facéties analogues. Laborieux et persévérant, très attaché au sol natal, à son environnement familier, aimant l'intimité, la vie patriarcale, le paysan danois a quelque chose d'heureux dans sa modération calme, et ce n'est pas, paraît-il, sous des couleurs exagérées que le romancier H. Pontoppidan a peint cette jolie petite scène de la vie rurale : « Par un calme soir d'été, alors que le soleil s'efface et jette comme un glacis doré sur chaque petite mare d'eau, que les filles aux joues potelées suivent en chantant les sentiers des prairies, leurs fortes épaules chargées du joug d'où pendent les jarres à lait, que les garçons aux cheveux roux sortent des villages en se dandinant sur de lourds chevaux et laissent leurs sabots pendiller à plaisir au bout du gros orteil, que les marais commencent à bouillonner et les prés à tendre leur voile, c'est alors qu'on peut se croire transporté vraiment au pays de Cocagne où tout respire la paix et un bonheur sans fin (2). »

Mesuré en tout, le Danois apporte dans la vie un extrême bon sens, mais aussi un peu d'étroitesse, de froideur, de terre à terre. Dans l'ordre intellectuel, c'est par la clarté et la sûreté

(1) *Le Danemark*, p. LXII.
(2) H. Pontoppidan, *Illum Galgebakke*. — Cf. *Le Danemark*, p. LXI.

du jugement qu'il brillera plutôt que par une imagination que ne fécondent ni les grands drames de l'histoire ni les grands spectacles de la nature. « Notre poésie, dit un Danois, doit sa force à la finesse de ton de son lyrisme, mais le drame grandiose dépasse notre puissance; notre musique est riche en sentimens, mais elle n'est ni impétueuse ni sauvage;... nos savans sont infatigables, mais ils ne bouleversent pas le monde. Nous connaissons nos bornes, et qui cherche à les forcer s'en tire rarement avec avantage (1). » Adam de Bremen avait déjà signalé l'empire du Danois sur ses sentimens comme un trait caractéristique de la race, et faisait ressortir le contraste frappant qui sépare, en matière sentimentale, la « retenue » danoise de la « superlativité » germanique. L'enthousiasme, l'impétuosité effraient; on redoute ce qui est puissant et violent, on jalouse ce qui saille ou domine : c'est un peu l'effet de la petitesse du pays et des difficultés de son existence politique et économique... Dans la vie privée, chacun préférera, aux vastes poursuites d'avenir, la sécurité dans la médiocrité. Habile, circonspect, volontiers opportuniste, le *Danus astutus* des vieux auteurs joint à son bon sens un sens pratique de premier ordre, mais il déploie en toutes choses plus de ténacité que de témérité, plus d'industrie que d'ambition; son caractère le porte à la défensive plutôt qu'à l'offensive; il est, par nature, conservateur. L'histoire danoise a comporté peu de révolutions; le socialisme danois ne fraie pas avec l'anarchie, et rien n'égale le calme avec lequel les travailleurs danois ont dirigé et supporté leurs grandes luttes ouvrières de la fin du XIXe siècle.

« Un peuple qui a assez à faire de s'endiguer contre la mer et de protéger ses champs contre les sables mouvans, voilà le Danois (2) : » il a les qualités qu'il faut pour cette œuvre, et laisse à d'autres les rêves de grandeur et les châteaux en Espagne.

II

Ce n'est pas qu'en d'autres temps il ne se soit laissé tenter par l'ambition d'un rôle à jouer dans le monde, mais la fortune refréna cruellement ses ardeurs aventureuses au cours de ces

(1) *Le Danemark*, p. LXI. — Cf. p. LX.
(2) Ibid., p. LXV.

longues guerres du XVIIe siècle où pâlit l'étoile du Danebrog. A la fin du XVIIIe siècle, après quatre-vingts ans de paix ininterrompue, le Danemark jouissait, à l'intérieur, d'une remarquable prospérité économique, sous un gouvernement absolu, mais « éclairé, » selon la mode du temps, ami des « lumières » et ennemi des « préjugés. » Endormi dans un bien-être insouciant, le peuple avait laissé sa foi religieuse se fondre en un vague rationalisme, et sa foi patriotique se dissoudre en un cosmopolitisme qui, pour le petit voisin de la grande Allemagne, devait naturellement se présenter sous les espèces du germanisme. Après l'extraordinaire aventure du tout-puissant ministre Struensée, Allemand d'origine, contempteur à la fois du danisme et de la religion, et dont la chute tragique ne suivit que de seize mois la coupable élévation, le Danois Guldberg avait bien entamé la lutte contre le germanisme, chassant les fonctionnaires allemands de leurs postes comme les commandemens allemands de l'armée. De même, après 1784, le prince royal Frédéric avait bien inauguré, avec l'aide de Reventlow, de Bernstorff, tout un travail de réformes destinées à affranchir le paysan, à libérer le commerce, à améliorer la justice. Mais l'effort tardif devait échouer et se perdre dans les épreuves terribles qui, soudain, allaient frapper le Danemark, depuis la glorieuse, mais désastreuse bataille navale livrée le 2 avril 1801 contre la flotte de Nelson, jusqu'au bombardement et à la prise de Copenhague par les Anglais en 1807. Avec la paix de Kiel, en 1814, le Danemark sortit de la crise non seulement humilié et démembré, — il perdait la Norvège, — mais moralement et physiquement anéanti : le Trésor était vide, le commerce détruit; le pays perdait un tiers de sa population, et à la ruine économique s'ajoutait un désastre plus grand encore, l'effondrement de toutes les espérances, le naufrage du patriotisme et la destruction du sens national.

L'épreuve était de celles qui tuent ou qui guérissent un peuple. Le peuple danois allait-il mourir? N'allait-il pas chercher, au contraire, dans son désastre même, des facteurs de renaissance et de nouvelles raisons de vivre? Plus grand était le mal, plus difficile le relèvement : il fallait ranimer la conscience publique, restaurer la foi religieuse, refaire l'éducation du pays ; l'âme de la nation était comme morte, il fallait la ressusciter. L'élite des Danois comprit la grandeur et la nécessité de l'œuvre de la régéné-

ration intérieure, elle se mit à la besogne, et s'il lui fallut plus d'un demi-siècle pour réussir, on ne peut nier du moins qu'elle n'ait réussi, sous la conduite d'un *leader* éminent dont la figure domine et dont le génie semble diriger toute l'histoire psychologique du Danemark au XIXe siècle.

Fils d'un modeste pasteur rural, Nicolas-Frédéric-Séverin Grundtvig naquit à Udby (Sélande) en 1783. D'abord professeur de collège, puis ministre luthérien, décoré sur la fin de sa vie du titre honorifique d'évêque, prédicateur attitré de l'église de Vartou à Copenhague où, jusqu'à sa mort en 1872, une foule d'admirateurs enthousiastes venait l'écouter chaque dimanche, Grundtvig consacra le meilleur de lui-même à sa religion et à son pays. Théologien orthodoxe, et en théologie adversaire ardent du rationalisme à la mode, historien de l'antiquité danoise, admirateur et restaurateur de la vieille littérature nordique où, en fidèle patriote, il cherchait à retrouver l'esprit et la tradition de sa race, poète, orateur, enfin et surtout éducateur, il fut tout à la fois, même homme politique, et fit sentir son action maîtresse dans toutes les directions où s'exerça au cours du siècle le mouvement du relèvement national danois.

C'est dans le domaine politique, disons-le tout de suite, que son action fut la moins heureuse. On sait que dès 1830, sous l'influence de la Révolution de Juillet, la vie politique s'était ranimée en Danemark, et qu'un mouvement libéral était né qui avait abouti en 1834 à la création de quatre États provinciaux, grandes assemblées consultatives où se formèrent les premiers « partis : » le parti conservateur, le parti libéral ou bourgeois (dit national-libéral en raison de ses vues irrédentistes sur la question du Slesvig-Holstein), enfin le premier embryon du grand parti de l'avenir, du parti radical ou paysan. Après une féconde période de réformes législatives (1835-1842), le pays obtint enfin en 1849 une Constitution qui, revisée en 1866, lui donna deux Chambres, un *Folkething* élu au suffrage quasi universel, et une Chambre haute (ou *Landsthing*) élue à un suffrage à deux degrés (1), avec un gouvernement constitutionnel, mais non proprement parlementaire, sous la suprématie de la Couronne. Rendre parlementaire ce gouvernement, obliger la Couronne à choisir le ministère dans la majorité de la Chambre basse, tel fut dès lors

(1) Douze membres, sur soixante-six, sont nommés à vie par la Couronne.

le but du parti radical ou paysan qui, à partir de 1872, se rendit maître du *Folkething*, appuyé par une partie de la bourgeoisie intellectuelle et flanqué à gauche d'un petit groupe de socialistes. Et tout le dernier quart du XIXe siècle fut occupé, comme on le sait, par le conflit tantôt aigu, tantôt latent, entre la majorité radicale de la représentation populaire et les gouvernemens conservateurs appuyés sur la minorité de droite, sur le *Landsthing* et sur la Couronne. Dès l'origine, le mouvement libéral avait trouvé en Grundtvig un champion ardent. Grundtvig prit une part active à l'élaboration de la Constitution de 1849, et siégea jusqu'à sa mort dans la gauche du *Folkething*. La flamme radicale, si vive fût-elle, était tempérée en lui le plus souvent par son sens patriotique et sa foi religieuse ; ses amis, ses successeurs n'eurent pas, à vrai dire, la même modération, et ne laissèrent pas de pousser le parti paysan, dont Grundtvig ne vit d'ailleurs pas l'apogée, dans des fautes et des excès que le maître eût réprouvés de toutes ses forces. Mais l'aspect politique n'est après tout qu'un aspect secondaire de l'action de Grundtvig, dont le principal effort, et le plus fécond, se porta sur une double œuvre de restauration, la restauration du sentiment national et celle du sentiment religieux.

Le germanisme, nous l'avons dit, dominait encore la pensée danoise à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. Ce n'est qu'après les désastres de 1807, et sous l'influence de ces désastres mêmes, qu'une réaction « nationale » commença à se dessiner. La littérature, dans le deuil du pays, passe alors au premier plan ; on s'y absorbe, on s'enfonce dans les souvenirs glorieux du passé pour y chercher une consolation et un enseignement ; un souffle d'inspiration proprement danois ranime la poésie qui, jusqu'alors n'était influencée que par le romantisme allemand ou le classicisme français. Déjà le grand poète Œhlenschlæger, qui sous bien des rapports, était encore l'homme du XVIIIe siècle, recherchait par instinct d'artiste les sujets tirés des vieilles légendes du Nord ou de la mythologie scandinave ; son *Hakon Jarl*, où il évoque la lutte du paganisme contre le christianisme, marque une date dans l'évolution de la littérature danoise. Grand admirateur d'Œhlenschlæger, Grundtvig fouille avec plus d'ardeur et de méthode les richesses du passé. Dès sa jeunesse, il a été attiré par les recherches historiques, il est allé recueillir en Angleterre les vestiges littéraires des ancêtres de sa race,

il a publié plusieurs ouvrages d'érudition, dont le plus important, *Nordens Mythologi* (1808), lui vaut la célébrité. L'antiquité « s'est emparée de lui, » elle imprègne ses croyances et lui inspire, dans une série de poèmes nationaux (1), les accens du plus noble lyrisme. Il n'est pas un pur artiste ; il n'a ni l'oreille délicate, ni le goût infaillible ; mais il excelle à faire revivre le passé dans ses vers vigoureux et rudes et à en dégager les traditions et l'esprit. Sa poésie est « au service de la religion et de l'éducation nationale. » Moins classique que son prédécesseur, il est plus puissant : « Ses poésies nordiques, dit un Danois, sont de granit auprès du marbre d'Œhlenschlæger ; sa harpe a des cordes d'acier. » L'un et l'autre font école ; à partir de 1825, on voit s'épanouir en Danemark toute une floraison poétique qui, sortie d'Œhlenschlæger et de Grundtvig, prend son inspiration dans le vieux fonds des légendes scandinaves et prêche au pays, avec l'amour du passé, le sens de l'unité de la race, le respect du patrimoine ancestral et le culte des gloires danoises. L'âme populaire, encore ébranlée des récens désastres de la patrie, vibre avec émotion à la voix enflammée des oracles qui lui montrent le chemin ; les consciences se recueillent, le sentiment national se régénère et avec lui renaît tout ce que ce sentiment comporte de légitime orgueil, d'espérance et d'énergie féconde : et, dès le milieu du siècle, on pourra voir le peuple danois, redevenu lui-même, forcer l'admiration de ses adversaires, dans une lutte inégale, par sa fière hauteur d'âme et son héroïque intrépidité.

La réaction « nationale » s'accompagna d'une réaction religieuse, dirigée contre le rationalisme du XVIIIe siècle comme la première l'avait été contre le cosmopolitisme. Le rationalisme, en effet, régnait presque souverainement dans l'église officielle danoise il y a une centaine d'années ; ce n'est que chez les Piétistes, épars dans le pays, exclus de l'église officielle, en butte à ses vexations comme à celles de l'autorité civile, qu'on pouvait encore trouver des signes d'une vie religieuse ardente : leurs « réunions dévotes » ou *collegia pietatis* devaient plus tard donner naissance à un mouvement destiné à prendre une influence considérable en Danemark, à ce qu'on appelle aujourd'hui la « Mission intérieure. » Contre le rationalisme dominant, deux

(1) Le plus connu a pour titre : *Les derniers exploits des héros du Nord* (*Optrin af kæmpelivets Undergang i Nord*), 1809.

hommes surtout luttèrent, représentant deux tendances distinctes. Ce fut d'abord Jacob Peter Mynster (1775-1854), prêtre de la Cour, puis évêque en Sélande, le Pusey danois, qui, par sa belle culture et sa haute piété, contribua d'une façon remarquable à rétablir dans l'Église danoise l'orthodoxie luthérienne, et dont le successeur, Martensen, poussant à l'extrême la réaction conservatrice, devint le chef de ce qu'on nomma en Danemark, par une analogie avec la *high church* anglaise, « l'école de la haute Église. » Ce fut d'autre part Grundtvig, véritable « génie religieux, » non moins croyant, non moins décidé que Mynster dans son luthéranisme, — « vrai brûlot du fanatisme, » disait-on de lui dans sa jeunesse, — mais moins « officiel, » plus libéral, plus polémiste, plus *low church*, si l'on veut. Religieuse autant que patriotique, sa muse lui inspire des chants sacrés qui font de lui, paraît-il, l'un des premiers « psalmistes » de l'église danoise (1). Pour combattre l'ennemi commun, le rationalisme, il s'attache non pas tant à la Bible, bien qu'on l'ait appelé le « géant solitaire de la Bible, » qu'au symbole des apôtres, « comme au témoignage primitif du véritable christianisme, à la parole sortie de la bouche même du Seigneur, au verbe vivant, par opposition aux livres qui, comme écrits, sont morts. » Il se sépare de Mynster pour réclamer au sein de l'Église nationale la liberté. « Foi et liberté » est la devise que les grundtvigiens, dans leurs réunions d'amis, s'efforcent de répandre et de pratiquer. Grundtvigiens libéraux, orthodoxes de la haute Église, et piétistes de la « Mission intérieure, » — ces derniers, propagandistes et réformateurs, s'attaquant à toutes les plaies morales de la société, rappelant par certains côtés les méthodistes anglais, mais avec une foi plus positive, plus sacramentelle, — tels sont aujourd'hui encore les trois grands partis religieux qui se partagent le luthéranisme danois. Et en face d'eux, si la pure négation, l'incrédulité, a progressé, là comme ailleurs, le rationalisme religieux, cet hybride de la foi et de la libre pensée, a du moins disparu presque entièrement de la carte morale du Danemark.

(1) Il publia tout un recueil de psaumes : *Sangværk til den danske kirke*.

III

Patriotique, religieuse, voilà donc la double base sur laquelle devait se faire le relèvement du Danemark au cours du XIX[e] siècle; là sont les deux axes de ce relèvement. Mais, de ce relèvement national, quel devait être l'instrument, le facteur pratique, l'organe de pénétration populaire? L'école, puisqu'il s'agissait de refaire l'éducation de l'individu. L'école publique, l'école d'État? Sans doute; mais bien plus encore l'école privée, l'école indépendante.

L'école primaire publique, c'est peut-être le Danemark qui, de tous les États modernes, a fait depuis un siècle, pour la développer, les efforts les plus larges et les plus féconds. Grundtvig, que nous retrouvons ici, et qui fut l'un des grands « éducateurs » danois, travailla de toutes ses forces à cette œuvre pédagogique, s'efforçant particulièrement d'associer l'instruction en commun à l'éducation dans la famille, et d'imprimer à l'enseignement une direction locale en vue de rendre essor à la vie populaire. Il n'y a guère moins d'un siècle que la loi danoise a décrété l'obligation scolaire pour les enfans de sept à quatorze ans (1814). Aujourd'hui, on compte en Danemark, dans les campagnes seulement, pour 1 million et demi d'habitans environ, 2936 écoles principales, 300 écoles préparatoires et 200 écoles dites ambulantes ou accessoires, toutes écoles d'État (1). Nulle classe ne doit compter plus de 35 élèves. Le taux de la fréquentation scolaire est particulièrement élevé : 94 pour 100 à la campagne, 98 pour 100 à la ville. L'enseignement religieux, n'en déplaise à M. Homais, est obligatoire : enseignement luthérien bien entendu, avec exemption pour les enfans non luthériens, dont les parens sont astreints à assurer la formation religieuse par ailleurs. Les 4 658 instituteurs publics danois, et les 1 798 institutrices, sont mieux payés que ne le sont les nôtres : en revanche, le croirait-on? ils ne font pas de politique! Ajoutons enfin qu'en outre des écoles primaires supérieures ou de « persévérance, » il y avait aux dernières statistiques (1897) 822 écoles du soir avec plus de 8000 élèves. Ces quelques chiffres, ces

(1) A ces chiffres il faut ajouter environ 200 écoles élémentaires privées, avec 6 ou 7 000 enfans (*Privatskoler*). — Voyez pour tout ceci *Le Danemark*, p. 119 et suivantes.

brèves indications, témoignent suffisamment et du goût du peuple pour l'instruction et de l'état avancé de l'enseignement public élémentaire en Danemark.

Aussi bien cet enseignement a-t-il pu faire beaucoup, et a-t-il en vérité fait beaucoup, pour le développement national danois. Mais pouvait-il, avec son cadre limité, ses formes nécessairement rigides, son caractère officiel et systématique, servir d'instrument à l'œuvre profonde, immatérielle et tout intérieure de rénovation psychologique entreprise par Grundtvig et ses amis? L'école publique donne l'instruction, l'éducation lui échappe en grande partie : elle apprend les élémens, elle ne forme pas l'esprit, même lorsque, par les cours du soir et la « persévérance, » elle s'adresse spécialement aux adultes ou aux jeunes gens. Organisme d'État, elle n'est pas faite pour une pareille œuvre, elle n'est pas armée pour un pareil combat.

Le vrai facteur du relèvement, c'est Grundtvig lui-même qui l'inventa et le créa de toutes pièces, en dehors de l'intervention de l'État et par les seuls moyens de l'initiative privée. Ce fut l'« École supérieure populaire, » la *Folkehœjskole*, que les Danois eux-mêmes caractérisent aujourd'hui encore comme « la partie la plus originale de la civilisation danoise : » école « populaire, » et surtout paysanne, puisque le Danemark est avant tout un pays rural; école « supérieure, » qui s'adresse non plus aux enfans, mais aux jeunes gens et aux jeunes filles, car, selon Grundtvig, « le temps de la jeunesse proprement dite (de dix-huit à vingt-cinq ans) est la période de la vie où l'individu est le plus impressionnable et le plus instruisable (*sic*). » Par cette école, Grundtvig visait à un but non d'instruction, mais d'éducation populaire, il voulait travailler non pas, — ou non pas seulement, — le cerveau, mais l'esprit et le caractère de chacun, il voulait donner à la classe rurale un certain degré de culture mentale et morale *sans la déclasser* (nous verrons plus loin comment il y a réussi). L'école Grundtvig devait avoir, comme avait la vie de Grundtvig lui-même, une base tout ensemble religieuse et nationale. Elle devait susciter « un esprit d'héroïsme chrétien, » selon le mot du maître; elle devait, par l'étude du passé, de la langue maternelle et des trésors littéraires de la race, nourrir le plus pur sentiment patriotique, elle devait « tourner le cœur des enfans vers leurs pères et celui des pères vers leurs enfans, » pour aider les uns et les autres à « préparer, sur la base

des expériences accumulées par les générations passées, l'avenir des générations futures. » Grundtvig ne cherchait pas à remplir d'un vain savoir les têtes paysannes, mais à « éveiller » les esprits (rappelez-vous la « maïeutique » de Socrate), à développer dans l'âme de chacun l'imagination et le jugement en même temps que la conscience et l'effort : le caractère national étant un peu étroit et terre à terre, il voulait fortifier à la fois « le cœur, l'esprit et la volonté. » Donc, point d'enseignement pratique ou technique, en vue d'un but utilitaire (notez que c'est exactement l'opposé de notre enseignement professionnel ou primaire supérieur); c'est en cultivant les caractères, en faisant « de ces jeunes hommes et de ces jeunes filles d'honnêtes et fidèles Danois, » qu'on les préparera le mieux à la lutte pour la vie. L'essentiel n'est-il pas de former, selon l'expression du poète Frederik Paludan Müller, « une génération d'hommes au cœur ferme et de femmes fortes et pieuses ? »

La première école supérieure populaire fut créée en 1844, sous les auspices de Grundtvig, sur contributions privées, à Rœdding, dans le Slesvig, par Christian Flor, professeur à l'Université de Kiel, qui abandonna à cet effet sa chaire officielle; peu d'années après, on vit surgir, en Jutland, les écoles d'Uldum (1848) et d'Oddensée (1851), et, en Sélande, celle de Hindholm (1852). Les débuts furent des plus pénibles. L'argent manquait. Mais les critiques abondaient. La « Haute Église » accusait Grundtvig d'ébranler l'ordre social. Les esprits « supérieurs » raillaient l'idée de faire goûter les vieilles Sagas aux oreilles populaires. Les gens « pratiques » blâmaient cette « folie » d'enseigner à des paysans à se cultiver eux-mêmes au lieu de leur apprendre à mieux cultiver leur lopin de terre. Notons qu'aujourd'hui encore il est de mode, dans certains milieux « intellectuels » avancés du Danemark, de blâmer le caractère « nationaliste » de l'enseignement dans les *Folkehœjskoler*, l'abus qui y est fait du sentiment patriotique, l'orgueil développé par un étroit amour du pays... : nous-même avons surpris un jour avec tristesse ce reproche sortant des lèvres de l'éminent critique danois, M. Georg Brandès. Quoi qu'il en soit, le succès eut raison des objections, et, à partir de 1865, le nombre des écoles grundtvigiennes s'accrut avec rapidité. Il y en a actuellement près de 80, réparties sur tout le territoire, avec plus de 6 000 élèves; on calcule que 10 pour 100 de la population totale passe effectivement

sur leurs bancs. Des établissemens analogues, basés sur les mêmes principes avec quelques variantes dans l'application, ont été créés par la « Mission intérieure, » et plus anciennement par Kristen Kold (1816-1870), par Bjœrnbak. La Suède et surtout la Norvège ont dans une certaine mesure suivi le mouvement. Enfin l'État danois a officiellement consacré l'utilité sociale des écoles supérieures populaires en accordant, depuis 1851, à un certain nombre d'entre elles une subvention annuelle en argent (au total 168000 francs par an); depuis 1869, il donne aussi des allocations à leurs élèves pauvres (au total 256000 francs annuellement). Ces écoles, bien que placées sous la surveillance de l'État, restent d'ailleurs absolument indépendantes et libres.

Le régime de rigueur est l'internat, et dans une certaine mesure, la vie commune entre les élèves et les maîtres. Pourquoi cette règle stricte? C'est que l'un des buts et des moyens à la fois de l'école Grundtvig est de placer l'élève sous l'influence personnelle du maître, sous l'influence directe d'un milieu cultivé; c'est encore que, pour profiter de la formation méthodique, de la discipline intellectuelle et morale de l'école, il faut que l'élève s'y donne tout entier pendant le temps voulu; c'est enfin que, la plupart des élèves appartenant à la classe rurale, il n'y a pratiquement, en raison des distances, d'autre régime possible que celui de l'internat. — Qui sont les maîtres? De jeunes gens, engagés souvent dans les ordres, de jeunes femmes, toujours d'une culture sérieuse, et qui, séduits par l'idéal grundtvigien, consacrent leur carrière et leur vie à cet apostolat, encadrés par un état-major de directeurs et directrices et aidés par des auxiliaires. Beaucoup d'entre eux ont été formés à l'école supérieure d'Askov en Jutland, laquelle occupe dans la liste des écoles Grundtvig une place à part, servant de modèle aux autres. Les hommes éminens n'ont pas manqué parmi eux, tels autrefois Kristen Kold et Ernest Trier, tels aujourd'hui le littérateur L. Schrœder, directeur de l'école d'Askov, le physicien Poul La Cour, le docteur Nœrregaard. Quant aux élèves, la grande majorité sort des familles paysannes ou villageoises, métayers, petits propriétaires, artisans ou commerçans, etc.; il n'y en a guère plus de cinq pour cent qui soient originaires des villes. Dans l'idée du fondateur des écoles, les diverses classes de la société devaient y être representées; en réalité, ce résultat n'est obtenu, et encore imparfaitement obtenu, que dans un très petit

nombre d'écoles, par exemple à l'école supérieure d'Askov (jeunes filles), où l'on trouve bon nombre de filles de commerçans et de bourgeois de Copenhague mêlées à celles du petit peuple rural. Mais cela changera peut-être : l'école Grundtvig serait, dit-on, en passe de devenir à la mode dans la bourgeoisie danoise.

L'enseignement, dans chaque école, comporte deux sessions : la session d'hiver (cinq à six mois) est réservée aux jeunes gens, la session d'été (trois mois) aux jeunes filles; quelques écoles font l'expérience de sessions mixtes, tandis que d'autres sont exclusivement réservées aux élèves de l'un ou de l'autre sexe; on voit d'ailleurs souvent des élèves suivre deux années de cours. L'école est payante, ne serait-ce que par application du principe que l'homme n'attache de prix qu'à ce qui lui coûte : neuf *kroner* (douze francs soixante) par semaine et par élève; l'État, nous l'avons dit, et aussi les conseils de comté, accordent des bourses aux sujets méritans. En fin d'études, il n'est ni délivré de diplôme, ni décerné de titre ouvrant droit à un privilège quelconque : l'utilité de l'école Grundtvig n'est autre que morale, aucun bénéfice matériel n'y est recherché, du moins directement; c'est ce qui ressort d'ailleurs des méthodes d'instruction comme des programmes. L'histoire générale, et particulièrement l'histoire scandinave, la langue et la littérature danoise, voilà ce qui fait le fond de l'enseignement; quelques élémens de sciences (mathématiques, physique, chimie), un peu de géographie, parfois une langue vivante (anglais ou allemand), voilà l'accessoire; une place assez large est faite au dessin, à la lecture à haute voix, au chant, et, ce qui n'étonnera pas chez des Scandinaves, à la gymnastique d'ensemble, considérée comme entraînement physique et école de discipline. L'enseignement, méthodique et progressif, est surtout oral; la parole vivante, l'échange direct d'idées entre maître et élève, l'action immédiate et personnelle d'un individu sur un autre, sont ici considérés comme les moyens essentiels d'éducation, les plus propres à éveiller les esprits en formant les caractères, ce qui était le but de Grundtvig. Dans ces conditions, il est évident que la personnalité propre du maître constitue l'élément primordial de succès des *Folkehœjskoler :* « Toute la difficulté, disait naguère un directeur d'école, se concentre en ce point précis où la capacité du professeur doit coïncider avec les besoins de l'élève. » Ajoutons enfin que chaque leçon s'ouvre et se clôt par le chant

de vieux airs nationaux ou patriotiques, et qu'un profond sentiment religieux pénètre l'enseignement tout entier : nous aurons ainsi un aperçu du fonctionnement de l'école Grundtvig.

Faut-il insister maintenant sur les différences fondamentales qui séparent l'école supérieure paysanne du Danemark de cette autre institution qu'on a pu essayer de lui comparer, l'université populaire, telle qu'elle existe en France? D'un côté, un enseignement systématique, portant sur des matières fondamentales, les plus aptes à former les esprits et à élever les cœurs ; de l'autre, une succession d'aperçus rapides sur des questions disparates et dépassant le plus souvent la mentalité des assistans. Ici, un corps de doctrines homogènes, un esprit commun, et une culture des âmes en même temps que des intelligences ; là, un kaléidoscope littéraire ou scientifique, qui éblouit sans éclairer. Ici encore, un groupe d'étudians vivant au contact et sous l'influence de maîtres de carrière ; là, un personnel de conférenciers amateurs et d'auditeurs de passage. Si l'école Grundtvig a réussi, c'est qu'elle ne prétend pas donner à des « primaires » un enseignement « supérieur, » c'est qu'elle ne cherche pas à amuser au risque de griser des cerveaux sans culture, mais qu'elle s'efforce et qu'elle parvient à faire, ou à compléter, au vrai sens du mot, des « éducations. » Et c'est pourquoi, — résultat essentiel entre tous, — *elle ne fait pas de déclassés :* la session finie, le paysan retournera au champ, l'artisan à l'atelier, sans regret ni dépaysement, mais il y retournera l'âme fortifiée, l'esprit élargi, mieux armé pour la lutte et la vie. Il gardera toujours, pour son « école, » affection et reconnaissance. « Emmanuel, — on nous permettra de citer ici ce passage d'une nouvelle de Pontoppidan, — comprenait maintenant ce qui faisait briller les yeux des jeunes gens quand on leur parlait de l'école de Sandinge. Il était frappé de tout ce qu'il avait vu comme d'un rêve : ces jolies maisons de brique rouge, couvertes de lierre et de chèvrefeuille ; la grande salle de cours, du vieux style norvégien, avec sa voûte de bois et ses solives à têtes sculptées ; les élèves, ces quatre-vingts jeunes filles aux fraîches joues colorées ; cet enseignement si singulier, fait de leçons, de lectures, de conversations et de chants ; et puis ces réunions du soir où tout le monde se presse, la journée finie, les paysans en blouses et les ouvriers en manches de chemise : du premier coup, tout l'avait enchanté... »

IV

Il nous reste à savoir quelle a été l'influence effectivement exercée par l'école Grundtvig. Au dire des juges compétens, on ne saurait l'estimer trop haut, ni rendre assez justice à ses résultats psychologiques, sociaux et économiques. C'est une opinion générale en Danemark (1) que « l'échelon intellectuel du paysan danois est supérieur pour la portée, la profondeur, à celui du citadin. » Or ce sont les écoles supérieures populaires qui ont ouvert à la vie mentale cette classe paysanne que Bjornson, l'illustre poète norvégien, caractérise comme « la plus cultivée de toutes les campagnes d'Europe ; » ce sont elles qui « éveillent l'intérêt dans le pays et y soufflent la vie ; elles élargissent le cercle des idées de la population, cultivent son esprit et lui inspirent un sentiment plus ardent pour l'idéal, un enthousiasme actif pour l'instruction (2). » Vivifiée par ce ferment, le sentiment national joint au sentiment religieux, fécondée par le contact avec un milieu cultivé, l'intelligence paysanne trouve ensuite aisément l'aliment à s'assimiler et la carrière où s'exercer. La preuve en est qu'il n'y a pas en Europe un paysan qui ait, au même degré que le paysan danois, l'habitude de la lecture, avec les moyens de la satisfaire. Les livres sont nombreux dans les fermes de Laland, de Fionie, de Sélande, et parfois même les véritables petites bibliothèques. Tel métayer de Fionie, adepte ardent de Holberg, en possède les ouvrages complets, et débite par cœur de longues tirades des comédies ou satires, *Peder Paars* et *Niels Klim;* un métayer, son voisin, possède quatre-vingts volumes de la période littéraire d'Œhlenschlæger, avec bon nombre d'ouvrages concernant la mythologie grecque et scandinave, la flore danoise et les sciences. Dans le Jutland, les collections de 40 à 50 volumes ne manquent pas : comédies de Holberg et de Hostrup, œuvres d'Œhlenschlæger, d'Ingemann, de Bjornson, d'Ibsen, etc., parfois de Walter Scott et de Dickens, sans parler des ouvrages d'histoire (3). Et toujours ces paysans liseurs sont d'anciens tenans des *Folkehœjskoler*.

Au point de vue moral et social, l'effet de l'école Grundtvig

(1) *Le Danemark*, p. 251.
(2) *Ibid.*, p. 125.
(3) *Ibid.*, p. 246, 247.

mérite également d'être signalé : elle est à la fois une « discipline » et un « foyer d'idéal, » et, comme telle, elle a relevé le niveau moral non moins que le niveau intellectuel du peuple rural, tandis que le sentiment national ressuscité réveillait dans l'âme individuelle ces fortes qualités d'énergie, de dignité, de respect et de maîtrise de soi qui sont la marque des races vigoureuses. De fait, le niveau et l'état des classes rurales sont sans conteste supérieurs en Danemark à ce qu'ils sont dans les pays voisins, notamment en Allemagne. Le passant est frappé, dans chaque village, de l'apparence confortable des maisons, de la tenue des habitans, de la propreté des enfans; l'ordre, la diligence, le soin, se sentent partout. Très peu de cabarets, l'ivrognerie est presque inconnue; la police, pour tout le pays, ne compte pas 300 hommes. Rares sont les pays où, comme en Danemark, la natalité n'a pas baissé au cours du dernier siècle. Non moins rares ceux où, encore comme en Danemark, les campagnes ne se dépeuplent pas : la population rurale danoise a doublé de 1800 à 1900. La pauvreté, enfin, ne se voit guère à la campagne : « l'instruction populaire supérieure, écrit un enquêteur étranger, a affranchi le Danemark de l'existence de ce qu'on peut appeler une « basse classe, » j'entends une classe d'individus sans intérêt dans l'existence et coupés de la vie morale du pays (1). » Ajoutons que nulle part en Europe il n'y a moins de fossé entre les classes, nulle part la démocratie n'a pénétré plus effectivement dans les mœurs : les classes, pour mieux dire, n'existent plus.

Les résultats économiques de l'école Grundtvig, pour n'être pas directement recherchés dans les programmes, ne sont pas enfin les moins remarquables. Pays agricole avant tout, où la grande industrie n'occupe que peu de place, pays de petite propriété, pays de liberté douanière (depuis 1863) en ce qui concerne les produits du sol, le Danemark devait souffrir, — et a souffert en effet de la façon la plus aiguë, — de la crise qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, a atteint l'agriculture en Europe. La culture principale du pays, celle des céréales, qui rapportait bon an mal an une somme nette de 50 millions de francs, dut être abandonnée et remplacée par l'exploitation des produits animaux. L'industrie du lait et des œufs se développa bientôt de façon

(1) *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark* (*Department of agriculture and technical instruction for Ireland*), Dublin, 1903, p. 115.

intensive; l'élevage progressa dans des proportions considérables, en quantité et, ce qui est plus important encore, en qualité. A la suite de l'interdiction de l'entrée des porcs danois en Allemagne (1887), on vit se créer ces grands abattoirs coopératifs qui font aujourd'hui l'admiration des techniciens, dépassant de bien loin la comparaison avec les *packing houses* de Chicago, et qui, au nombre de 27 (1), avec 65000 membres coopérateurs, font chaque année pour plus de 63 millions d'affaires. En Angleterre seulement, le Danemark exporte aujourd'hui pour 100 millions de francs de jambons et viande de porc, pour 225 millions de beurres et pour 40 millions d'œufs; il exporte pour 85 à 90 millions d'animaux de ferme en Allemagne (2). S'il importe actuellement pour 70 millions de francs de céréales de plus qu'il n'en exporte, il exporte pour 246 millions de francs de produits animaux de plus qu'il n'en importe. « Il y a cent ans, lit-on dans un récent rapport d'enquête officiel, le Danemark était l'un des pays les plus pauvres de l'Europe; il est aujourd'hui l'un des plus riches, et ce progrès en richesse a consisté presque exclusivement en un progrès dans l'agriculture danoise (3). »

Or à quoi faut-il attribuer ce progrès si remarquable? Pour une part, à l'action efficace de l'État qui a savamment organisé l'enseignement agricole tant pratique que scientifique, qui assiste utilement les agriculteurs par l'intermédiaire de ses experts et au moyen de ses stations d'essai, de ses services d'analyse, de contrôle, de renseignemens, de ses informations à l'étranger et de ses encouragemens pécuniaires, tous services supérieurement organisés et où l'étranger trouverait beaucoup à imiter (4). Pour une autre part, le développement de l'agriculture en Danemark est lié à celui de l'association et de l'organisation agricole. Nulle part la coopération rurale n'est, on le sait, plus avancée qu'en Danemark. Sans parler des abattoirs coopératifs, la terre danoise

(1) Chiffres extraits du *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark.* Il y a en outre vingt-quatre abattoirs appartenant à des particuliers.

(2) *Report of the Recess Committee, new edition*, Dublin, 1907, p. 141.

(3) *Ibid.*, p. 141. — Le statisticien Mulhall évaluait, il y a peu d'années, de la façon suivante la richesse par tête d'habitant dans les grands pays d'Europe : Angleterre 247 livres sterling; Danemark, 230; France, 224; Hollande, 216; Belgique, 215; Suisse, 165; Espagne, 148; Allemagne, 140; Italie, 100; Autriche, 99; Russie, 55.

(4) Une enquête des plus pénétrantes sur tous ces points a été publiée dans le *Report of the Recess Committee* sous la signature de M. T. P. Gill, ancien membre irlandais au Parlement de Westminster, aujourd'hui secrétaire du Département de l'Agriculture et de l'Instruction technique à Dublin.

compte 1050 laiteries coopératives qui emploient 5000 personnes, groupent 150000 cultivateurs et fabriquent 140 millions de livres de beurre, plus un nombre considérable d'associations agricoles diverses, syndicats de vente ou d'achat, sociétés d'élevage, etc., avec vingt et une « fédérations » (1). L'union fait ainsi la force commerciale des paysans danois, tandis que l'assistance de l'État a pourvu à leur compétence technique. — Mais l'aide de l'État, fonctionnant à vide, fût restée inopérante, et la force même de l'association, d'avance paralysée, n'eût pu seulement parvenir à s'organiser, si, à la base du système, ne s'étaient trouvées réunies, en solides fondations, les fortes qualités mentales et morales du paysan danois, son intelligence ouverte, consciente, cultivée, son esprit de ressources et d'adaptabilité, son bon sens et son jugement, son énergie et sa ténacité, et ces qualités primordiales, les juges les plus éclairés du Danemark comme les critiques les plus perspicaces de l'étranger n'hésitent pas à les attribuer à l'influence des écoles Grundtvig. Interrogez un Danois instruit, dit un enquêteur officiel irlandais (2), « il affirmera tout de suite que c'est à ces institutions que sont dus en grande partie les beaux résultats économiques obtenus par la nation. » Un témoin écossais écrit : « C'est l'opinion des Danois de toute classe que l'école Grundtvig, avec son effet général sur l'esprit et sur le caractère, exerce en réalité plus d'influence dans la sphère de la pratique que toutes les écoles d'enseignement technique (3). » Écoutons le professeur H. Olrik (4) : « Tout en élevant l'intelligence de l'individu et en donnant plus de liberté à ses conceptions, à sa manière d'envisager la vie, elle a préparé les jeunes agriculteurs aux problèmes pratiques... Sans elle, l'agriculteur danois n'aurait pas pu modifier le genre d'exploitation qu'il avait hérité de ses ancêtres... et arriver à marcher à la tête du développement de l'agriculture dans le monde entier. » Le résultat matériel, utilitaire, bien qu'il ne soit pas visé directement par l'École supérieure populaire, n'en est donc que plus sûrement atteint, car c'est en cultivant l'individu, en développant sa vigueur morale et intellectuelle, en élevant

(1) *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark*, p. 47 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 115.

(3) *Farming in Denmark, A report by the scottish agricultural commission of* 1904, Edinburgh and London, 1905.

(4) *Le Danemark*, p. 125.

en un mot la valeur de sa personne, qu'on élèvera le plus sûrement celle de son œuvre. Quand on demandait à Grundtvig ce qu'il voulait faire, il répondait : « des serviteurs de Dieu et des maîtres de leur tâche! » C'est une pensée du même ordre qu'exprimait par ailleurs un Danois sous cette forme typique (1) : « Nous apprenons à nos enfans nos vieilles *Sagas* à l'école ; *nous faisons d'eux de bons Danois*, et ils deviennent ensuite de bons agriculteurs. »

Faut-il à ces courtes pages une conclusion? Nous aurions scrupule à insister trop lourdement sur la comparaison qui s'établit d'elle-même entre les résultats de l'école Grundtvig et ceux de l'école publique « neutre, » telle qu'elle fonctionne chez nous, avec ses tendances a-patriotiques et a-religieuses, pour ne pas dire davantage. Remarquons seulement que si les petits pays, qui souvent sont ceux dont l'organisme est le plus sain et le plus vigoureusement constitué, nous offrent de nos jours les enseignemens les plus précieux dans l'ordre du progrès individuel ou social, leurs exemples ou leurs modèles ne sont pas toujours aisément imitables ou adaptables dans les grands États, dans les sociétés plus larges, dont les mœurs et les lois sont trop différentes, et où l'initiative privée, même localisée par provinces, rencontre trop d'obstacles du fait même de l'étendue du territoire et de l'administration centralisée. C'est l'esprit d'une institution qui importe plus que ne le fait l'institution elle-même. Et c'est sous cette réserve que nous laissons à nos lecteurs de tirer la leçon que nous paraît comporter l'étude des *Folkehœjskoler* danoises, de leur organisation, de leur méthode, de leur influence, et de la place qu'elles ont occupée dans le relèvement matériel et moral du Danemark au cours du XIXe siècle.

L. PAUL-DUBOIS.

(1) Mot cité par le Dr Douglas Hyde dans *Ideals in Ireland*, Londres, 1891, p. 57.

UNE AMBASSADE DU PAPE ALEXANDRE VI

AU

ROI CHARLES VIII

LE CARDINAL FRANÇOIS PICCOLOMINI

I. — AU VATICAN

Depuis le commencement de septembre 1494, les alarmes se succédaient sans interruption au Vatican, et la bonne humeur habituelle du Très Saint-Père Alexandre VI en était fort altérée.

Dans les premiers jours du mois, ç'avait été la nouvelle fâcheuse de l'entrée en Italie du Roi Très-Chrétien, marchant à la conquête du royaume de Naples; et, tout de suite après, le Pape apprenait la victoire du duc d'Orléans à Rapallo, où les Suisses, disait-on, « avaient tout tué. » Et depuis, chaque jour, presque, apportait quelque sujet d'inquiétude au Pontife, troublant ses plaisirs et sa joie de vivre.

Mais, plus que toutes les précédentes, la nouvelle que Rodrigue Borgia reçut le 18 septembre, dut le mettre dans une de ces terribles colères dont il était coutumier : le matin même, les gens de Fabrice Colonna s'étaient emparés du château d'Ostie, et avaient arboré sur les tours les étendards du Roi de France et de Julien de la Rovère (1), le cardinal rebelle de Saint-Pierre-

(1) Julien de la Rovère, neveu de Sixte IV, cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, évêque d'Ostie, d'Albano, de Carpentras, archevêque d'Avignon, etc., etc., devint le pape Jules II.

aux-Liens; et cela était grave, car jusqu'alors, malgré les sinistres projets prêtés à Charles VIII de réunir un concile pour le déposer, le Pape avait pu paraître convaincu que la protection de Dieu ne lui manquerait pas, et, avec son éloquence persuasive, faire partager cette croyance aux Romains et même à ses cardinaux. Mais cette prise d'Ostie était une première atteinte à sa sécurité, la menace d'affamer Rome en coupant les arrivages par le Tibre; ce n'était plus seulement sa tiare qui était en jeu, mais sa vie, à la merci d'une émeute produite par la famine; et une grande crainte dut pénétrer son âme, en même temps qu'il donna cours à sa haine contre ce Julien, traître et vendu, cause de toutes ses inquiétudes, le maudissant avec d'autant plus de fureur qu'il se sentait impuissant à l'atteindre, sous la sauvegarde du Roi de France chez qui il s'était réfugié; et il exhalait aussi sa colère contre les Colonna, et les Savelli, qui les avaient aidés à ce coup; il donna ordre de rédiger immédiatement un bref à tous ces seigneurs pour les sommer de restituer immédiatement la citadelle, sous peine de voir leurs demeures détruites et leurs biens confisqués, puis il commanda à son chapelain Burckhardt de convoquer le Consistoire dès le lendemain matin, et de faire appeler le cardinal de Sienne qu'il voulait charger de se rendre immédiatement auprès du Roi de France pour protester contre cette injure d'Ostie, car il pensait bien que, pour une telle hardiesse, les Colonna avaient dû être inspirés par ceux de ses ennemis qui entouraient le Très-Chrétien.

Le lendemain vendredi, 19 septembre 1494, le Consistoire se réunit à six heures du matin, et dura jusqu'à trois heures après midi : « Il fut secret; je ne sais donc pas ce qui s'y passa (1), » écrivit ce soir-là Burckhardt en son journal.

Malgré le silence de ce vieux chapelain bavard, fort contrarié, sans doute, de n'avoir pas pu, cette fois, écouter aux portes, il nous est facile de nous rendre compte de ce qui se passa dans cette longue séance, par les résultats que nous en connaissons : outre le bref aux Colonna, et l'organisation d'un corps de troupes, pour parer à la défense de Rome, on y décida l'envoi du cardinal de Sienne en ambassade extraordinaire au Roi de France.

Si on en juge par le temps qu'il mit à la préparer, et par la

(1) *Diario* de Burckhardt (1483-1506).

pompe dont il entoura le départ de son légat, Alexandre VI avait fondé de grandes espérances sur cette ambassade, et y attachait une haute importance. Elle a pour nous cet intérêt de bien représenter la conduite très hésitante du Pontife vis-à-vis du Roi de France pendant toute cette première partie de son expédition. Durant les deux mois qu'il met à traverser l'Italie, de Rome à Lucques, par Sienne et Florence, et à solliciter une entrevue du monarque français, le cardinal écrit (1) au Pape pour le tenir au courant des événemens qui viennent modifier du tout au tout la ligne de conduite convenue, et enfin lui décrire le désespoir qu'il ressent d'un échec définitif. Le récit de ses vicissitudes, fait par lui-même au jour le jour, nous résume l'évolution de l'Italie au cours de cette crise : nous la voyons descendre de l'arrogance à la bassesse, en ces quelques semaines de la marche triomphale de Charles VIII sur Rome; et les changemens de front de l'envoyé du Pape reflètent les états d'âme successifs de tous les tyranneaux et des seigneuries républicaines de la Péninsule, mettant à nu leurs craintes, leurs espérances, leurs ambitions, leurs rivalités, leurs roueries; et nous sommes forcés de reconnaître que tous ces Italiens, réputés si profonds, n'avaient en somme qu'une piètre politique au jour le jour.

Tout d'abord, emporté par sa fureur contre le Roi, le Pape voulait l'excommunier.

Mais, peu à peu, la colère fait place à la peur, l'artillerie de France, qui est l'épouvante des Italiens, lui paraît plus immédiatement redoutable que les foudres de l'Église, et voilà l'indécision qui pénètre son esprit; il semble qu'il commence peut-être à sentir qu'il s'est trop nettement prononcé pour la maison d'Aragon contre les droits du Roi de France, et que le premier péril à conjurer est celui qui menace ses États et sa tiare.

Et, dans ces nouvelles salles du Vatican qu'il vient de faire splendidement décorer pour sa résidence, sous les portraits de sa fille Lucrèce en sainte Catherine et de sa maîtresse Giulia Farnèse en sainte Barbe, le Pape confère longuement avec le cardinal de Sienne sur le langage à tenir au Roi.

Une combinaison fixe un instant son esprit, c'est celle qu'a

(1) Ces lettres proviennent de la collection Podocataro, bibliothèque Saint-Marc, à Venise.

récemment proposée le cardinal de Gurck (1) : détourner Charles VIII de Rome en le sacrant empereur de Byzance, sous la condition de mener immédiatement contre les Turcs cette croisade qu'il disait à l'origine être le but principal de son entreprise. A ce monarque chevaleresque et plein de foi, il serait facile de montrer le péril permanent de la chrétienté, l'urgence de chasser les infidèles de Grèce, et, dans cette guerre sainte, un but vraiment digne de sa bravoure et des traditions de ses ancêtres : on sait, dans l'entourage du Roi, d'influens seigneurs qu'on amènerait aisément à cette idée, et l'oncle lui-même du Roi, Philippe de Bresse, et le maréchal de Gié, et Mgr de Ligny, et tant d'autres, qu'on pourrait intéresser à ce plan ! Et quant à l'évêque de Saint-Malo (2), le conseiller écouté de Charles, il a trop laissé voir que le chapeau de cardinal est le vrai objet qu'il poursuit en poussant son maître à Rome; une bonne promesse le ferait changer d'opinion.

Déjà, pour cet objet, le terrain est tout préparé, — du moins à Rome! — on a sous la main l'héritier des empereurs d'Orient, qui vit à la Cour même du Pape, entouré des honneurs souverains : c'est André Paléologue, despote de Serbie, dont le portrait s'étale sur la muraille, devant les yeux du Pontife. Et Gurck a obtenu de lui la renonciation de ses droits héréditaires sur Byzance et Trébizonde. Cette couronne impériale, autrement glorieuse pour le Très-Chrétien que celle de Naples, le Pape la lui reconnaît d'avance, et, oublieux dans ce cas de l'aventure d'Ostie, arrangera un accommodement avantageux pour le Roi de France avec Alphonse d'Aragon. Mais, à la réflexion, ce moyen, où s'est complu l'ingénieuse diplomatie de Gurck, doit sembler au Pape un peu naïf; il n'ose s'y attacher. Et pourtant, le temps presse : le Roi, atteint de la petite vérole, a été retenu à Asti pendant quelques semaines; et, peut-être, le Pape a-t-il espéré que cette maladie, malignement qualifiée à Rome *mal francese* mettrait fin à ses angoisses. Aujourd'hui, Charles est guéri, et le bruit court qu'il va se remettre en marche, plus passionné que jamais pour son « entreprise. »

Pendant un long mois que le Pape et le cardinal mettent à étudier cette ambassade, aucun événement favorable ne permet

(1) Raymond Perault, évêque de Saintes et cardinal de Gurck, né en Saintonge.
(2) Guillaume Briçonnet, évêque de Saint-Malo et de Nîmes, cardinal en 1495 du titre de Sainte-Pudentienne.

de prendre une décision nette, et le Pontife se résout à laisser à peu près à son légat la liberté de s'inspirer des circonstances qui pourront se produire d'ici à son entrevue avec le Roi. Il sait qu'en lui confiant cette cause, c'est la sienne propre que défendra le cardinal, car personne, plus que lui, n'a intérêt à la politique aragonaise : François Piccolomini, cardinal archevêque de Sienne, neveu du pape Pie II, est allié à la maison de Naples, par son frère Antoine, duc d'Amalfi, qui a épousé une sœur d'Alphonse, le roi actuel ; et son autre frère, André, est à Sienne l'âme de la résistance à l'influence française.

Malgré tout, le Pape veut se rattacher encore à l'espoir d'un soulèvement général de l'Italie contre le Très-Chrétien : à Florence, Piero de Médicis tiendra sa parole et s'opposera à la marche de l'ennemi ; le Pape sait bien que ce peuple de marchands, en relations commerciales avec la France, ne voudrait pas perdre ses lucratifs avantages en mécontentant le Roi ; et qu'à Florence, le plus dangereux adversaire est ce moine ferrarais dont les sermons entraînent toute la ville contre Piero, ce Fra Girolamo Savonarole qui ose élever la voix contre le Saint-Père lui-même et ses cardinaux.

Mais le « Magnifique Piero » peut beaucoup pour le salut de l'Italie, et le cardinal, en passant à Florence, le réconfortera dans son attitude en lui montrant l'armée du duc de Calabre toute prête à le soutenir contre l'ennemi commun.

Le cardinal ira d'abord à Sienne, et le Pape connaît sa grande influence sur cette République : à quelque parti, à quelque « *mont* » qu'ils soient inscrits, les turbulens citoyens de Sienne aiment tous leur archevêque, qui, depuis longtemps, dans tous les troubles, dans les émeutes les plus sanglantes, est allé lui-même calmer les passions, empêcher les meurtres politiques, et tâcher de pacifier cette remuante cité. Sienne ne s'est pas encore prononcée, un mot suffit, peut-être, pour la tourner contre le Roi de France, la décider à refuser à l'armée le passage et les vivres demandés instamment par les ambassadeurs français, — ce mot, le cardinal le prononcera, ne serait-ce qu'à voix basse.

Et il y a encore le Bentivoglio, à Bologne, qui se réserve, attendant, lui aussi, les événemens ; celui-là, le cardinal ira le trouver, et le Pape lui enverra, en route, les instructions nécessaires à ce sujet... Il y a aussi la dame de Forli (1)...

(1) Catherine Sforza, veuve de Jérôme Riario, dame souveraine de Forli et d'Imola.

. . . .

Et le Pape, certainement pris à sa propre éloquence, se laisse aller à espérer en la résistance de tous ces princes italiens, intéressés à s'unir pour se défendre, et aussi, — peut-être, — en l'aide de Dieu, auquel, malgré tout, il croit fermement !

Et pendant que Roderigue Borgia se rassérène, et, oubliant un instant la situation critique, poursuit son rêve de vie voluptueuse, le cardinal, convaincu lui-même, songe de son côté : par la parole magique du Pape, tous les obstacles semblent écartés; François Piccolomini se voit prêchant au Roi de France la croisade, comme son oncle le Pape Pie II la prêcha à l'Europe; et, s'il réussit dans sa mission, l'Italie, le Saint-Siège sont sauvés, grâce à lui ! et alors, tout au fond de sa pensée, il voit ce pape luxurieux, au cou puissant, au sang trop chaud, brusquement enlevé par sa vie de plaisir ; il se voit lui-même, la tiare en tête, sur ce trône pontifical déjà possédé par sa famille ! Homme pieux et croyant, peut-être n'ose-t-il pas se l'avouer à lui-même, mais il ne peut chasser cette idée, autour de laquelle tourne sa vie entière.

II. — LE VOYAGE DU CARDINAL

(Octobre-Novembre 1494)

« Ce jour-là (17 oct. 1494), — dit Burckhardt (1), — avant l'heure du consistoire, Sa Sainteté, au moment de sortir de sa chambre, me demanda s'il ne convenait pas de dire Elle-même quelques prières et d'accomplir quelque cérémonie à l'occasion du départ du révérendissime seigneur le cardinal de Sienne ?

« Je répondis à notre Très Saint-Père qu'il n'y avait pas lieu ; mais, lorsque le consistoire eut pris fin, il se fit pourtant accompagner par tous les cardinaux, et envoya son courrier Guillaume Bosco, prévenir MM. les auditeurs du Tribunal de la Rote qu'ils pouvaient lever la séance en l'honneur du cardinal et de son ambassade.

« Ainsi fut-il fait.

« Donc, lorsque sa très haute révérence le cardinal de Sienne sortit du consistoire, il fut accompagné par tous ceux de nos seigneurs qui y avaient assisté... »

(1) *Diarium Johannis Burckhardi* (1483-1506), édition Thuasne, Paris, 1884, 3 vol.

Et Burckhardt énumère, un par un, avec leurs titres pompeux, tous les cardinaux évêques, et les cardinaux prêtres, et les cardinaux diacres, et César lui-même, fils du Pape, alors cardinal de Valence, qui, à cheval, font au cardinal de Sienne une brillante escorte, et le conduisent jusqu'au delà de la porte des jardins du Vatican, hors la ville, où ils lui donnent le baiser d'adieu.

« Et le samedi 18 octobre, vers la treizième heure, il se mit en route pour aller remplir la grave mission que le Pape lui avait confiée.

« A la grâce de Dieu (1). »

Précédé de son porte-bannière, avec la croix d'azur chargée des cinq croissans de lune des Piccolomini, le cardinal marchait à grandes journées, suivi d'une petite cour de familiers, d'une escorte de secrétaires et de domestiques, et d'une centaine de chevaux et de mules portant les bagages. Pour faire son entrée dans les villes et les villages aux portes desquels l'attendaient le clergé et les délégations des seigneurs et des bourgeois, il montait sur sa haquenée à tous crins frisés; partout il était somptueusement traité et hébergé par les habitans, comme c'était la coutume.

En route, et pour se reposer, il s'étendait dans sa litière menée par deux mules blanches, toutes harnachées et fanfreluchées de cuir rouge et de franges pendantes, où des croissans d'argent se plaquaient aux poitrails et aux têtières.

Il avait ainsi traversé les États de l'Église par Viterbo et Orvieto, et à Chiusi était entré dans cette belle Toscane aux horizons bleus, où tous les châteaux, perchés aux sommets des collines, lui étaient familiers : Sarteano, le berceau de sa famille, et Pienza, du nom de son oncle Pie II (2), où le seul palais des Piccolomini était aussi gros que toute la cité, où tout rappelait l'illustre Pontife.

La nature elle-même et son air « *lieto,* » la vallée de la Chiana, argentée d'étangs, les cimes bleutées et les forêts sombres du Mont Amiata, entrevues à travers la brume transparente de l'automne toscan, doré et azuré, lui remettaient en mémoire les poétiques descriptions qu'en avait faites cet Enea

(1) *Diarium...*, vol. II, p. 193, édition Thuasne.

(2) Enea Silvio Piccolomini, pape sous le nom de Pie II (1458-1464).

Silvio, humaniste élégant en même temps que pape zélé. Et sous ses rideaux entr'ouverts, pendant les longues heures de marche, il rêvait, bercé par le pas allongé des mules.

Bibliophile au goût délicat, passionné comme l'était son oncle pour les beaux « *codici*, » le cardinal, parfois, feuilletait pour passer le temps un livre aux brillantes enluminures, se complaisant devant quelque couronnement de Vierge, quelque éclatante ascension d'un Christ éblouissant dont le corps émanait de longs rayons d'or; le chatoiement des couleurs, les infinis détails ravissaient le cardinal, minutieuses dentelures de cyprès rigides et d'arbres grêles, aux feuilles séparément peintes par un moine patient; et, dans les fonds des paysages diaprés de ces précieuses miniatures, des villes irréelles aux innombrables tours crénelées, Jérusalem aériennes, ressemblaient à ces chers villages toscans aperçus à travers la pourpre adoucie d'un soleil couchant. Là, c'était un Père Éternel, barbu, longuement vêtu d'une robe lilas, qui planait dans une immensité de bleu d'outremer, et les nuages s'entr'ouvraient à son geste, soutenus par des légions d'anges bien ordonnées, aux féminines figures cerclées de nimbes, en bas, devant un groupe de cardinaux agenouillés, un pape en contemplation, les yeux au ciel, le trirègne en tête, attirait invinciblement le regard du Piccolomini, et aussitôt son rêve prenait corps, sa pensée se concentrait sur cette tiare, permanent objet de ses aspirations, aboutissement secret de tous ses actes.

III. — A SIENNE. — LES PICCOLOMINI. — TIZIO

Posée comme un lourd diadème sur la tête des collines, avec ses hautes tours, si nombreuses et si sveltes qu'elle semblait « une forêt de roseaux, » Sienne apparaissait dans la limpidité du ciel toscan. Déjà André Piccolomini et ses fils Alexandre, Giovanni et Pierfrancesco et leur précepteur, Sigismond Tizio, avaient rejoint le cardinal, au-devant duquel s'avançaient sur la route les députations de la ville, le clergé tout entier en une imposante procession, et les délégués de la Seigneurie, suivis de pages aux costumes mi-partie noir et blanc, et ceux des confréries laïques, des académies, et des corporations, portant leurs bannières emblématiques, et une belle troupe de jeunes gens des premières familles de Sienne, précieusement habillés et

montés sur leurs plus beaux chevaux. Et lorsque le cardinal franchit la Porte Romaine, les cloches se mirent à sonner et toute la population, massée sur son passage pour recevoir sa bénédiction, l'accueillit aux cris de : « Lune ! lune ! » qui était la devise des Piccolomini, par allusion aux croissans dont leur *stemma* était chargé.

Dans son palais de San Vigilio, où le cardinal s'était rendu, eurent certainement lieu de graves conversations au sujet de cette ambassade et de la conduite à conseiller aux Siennois vis-à-vis du Roi de France ; les interlocuteurs obligés en devaient être André, frère du cardinal, et aussi le précepteur Tizio, qui, vivant depuis plus de dix ans dans la famille, y avait son libre parler, et était non moins attaché à la fortune de la maison que s'il en eût fait réellement partie.

André, non moins ambitieux que son frère de voir la tiare pontificale orner encore une fois la famille, était un prudent personnage qui cherchait à maintenir à Sienne le crédit des Piccolomini par sa richesse, les constructions grandioses qu'il entreprenait, et ses idées conciliatrices ; mais, se tenant le plus possible en dehors des querelles des partis, il prenait à tâche de les modérer par ses conseils. Il fut peut-être, à cette époque, et dans cette cité, l'unique Siennois à ne pas faire de politique, et capable de refuser, — comme il fit, — les très hautes fonctions de capitaine du peuple, pour ne pas se compromettre par les inévitables exécutions auxquelles elles l'eussent contraint.

Sigismond Tizio, *doctor ac presbyter*, et « mauvaise langue, » ainsi qu'il se qualifie lui-même, est surtout un bavard ; à l'affût des nouvelles du monde entier, il les traduit chaque jour dans un latin de cuistre, pour en composer une histoire de son temps, précieuse par ses caquetages sur toutes choses (1).

Grâce à ce que nous savons du caractère des trois personnages, et aussi à ce « diaire » de Tizio, le thème de la conversation n'est pas difficile à reconstituer :

Oh ! si le cardinal pouvait la mener à bien, cette délicate ambassade ! détourner de l'Italie ce fléau, ce conquérant barbare, sauver le Saint-Siège de cette affliction ! quel éclat nouveau sur le nom des Piccolomini ! quel chemin franchi vers le trône pontifical !

(1) *Historiæ Senenses*, 7 vol. in-fol. mss. Bibliothèques de Sienne et Chigiana à Rome.

Ils n'osent s'avouer que cette tiare est pour eux tous le rêve caressé, mais ils résument ainsi le vœu ardent de la ville de Sienne tout entière; car c'est non seulement un honneur pour une cité, mais un tel profit, que de produire un pape! Et qui ne se souvient à Sienne que Pie II a appelé à Rome tous ses amis, tous les cliens de la famille, et tant de Siennois, de quelque parti qu'ils fussent! ç'avait été une véritable émigration vers la Ville éternelle! et que de charges, de places rétribuées, et de sinécures, de dignités ecclésiastiques, de fiefs, de titres et de fonctions honorifiques! Les morts eux-mêmes y avaient trouvé leur part : Catherine et Bernardin, compatriotes du Pape, avaient été canonisés par lui! Grâce à lui, Sienne avait deux saints de plus!

Hélas! à Sienne, en ce moment, la situation était difficile! non que le cardinal pût douter du dévouement des Siennois! mais la tranquillité même de la cité, si remuante d'ordinaire, était un indice grave : calme apparent! dû à l'indécision craintive dans laquelle on se trouvait à l'approche de ce formidable événement. On souhaitait et on redoutait, à la fois, l'arrivée des Français. Les partis semblaient pacifiés, mais, en réalité, ils se recueillaient, espérant tous la ruine du premier qui se déciderait, — pour ou contre le Roi, — escomptant des troubles à la faveur desquels ils pourraient renverser le « mont des Neuf » alors au pouvoir, et se partager ensuite le gouvernement. Pandolfo Petrucci et son frère, chefs des « Neuf, » penchaient visiblement du côté du Très-Chrétien, dans l'espoir de s'appuyer sur son autorité pour devenir définitivement les maîtres de la République en écrasant leurs adversaires. Et, de ce nombre, par leur inscription au « mont du Peuple, » étaient les Piccolomini, dont l'influence devenait chaque jour plus suspecte aux Petrucci. Là était l'écueil, et il pouvait être en ce moment dangereux de s'élever contre le secret désir de tous les partis, et d'engager la République dans une voie qui risquait de la mener à sa perte.

Quant au Roi de France lui-même, peu de chose! le cardinal en viendrait facilement à bout! — et Tizio en a long à raconter sur le compte de Charles VIII! tous les jours, le précepteur va chez son ami, le droguiste, où se tient la réunion des nouvellistes, — car, à cette époque déjà, par toute l'Italie, les boutiques des *speziali* sont les rendez-vous des bavards désœuvrés et

des politiciens; le Roi, raconte-t-on, est petit et mal fait, plus semblable à un monstre qu'à un homme, laid de visage avec de gros yeux blancs plus aptes à voir mal que bien, un long nez, crochu comme un bec, et les lèvres toujours ouvertes; il en sort un langage grossier, embarrassé et nullement royal; continuellement occupé à la chasse et aux joutes d'armes, il laisse à ses conseillers le soin des affaires; mais on dit pourtant qu'il décide à sa volonté, et que tous obéissent.

Le seigneur de Beaucaire [Étienne de Vesc, sénéchal de Beaucaire] et l'évêque de Saint-Malo, Briçonnet, ce vieux veuf que l'ambition des dignités de l'Église a pris sur le tard, ont pourtant l'oreille et la confiance du Roi, ce sont eux surtout qu'il faut se concilier.

Ah! malheureuse époque, où l'on peut voir une armée de barbares troubler la précieuse civilisation de l'Italie, menacer même le royaume de l'Église! Ah! pourquoi Dieu vient-il de les rappeler tous, les héros italiens, et Ferdinand de Naples, et Frédéric d'Urbin, et Laurent le Magnifique, dont le génie politique et le courage n'eussent jamais permis cette insolence des ultramontains (1)...

Mais tous ces bavardages n'étaient pas pour faire douter le cardinal, ni André, ni même Tizio, du succès de la mission. Et d'abord, le Roi n'était pas encore arrivé au territoire de Florence, et il trouverait là une dure partie à jouer, manquant sans cesse d'argent pour solder ses troupes. Les Français allaient s'engager dans un pays difficile, la Lunigiane, montagnes stériles, et dans la plaine, des marécages marins, profonds, traversés seulement par une chaussée, tellement étroite, qu'une charrette en travers, une pièce d'artillerie et quelques soldats, suffiraient pour arrêter toute l'armée. Et les citadelles de Sarzane et de Pietra Santa, perchées sur la montagne, défendent les passages de la route. Quant à Piero, tout acquis au parti aragonais, on savait de source certaine qu'il venait d'appeler Paolo Orsini avec de la cavalerie et trois cents fantassins pour garnir ces forteresses; et d'autre part, les vaisseaux de Naples tenaient la mer.

Et puis, n'y avait-il pas encore toute l'armée du duc de Calabre pour prendre à gauche l'armée du Roi? et les seigneurs de Bologne et des Romagnes attendant le premier succès du duc de

(1) Tizio, *Historiæ Senenses*, t. IV, f° 218 et 209-10.

Calabre pour tomber, eux aussi, sur les Français. Ce serait alors le réveil de l'Italie, la déroute des Barbares!

Certes, le Très-Chrétien, si on pouvait lui bien montrer ces choses, et la volonté arrêtée du Saint-Père de faire cause commune avec Naples, réfléchirait et accepterait les propositions du cardinal!...

Et tous trois se reprennent à espérer, escomptant en eux-mêmes le trésor de bénéfices qui jaillit de la tiare, inépuisable! André voit pour son fils Giovanni le chapeau de cardinal, et de belles principautés pour les autres, et Tizio, malgré ses sinistres augures, se voit abbé, chanoine, peut-être évêque.

IV. — A FLORENCE. — LA FUITE DE PIERO

Le 29 octobre, comme le cardinal venait de quitter la Chartreuse d'Ema, et se mettait en route vers Florence qui n'était plus éloignée que de quelques milles, un seigneur le rejoignit: c'était don Aloysio, agent du roi Alfonse d'Aragon. Il apprit au Légat que Piero de Médicis avait subitement quitté la ville, le 26 octobre, et s'était rendu auprès du Roi de France. Il ne put guère ajouter d'autres détails, car on venait à peine d'être fixé sur le but suspect du voyage de Piero.

L'annonce de ce coup de théâtre consterna le cardinal.

Il gravissait les dernières hauteurs qui cachaient encore Florence : au sommet de la montée était le monastère de San Gaggio, et, tout d'un coup, l'horizon s'ouvrait démesurément, les lignes sinueuses de montagnes lointaines s'allongeaient en un immense cercle bleuâtre en avant duquel se détachait la double colline de Fiesole; en bas de toutes ces pentes, dans la concavité de cet harmonieux amphithéâtre, Florence, blanche de l'éclat de ses marbres, rose des teintes rousses de sa coupole et de ses murs d'enceinte, dressait dans le ciel cendré de l'automne ses 284 tours et clochers; et, par places, comme des écailles d'argent miroitantes, l'Arno brillait au milieu des prairies encore vertes ou disparaissait entre des masses de palais et de maisons.

A San Gaggio, une multitude de peuple attendait le Légat pour lui faire honneur; un des Médicis (1) était venu au-devant

(1) Lettre du cardinal de Sienne au Pape (Florence, 29 octobre 1494).
Ce Médicis est qualifié dans la lettre « Reverendissima Dominatio et Magnifici

de lui, et, pendant que le clergé et les confréries déroulaient leur procession, tous deux entrèrent dans le monastère. Après les saluts d'usage et les bénédictions dont le Pape l'avait chargé pour le Magnifique, les Médicis et la ville elle-même, le cardinal ne put s'empêcher de témoigner la stupéfaction que lui causait le revirement de Piero.

Le Médicis tenta d'excuser son cousin : le péril qu'il courait était en ce moment si grand ! A Florence, non seulement ses richesses, mais sa vie, menacées à chaque instant ! partout des traîtres, même dans la famille ! Jean et Lorenzino n'avaient-ils pas déjà été solliciter contre leur cousin la protection du Très-Chrétien ? Piero n'avait plus, sur la ville, l'ombre d'autorité, et chaque jour, frère Gérôme travaillait à le rendre odieux. Le vrai maître de Florence, à l'heure actuelle, c'est ce moine fanatique. Depuis qu'il a « fermé la porte de l'arche de Noé, » tous sont ici frappés de terreur ou de folie, par crainte de n'y pas avoir trouvé place. Quand il prêche à Sainte-Marie de la Fleur, la cathédrale est trop petite, et le jour où il a crié, en chaire, qu'il allait bientôt déchaîner le déluge du ciel, tous les Florentins se sont mis à trembler comme des enfans. Ce frère a un pouvoir diabolique... il prêche contre l'Église elle-même ; peut-être est-ce l'Antechrist ?

Quant à Piero, aussi longtemps qu'il a pu compter sur le secours du duc de Calabre, il n'a pas perdu courage, et même, il n'a pas craint d'écrire une lettre très fière au Roi de France. Mais, que peut maintenant l'armée du duc, acculée à Faenza par les Français ? et le pays lui-même se prononce en leur faveur. Dans de telles conditions, menacé à l'intérieur, sans espoir de secours extérieur, que pouvait faire le Magnifique ? Dans le parti qu'il vient de prendre est peut-être le salut de Florence, en tout cas le dernier espoir de la sauver du massacre et du pillage ! car ce serait folie que de tenter de résister à une armée tellement supérieure, à une aussi formidable artillerie ! La preuve est faite !...

. . . .

Telles furent, vraisemblablement, les raisons que donna le Médicis à l'excuse de Piero ; raisons justes et qui se plaidaient d'elles-mêmes ; et aujourd'hui, en considérant les choses avec

Petri *germanus*. » Il semble donc que ce soit Jules de Médicis [le futur Clément VII], alors âgé de 17 ans, fils posthume de Julien, oncle de Piero.

l'impartialité qu'apporte le recul du temps, il semble bien que Piero, par ce mouvement spontané, — peut-être intéressé, — a sauvé la Toscane de la guerre et des massacres; il a été le meilleur politique du moment, celui qui se plie aux circonstances qu'il sait ne pouvoir dominer: et l'on peut le relever de cette accusation de trahison, avec laquelle les peuples malheureux sont toujours prêts à rejeter leurs fautes sur leurs dirigeans.

Cette conversation dura longtemps; puis, tous deux remontèrent à cheval, au milieu de leurs brillantes escortes, et d'une de ces pompes comme les Florentins excellaient à en organiser. Ils descendirent la pente qui dévale vers la porte Romaine, pendant qu'à ce spectacle de fête s'ajoutait celui, plus imposant encore, de Florence étalée à leurs pieds, dans l'encadrement splendide de ses douces collines, offrant aux yeux ses monumens, sa Seigneurie et son Dôme, baignés de lumière d'or, dans des fonds d'azur semblables à ceux des enluminures auxquelles se plaisait tant la fantaisie artistique du neveu de Pie II. Mais cette terrible nouvelle l'avait tellement consterné qu'une douloureuse préoccupation se lisait sur sa figure, et que toute cette magnificence de la nature et du peuple en fête n'avait plus, à ce moment, le moindre charme pour lui (1).

Le cardinal passe la nuit à écrire au Pape ses embarras, et à conférer avec l'agent royal de Naples.

Le lendemain, il fut reçu pompeusement par les Prieurs dans le palais de la Seigneurie; il avait à leur exposer les désirs de Sa Sainteté; mais ce changement subit des événemens le force à changer lui-même la ligne de conduite si longuement combinée avec le Saint-Père (2). Il eût voulu représenter aux Prieurs que la cause du roi Alfonse était de toute justice, que le Pape l'avait prise à cœur pour ce motif d'équité, et aussi parce qu'Alfonse était feudataire de la Sainte Église; que jamais Il n'abandonnerait la défense du roi de Naples, et qu'Il aimerait mieux perdre l'État, — le cardinal le tenait du Pape lui-même (3), — et la tiare, et quitter l'Italie, vivre en exil, mourir même, que de céder sur ce point; qu'au reste, quelque puissant que fût le

(1) Lettre du cardinal, Florence, 29 octobre 94.

(2) Même lettre.

(3) Cette déclaration fut faite en propres termes par le Pape, devant les cardinaux réunis, au cardinal Ascanio Sforza, envoyé par le roi de France pour engager le Pape à rester neutre dans son différend avec le roi de Naples.

Roi de France, le Pape ne manquait pas non plus de forces à lui opposer, sans compter l'aide de Dieu, qui ne lui ferait point défaut.

Ces belles raisons n'arrivaient point à convaincre la Seigneurie; plusieurs de ces avisés Florentins avaient dans l'idée que, si le Pape continuait à tenir pour le roi de Naples, c'était pour garder par ses fils un pied en Espagne et l'autre dans le royaume (1), et quant à la bonne foi du Saint-Père, la plupart se demandaient s'il ne finirait pas par s'entendre avec le Roi de France, et si ce n'était pas la combinaison qu'il tramait en ce moment même avec Mgr Ascanio Sforza, venu brusquement à Rome.

Quant à l'intérêt de la ville de Florence, qui avait de nombreuses banques et maisons de commerce en France, il était évidemment de se montrer agréable au Roi Très-Chrétien, et là-dessus, tous étaient d'accord.

Mais ces raisons vraies, les Prieurs se gardèrent certainement de les exposer; ils se contentèrent de déplorer avec le cardinal la trahison de Piero, qui, mettant ses intérêts propres avant ceux de la ville, les livrait au Roi. Et ils purent lire au Légat la lettre qu'ils venaient de recevoir, et dans laquelle le « Magnifique » prétextait qu'il agissait pour le salut de Florence : « J'espère,— écrivait-il, — en livrant ma personne à Sa Majesté Très-Chrétienne, apaiser la colère qu'Elle a contre notre cité. » — Mais tous prétendaient que Piero mentait en disant cela.

Ils étaient eux-mêmes dans la plus grande incertitude de la conduite qu'ils allaient tenir, se rendant bien compte que Florence ne pouvait résister aux Français, maintenant qu'ils étaient sur le territoire, car Montpensier, guidé par les bandes de Malaspina, avait déjà enlevé le château de Fivizzano, passé au fil de l'épée ses garnisaires et massacré les 300 hommes envoyés pour défendre Sarzane. C'était bien une guerre « inouïe (2)! » jamais on n'avait entendu, en Italie, parler de semblables tueries.

Le cardinal comprit que, de ce côté, la partie était perdue et qu'en cette ville, tous, du plus grand au plus petit, bien que pour des motifs différens, en tenaient pour les Français (3).

(1) Un fils du Pape, Gioffré, avait épousé récemment Dona Sancia, fille d'Alphonse d'Aragon; un autre, César, était cardinal de Valence en Espagne.

(2) Guichardin.

(3) ... « A minimo usque ad maximum Gallos in ore habent. » (Lettre du cardinal.)

Et ce qu'il put voir et entendre le 1er novembre à Florence acheva de l'accabler.

Le mot de trahison, prononcé jusque-là à voix basse, courait maintenant la ville; le bruit s'était répandu que Piero avait spontanément offert au Roi les forteresses de la Lunigiane (1). On racontait que le nombre des soldats du Très-Chrétien était infini, qu'il y avait parmi eux des géans féroces (les Suisses) armés d'armes invincibles, et comme on savait qu'à Rapallo ces barbares avaient passé au fil de l'épée non seulement la garnison, mais tous les habitans, les femmes, les enfans, les malades de l'hôpital, Florence s'imagina qu'elle allait subir le même sort; une terreur folle s'empara d'abord des riches qui s'enfuyaient dans leurs villas, cachant en hâte leurs trésors, et leurs femmes et leurs filles dans les monastères. Et pendant que les marchands se sauvaient, que les boutiques se fermaient au Marché Vieux et à Vacchereccia, les plus sinistres individus, sortis des ateliers de la laine et de la soie, circulaient par les rues et se groupaient sur la Place aux cris de « Popolo » et « Libertà, » et les politiciens se pressaient le long de la « ringhiera » du Palais, tout prêts à donner leur avis, malgré les lois formelles de la République. L'émeute grondait, Florence se trouvait dans une de ces angoissantes journées où, d'un moment à l'autre, le sang pouvait couler et la populace se porter aux pires excès. On jetait des pierres aux écussons des Médicis, et aucun des partisans de ceux-ci n'osait se montrer, de peur que le premier cri de « palle ! » (2) ne fût le signal d'un massacre. Il n'y avait plus, dans la ville, ni autorité, ni direction; seule, la parole de frère Gérôme dominait dans cette tourmente; Florence, affolée, se pressait au Dôme pour l'entendre; mais il avait maintenant déchaîné le fléau, promis la vengeance divine contre les crimes de l'Italie et du Saint-Siège, et c'est à lui que les Florentins, et les Prieurs eux-mêmes, couraient demander conseil.

Démonté par tous ces événemens, terrifié par ce qui se passe sous ses propres yeux à Florence, le cardinal de Sienne n'a plus qu'une idée : aller au plus vite trouver le Roi de France; très abattu, il ne voit plus sa mission comme il l'avait précédemment

(1) Ce fut le 30 octobre que Charles VIII reçut Piero de Médicis à son camp à San Stefano.

(2) Cri de ralliement des Médicis, par allusion aux tourteaux (*palle*) qui chargeaient leurs armes.

envisagée avec son frère André ; chaque jour causant un nouvel échec à la politique aragonaise, il ne se sent plus l'ambassadeur d'un maître presque divin, allant porter des paroles graves à un monarque qui lui a manqué de respect ; il comprend qu'il faut baisser le ton, et nous verrons, par une de ses prochaines lettres au Pape, celui qu'il va adopter.

Mais, ce jour-là, il se décide à quitter Florence, où il craint des émeutes qui pourraient porter atteinte à sa dignité de légat de l'Église ; il se dépêche de gagner Lucques, où il se figure qu'il sera en sûreté, pour attendre la réponse à une demande d'audience qu'il vient d'adresser au Très-Chrétien, et qu'il fait porter en hâte, par un secrétaire, à Monseigneur de Saint-Malo, se recommandant, lui cardinal ambitieux de la tiare, à cet évêque ambitieux du chapeau.

V. — LE ROI DE FRANCE A SARZANE. — LE VOULT DE LUCQUES

Dès le 1er novembre, le Roi était à Sarzane. Il s'y était rendu aussitôt que cette forteresse avait été livrée par Piero, car, depuis Pontremoli, il marchait avec l'avant-garde de son armée ; et il était tout joyeux que ce nid d'aigle, aux belles murailles, fût ainsi tombé en son pouvoir sans coup férir, alors qu'il eût été si dur de l'enlever de force. Décidément, « Dieu montrait conduire l'entreprise (1). »

Encore mal remis de la grave maladie qu'il venait de faire, le Roi comptait se reposer pendant quelques jours, et, comme passe-temps, dans l'intervalle de ses conseils, il faisait venir les gens renommés pour leur bon esprit et leur religion, et se plaisait à leur faire raconter les pratiques de dévotion aux saints et aux reliques du pays, et aussi les prophéties locales, espérant toujours en trouver une qui s'appliquât à son « entreprise. »

Parmi les images miraculeuses dont cette Italie était remplie, on lui en avait cité une qui excitait vivement sa curiosité ; il en avait déjà entendu parler en France où elle était connue sous le nom de « Saint Voult de Lucques : » c'était en réalité une statue du Sauveur.

Un chanoine du chapitre de Sarzane, très expert en ces choses, avait été convoqué pour en instruire le Roi, et comme il n'était

(1) Comines.

pas aussi entendu au langage français qu'aux histoires pieuses, c'était Galeas de Sanseverino, le favori du moment, qui interprétait ses discours. Galeas avait conquis Charles par sa bonne grâce à monter et à dresser des chevaux et à jouter mieux que quiconque d'alors.

On savait, — disait le chanoine d'une voix convaincue, — qu'aussitôt après le dernier soupir du Christ sur la Croix, un ange était apparu à Nicodème et lui avait ordonné de tailler dans le bois l'image du Sauveur avant sa mise au tombeau...

Le Roi écoutait, les yeux fixes, la bouche entr'ouverte, comme un enfant à qui on raconte des merveilles. Et devant les gentilshommes qui entouraient le monarque et avaient interrompu leurs causeries et leurs jeux bruyans, intéressés eux-mêmes par le pieux récit, le chanoine continuait: il montrait Nicodème montant au Cédron, y coupant un arbre, et, en face de Jésus pendu à la Croix, sculptant dévotement son image, qui, par conséquent, était la plus fidèle qui existât; elle représentait le Christ, non plus ignominieusement nu et ensanglanté, mais déjà entré dans la gloire céleste; vêtu d'une splendide robe, il avait la tête couronnée d'un diadème étincelant, au lieu de la douloureuse couronne d'épines, et les bras étendus, tels que sur la Croix; mais le bois du supplice disparaissait, car un nimbe lumineux rayonnait autour du corps divin, et aux extrémités de ces rayons s'épanouissaient des lys...

Le Roi était charmé au plus haut point, et cette floraison de lys aux mains ouvertes du Christ le ravissait.

Le chanoine termina en racontant comment, perdu pendant de long siècles, le « Volto Santo » avait été retrouvé miraculeusement, et transporté avec une grande pompe à Lucques où, dans le « Duomo, » il était l'objet d'une particulière vénération.

Que de miracles il avait fait, ce saint Voult! que de guérisons accomplies! Et il protégeait si efficacement la cité que, dans ces dernières années, le seigneur Dominique Bertini, comte du Saint-Empire et secrétaire du Saint-Siège apostolique, homme réputé dans toute l'Italie par sa piété, avait consacré sa fortune à élever, sous la voûte principale de la cathédrale, un petit temple dont la coupole faite d'écailles émaillées reposait sur des colonnes d'or, appuyées elles-mêmes sur une « ringhiera » de marbre blanc et rouge: la frise en était décorée de fins ornemens et de bas-reliefs d'or, dont on avait confié l'exécution au plus renommé

sculpteur et ciseleur de l'époque, maître Matteo Civitale. Ce temple se fermait, de façon que la Sainte Image ne risquât pas d'être volée aux Lucquois, comme l'anneau d'or de la mère de Jésus, enlevé par les gens de Pérouse, au doigt même de la Vierge, dans la cathédrale de Sienne!...

Le Roi n'écoutait plus que vaguement, car il songeait maintenant à aller à Lucques, voir cette précieuse effigie, aux rayons de laquelle fleurissaient les lys de France. Et il pensait aussi qu'il avait promis aux députés des Pisans de se rendre dans leur cité pour examiner leurs démêlés avec les Florentins, et faire justice, car il se considérait dès lors comme le grand justicier de l'Italie, et son devoir était d'y réformer les mauvaises choses et d'y faire naître le droit.

Il demanda alors si l'on pouvait gagner Pise en passant par Lucques, et on lui répondit que ce n'était pas un long détour. Il voulut cependant s'en convaincre et dit à Guillaume Bougier, son secrétaire, de lui montrer cette carte d'Italie que son agent à Ferrare, Jacques Signot, avait dressée pour l' « entreprise. » Les villes et les forteresses y étaient marquées par leurs maisons, tours et murailles, ainsi que les montagnes entre Gaule et Italie avec leurs principaux passages, et aussi les grands fleuves et la chaîne des Apennins. Tout cela figurait une longue et mince bande encadrée par deux mers, et dans un coin, Venise formait une île aussi grosse que la Corse ou la Sicile dans leurs eaux respectives.

Le Roi y jeta un coup d'œil, ne put se rendre compte de l'itinéraire, car la confusion des noms et des choses rendait cela impossible; mais, en lui-même, sa décision de se rendre à Lucques était bien arrêtée.

Pendant que Charles se délassait ainsi des graves préoccupations de l'expédition, Mgr de Saint-Malo lui annonça qu'un messager avait remis des lettres du cardinal de Sienne, sollicitant une audience au nom du Pape dont il était le légat.

Le Roi eut recours, — comme chaque fois qu'il était question des choses du Saint-Siège, — au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, et le fit demander. Et tout de suite, celui-ci, sans respect pour la Majesté Royale, et comme s'il eût été en face d'un de ses égaux (1), se mit à s'emporter contre le Borgia, ce scélérat qui

(1) Tizio, *Historiæ Senenses* (t. VI, f° 229) raconte la façon dont le cardinal de la Rovere parle au Roi :« Julianum vidi regem fenestræ incumbentem ita audenter in faciem, quasi ad aurem, alloqui, ut non videretur ipsum regem multifacere. »

souillait le trône apostolique, ce *marran*, ce juif! Le Roi de France n'avait pas à traiter avec lui, car il serait dupé, s'il se laissait aller à l'entendre; le Borgia n'avait jamais su que mentir et tromper tout le monde ; et il n'y avait, une fois à Rome, qu'à réunir un concile général pour déposer ce simoniaque et élire un autre Pape!...

La figure glabre, osseuse, toute en creux et en saillies, du cardinal de la Rovère, devenait terrible, pendant qu'il parlait de son ennemi, et, sous les arcades proéminentes de ses sourcils, ses yeux semblaient foudroyer le Pontife absent.

Quant au cardinal de Sienne, — continuait-il, — c'était un Aragonais! le Pape l'avait sûrement envoyé à l'instigation du roi de Naples qui était son parent! tous ces Piccolomini! ces « Pientins » (1) étaient les pires ennemis du parti français, neveux adoptés par Pie II, celui-là même qui avait donné aux Aragonais l'investiture du royaume de Naples; il ne fallait pas le recevoir, cet ambassadeur, car il avait certainement une mission secrète contre le Roi, et le Pape ne l'avait pas désigné sans arrière-pensée!...

Influencé par l'énergique apostrophe de Julien de la Rovère, le Roi avait donné ordre de congédier le messager.

Pendant ce temps, le cardinal Francesco Piccolomini, logé à Lucques au palais de l'archevêché, s'impatientait de n'avoir pas de réponse; la réussite de sa mission lui semblait désormais bien incertaine; il commençait à craindre un échec et se désespérait du discrédit que cela allait causer à son influence; les rêves ambitieux s'envolaient de son esprit, et il écrivait au Pape les lettres suivantes :

VI. — LETTRES DU CARDINAL

Lucques, 5 novembre 1494 (2).

Beatissime Pater post pedum oscula beatorum humilem commendationem...

« J'ai écrit à Votre Sainteté que j'avais adressé mon secrétaire au Roi Très-Chrétien, disant que j'attendais Son bon plaisir pour me rendre à l'endroit qu'Il voudrait bien me fixer. Aujourd'hui, mon messager n'est pas encore de retour, et je me suis

(1) « Gens de Pienza » et « neveux de Pie. »
(2) Cette lettre est la troisième en date, dans la collection Podocataro.

décidé à envoyer à Sarzane un chanoine de Lucques, tout dévoué à ma famille; il y remettra au révérendissime évêque de Saint-Malo une lettre par laquelle je le prie de me faire savoir les intentions du Roi; et de me dire où il convient que j'aille, car Sarzane est une citadelle, la place est resserrée entre des murailles, et tout occupée par d'énormes masses de soldats.

« Des gens très dignes de foi m'ont affirmé qu'ils avaient entendu de leurs propres oreilles un des familiers du Très-Chrétien s'exprimer ainsi : « Le cardinal de Sienne a écrit au Roi pour demander audience, mais on sait qu'il a favorisé le parti de nos ennemis, aussi Sa Majesté ne le veut recevoir ni entendre! Et il aurait tenu sur mon compte des mots encore plus durs...

« La fortune en ce moment sourit aux Français, tout leur réussit, tout s'ouvre devant eux : Sarzane, Pietrasanta sont en leurs mains; on dit que le Roi va bientôt partir pour Florence, et qu'il y veut changer le gouvernement.

« Et l'on se vante journellement aussi, dans le camp étranger, que le Roi viendra à Rome, et qu'il veut réformer l'état de l'Église; et dans un grand conseil tenu à Sarzane, il a décidé formellement l'expédition de Naples...

. . . .

« Ici, dans tout ce pays de Lucques, ce sont les Français qui commandent et tout se fait à leur guise.

« Et moi, — comme le bruit s'est déjà répandu que je n'ai pas la faveur du Roi, — je n'y puis rester désormais sans péril, d'autant plus que tout est occupé par l'armée royale, et que, même à prix d'argent, on ne saurait trouver à se loger ni à vivre; depuis trois jours déjà, mes quatre-vingts chevaux et bêtes de somme manquent de fourrage et broutent des branchages; encore n'en ont-ils pas tout leur saoul...

. . . .

Felicissime valeat Vestra Sanctitas.
Ejusdem V. S. humilis servitor,

Card. SENENSIS. »

Nous ne possédons malheureusement pas les réponses que fit le Pape à ces jérémiades; mais le monologue a son intérêt, le cardinal le continue le lendemain.

Lucques, 5 novembre 1494.

. . . .

« ... Hier, vers l'heure des vêpres, un chambellan du Roi Très-Chrétien, M. de la Volta (?), est venu m'apporter des lettres de son maître. Sa Majesté aurait, — paraît-il, — récemment écrit à Rome pour demander à Votre Sainteté de ne pas me maintenir comme ambassadeur auprès d'Elle, car Elle connaîtrait mes attaches et celles de ma famille avec le parti de ses adversaires, et saurait que je suis personnellement partisan du roi de Naples. Elle aurait, en outre, été informée que j'étais chargé de missions secrètes hostiles à sa cause ; je pouvais donc, — me fut-il dit, — vaquer à ma guise à ces dernières, mais Sa Majesté ne me recevrait pas ; et enfin, il Lui serait parvenu de Sienne avis que j'avais conseillé aux Siennois de ne pas accorder de vivres à sa flotte ! Tout cela, M. de la Volta me l'insinua avec la plus grande discrétion, se montrant excessivement réservé dans ses paroles.

« Je lui répondis que, tout d'abord, je n'avais nulle connaissance des lettres écrites à Rome par Sa Majesté Très-Chrétienne ; quant au soupçon dans lequel Elle me tenait, je lui représentai que j'étais un simple cardinal et bien indigne d'un si haut titre, et que, dans les consistoires, missions, et toutes autres circonstances où il s'était agi des intérêts de l'Église, j'avais toujours parlé ouvertement, pour l'honneur et la bonne cause du Saint-Siège apostolique, et en m'en remettant humblement à l'avis de mes très révérends collègues du Sacré-Collège.

« Quant à ma famille et aux miens, j'avais plus à m'en glorifier qu'à en rougir, et à rendre grâce à Dieu qu'il m'ait donné d'être neveu d'un Pontife tel que fut Pie II, et d'avoir les très chers neveux que j'ai dans le royaume de Naples.

» J'affirmai n'avoir été chargé par Votre Sainteté d'aucune mission contraire à la cause française, mais uniquement de me rendre à Asti, où l'on disait qu'était Sa Majesté à l'époque de mon départ, pour La visiter, La saluer, La bénir, en votre nom. J'avais à Lui porter tous les sentimens d'affection dont L'entoure Votre Béatitude, et à Lui représenter avec quel absolu désintéressement Votre Sainteté voudrait détourner et apaiser tout ce tumulte guerrier en Italie, alors que les Turcs sont à nos portes ; à La supplier et à tâcher de La convaincre de remettre sa cause non aux armes, mais à l'équitable juridiction du Très Saint-Père,

disposé à tout examiner et juger avec bienveillance, en s'inspirant de l'Esprit de Dieu. Que le Roi Très-Chrétien veuille bien considérer en Sa haute sagesse la situation infortunée de l'Italie et tous les périls qui peuvent surgir de ces guerres, et l'avantage qu'en tireront les Infidèles!...

« Quant aux avis émanés de Sienne, s'ils avaient quelque attache officielle, j'étais tout prêt à Lui donner l'explication de mes actes, mais j'affirmai que jamais Votre Sainteté ne m'avait chargé de me mêler de la question du ravitaillement à fournir aux flottes royales par les Siennois; au cas où de pareilles insinuations eussent été faites par des particuliers, Sa Majesté devait savoir que les Siennois sont en permanence travaillés par des discordes civiles, et qu'il n'y a aucune sincérité à attendre de paroles ou de lettres dictées par la passion politique... »

. . . .

Après le départ de ce gentilhomme français, le cardinal tint conseil avec les prélats et familiers de sa suite; on lui représenta que les mœurs indisciplinées de cette soldatesque étrangère faisaient craindre aux Lucquois quelque atteinte à sa dignité. Effrayé, il donna subitement l'ordre du départ.

Adieu toutes les ambitieuses pensées!

Mais pendant qu'on se prépare, arrive le chanoine qu'il avait adressé à Briçonnet pour solliciter son appui auprès du Roi; il apporte une lettre de Monseigneur de Saint-Malo. Une lueur d'espoir traverse l'esprit du Piccolomini; peut-être, sur l'instance de son conseiller, le Roi reviendra-t-il sur sa décision; peut-être le recevra-t-il?

Le Légat donne contre-ordre au départ. Malgré ses craintes, il attendra encore. Il s'est repris à espérer! mais il ne connaît pas l'entêtement du Très-Chrétien, de celui que ses compatriotes appelleront bientôt « Cabezzucco, » le Cabochard! car, pendant qu'il se leurre ainsi, voici deux courtisans de Charles VIII qui arrivent au palais où loge le cardinal : l'un d'eux est encore M. de la Volta, et l'autre, un « chevalier tout doré (1). » Ils lui répètent les mêmes paroles et les mêmes griefs du Roi contre sa personne, et l'exhortent à quitter Lucques, car Sa Majesté va y faire son entrée et lui accorde quatre heures pour s'en aller.

Le cardinal veut encore discuter; on lui montre l'ordre écrit

(1) « Quemdam auratum militem. »

du Roi ; et alors, pour ne pas risquer une nouvelle et plus grave insulte à sa qualité d'ambassadeur, en moins d'une heure il s'enfuit, plutôt qu'il ne s'en va.

Toutes ces alternatives, toutes ces humiliations, il les écrit (1) fidèlement au Pape, en se lamentant, et il lui confie, avec son chagrin, son intention d'aller se retirer dans un monastère, pour y déplorer l'injure faite au Saint-Siège en sa personne.

VII. — L'OBSERVANCE

En face des hauteurs enfermées dans la ceinture des murailles de Sienne, la colline de la Capriola s'isole comme un désert de verdures; à son sommet pointe un campanile, et, sous un bosquet de pins, au travers d'un rideau de cyprès, on apercevait l'église et les bâtimens de briques, — alors tout neufs, — de l'Observance. Mais un profond ravin, masqué par d'épaisses broussailles, creuse un abîme entre la ville et les pentes rapides que couronne le monastère, paraissant mettre une barrière entre le monde et cet asile de recueillement.

C'est là que le cardinal cachait sa déconvenue. De Lucques, il y était arrivé après bien des angoisses, marchant jour et nuit sur des routes encombrées par les avant-gardes et les coureurs du Roi, tremblant à chaque instant de se voir insulté, lui, prince de l'Église, ou quelqu'un de sa suite, par cette soldatesque dont il avait une si grande frayeur. Là, au moins, sa personne serait entourée du respect habituel, il pourrait méditer sur les moyens de réparer cette atteinte au crédit de son nom, et attendre les événemens dont il apprendrait les premières nouvelles. L'état de son âme se révèle dans ces quelques lignes qu'il écrit, le 13 novembre, à Podocataro, son collègue au Sacré-Collège, par lequel il se fait tenir au courant de ce qui se passe au Vatican : « Me voici dans ma patrie, où je tâche de parer au salut de ma famille, car moi et tous les miens avons été signalés au Très-Chrétien comme Aragonais et *pientins*.

« Espérons en Dieu ! qu'Il nous fasse la grâce de nous arracher aux mains de nos ennemis ! »

Il avait appelé auprès de lui son neveu Giovanni, pour lequel on ambitionnait déjà le chapeau de cardinal. Quant à son frère

(1) Lettre du 8 novembre, de Fucecchio (Toscane).

André, il avait déjà quitté Sienne, et, avec sa prudence ordinaire, cherché une retraite plus sûre, pour lui et ses trésors. Au palais Piccolomini, à Sienne, pour recevoir les hôtes maudits que l'invasion allait déverser, il avait laissé le précepteur Tizio : celui-ci, qui n'était pas précisément très courageux, et avait plusieurs fois, dans les troubles civils, donné de hautes preuves de couardise, se trouvait, dans cette ville envahie, partagé entre sa curiosité de nouvelliste et sa peur naturelle des coups. Il est probable que souvent, pendant cette période agitée, il dut gravir avec sa mule le chemin rocailleux qui, traversant le torrent au milieu des cailloux et des buissons, montait à l'Observance. Il apportait au cardinal les nouvelles de la cité, le renseignant sur les menées tortueuses des partis, ou lui contait les passages des troupes françaises, car chaque jour, depuis le 9 novembre où l'avant-garde avait franchi la porte Camollia, Sienne voyait les sergens et les valets étrangers parcourir ses rues et marquer à la craie les logemens pour leurs maîtres, et ceux-ci s'installer dans les maisons aussi privément et familièrement qu'ils eussent fait chez eux.

Tout ce qu'apprend le cardinal n'est pas fait pour lui donner espoir, car c'est de plus en plus la déroute de sa politique de famille : Florence, révoltée contre les Médicis, a chassé Piero et envoyé des ambassadeurs au Roi pour se mettre à sa discrétion, et Sienne, jusqu'alors hésitante, se déclare maintenant pour Charles VIII : les partis, — chose extraordinaire et qui se voit pour la première fois dans cette ville divisée, — tombent d'accord pour souscrire à toutes les demandes du Très-Chrétien, « puisque aussi bien on n'est plus maître de les refuser. »

Puis, c'est l'entrée du bâtard de Bourbon, escorté de 3 500 cavaliers, des gendarmes, montés sur de puissans chevaux, des arbalétriers, des archers avec leurs arcs bandés et leurs trousses garnies, et des escouades de trompettes et de tambourins menant, par les rues étroites, entre les maisons rapprochées, un vacarme à ébranler les murailles.

Le 20 novembre, le cardinal écrit au Pape que, la veille, 3000 Français sont encore arrivés à Sienne : c'était Montpensier (1), le général en chef, dont l'infanterie défile pendant plusieurs jours par la grande rue de Sienne, se dirigeant sur les États de l'Église.

(1) Gilbert de Montpensier, dit le comte Dauphin, capitaine général de l'armée de terre.

Puis on apprend la continuation de la marche triomphale du Roi, pompeusement reçu à Pise, et salué par Savonarole du titre de « grand exécuteur de la justice divine! » puis, la nouvelle de l'entrée à Florence, et les fêtes splendides données par la Seigneurie. Et ici, à Sienne, le peuple, avide de fêtes et de jeux, désire maintenant cette représentation extraordinaire dans ses murs, et la prépare, un peu ému, cependant, par les bruits qu'on répand de pillages à Florence, et aussi par l'installation, sur le « Prato, » de trente bombardes de bronze, avec des approvisionnemens de boulets de fer, et un millier de cavaliers pour le service de ces engins!

Et Tizio rapporte une nouvelle qui maintenant court la ville, égayant aussi bien les seigneurs français que les Siennois, par sa gaillardise, mais qui dut, par les conséquences qu'elle pouvait avoir, provoquer d'inquiètes réflexions chez le cardinal. L'armée de Montpensier avait marché si vite qu'elle était déjà entrée à Viterbe, ville du Pape. Le duc de Calabre, propre fils du roi de Naples, avait battu en retraite sans même essayer de défendre la place, close pourtant de bonnes murailles. Malgré ses appréhensions, le Pontife était loin de s'attendre à une si rapide débâcle, à tel point que la belle Giulia Farnèse, qui était « le cœur et les yeux du Saint-Père, » était allée avec une suite de dames, de demoiselles d'honneur, et une escorte d'une trentaine de personnes, assister à la noce d'une parente, dans la campagne de Montefiascone. Elle venait de quitter le château des Farnèse, Capodimonte, et retournait paisiblement à Viterbe, auprès de son frère, le cardinal (1). Sur une des éminences qui dominaient la route, on aperçut tout à coup un gros de cavaliers; on les prit pour des partisans de Mgr le duc de Calabre, venant saluer la favorite : c'étaient les coureurs de M. d'Alègre (2), gentilhomme de l'avant-garde de Montpensier, et qui, sans respect, s'emparèrent de tout ce brillant cortège. Et quand le baron d'Alègre apprit quelles étaient ces belles dames, il leur imposa une rançon de 3 000 livres et informa immédiatement le Roi, tandis que la Giulia écrivait au Pape, pour demander l'argent exigé.

(1) Alexandre Farnèse, nommé cardinal par la faveur de sa sœur, et surnommé pour cette raison « Cardinale della Gonella » (le cardinal du jupon), devint le pape Paul III.

(2) Yves II d'Alègre devint, après la conquête de Charles VIII, gouverneur de la Basilicate.

Les choses en étaient là le 27 novembre, et toute l'Italie, en l'apprenant, en fut en émoi, bien aise au fond de ce scandale, et se gaussant du Saint-Père, que les tyranneaux de la péninsule considéraient comme leur tyran à tous.

Le précepteur Tizio avait été, à Sienne, des premiers à l'apprendre, par les seigneurs français qu'il hébergeait au palais Piccolomini : l'un d'eux, le principal de ces hôtes de passage, était un haut officier, ami de Montpensier, et Tizio, à contre-cœur, tâchait de le distraire, lui montrant, après souper, les beaux *codici* de la *libreria*, lui en faisant admirer les scènes richement peintes et enluminées. Autour de la table, de grossiers gentilshommes bretons (1) l'interpellent : « Et dans lequel de ces livres voit-on le portrait de la p....n du Saint-Père? » Et les voilà racontant en termes crus la capture de la Giulia et riant à pleine gorge, au nez du pauvre prêtre scandalisé.

Quand il apprit l'aventure de Madame Giulia, le cardinal, sachant que son maître ne pouvait vivre sans elle, put immédiatement préjuger quelle fureur allait s'emparer de lui. Il prévoyait aussi quel coup lui porterait bientôt l'arrivée désormais certaine du Roi à Rome, et les alternatives d'angoisse et de rage par lesquelles devait passer le Borgia. La complexion sanguine du Pape allait-elle résister à ces colères continues? Le Roi le ferait-il déposer? L'un ou l'autre de ces deux cas semblait probable ; et, dans l'un comme dans l'autre, le cardinal voyait se fermer devant lui les voies au trône pontifical.

Les temps, décidément, étaient bien durs à la politique des Piccolomini !

VIII. — L'ENTRÉE DU ROI DE FRANCE A SIENNE. — L'AUDIENCE

Pendant que le cardinal passait de mélancoliques journées dans sa retraite de l'Observance, en face de lui, à Sienne, on vivait dans une agitation fébrile : tous les services gouvernementaux du « Comune » étaient suspendus, la « Balia » avait, dès le 6 novembre, donné congé à tous les offices, car il fallait que chacun pût vaquer à cette lourde servitude du logement et de la subsistance des hordes qui se renouvelaient chaque jour.

(1) Tizio dit « bretons, » mais ce sont probablement des Écossais, dont un grand nombre se trouvait dans les troupes à cheval, indépendamment de la garde royale qui en était composée.

Les Petrucci et le parti des « Neuf, » depuis leur résolution prise de ne rien refuser au Roi, avaient déployé le plus grand zèle pour sa réception, et n'avaient rien épargné pour flatter sa vanité, craignant que la ville lui restât suspecte pour sa politique jusque-là douteuse et sa réputation de vieille ennemie de la maison d'Anjou.

Et comment ne pas se montrer prévenans vis-à-vis de gens qui ont installé une si effroyable artillerie dans vos murs?

Par honneur on avait jeté bas les battans de la porte Camollia, et tout un pan de muraille, afin que le Roi ne pût conserver une arrière-pensée sur la soumission des habitans; et, à l'entrée, on avait apposé cette inscription: *Venite tandem, Rex Franciæ Christianissime, cui nostræ ultro patent januæ.* (Entrez donc, ô Roi Très-Chrétien, nos portes tombent d'elles-mêmes devant vous.) Des arcs de triomphe avaient été dressés sur le parcours que le cortège devait suivre pour se rendre à la cathédrale: le premier portait deux statues, l'une de Charlemagne, l'autre de Charles VIII lui-même, faisant face au grand empereur.

On était en hiver, mais le temps, très beau, favorisait la marche du Roi: il s'était arrêté toute la journée du dimanche 1er décembre à San Casciano, pour y entendre les offices, et en repartit le lendemain pour Sienne. Il arriva à la porte Camollia un peu avant la nuit. Il était précédé de hérauts, du grand prévôt et du grand écuyer qui tenait l'épée royale, et entouré de pages en livrées ornées de ses initiales entrelacées à celles de la Reine; sous un dais superbe, chargé d'écussons aux armes de France et de Bretagne, il s'avançait majestueusement, monté sur un magnifique cheval noir; il portait une armure resplendissante d'orfèvrerie, de perles et de pierreries, et, par-dessus, une jaquette de brocart d'or, et un manteau de velours bleu; sur la tête, un grand chapeau blanc à plumes noires, surmonté de la couronne royale.

Sur le « Prato de Camollia, » entre l'avant-porte et celle de l'enceinte, le capitaine du Peuple, la Balia, et toutes les magistratures attendaient le souverain, et les plus belles tentures avaient été déployées pour parer cette première halte. Partout on voyait la Louve siennoise, emblème de la Cité, et l'inscription rappelant que la vieille république était sous la protection de la Vierge: *Sena Vetus Civitas Virginis!*

Et au-dessus de la porte, au milieu d'un groupe d'anges et

des saints protecteurs de la ville, se voyait en effet la Vierge elle-même. Une musique se fit entendre, et voici qu'Elle descendit de son trône, s'avança vers le Roi pour lui souhaiter la bienvenue, et, en des vers latins, — d'une pauvre poésie, du reste, — remit la cité à sa merci, en lui rappelant que Sienne avait été fondée par des Gaulois *Senons*, et que, par ces ancêtres communs, Français et Siennois étaient frères (1).

Entre les façades galamment décorées des maisons de Camollia et de la Cité, au fracas de ses tambours gros comme des tonneaux et que de vigoureux gaillards frappaient à deux mains, au son des fifres de la Seigneurie et des cloches sonnant *à gloria*, le Roi fut conduit à la cathédrale. Le peuple se pressait sur son passage, admirant que, sous son baldaquin monumental, il parût si à l'aise qu'on l'eût cru dans une salle de son palais. Mais à tous déplaisait sa figure, avec son nez démesuré, ses petits yeux et sa bouche entr'ouverte, et ceux qui le voyaient de plus près s'étonnaient de la forme de ses chaussures, très larges à l'extrémité et toutes plissées, et les mieux informés expliquaient que le Roi avait aux pieds un sixième doigt, greffé à côté du plus petit, et que, pour cette raison, il devait employer de pareilles pantoufles; que, du reste, tous les Français, par flatterie, avaient adopté cette mode.

Comme il faisait nuit, la place du Dôme était éclairée de torches et de feux qui flambaient dans les torchères, les lanternes et les boîtes appliquées aux façades des palais et de l'hôpital de la Scala. Au milieu du vacarme assourdissant des cloches, on eût cru à un immense incendie, et ce fut une admiration générale de voir rougeoyer sous toutes ces lueurs les belles bannières de soie blanche qui flottaient au vent, avec leurs fleurs de lys d'or sans nombre, les couronnes royales et les devises *Missus a Deo* et *Voluntas Dei;* mais, quand le Roi descendit de cheval, sa petitesse, et ses jambes grêles bardées de cuir causèrent une déception, car cette exiguïté ne paraissait pas compatible avec la majesté d'un si puissant monarque.

(1) Inclyte Francorum Rex, invictissime Regum
Unica christicolæ spes et fiducia gentis!
Ingredere! et felix subeas mea tecta secundis
Auspiciis : nam te ipsa libens vultuque sereno
Urbe mea accipio. Felicibus annuo cœptis
Committoque tibi veteres mea mœnia Senas :
Senas, Gallorum Senonum ex nomine dictas!

Et tout en criant : « Vive France! » volontiers ces Siennois ridiculisaient le Roi, mais de loin, et à voix basse, car ces jurisconsultes, ces docteurs, ces commerçans, banquiers et boutiquiers tremblaient en sa présence, gagnés eux-mêmes au respect dont ils le voyaient entouré par tous ces princes qui formaient sa suite. On se les montrait avec curiosité : c'était Mgr Philippe de Bresse, oncle de Charles VIII, et le comte de Foix, roi de Navarre, et Mgr de Luxembourg de Ligny qui était son « camérier secret » et couchait dans sa chambre, et le maréchal de Gié; parmi ses conseillers, plusieurs étaient connus déjà des Siennois qui les avaient vus passer à Sienne, dans les premiers mois de cette même année, se rendant à Rome en ambassade : c'étaient Beraud Stuart, seigneur d'Aubigny, et Mgr de Saint-Malo, que le Roi avait juré de faire nommer cardinal par le Saint-Père, en sa présence; et le sénéchal de Beaucaire, Étienne de Vesc, Antoine de Guimel et Guillaume Bougier, ses secrétaires; puis venaient les princes italiens, parmi lesquels les Napolitains bannis du royaume tenaient les premières places : toute la maison de San Severino, avec son chef le prince de Salerne, qui amenait à l'armée royale des troupes levées par lui, et Galéas, le favori du Roi, que les Siennois, par une louche intrigue des Petrucci, avaient failli avoir pour maître, et François San Severino, le cardinal-évêque de Maillezais; et don Ferrand, fils du duc de Ferrare. Tout cela formait une imposante escorte, comme jamais les Siennois, si avides de fêtes, n'en avaient vue!

Dans la cathédrale, le Roi avait voulu aussitôt offrir à la Vierge le baldaquin sous lequel il avait fait son entrée; puis, il était passé dans le palais épiscopal qui était attenant; on y avait préparé ses logemens et une splendide réception.

Pendant les deux jours qu'il passa à Sienne, ce ne furent, pour Charles VIII, que fêtes et réceptions d'ambassadeurs.

Au milieu de toutes ces cérémonies dont il se voyait exclu, le cardinal de Sienne isolé dans sa retraite de l'Observance, avait, avec une ténacité extraordinaire, poursuivi son plan d'être enfin reçu par le Roi, et de se relever, dans sa ville même, de cette disgrâce qui discréditait sa personne et sa famille.

Or, pendant que Charles VIII était à Florence, le Pape, qui passait d'un jour à l'autre de l'espérance au pire découragement, s'était décidé, après avoir appris l'échec de son légat, à envoyer un autre ambassadeur qui fût *persona grata* au Roi de France,

et avait désigné Raymond Pérault, cardinal de Gürck. Dans les derniers jours de novembre, Gürck était passé par Sienne, et le Piccolomini, réfugié dans son monastère, n'avait pas osé venir à sa rencontre. Est-ce dépit de se voir remplacé, peur de se montrer en public en cet instant? il envoie, pour rendre les honneurs dus à son collègue, son parent, Thomas, évêque de Pienza, mais lui-même s'abstient. Puis, subitement, il change de conduite, et vient s'excuser auprès de Gürck, et tout en le mettant au courant de sa mission manquée, et des recommandations reçues récemment du Pape, il le prie d'intervenir auprès de Charles VIII, pour que celui-ci lui accorde une audience privée, lorsqu'il passera à Sienne (1).

Cette dernière négociation réussit enfin, et le cardinal put, un instant, se bercer de l'espoir que les apparences seraient sauvées! Mais quel piètre accueil! et quel résultat! c'est ce que nous percevons de la lettre qu'il écrit au Pape, après l'audience, et sous les phrases pompeuses de laquelle il faut voir la simple courtoisie du Roi, qui ne peut refuser de recevoir le possesseur du palais dans lequel il a logé, et qui attend le moment de son départ pour lui permettre de le saluer, mais ne lui adresse même pas la parole.

Sienne, 4 décembre 1494.

. . . .

... « le révérendissime évêque de Saint-Malo est venu me trouver, il était accompagné du magnifique seigneur *de Boni* (d'Aubigny). Ils m'annoncèrent que le Très-Chrétien voulait bien m'admettre à lui parler aujourd'hui, n'ayant pas eu le temps plus tôt. Sa Majesté était sur le point de partir, et, à l'issue de la messe, je fus reçu. Je La saluai au nom de Votre Sainteté et profitai de l'occasion pour Lui dire que l'on avait calomnié Votre Béatitude et moi-même auprès d'Elle. Devant un cercle de princes, groupés autour du Roi, j'exposai le but de ma mission, qui avait été exclusivement d'apporter les souhaits de Votre Sainteté pour la gloire, l'honneur et la santé de Sa Majesté. Je manifestai que le Très Saint-Père ne désirait que le bonheur du Roi, et le triomphe de notre Foi, surtout en ce triste moment où elle est insultée par les continuelles incursions et dépréda-

(1) Lettre au Pape, 20 novembre 94.

tions des Infidèles. J'ai exhorté le Très-Chrétien à se montrer le défenseur de la religion, à l'exemple de ses aïeux.

« Lorsque j'eus terminé, Il s'entretint quelques instans avec deux personnages qui se tenaient à ses côtés, et me fit répondre par l'un d'eux qu'on avait fortement prévenu Sa Majesté Royale contre ma personne, en Lui affirmant que j'avais toujours été l'adversaire de son entreprise, mais que, malgré tout, Il voulait bien admettre de bon cœur mes excuses.

. . . .

« Pendant cet entretien survint le révérendissime cardinal de San Severino, et le Roi, terminant mon audience, l'entraîna à l'écart pour l'écouter. Je me retirai donc... »

. . . .

Et c'est ainsi que finit cette ambassade, lamentable pour le cardinal de Sienne au point que, quand il rentrera à Rome, quelques mois plus tard, personne ne viendra à sa rencontre : cruel retour après un si brillant départ !

Le dernier espoir des Piccolomini semble perdu ; accablé, le cardinal pense que c'en est fait, désormais, de son rêve grandiose, dans lequel le berçaient et son propre désir, et celui de sa famille, de sa ville, de son pays entier.

Et pourtant, les événemens ont d'extraordinaires reviremens : lorsque mourra Rodrigue Borgia, telles seront les rivalités entre les deux cardinaux le plus en vue, La Rovère et Amboise, concentrant dans leurs personnalités respectives l'antagonisme de la France et de l'Italie, tel sera l'imbroglio des intrigues, que le conclave aura peur des conséquences, et le Piccolomini atteindra enfin cette tiare tant désirée : figure bien effacée alors, à côté de ces deux redoutables jouteurs, mais vainqueur justement pour cette raison qu'il n'inspirera de craintes à personne.

CH. MAUMENÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tant d'événemens se sont succédé depuis notre dernière chronique qu'il est impossible de parler de chacun d'eux avec les développemens qui seraient dus à son importance. Le prince de Bülow n'avait pas plutôt donné sa démission que M. Clemenceau donnait la sienne. Quelques jours après, M. Théotokis, premier ministre de Grèce, disparaissait à son tour du pouvoir pour des motifs qui se rattachent à la question crétoise et qui ne la simplifient pas. Les quatre puissances protectrices adressaient, sur cette même question, une note à la Porte, et la Porte y faisait une réponse : de part et d'autres on se réfugiait dans l'équivoque pour avoir l'air de s'entendre, et on laissait à l'avenir le soin de résoudre le problème. Si nous sortons de l'Europe, les Espagnols s'engageaient au Nord du Maroc dans une expédition où ils ont déjà rencontré et où ils rencontreront sans doute encore plus de difficultés qu'ils n'en avaient prévu : leur situation intérieure en est troublée. Enfin la révolution persane a abouti à la chute du Chah Mohammed Ali et à son remplacement par son fils Ahmed Mirza, un enfant de dix ans. Voilà beaucoup de choses en quinze jours. Ne pouvant pas parler de toutes en même temps, nous nous contentons de les énumérer, sauf à y revenir plus tard.

Rien n'a été plus imprévu que la chute de M. Clemenceau. On savait bien que son ministère n'était pas solide ; mais on s'était habitué à le voir durer, ce qui lui donnait une apparence de force, surtout en province et à l'étranger. Il avait doublé plusieurs caps dangereux, traversé plusieurs passages difficiles ; il venait d'obtenir un dernier vote de confiance à la suite d'une interpellation qui, à la vérité, n'avait jamais paru très menaçante, et dont il s'était bien tiré, à peu de frais ; les derniers nuages s'étaient donc dissipés à l'horizon, et M. Clemen-

ceau, comme à la fin et dans le calme d'un beau jour, avait fait à son auditoire quelques confidences sur son état d'âme. Il avait pris, disait-il, le pouvoir sans l'avoir demandé, ni désiré, voulant consacrer à la démocratie, à la République, à la France, les dernières années de sa vie. Il s'était « donné » avec désintéressement, et avait pris pour tâche de faire l'éducation du peuple. Tout en instruisant le peuple, M. Clemenceau s'instruisait lui-même, et s'apercevait qu'il était plus difficile qu'il ne l'avait imaginé de gouverner les hommes. M. Clemenceau s'est demandé alors s'il n'avait pas été injuste pour quelques-uns de ses prédécesseurs, ou même pour tous, car il n'avait guère ménagé ceux-ci plus que ceux-là. Que voulez-vous? Il ne savait pas, il n'avait pas encore fait son apprentissage, il n'avait pas été à la rude besogne dont la charge lui incombait maintenant. Dans ce retour sur lui-même, il n'y avait probablement pas une grande dose de contrition; mais enfin, les confidences faites à la Chambre n'étaient pas exemptes de quelque mélancolie qui les rendait intéressantes. Il semblait que M. Clemenceau, sentant bien qu'il n'échapperait pas au sort commun et qu'il tomberait un jour lui aussi, voulait assurer à sa mémoire ministérielle un peu de cette équité rétrospective qu'il avait longtemps refusée aux autres et qu'il leur accordait sur le tard. Mais, certes, lorsqu'il tenait ce langage, si nouveau dans sa bouche, il ne se doutait pas qu'il fût tout près de sa fin, et ce n'étaient pas des adieux qu'il croyait faire à la Chambre. Loin de là! il lui demandait sa confiance pour la conduire à la prochaine campagne, à la prochaine victoire électorale, et le contrat était signé, la confiance était accordée. A dater de ce jour on a regardé la session comme close, et un grand nombre de parlementaires ont quitté Paris pour se rendre dans leurs circonscriptions. Ce n'était pas la discussion sur la marine qui aurait pu les retenir à Paris.

Cependant, avant de partir, ils ont donné au pays un triste spectacle, bien peu propre, quoi qu'ils en aient pensé, à leur ramener l'opinion qui s'éloigne d'eux de plus en plus. Une préoccupation continue de les ronger, celle des 15 000 francs qu'ils se sont adjugés par un tour de passe-passe dont le pays a été révolté. L'impression a été si vive qu'elle dure encore. Elle jouera certainement un rôle aux élections de 1910, d'autant plus que ces députés, qui se sont montrés si âpres au gain, sont accusés de remplir leurs fonctions avec une négligence toute cavalière et que, même au cours des discussions les plus importantes, même au moment des votes les plus graves, les bancs de la Chambre sont déserts. Contre ce mal, un député de la

droite, M. Lasies, a cherché un remède. Il n'a pas eu la prétention de guérir le mal tout entier, sachant bien que ce n'est pas possible, mais il a essayé de l'atténuer en imposant l'obligation du vote personnel pour un certain nombre de scrutins, ceux par exemple qui doivent augmenter les charges financières du pays, ou ceux qui, en accordant ou en refusant la confiance de la Chambre à un ministère qui la demande, le maintiennent ou le renversent. La majorité a été très émue qu'une proposition pareille eût été faite par un membre de la minorité, et elle a essayé aussitôt de la noyer dans des surenchères. Les surenchères se sont multipliées : au bout d'un moment, le spectacle a été tel que les vieux parlementaires, restés fidèles à certaines traditions de dignité et de décence, en ont été écœurés. Quelques-uns d'entre eux, ont protesté avec émotion, avec indignation. Rien n'y a fait, et la Chambre a voté une modification du règlement, en vertu de laquelle les députés devront signer à chaque séance une feuille de présence. Si leur signature manque pendant six séances consécutives, ils seront réputés absens sans congé, et privés de leur indemnité. M. Jules Roche, honteux d'une pareille manifestation, a déclaré qu'il ne signerait jamais la feuille, ne voulant pas être traité comme un écolier, et d'autres ont imité son exemple. Au surplus, la feuille de présence ne prouve rien du tout, puisqu'un député, après l'avoir signée à un moment quelconque de la séance, peut s'en aller bien tranquillement et charger un collègue de voter à sa place. Nous attendons que quelqu'un propose que la liste soit signée et resignée toutes les heures : alors seulement la garantie deviendra sérieuse. Pour le début de l'institution nouvelle qu'est-il arrivé ? Un très grand nombre de députés, qui étaient absens et qui ont cru inutile de revenir pour assister à une fin de session insignifiante, se sont fait mettre en congé régulier. Aussitôt après, une de ces bourrasques, qui s'élèvent parfois de la manière la plus inopinée sur des eaux tranquilles et sous un cie serein, a assailli la barque gouvernementale et en quelques minutes l'a submergée. Que serait-il arrivé si les absens avaient pu voter comme autrefois? La secousse a été si violente que les absens, s'ils avaient été présens ou s'ils avaient pu voter par procuration, auraient été, eux aussi, divisés, disloqués aux quatre vents de l'orage. On peut toutefois conserver un doute à ce sujet, et qui sait si, comme M. Lasies s'en est dit-on vanté, la proposition qu'il a faite, ou plutôt celles qui en sont sorties, n'ont pas été pour quelque chose dans la chute de M. Clemenceau ?

Mais l'auteur véritable de la catastrophe a été M. Clemenceau lui-

même. Doué d'une intelligence brillante, d'une éloquence pleine de verve et d'esprit et d'une rare facilité à faire des mots qui partent de lui comme des fusées, frappant indifféremment amis et ennemis, et ne l'épargnant pas quelquefois lui-même, — car M. Clemenceau se moque de lui comme des autres, — ce dilettante est beaucoup mieux placé dans l'opposition qu'au gouvernement, et nous sommes beaucoup moins surpris de la soudaineté de sa chute que du long temps qu'elle a mis à se produire. Lorsqu'on l'a vu, il y a près de trois ans, attelé au char de l'État, tout le monde a cru qu'il ne tarderait pas à ruer dans le brancard et à renverser tout; mais il a été secondé par les circonstances, par la médiocrité de ses adversaires, — nous parlons de ceux qui avaient quelque chance de le remplacer, — et aussi par la répulsion qu'inspiraient certains d'entre eux. Tout est relatif. Sans avoir un goût prononcé pour M. Clemenceau, on pouvait le préférer à d'autres, et lui-même, parlant du concours que lui donnaient quelquefois des hommes fort éloignés de ses idées, disait en ricanant à ceux qui en montraient de la surprise, mêlée de déception : « Ils m'aiment contre vous. » Nous avons dit qu'il lui arrivait de faire des mots contre lui-même. Celui d'incohérence qu'on lui a si souvent appliqué est du nombre. Un jour, tout au début de son ministère, il lui est échappé de s'écrier en pleine Chambre : « Nous sommes dans l'incohérence, restons-y. » L'expression a paru caractériser si justement sa manière, qu'on en a été frappé comme d'un trait lumineux. M. Clemenceau a donc été incohérent; mais, précisément pour ce motif, tout n'a pas été mauvais en lui; il a eu des parties de gouvernement heureuses; il a montré dans de certains momens de la fermeté; il a été presque toujours bien inspiré dans notre politique extérieure où il nous a valu des succès très honorables. Ce serait le calomnier que de le comparer, par exemple, à M. Combes qui n'a jamais regardé qu'en bas, très bas. Il lui arrivait, à lui, de regarder en haut. Mais il manquait de logique et de suite, et surtout de sérieux. « Le caractère des Français, a dit La Bruyère, demande du sérieux dans le souverain. » M. Clemenceau n'en avait pas. Il a cru, dans la situation qu'il occupait, avoir conservé le droit de se livrer à toutes les frasques de son esprit et à toute l'intempérance de sa parole, convaincu que ce qu'il avait de mieux à faire était de rester lui-même, et que, pour gouverner les autres, il n'avait nullement besoin de commencer par se gouverner lui-même. En quoi il s'est trompé.

Il est venu se heurter à M. Delcassé dans la discussion de l'interpellation sur la marine, et ce choc lui a été funeste. M. Delcassé,

depuis qu'il a quitté le pouvoir, s'est consacré de la manière la plus estimable à l'étude des questions maritimes, et il connaît aujourd'hui son sujet tellement à fond qu'il est difficile de lui en remontrer. Déjà, dans une circonstance récente, un discours d'une demi-heure lui a suffi pour renverser le ministre de la Marine, qui était alors M. Thomson. Cette première discussion, les faits qui l'avaient provoquée, ceux qui l'ont suivie et qui n'ont pas dissipé l'inquiétude publique, ont rendu nécessaire la nomination d'une Commission d'enquête dont M. Delcassé a été élu président. Les travaux de la Commission ont duré deux mois : puis un nouveau débat s'est ouvert devant la Chambre. Aucun des soupçons qu'on avait fait ou laissé naître sur la parfaite probité de notre administration maritime et sur celle des administrations privées qui sont en rapport avec elle, n'a été confirmé ; mais il a été évident que le désordre règne dans les services de la marine ; que les efforts les plus méritoires y sont inefficaces, parce qu'ils manquent de concentration et de direction ; que l'autorité, étant partout, n'est nulle part. Divers orateurs en ont donné des preuves frappantes, et M. Delcassé, qui a parlé le dernier, les a réunies en faisceau avec une habileté et une force qui ont produit une grande impression. Il n'a pas hésité à prendre à partie M. Clemenceau lui-même, qui, ayant, lui aussi, présidé autrefois une enquête sur la marine, connaissait l'état des choses. Ni cette connaissance qu'il en avait, ni sa responsabilité de chef du gouvernement ne lui permettaient de s'en désintéresser : il l'a fait cependant avec une étrange désinvolture. M. Delcassé a rappelé son mot : « Je ne me sens nullement responsable du désastre de l'*Iéna.* » M. Clemenceau n'aurait eu le droit de prononcer un pareil mot que si, une fois arrivé au pouvoir, il avait fait quelque effort pour parer au mal ; mais qu'a-t-il fait ? Rien.

Ainsi mis en cause, M. Clemenceau a vu rouge et, comme le taureau, s'est précipité sur l'adversaire ; il a cru, le système lui ayant assez souvent réussi, qu'il lui suffirait de foncer sur l'homme pour se dispenser de lui répondre. « M. Delcassé, a-t-il dit, a rappelé à la tribune que j'avais été président de la Commission d'enquête de 1904, mais il me semble qu'en ce temps-là M. Delcassé était ministre et qu'il ferait très bien de s'appliquer les excellens conseils qu'il a bien voulu me donner. Cela eût été d'autant plus nécessaire qu'il nourrissait déjà dans sa pensée les grands projets de politique européenne qui devaient nous conduire à Algésiras. Rappelez-vous ce temps, et dites s'il est acceptable que l'homme qui nous a conduit à Algésiras mette

en cause des ministres et les accuse d'incurie dans la préparation de la défense nationale. » Après ces quelques paroles, M. Clemenceau s'est tu. L'*Officiel* n'indique pas qu'il se soit produit aucun de ces mouvemens par lesquels la Chambre accueille d'ordinaire un discours qui l'a impressionnée. C'est que, en effet, la stupeur générale se traduisait par un silence glacial. M. Delcassé est remonté à la tribune et, dès les premiers mots, il a traduit le sentiment de tous en disant : « M. le président du Conseil abuse vraiment du privilège singulier de tout dire et de tout faire — impunément. » Au tressaillement de l'Assemblée, on a senti que cette impunité allait cesser. M. Delcassé a été très éloquent dans la défense de sa politique inopportunément attaquée, très éloquent aussi dans les accusations qu'il a renouvelées et accentuées contre les négligences de M. Clemenceau. Alors, celui-ci a tout à fait perdu la tête. « Qu'ai-je dit à M. Delcassé ? s'est-il écrié. M. Delcassé m'avait pris personnellement à partie... Je lui ai répondu : — Pendant que j'étais président de la Commission d'enquête, vous étiez ministre et vous prépariez une politique qui devait nous conduire à la plus grande humiliation que nous ayons subie. Vous nous conduisiez aux portes de la guerre et vous n'aviez fait aucune préparation militaire. Vous savez bien, tout le monde sait, toute l'Europe sait qu'à ce moment-là les ministres de la Guerre et de la Marine interrogés ont répondu que nous n'étions pas prêts. » En entendant ces paroles, la Chambre sortait, par des explosions successives, de ce silence précurseur des tempêtes dont nous avons parlé et dans lequel elle s'était enfermée d'abord. Elle se sentait atteinte et meurtrie dans ces blessures secrètes que le temps seul peut guérir et qu'une main imprudente et brutale ravivait comme à plaisir. Un chef de gouvernement a-t-il le droit, pour accabler un contradicteur, de commettre un pareil acte? Les cris partaient de tous les bancs de la Chambre sous le coup de la douleur et de l'indignation. « Je n'ai rien dit, continuait M. Clemenceau, qui justifie ce semblant d'indignation... Je n'ai jamais humilié la France, M. Delcassé l'a humiliée. » Quoi ! nous n'avons pas été prêts un jour et un président du Conseil vient le crier à la tribune ! Quoi ! la France a été humiliée et un président du Conseil se fait, contre un homme, une arme de cette humiliation ! Quand même cela aurait été vrai, aurait-il eu le droit de le dire ? Et que penser de lui si ce qu'il a dit n'est pas vrai ? Or il n'est pas vrai que M. Delcassé ait humilié la France et que cette humiliation se rattache à Algésiras. Le seul jour où nous ayons éprouvé quelque humiliation est celui où M. Delcassé a été renversé, sacrifié, dans des con-

ditions que, plus réservé que M. Clemenceau, nous aimons mieux ne pas préciser davantage. Il a pu y avoir des erreurs et des fautes dans sa politique, mais il n'en est résulté pour nous aucune humiliation. Nous sommes allés à Algésiras la tête haute, et nous en sommes revenus de même avec tous nos intérêts saufs : pourquoi? parce que la politique de M. Delcassé nous avait assuré des concours et des appuis dont aucun ne nous a manqué dans les momens difficiles. Mais laissons cela. M. Clemenceau n'a pas tardé à s'apercevoir que la colère l'avait égaré, et que l'indignation de la Chambre n'était pas feinte. Il a été renversé par 212 voix contre 176. Singulière destinée d'un homme qui a été longtemps puissant par sa parole et qui, au déclin de sa carrière parlementaire, est trahi par elle !

Sa chute, au premier moment, a fait naître plus de préoccupations au dehors qu'au dedans, ce qui aurait fort surpris si on l'avait annoncée lorsque M. Clemenceau est arrivé au ministère. On l'a surtout regretté en Allemagne et en Autriche : on l'a regretté aussi en Angleterre, mais on l'y aurait regretté encore davantage s'il n'était pas tombé en attaquant M. Delcassé. Au surplus, tout le monde s'est rassuré quand on a vu que M. Pichon restait dans le nouveau ministère et qu'il y avait dès lors lieu de croire que la politique générale ne serait pas changée. A l'intérieur, la situation était plus confuse. M. Clemenceau avait été victime d'un accident tout personnel, le lendemain même du jour où sa politique avait été approuvée par la Chambre : dès lors, l'opinion a été exprimée dans les milieux parlementaires que la crise devait être réduite au minimum et que, en somme, il suffirait de remplacer M. Clemenceau à la tête du Cabinet. Deux noms ont été mis en avant tout de suite, l'un pour la forme, et c'est celui de M. Léon Bourgeois, l'autre pour tout de bon, et c'est celui de M. Briand. Lorsqu'un ministère tombe, il paraît qu'on doit offrir sa succession à M. Bourgeois, sachant d'ailleurs très bien qu'il la refusera pour des raisons de santé : c'est un rite établi, on manquerait à toutes les traditions si on ne l'accomplissait pas. L'inconvénient est que cela fait perdre du temps. La fois précédente, M. Bourgeois était en Sicile, d'où il a envoyé un télégramme pour supplier qu'on ne l'obligeât pas à faire un voyage inutile. Cette fois, il était dans les pays septentrionaux, ou plutôt en voie d'en revenir, sans qu'on sût exactement où le prendre. Après avoir attendu, pendant un temps décent, sa réponse à une proposition qu'on n'avait d'ailleurs pas pu lui faire parvenir, M. le Président de la République a passé outre et s'est adressé à M. Briand. Il l'a chargé de former un Cabinet. Aussitôt les radicaux et radicaux-socialistes ont

manifesté une grande agitation, et se sont livrés à des manœuvres de groupes pour faire échouer la combinaison. Étant la fraction la plus importante de la majorité, ils ont revendiqué pour l'un d'entre eux la présidence du Conseil. Mais pour lequel ? C'est là que commençait la difficulté, les radicaux et radicaux-socialistes étant incontestablement très nombreux, mais n'ayant pas d'autre qualité. M. le président de la République, s'il a voulu leur donner satisfaction, a dû éprouver un grand embarras pour faire un choix parmi eux : il en est sorti en ne le faisant pas. Les radicaux et radicaux-socialistes pourraient seuls lui en faire un crime; ils ne sont pas allés tout à fait jusque-là et se sont contentés de lui en faire un reproche. Toutefois, à peine le ministère était-il formé, que M. Lafferre a annoncé l'intention de l'interpeller. M. Lafferre, grand maître de la franc-maçonnerie, — ce n'est peut-être pas son titre officiel, mais c'est sa fonction, — est un représentant autorisé du parti radical et radical-socialiste. Au cours de l'interpellation sur la politique générale du cabinet Clemenceau, un discours prononcé par lui l'avait mis en relief, discours à la fois ministériel et indépendant qui concluait à la conservation du ministère après lui avoir adressé un certain nombre d'observations critiques, dont quelques-unes, il faut le dire, ne manquaient pas de justesse. M. Lafferre, porte-parole de son parti, éprouve des appréhensions qui sont en partie les nôtres. Il nous est beaucoup plus indifférent qu'aux radicaux que la présidence du Conseil appartienne à tel ou tel groupe de la majorité; mais les socialistes étaient déjà deux dans l'ancien ministère, et l'entrée de M. Millerand dans le nouveau en porte le nombre à trois. Enfin M. Briand, socialiste lui aussi, devient le chef du gouvernement. Il est très probable que la force du parti en sera accrue. Les radicaux s'en inquiètent au point de vue électoral, ayant déjà vu un certain nombre de sièges leur échapper pour passer à des socialistes : ils estiment qu'avec la composition du nouveau ministère, ce mouvement s'accentuera. C'est aussi notre crainte, mais nous y en ajoutons d'autres, notre vue n'étant pas aussi étroitement bornée que celle des radicaux aux perspectives électorales de l'année prochaine.

Il serait facile d'être très sévère pour M. Briand. Il a un passé qui ne le recommande pas aux hommes d'ordre et qui pèserait très lourdement sur lui si nous n'étions pas dans un de ces momens de trouble moral où tout est confondu. Mais peut-être ne serait-il ni généreux ni politique de le condamner à ne jamais se dégager de ses origines. M. Briand est un homme de sens pratique, doué d'une grande sou-

plesse d'esprit et d'un remarquable talent de parole, enclin d'ailleurs à quelque scepticisme, car il est déjà revenu de bien des choses, et capable, pour tous ces motifs, de se prêter successivement à des combinaisons assez différentes. On voit par là que, s'il serait imprudent de lui accorder une confiance qu'il n'a pas encore justifiée, on ne saurait pourtant la lui refuser *a priori;* il faut attendre; nous verrons ce que sera sa politique. La composition de son ministère ne suffit pas à elle seule pour nous renseigner à ce sujet : il y a là du bon et du mauvais. C'est une idée excellente d'avoir mis un général à la Guerre et un amiral à la Marine. Depuis longtemps on n'avait pas vu un marin à la rue Royale, et les derniers essais qu'on avait faits de ministres civils n'étaient pas encourageans : nous faisons une exception pour M. Picard qui n'a pas assez duré pour donner sa mesure. Un général et un amiral, c'est donc fort bien; mais pourquoi les avoir doublés de sous-secrétaires d'État civils qui semblent chargés de les surveiller et de les limiter? On a appliqué le même système aux Finances. M. Caillaux s'en va sans laisser de regrets, car il avait alarmé chez nous tous les intérêts. Son remplacement par M. Cochery a été accueilli avec satisfaction. Mais pourquoi avoir flanqué M. Cochery de M. René Renoult, sinon parce que ce dernier a été le rapporteur de l'impôt sur le revenu, et qu'on a voulu rassurer par là les partisans de cette réforme, en la présentant comme intangible? Enfin, M. Millerand remplace M. Barthou aux Travaux publics et aux Postes. M. Millerand est à coup sûr homme de mérite, actif et laborieux; mais sa tête est pleine de projets qui, sous prétexte d'organisation du travail, ont pour objet de développer le syndicalisme, de l'introduire partout, et de lui donner pour corollaires la grève et l'arbitrage obligatoires. On n'a pas assez remarqué, dans la précipitation de cette fin de session, la part qu'il a prise à la rédaction de la loi qui institue un tribunal permanent d'arbitrage entre les inscrits maritimes et les armateurs. Il aurait voulu, et on le lui a presque concédé, que les arbitres se saisissent d'office des conflits qui viendraient à s'élever, sans attendre que les parties les leur soumissent. M. Jaurès, réconcilié pour la circonstance avec lui, l'aidait dans ses efforts, dont le succès était assuré par la faiblesse du gouvernement. Il y a, en tout cela, des symptômes dont il est difficile de n'être pas préoccupé; peut-être se dissiperont-ils; nous ne demandons qu'à être rassuré. Y a-t-il lieu de l'être, non pas après les premiers actes du gouvernement, mais après ses premières paroles? Laissons de côté la déclaration ministérielle qui n'a pas échappé à la banalité habituelle à ces productions littéraires, pour en venir au dis-

cours prononcé par M. Briand, en réponse aux questions que lui ont posées MM. Lafferre et Lauraine. Amis réservés sans doute, mais adversaires plus réservés encore, les deux interpellateurs ne lui ont tendu qu'un fleuret moucheté. Les ardeurs radicales s'étaient quelque peu épuisées dans les conciliabules qui avaient accompagné la formation du ministère et précédé la séance. En présence du fait accompli, qui coupe court à tant de velléités préalables, les mécontens de la veille se sont transformés en questionneurs presque bienveillans.

M. Briand s'est appliqué à rassurer tout le monde. C'est un orateur parlementaire, dans toute l'acception du mot. Il change de M. Clemenceau dont le verbe tranchant, insolent, offensant, opérait sur l'Assemblée comme des coups de lanières. La parole de M. Briand est, tout au contraire, caressante et veloutée; elle est pleine de ménagemens pour les personnes aussi bien que pour les idées, et on est tenté de s'écrier en l'écoutant :

Ah ! qu'en termes galans ces choses-là sont dites !

La Chambre a témoigné qu'elle aimait mieux cette manière qui, en effet, est reposante, mais elle est en revanche un peu fluide, un peu fuyante, et si elle n'a pas les arêtes pointues de celle de M. Clemenceau, elle n'en a pas non plus la netteté et la précision. Nul n'égale M. Briand dans l'art d'éluder les difficultés, et de passer entre les écueils comme le plus adroit des nageurs; mais peut-être est-il plus facile, quand on a sa souplesse oratoire, de se livrer à cet exercice en parole qu'en action. et c'est aux actes qu'on le jugera définitivement. Il a remercié ses interlocuteurs de ne l'avoir pas trop taquiné sur son passé, auquel il a fait lui-même une allusion discrète ; mais il a ajouté tout de suite qu'il n avait désormais d'autre ambition que de se rendre apte à ses fonctions nouvelles et qu'il sentait naître en lui un homme nouveau. N'est-ce pas ce que les théologiens appellent « dépouiller le vieil homme, » et ce que M. Clemenceau exprimait plus drôlement en disant qu'il passait de l'autre côté de la barricade? Ses opinions d'autrefois, M. Briand n'en a renié aucune ; il a même avoué qu'il avait une audace de pensée qui ne reculait devant rien ; mais il a aussitôt tranquillisé son auditoire, en expliquant que, comme homme de gouvernement, il ne voulait que des choses immédiatement réalisables ; « je suis, a-t-il dit, un homme de réalisation ; » et c'est bien là, ce nous semble, cette politique opportuniste qui a été autrefois pratiquée par Gambetta et par tous ceux qui se sont inspirés de sa méthode. Dans plusieurs passages de son discours, M. Briand a revendiqué, à

côté des Chambres dont il a défini et restreint les fonctions, la plénitude du pouvoir gouvernemental. Il a fait sonner très haut le principe d'autorité dont il a désormais la garde, et a émis l'avis que le parlement et le gouvernement ne devaient pas être des vases trop facilement communicans, en quoi il a parlé comme le faisait autrefois M. Waldeck-Rousseau, dans sa première manière. Il a déclaré très haut qu'entre les intérêts particuliers, ou même ceux des grandes collectivités d'une part, et ceux du pays lui-même et de l'universalité des citoyens de l'autre, il n'hésiterait jamais et subordonnerait toujours les premiers aux seconds, car cela importe au maintien de l'ordre qui est la condition de tout progrès : n'avons-nous pas entendu cela dans d'autres bouches que la sienne ! Enfin il a déclaré que le premier devoir du gouvernement était de garantir à chacun la sécurité dans son travail, afin de lui permettre de s'enrichir. Enrichissez-vous, avait dit autrefois M. Guizot ; mais combien cette déclaration est plus piquante dans la bouche d'un socialiste ? En écoutant M. Briand, mille réminiscences du même genre venaient à l'esprit, et on se disait que son discours aurait pu être prononcé par un républicain modéré et progressiste. La seule différence est que, si ce républicain le prononçait aujourd'hui, il serait hué, tandis que M. Briand a été applaudi comme il méritait de l'être par la majorité de l'Assemblée et que les socialistes restaient à leurs bancs silencieux et renfrognés. Quand on en est venu au vote, 306 voix contre 46 ont accordé leur confiance au gouvernement, ce qui est sans doute une belle majorité. Mais il y a eu, on le voit, de nombreuses abstentions.

Nous n'entrerons pas dans le détail du programme ministériel. M. Briand a promis de faire voter les retraites ouvrières avant la fin de la législature. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la déclaration ministérielle contient un mot mal venu, qui a produit sur le Sénat une impression désagréable et a contribué sans nul doute à l'accueil très froid qui lui a été fait. « Aucun effort ne nous coûtera, dit la déclaration, pour défendre devant la Haute Assemblée la volonté exprimée par la Chambre. » La volonté ! Une assemblée a-t-elle le droit d'exprimer une volonté en face de l'autre ? N'en faut-il pas deux pour faire une loi, et ne sont-elles pas également libres ? Ce mot semble plutôt de la façon de M. Clemenceau que de celle de M. Briand. Il y aurait beaucoup à dire sur les lois scolaires qui sont annoncées dans des termes assez menaçans ; mais nous y reviendrons. Enfin, une chronique tout entière, — et nous sommes à la fin de celle-ci, — ne serait pas de trop pour traiter de la réforme électorale. On en parlera

à la rentrée ; l'Assemblée l'avait décidée avant la chute de M. Clemenceau, et un peu contre lui ; M. Briand a déclaré qu'il serait fidèle à ce rendez-vous. Toutefois le mot d'« aventure, » qui avait déjà été prononcé par M. Clemenceau, a été repris par lui, et M. Charles Benoist n'a aucune illusion à se faire, — aussi ne s'en fait-il certainement aucune, — sur le peu de concours qu'il trouvera auprès du gouvernement. Heureusement, il n'est pas homme à se décourager pour si peu. Avant de s'adresser à la Chambre, il s'est adressé au pays. Qu'il continue. Les Chambres trouvent généralement très bon le système électoral dont elles sont sorties, et c'est seulement par une forte pression venue du dehors qu'on obtient qu'elles le changent. Les vacances de la Chambre n'en seront probablement pas pour M. Charles Benoist.

Elles n'en seront pas non plus pour le ministère qui aura à préparer la session prochaine. C'est alors qu'on le verra à l'œuvre. On savait déjà que M. Briand était un orateur habile et il n'a pas démenti, sous ce rapport, l'opinion qu'on avait de lui. Mais est-il, autrement qu'en paroles, un homme de gouvernement ? Échappera-t-il à l'illusion, que se font souvent les orateurs, de croire qu'ils ont rempli toute leur fonction quand ils ont fait un discours ? Étendra-t-il ses vues et son action au delà du Palais-Bourbon ? S'il le fait, nous dirons de lui une fois de plus qu'il est très différent de son prédécesseur, car M. Clemenceau a laissé le pays en proie à la décomposition morale, à l'anarchie administrative, à la corruption politique dont M. Combes avait ouvert chez nous cette ère que M. Millerand a un jour qualifiée d'« abjecte. » A ce point de vue, rien n'a été fait, tout est à faire, et nous nous demandons ce que fera M. Briand.

Francis Charmes.

Le Directeur-Gérant,

Francis Charmes.

